



IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Faire avancer la sûreté nucléaire

2011 Baromètre IRSN

La perception des risques
et de la sécurité par les Français

RÉSULTATS D'ENSEMBLE

2011

Baromètre IRSN

La perception des risques
et de la sécurité par les Français

RÉSULTATS D'ENSEMBLE

Juin 2011

OBJECTIFS

Depuis 1988, le Baromètre IRSN mesure chaque année les évolutions de l'opinion sur les risques auxquels les membres du public sont soumis en général et sur les risques nucléaires et radiologiques en particulier. Il présente les résultats d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Il apporte des connaissances sur la manière dont le grand public met en perspective les différents risques, sur sa perception de la qualité de leur gestion et sur ses attentes en matière d'information, notamment en cas d'accident ou d'incident.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'édition 2011 du Baromètre IRSN présente les réponses des Français qui ont été interrogés à leur domicile du 3 au 15 décembre 2010 par l'institut de sondage BVA. Au total, 1 009 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu. La répartition de l'INSEE des âges, des sexes et des professions des chefs de famille a été respectée dans l'échantillon, et cela dans chacune des 32 strates considérées (8 régions x 4 types d'habitats).

COMITÉ DE PILOTAGE IRSN

Marie-Hélène El Jammal

Statisticienne spécialisée dans les enquêtes, Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN – Responsable du Baromètre IRSN – Rédaction du rapport.

François Rollinger

Responsable du Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats IRSN – Supervision du projet.

Emmanuelle Mur

Bureau de la communication stratégique et scientifique, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats IRSN – Coordination éditoriale.

AVANT-PROPOS

La parution de cette édition du Baromètre IRSN intervient dans un contexte marqué par deux éléments majeurs : d'une part l'accident nucléaire de Fukushima, qui atteint le niveau maximal sur l'échelle INES et devient le second accident nucléaire civil le plus grave après celui de Tchernobyl, et d'autre part le ralentissement de la croissance économique qui affecte notamment l'Europe et la France en particulier. Les préoccupations des Français sur leur avenir économique et social prennent donc assez logiquement le pas sur leurs inquiétudes relatives à la dégradation de l'environnement ou aux conséquences de l'effet de serre. Quant à l'accident nucléaire japonais, cette édition ne permet pas d'en mesurer l'influence sur la perception des Français puisque l'enquête analysée dans ce rapport a eu lieu fin 2010. Cependant les enseignements du Baromètre IRSN au cours du temps permettent de s'attendre à ce que ses effets soient perceptibles de manière durable, comme d'autres événements avant lui, dans le champ nucléaire ou non (explosion du réacteur de Tchernobyl, bien sûr, mais aussi la catastrophe de l'usine chimique de Bhopal en Inde, l'explosion de l'usine AZF de Toulouse).

En effet si, depuis plus de vingt ans, les risques liés aux activités du secteur nucléaire ne sont pas parmi les plus redoutés dans la hiérarchie des préoccupations des Français, les installations nucléaires sont perçues comme les plus susceptibles de provoquer une catastrophe en cas d'accident. Et le Baromètre IRSN l'a montré par le passé : tout accident fortement médiatisé – indépendamment de son niveau réel de gravité – conduit à fragiliser l'image de fiabilité et de sécurité du secteur nucléaire. L'accident de Tchernobyl en est l'illustration la plus forte. Loin de s'estomper avec le temps, cet accident reste, depuis vingt-cinq ans, le premier argument cité contre le nucléaire en France. Plus récemment, lors de l'été 2008, la succession d'incidents survenus sur les sites du Tricastin¹ avait aussi entraîné une baisse de confiance dans la sûreté et une montée des préoccupations sur la santé, fragilisant ainsi l'image de fiabilité et de sécurité des installations nucléaires ; celle-ci ne s'améliore que très lentement depuis.

Dans ce contexte, quelles réponses peuvent être apportées aujourd'hui aux inquiétudes des Français suite à l'accident nucléaire de Fukushima ? Les enseignements du Baromètre IRSN suggèrent quelques pistes : ils montrent, par exemple, que l'inquiétude sur certains risques, comme ceux liés aux accidents de la route ou aux effets de la pollution atmosphérique, décroît dès que sont rendues perceptibles par le grand public les politiques menées pour expliciter les risques, faire contribuer les citoyens à leur maîtrise et aboutir à leur diminution. Quelle que soit la nature du risque en cause, la transparence du système public en charge de sa gestion est devenue une exigence majeure pour le public, dont les attentes en matière d'information, de pédagogie et de partage de l'expertise vont croissant depuis de nombreuses années, comme en rend compte le Baromètre IRSN.

Les Français veulent qu'on leur donne les moyens de se construire leur propre vision de la sécurité de nos installations à risques et veulent être associés à la gestion de ces risques dès lors que l'environnement extérieur au site est en jeu. L'expertise de ces risques et le partage des résultats d'expertise sont des éléments essentiels de la réponse qu'ils attendent. Publication des avis des experts, mise en place de comités pluralistes

1. Le 7 juillet 2008 vers 23 heures, le débordement d'une cuve d'entreposage de la station de traitement des effluents uranifères de l'usine Socatri du Tricastin entraîne la fuite d'une solution contenant de l'uranium. L'étude menée par l'IRSN conclut que les valeurs plus élevées en uranium observées dans la nappe alluviale sont vraisemblablement liées à l'activité passée du site nucléaire ou d'origine naturelle selon les endroits.
Le 8 septembre 2008 est survenu un incident lors de l'opération de déchargement du combustible de la centrale nucléaire EDF de Tricastin. Cet incident n'a entraîné aucun rejet.

pour évaluer les risques incluant des gens proches de la population figurent ainsi en bonne place parmi les propositions plébiscitées par les Français. Ils veulent des experts compétents et indépendants mais aussi ouverts et proches d'eux. Ils acceptent de plus en plus que ceux-ci fassent état non seulement de leurs avis mais aussi des incertitudes associées, et comprennent que plusieurs solutions puissent exister pour gérer ces risques au mieux.

Transparence, proximité, rigueur scientifique sont les principes qui ont guidé l'action de l'IRSN après l'accident de Fukushima. Le Baromètre IRSN montre que ces principes correspondent aux attentes des Français vis-à-vis de l'Institut, comme de tous les acteurs de la sûreté nucléaire. Dans le contexte actuel, le dialogue avec la société civile est plus que jamais indispensable. Son développement sera-t-il suffisant pour contribuer efficacement à endiguer la baisse prévisible de la confiance dans la gestion de la sûreté des installations nucléaires françaises ? Les résultats des éditions futures du Baromètre IRSN permettront de répondre à cette question, avant tout grâce à la prochaine enquête, qui aura lieu dès l'automne 2011.

Je vous souhaite une agréable lecture des résultats de l'édition 2011 du Baromètre IRSN. Vous pouvez retrouver cette édition, comme toutes les éditions précédentes, sur le site Internet de l'Institut : www.irsn.fr.



Jacques Repussard
DIRECTEUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

2-3 /

AVANT-PROPOS

6-9 /

RÉSULTATS SAILLANTS

10-31 /

PARTIE 1

LES PRÉOCCUPATIONS
ACTUELLES DES FRANÇAIS

12-21 /

chapitre 1

*Le plus préoccupant dans la société
actuelle*

22-25 /

chapitre 2

*Le plus préoccupant pour
l'environnement*

26-31 /

chapitre 3

*La science dans les préoccupations
des Français*

32-65 /

PARTIE 2

REGARDS DES FRANÇAIS
SUR L'EXPERTISE

34-37 /

chapitre 1

*Qui doit contrôler une installation
à risques ?*

38-49 /

chapitre 2

*Le rôle et l'image des experts
scientifiques*

50-59 /

chapitre 3

L'accès aux dossiers d'expertise

60-65 /

chapitre 4

*La perception des structures
pluralistes*

66-121 /

PARTIE 3

LES FRANÇAIS FACE
À 33 SITUATIONS À RISQUES

70-81 /

chapitre 1

*Les risques auxquels les Français
se sentent exposés*

82-91 /

chapitre 2

*La confiance accordée aux autorités
par les Français pour les protéger*

92-107 /

chapitre 3

*La vérité des informations
sur les dangers*

108-121 /

chapitre 4

*La hiérarchie des 33 situations
selon 3 aspects et leur lien
avec l'acceptabilité des installations*

182-199 /

ANNEXES

*Description de l'échantillon
Questionnaire*

122-181 /

PARTIE 4

ZOOM SUR LE DOMAINE
NUCLÉAIRE

124-139 /

chapitre 1

Le risque nucléaire

140-159 /

chapitre 2

*La compétence et la crédibilité
des intervenants du nucléaire*

160-169 /

chapitre 3

L'accident de Tchernobyl

170-173 /

chapitre 4

Les déchets radioactifs

174-181 /

chapitre 5

*La demande d'information
sur le risque nucléaire*

RÉSULTATS SAILLANTS

ENVIRONNEMENT

En 2010, les travaux du Grenelle Environnement s'estompent des mémoires et la crise financière continue à inquiéter les Français. Le déplacement de leurs préoccupations sur les sujets économiques et sociaux, chômage et exclusion s'accroît encore. Parallèlement, les préoccupations environnementales subissent une érosion continue depuis 2006. Au sein de celles-ci, néanmoins, les catastrophes naturelles se signalent cette année par une nette augmentation.

PAGE 15- *Le chômage avec la misère et l'exclusion sont toujours les deux premières préoccupations des Français.* Depuis 10 ans, elles ne s'éloignent l'une de l'autre que de quelques %.

PAGE 16- *En 2006, la dégradation de l'environnement devenait la troisième préoccupation des Français* en obtenant un score de 24 %, qui a été le plus haut jamais enregistré. Elle se situait alors à seulement 10 % du chômage et de la misère et l'exclusion. Mais depuis, on observe une croissance continue de ceux-ci (+ 10 points pour le chômage depuis 2006) et une érosion assez régulière sur la dégradation de l'environnement, qui se retrouve 26 points derrière en 2010. Les bouleversements climatiques subissent un recul analogue (13 % en 2010 après un pic à 20 % en 2007).

PAGE 25- *La préoccupation relative à l'effet de serre diminue.* Cette baisse est encore plus nette quand on la compare aux autres préoccupations environnementales. Elle reste en troisième position mais a perdu 13 points depuis son maximum en 2006. Cette année, ce sont les dommages liés aux catastrophes naturelles qui montrent l'évolution la plus remarquable, passant de 13 % en 2009 à 20 % en 2010 pour atteindre ainsi son plus haut score depuis que la question a été posée en 2004. Ceci est en lien avec le lourd bilan humain et économique des catastrophes naturelles de l'année 2010 dans le monde (séisme à Haïti, canicule en Russie, inondations au Pakistan...) et en France (tempête Xynthia, inondations du Var). Le trio de tête des préoccupations environnementales reste néanmoins inchangé : la pollution de l'air (33 %), la pollution de l'eau (29 %) et l'effet de serre (27 %).

PAGES 74, 85, 89, 95- *La pollution, une préoccupation majeure des Français* : en ce qui concerne le niveau de risque, 67 % des personnes interrogées jugent celui des pesticides élevé (3^e), 65 % la pollution atmosphérique (4^e), 64 % la pollution des lacs, des rivières et des mers (5^e) et 60 % la pollution des sols (9^e). Pour ces quatre situations, les Français manifestent toujours de la méfiance vis-à-vis des autorités dans leurs actions de protection et dans la crédibilité des informations sur les dangers (moins de 20 % de confiance et de crédibilité), et la pollution atmosphérique voit son score de défiance vis-à-vis des autorités augmenter de 14 points en 12 ans.

EXPERTISE SCIENTIFIQUE

Les Français mettent très majoritairement l'accent sur quatre principes essentiels à leurs yeux : l'indépendance de l'expertise, la compétence scientifique des experts, leur proximité avec le public et la transparence. 57 % des Français déclarent avoir une bonne opinion des experts scientifiques.

PAGES 37, 43, 46- *La compétence scientifique des experts et leur indépendance de jugement.* Ce sont les deux premières qualités attendues par les Français d'un expert scientifique (respectivement 71 % et 46 %). Ils donnent ainsi leur confiance à un comité d'experts scientifiques (31 %) pour contrôler ce qui se passe à l'extérieur d'une installation à risques et estiment que les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques (55 % en 2010). Les Français souhaitent ainsi que des connaissances scientifiques solides soient au cœur du processus décisionnel dans le domaine de l'environnement et de la santé.

PERCEPTION DES RISQUES

Le « palmarès » des risques demeure globalement inchangé depuis de nombreuses années, à quelques exceptions notables.

PAGES 40, 62, 64-La proximité des experts au public et la pluralité. 86 % des interviewés soutiennent un aspect clé de la gouvernance des risques : «*Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations.*» Ils estiment aussi à plus de 40 % que «*les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'avis de la population avant de rendre un avis.*» Ils veulent aussi que des gens proches d'eux participent à l'expertise des risques et à leur maîtrise. Les personnes exposées au risque (94 %) et les médecins (94 %) sont ceux qui devraient rejoindre les structures de concertation pluralistes que les Français plébiscitent depuis 2004 à plus de 90 % pour «*s'occuper des situations à risques*» et contribuer à une meilleure maîtrise.

PAGES 40, 52-Pas de demi-transparence sur les risques. Pour se faire leur propre opinion et participer au contrôle des risques, les Français veulent une information transparente sans concession : 95 % jugent «*prioritaire*» et «*important mais pas prioritaire*» qu'un organisme d'expertise doive «*rendre publics ses rapports d'expertise*» et «*s'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens*» afin de mieux rendre compte des résultats de ses expertises. 80 % estiment également que «*dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord*».

PAGE 71-Risque perçu : les risques individuels en premier, les risques de pollution en second. En 2010, le tabagisme des jeunes est jugé par 73 % des interviewés comme la première des situations à risques. Il est suivi par la drogue (69 %), les pesticides (67 %), la pollution atmosphérique (65 %), la pollution des lacs, des rivières et des mers (64 %), l'alcoolisme (63 %). Cette année, la grippe A perd cinq places dans le classement pour passer à la toute dernière place. D'une année sur l'autre, les différences observées entre niveaux de risques sont peu nombreuses. Mais, dans la durée, des évolutions lentes peuvent être observées à la suite d'événements fortement répercutés dans les médias, comme les installations chimiques depuis l'accident d'AZF en 2001 ou le terrorisme. C'est aussi le cas lorsque les politiques publiques sont visibles, comme pour le sida, le tabagisme ou les accidents de la route.

PAGE 83-Les autorités suscitent la confiance pour la prévention routière. Ce sont les actions menées par les autorités pour prévenir les accidents de la route qui suscitent la plus grande confiance, avec 52 % de réponses positives. Depuis 1997, aucune des autres situations n'a jamais atteint ce niveau de 50 %. Dans la durée, cinq situations ont subi des évolutions brutales d'une année à l'autre : les accidents de la route, la canicule qui voient leur confiance augmenter. Elle a baissé en revanche pour les pesticides et le radon. C'est aussi le cas des centrales nucléaires en 2008, année marquée par les événements dans la zone du Tricastin.

RÉSULTATS SAILLANTS

PAGE 93-*Pour la plupart des risques, la majorité estime que « la vérité n'est pas dite ».* Seuls trois risques dépassent 50 % en 2010 : les accidents de la route avec 60 % de réponses positives, le sida (52 %) et l'alcoolisme (51 %). Pour 19 risques, le score est même inférieur à 20 %. Depuis 1992, cinq situations enregistrent des évolutions significatives à la hausse ou à la baisse selon les années : les accidents de la route, les inondations, le tabagisme des jeunes, les antennes de réseau pour téléphones portables et les centrales nucléaires. Pour ces deux dernières, il s'agit d'une baisse de crédibilité (plus 12 points de « non » en 2004 pour la première et moins 7 points de « oui » pour les centrales nucléaires en 2008).

SECTEUR NUCLÉAIRE

Deux ans après les événements de l'été 2008 sur le site du Tricastin, les installations nucléaires n'ont pas restauré leur image et l'accident de Tchernobyl demeure pour le grand public l'accident le plus effrayant. Les avantages économiques sont toujours le premier argument en faveur du nucléaire et sont de plus en plus cités au détriment de l'absence d'effet de serre.

PAGES 128, 137-*L'industrie nucléaire se voit toujours attribuer un très fort potentiel catastrophique,* même si les centrales ou les déchets ne sont pas parmi les risques les plus craints. 91 % des personnes interrogées adhèrent à la proposition suivante : « Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves. » Et cette crainte forte s'exprime alors que la relative confiance dans la sûreté des centrales nucléaires constatée depuis plusieurs années se révèle fragilisée par la survenue des incidents de l'été 2008 sur le site du Tricastin. En 2007, avant ces incidents, plus de la moitié des personnes interrogées jugeaient que « toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises » ; trois ans après, ils ne sont plus que 40 % à le penser (38 % en 2008, 43 % en 2009).

PAGE 132-Les avantages économiques sont de plus en plus cités comme argument en faveur de l'énergie nucléaire à côté de l'indépendance énergétique, mais cette année au détriment de l'absence d'effet de serre.

PAGE 134-En 2009, les déchets nucléaires passaient pour la première fois avant l'accident de Tchernobyl. En 2010, ils se rejoignent pour devenir les deux arguments les plus cités contre le nucléaire, avec environ 30 % de réponses.

PAGE 141-Pour la compétence technique, le CNRS vient en tête, suivi par les institutions dédiées d'expertise (IRSN, organismes d'experts internationaux). Sur la sincérité, le scepticisme est plus marqué et la hiérarchie est bien différente. Associations de consommateurs et écologistes, CNRS et médecins sont ceux dont les personnes interrogées jugent majoritairement (+60 %) qu'ils disent la vérité. Après l'Académie des sciences et les experts internationaux (+50 %), le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN) et l'IRSN sont les premières institutions françaises sur ce plan (respectivement 49 % et 48 %).

PAGE 161-L'accident de Tchernobyl demeure pour le grand public l'accident le plus effrayant (cité par 52 % des interviewés en 2010) et 81 % (74 % en 1996) des Français jugent que l'information diffusée alors n'a pas été «*complète et correcte*». 76 % (68 % en 1996 ; 60 % en 1986) pensent toujours que l'on cache la vérité aux Français sur les conséquences de l'accident. En 2010, l'opinion sur la sûreté des centrales françaises n'a pas été modifiée par l'accident de Tchernobyl ou par les informations diffusées, pour 59 % des individus. 23 % (contre 16 % en 1996) les jugent maintenant plus sûres qu'avant, quand 16 % (contre 21 % en 1996) les trouvent moins sûres.

PAGES 171, 175-Comme en 2005, plus de 6 Français sur 10 jugent raisonnable d'appliquer au plus vite la loi qui a décidé de créer un stockage pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs et ne pas laisser aux générations futures le choix de la solution en attente d'éléments nouveaux (seulement 5 % choisissent cette solution). Cette question continue à mobiliser les Français, dont la soif d'informations se confirme. Un défi important pour les experts.

LES PRÉOCC ACTUELLES DES FRANÇ

12-21 /
chapitre 1

Le plus préoccupant dans la société actuelle

22-25 /
chapitre 2

Le plus préoccupant pour l'environnement

26-31 /
chapitre 3

La science dans les préoccupations des Français

UPDATIONS

AIS

LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

44 %

*des Français considèrent le chômage comme le problème
actuel le plus préoccupant (cumul des 1^{re} et 2^e réponses).*

La nouvelle édition du Baromètre IRSN montre que dans la hiérarchie de l'ensemble des risques auxquels ils peuvent être soumis, les Français placent au 1^{er} rang les préoccupations sociales liées au chômage d'une part, à la misère et l'exclusion d'autre part. Depuis 10 ans, les préoccupations de ces deux risques ne s'éloignent l'une de l'autre que de quelques points.

Depuis 1998, cette tendance ne s'est brisée qu'une seule fois. En 2000, année où la violence dans les banlieues avait occupé le champ médiatique, l'insécurité avait pris la 1^{re} place du classement. Chômage en baisse et optimisme économique de l'époque expliquaient vraisemblablement le net recul de la perception du chômage (de 54 % en 1999 à 30 % en 2000). Cette tendance avait été confirmée les deux années suivantes, en 2001 et en 2002, pour s'arrêter ensuite. Le chômage avec la misère et l'exclusion s'installent durablement à la 1^{re} place des préoccupations et l'insécurité s'en éloigne de plus en plus (3^e place 2005, 4^e place en 2006, 5^e place en 2007 avec 30 points d'écart avec le chômage en 2010). En 2008, l'épisode de la crise financière n'a pas réussi à les séparer. La crise est venue prendre la 3^e place du classement pour l'occuper encore en 2010, même si son score (21 %) la tient désormais éloignée de la tête du classement : en 2008, elle recueillait 30 % de réponses, à seulement 7 points du chômage ; depuis, elle conserve son classement mais enregistre un écart avec le chômage beaucoup plus important (21 %).

Jusqu'en 2005, dans cette hiérarchie des préoccupations, les Français plaçaient la dégradation de l'environnement en 4^e position du classement. En 2006 et 2007, elle vient se placer pour la première fois avant l'insécurité et derrière le chômage, la misère et l'exclusion. Les bouleversements climatiques gagnent aussi du terrain ces deux années-là : 17 % en 2006 et 20 % en 2007 après 12 % en 2005 et 7 % en 2004. En 2005, la médiatisation du film d'Al Gore et l'apparition de Nicolas Hulot dans le débat politique de précampagne présidentielle peuvent avoir influencé les résultats. De même en 2006, on peut y lire un effet du Grenelle Environnement. Lors de ces deux années, la dégradation de l'environnement à 24 % se rapprochait de la préoccupation apportée au chômage, avec seulement environ 10 points de moins. Mais depuis, il semblerait qu'il y ait un déclin assez régulier sur cette préoccupation. Certes, les pourcentages ne varient que très peu (-3 points entre 2009 et 2010) ni le classement ; en revanche, tous les ans depuis 2007, la dégradation de l'environnement s'éloigne de plus en plus du chômage, avec un écart qui augmente de 5 points par an, ce qui le conduit à passer de 11 % en 2007 à 26 % cette année. La crise financière de 2008¹ a sa part de responsabilité tout comme le chômage, qui préoccupe de plus en plus les Français, mais ce ne sont pas les seules raisons car cette érosion se confirme par les dépouillements exposés au long du document dès que les questions posées sont liées à l'environnement.

Les autres risques proposés, risques technologiques, risques liés à la santé, sont classés après, avec des scores beaucoup plus faibles, de l'ordre de 10 % ou moins. La grippe A, qui avait fait son apparition dans le Baromètre IRSN en 2009, occupe cette année la dernière place dans les préoccupations des Français.

1. La crise financière a été introduite en 2008 dans la liste des préoccupations proposées à la personne interrogée sous l'intitulé « les conséquences de la crise financière ».

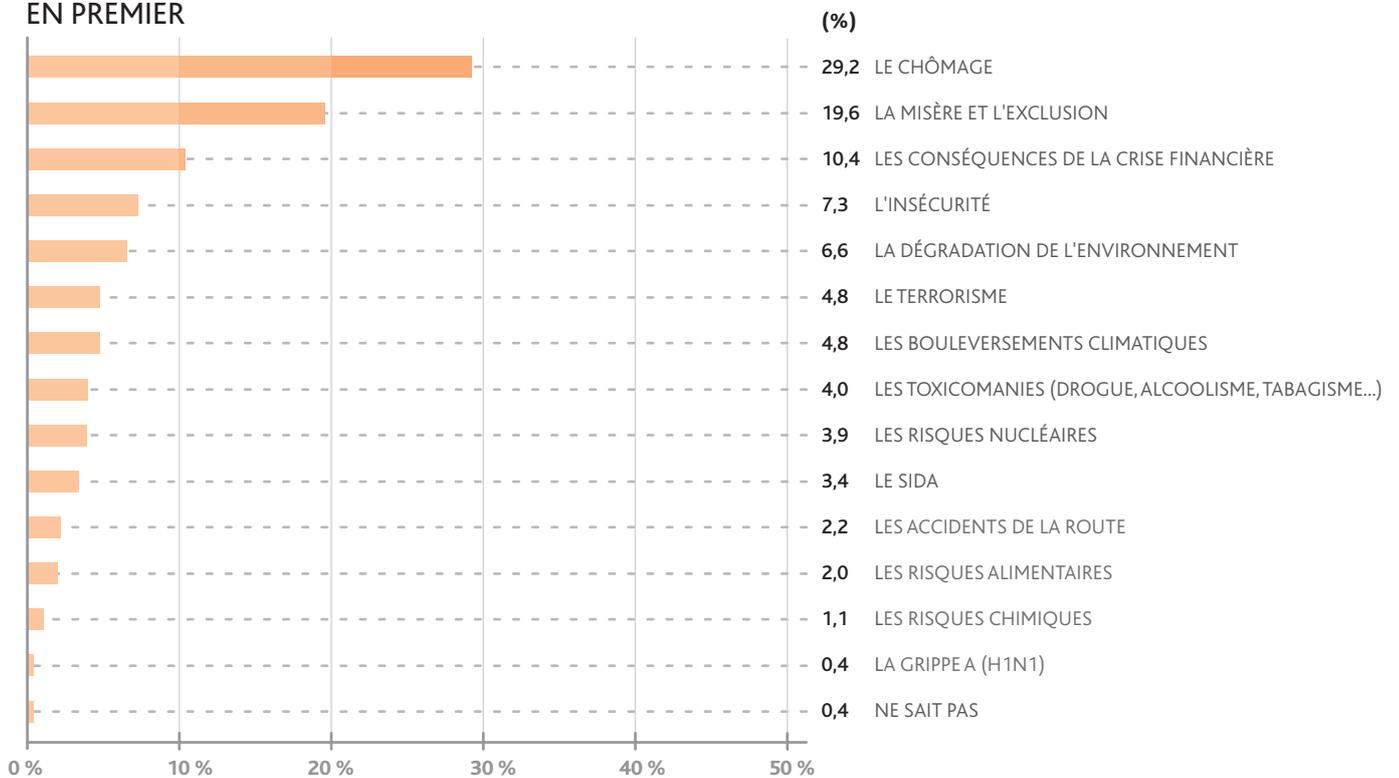
LES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES PRIORITAIRES

QUESTION POSÉE

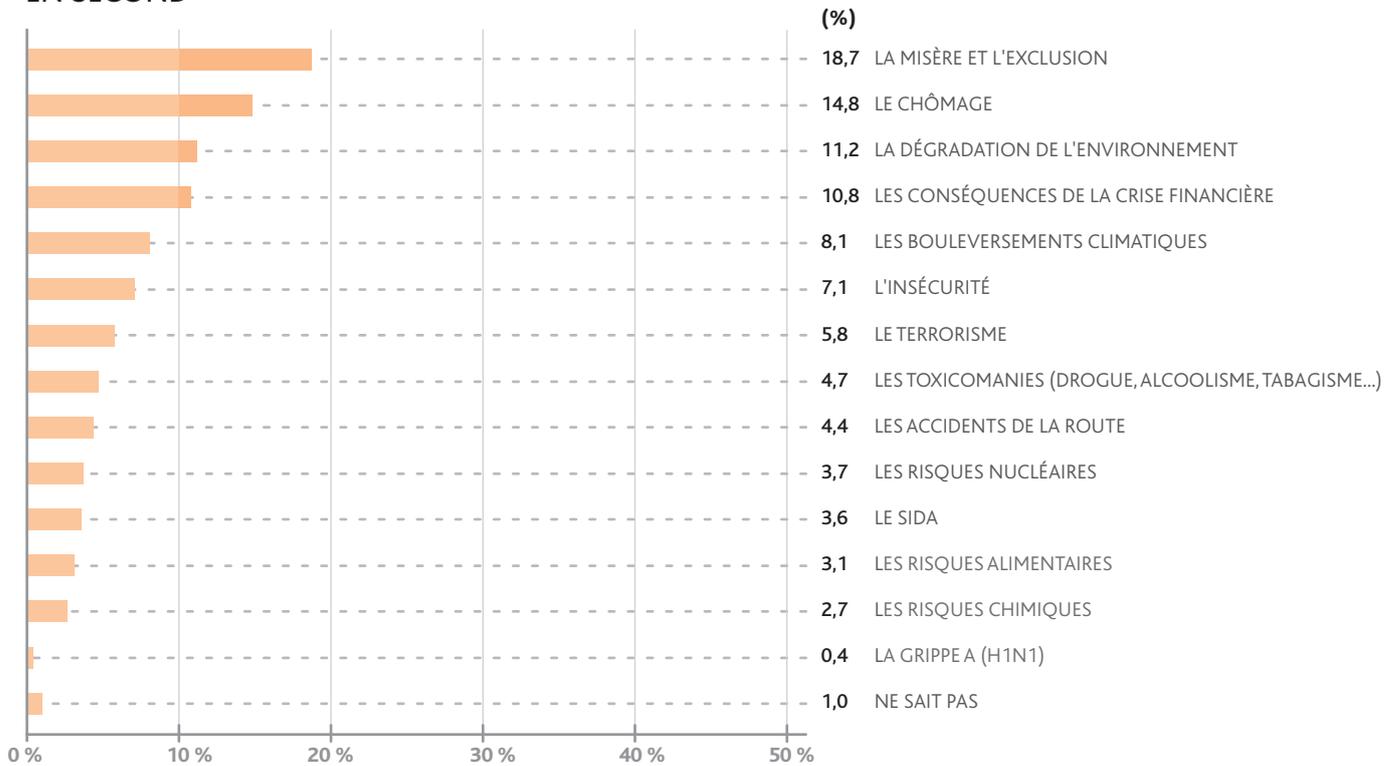
« En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? »
(2 réponses possibles)

DÉCEMBRE
2010

EN PREMIER

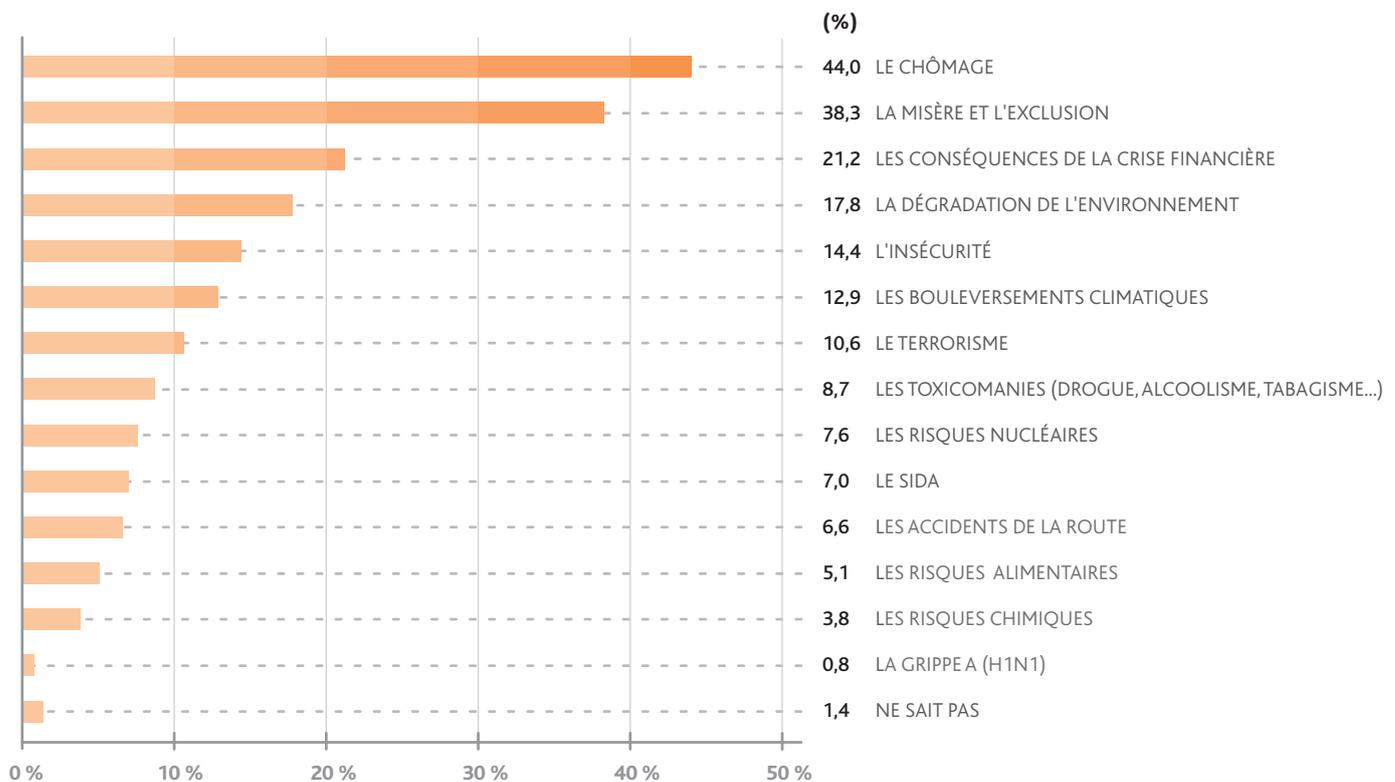


EN SECOND



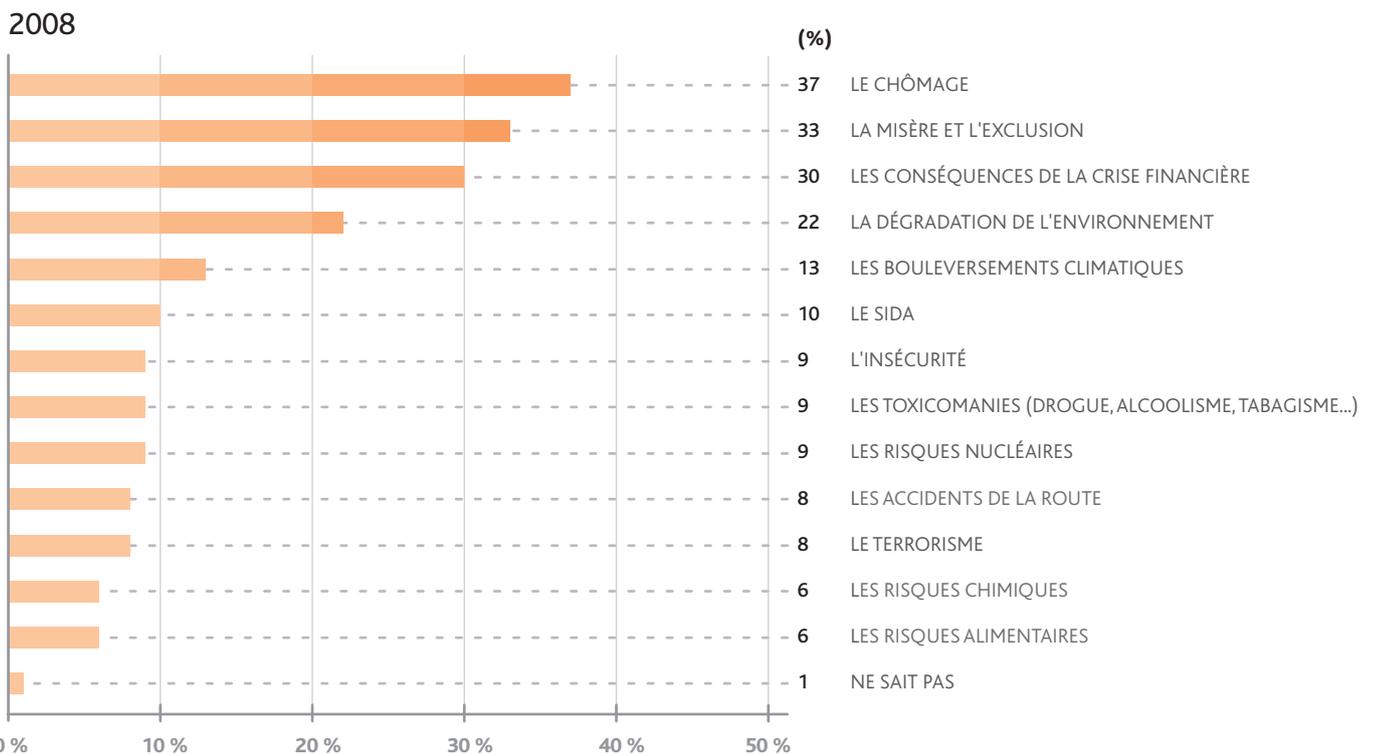
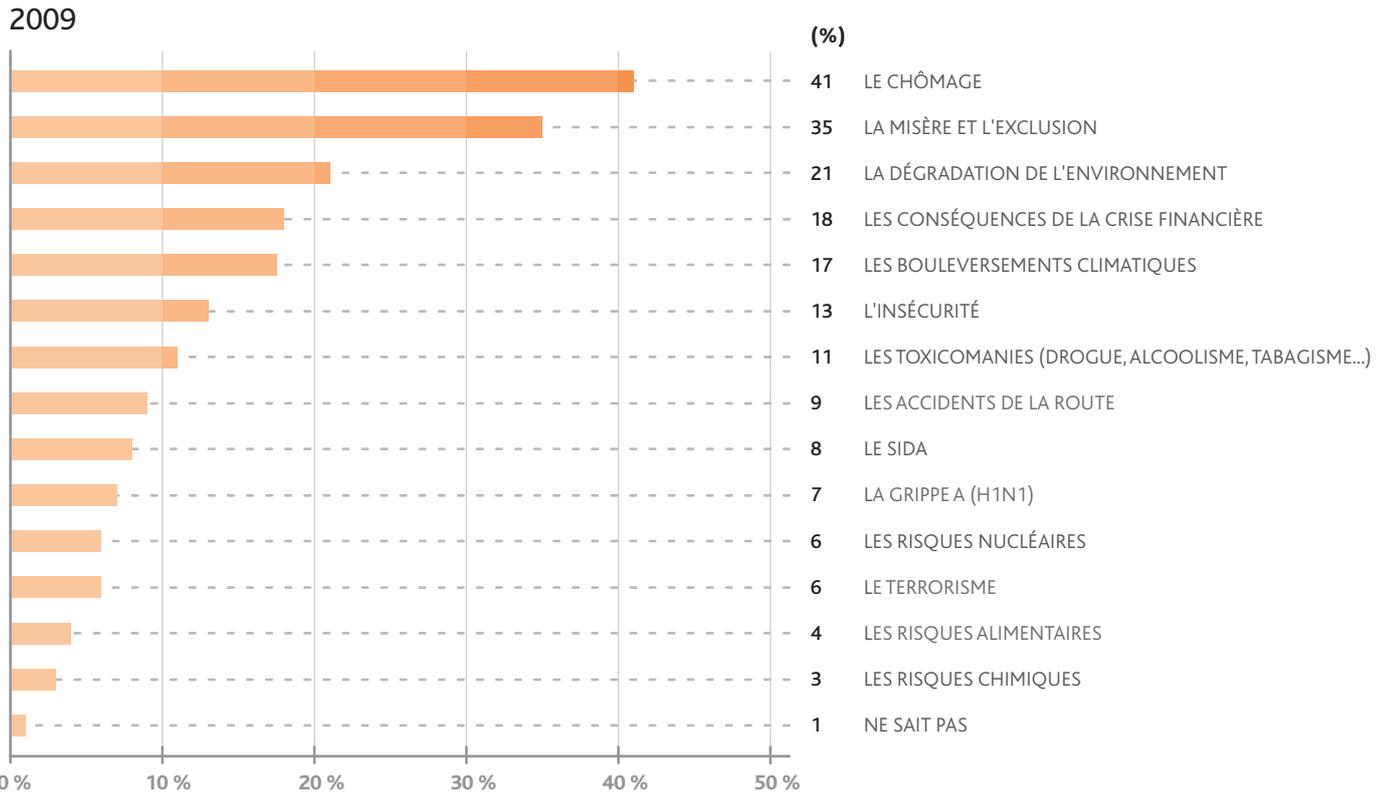
RÉSULTATS CUMULÉS DÉCEMBRE 2010

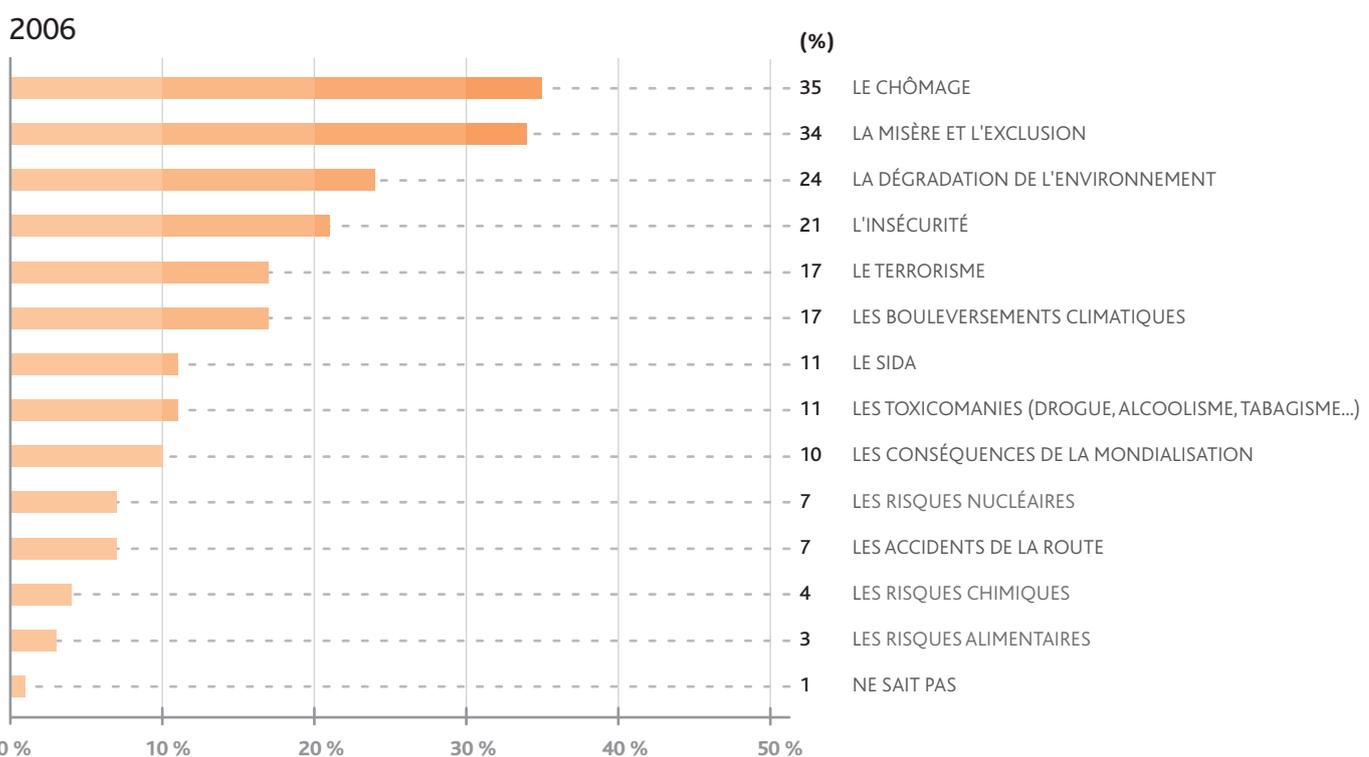
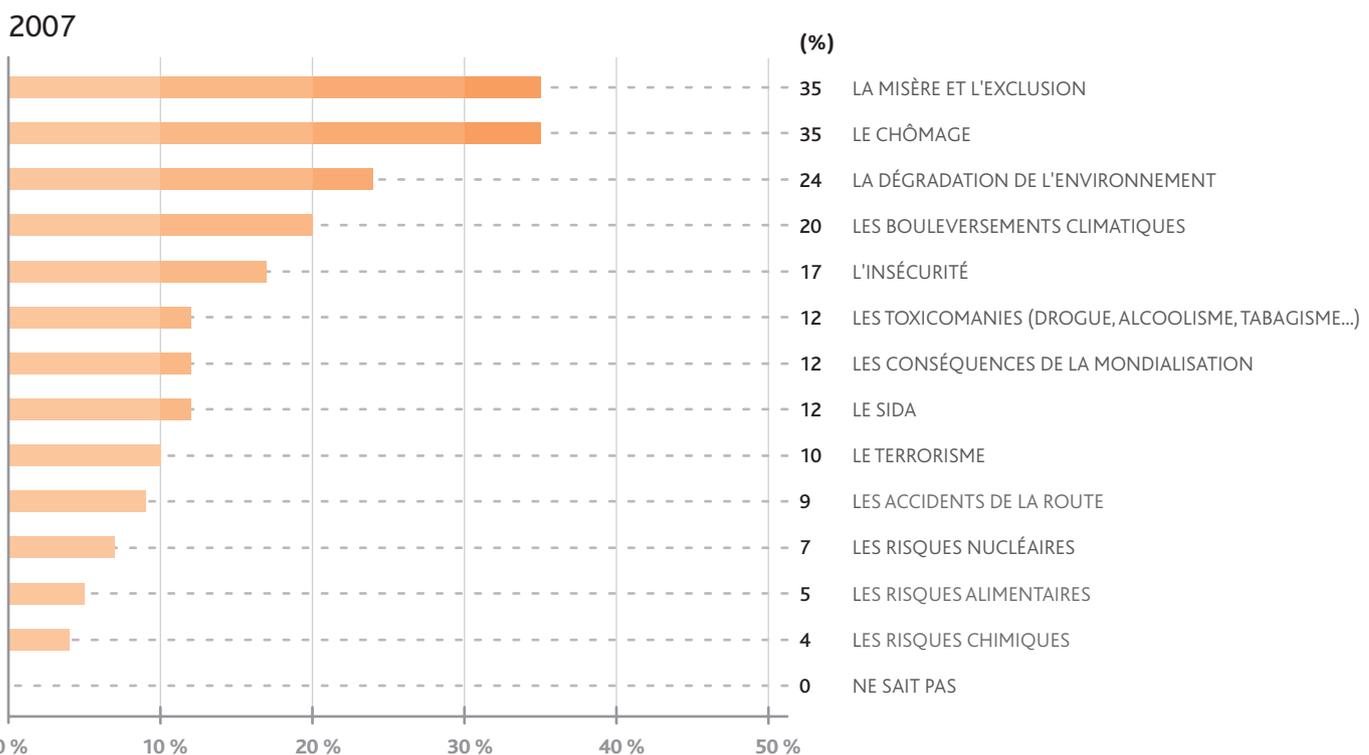
Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



« En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? » (2 réponses possibles)

**ÉVOLUTION
SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS
1998 à 2009**

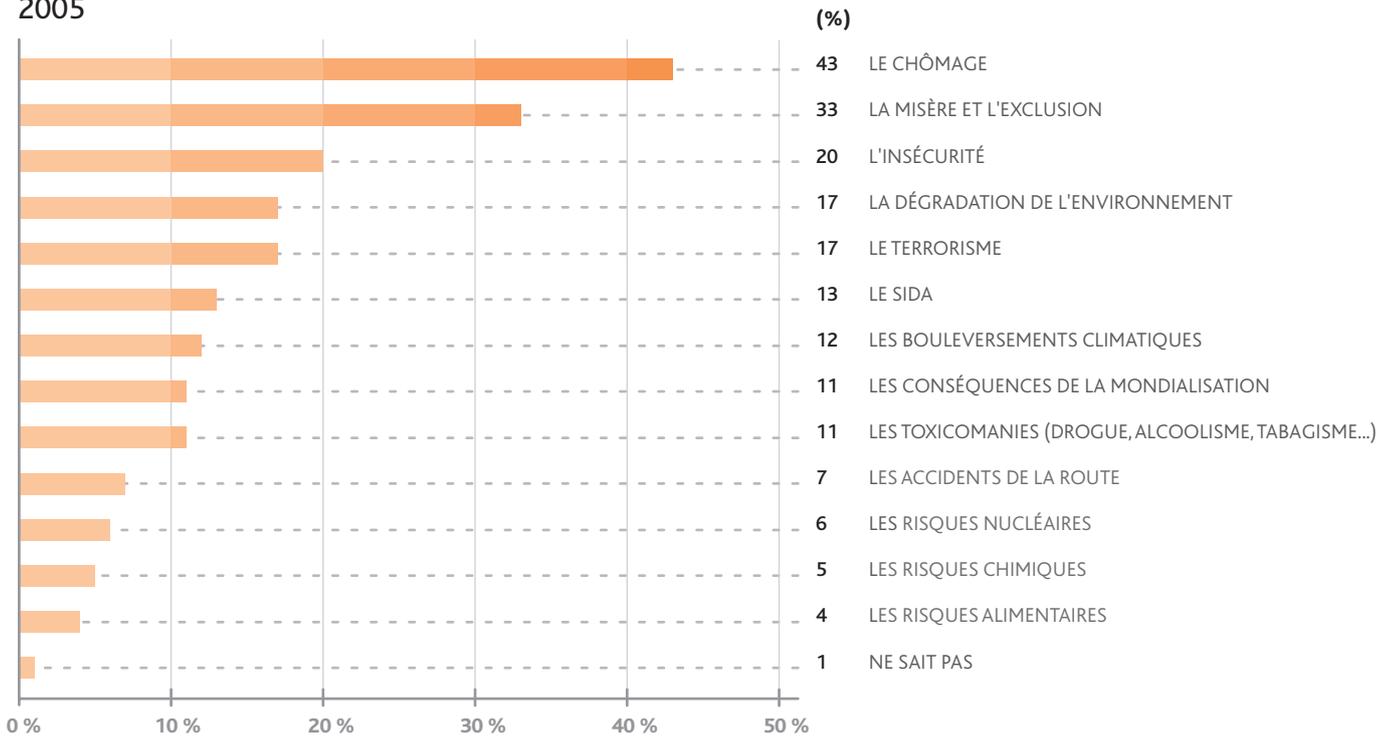




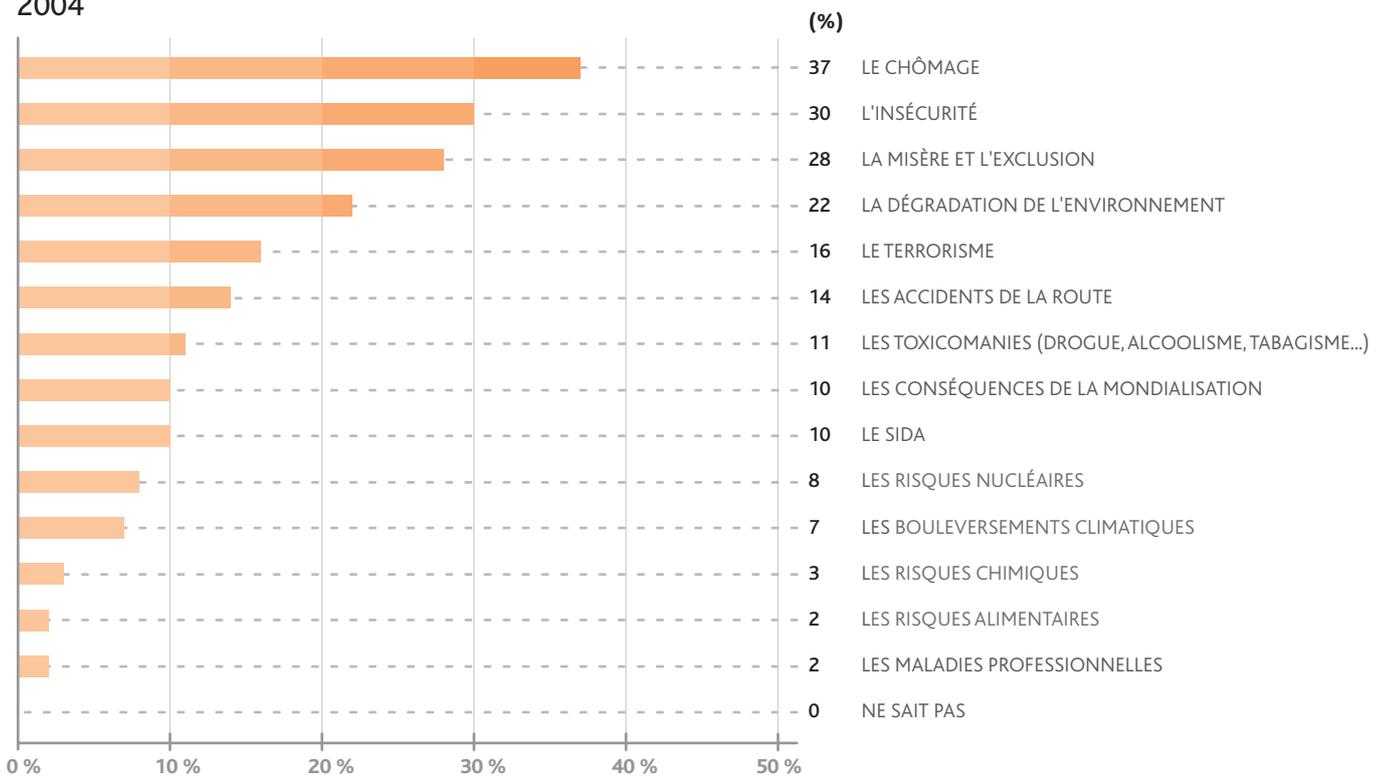
« En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? » (2 réponses possibles)

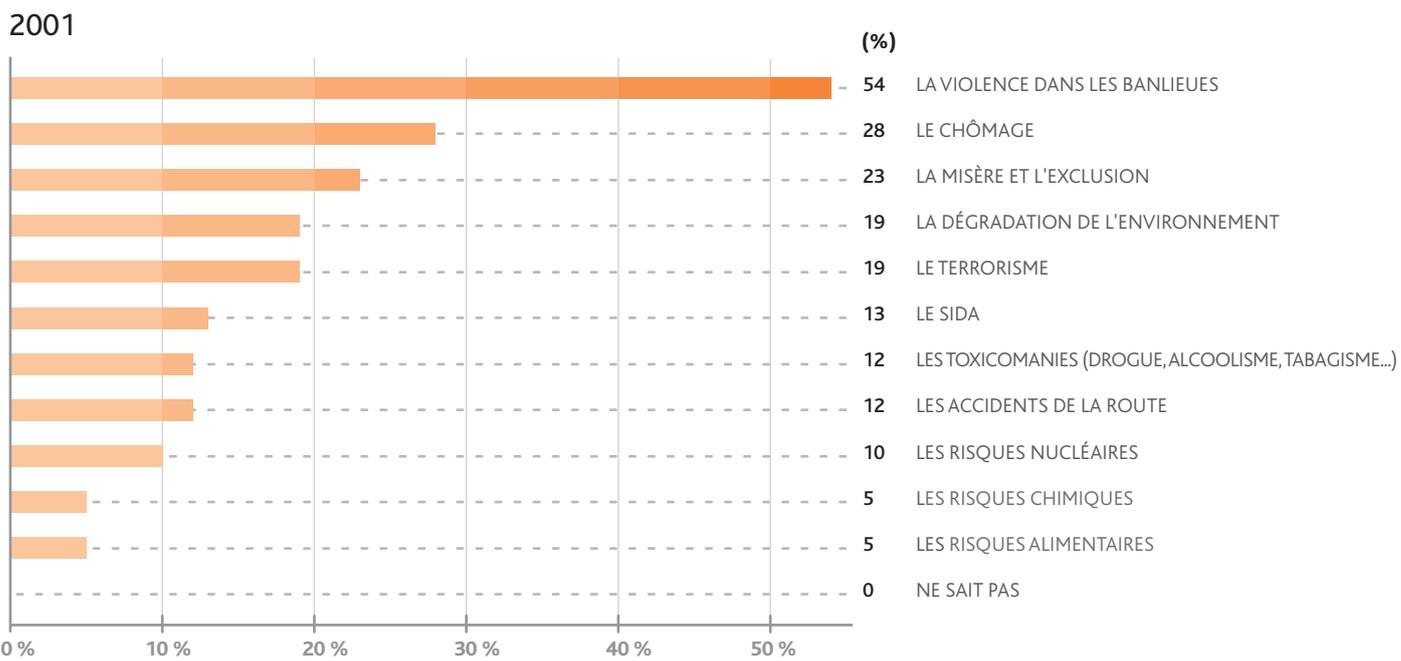
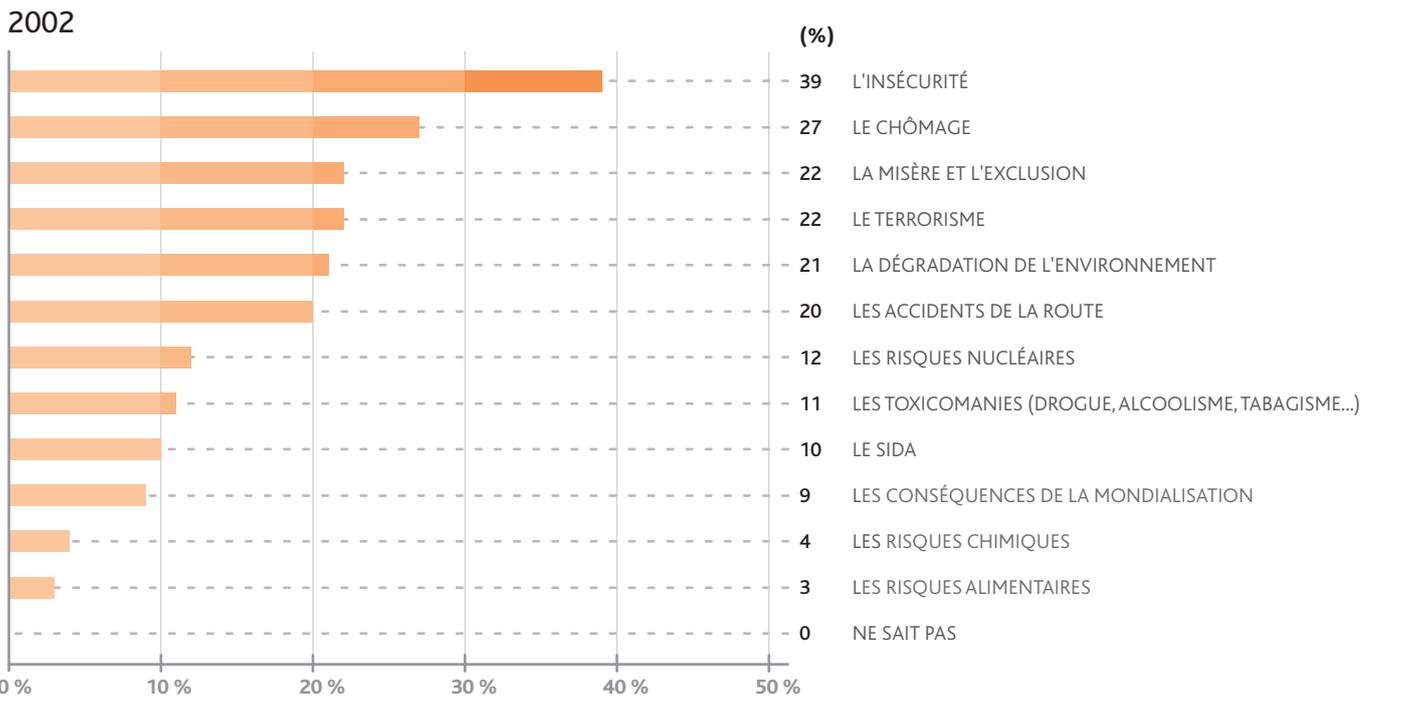
**ÉVOLUTION
SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS
1998 à 2009**

2005



2004

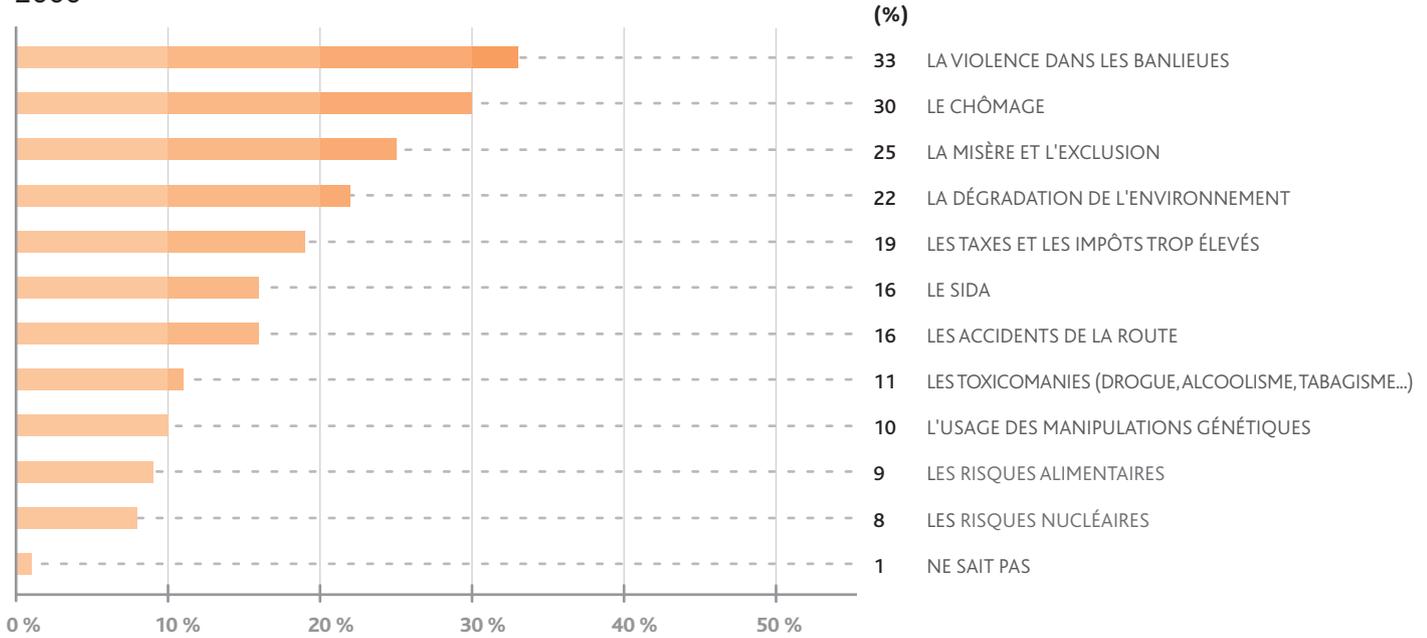




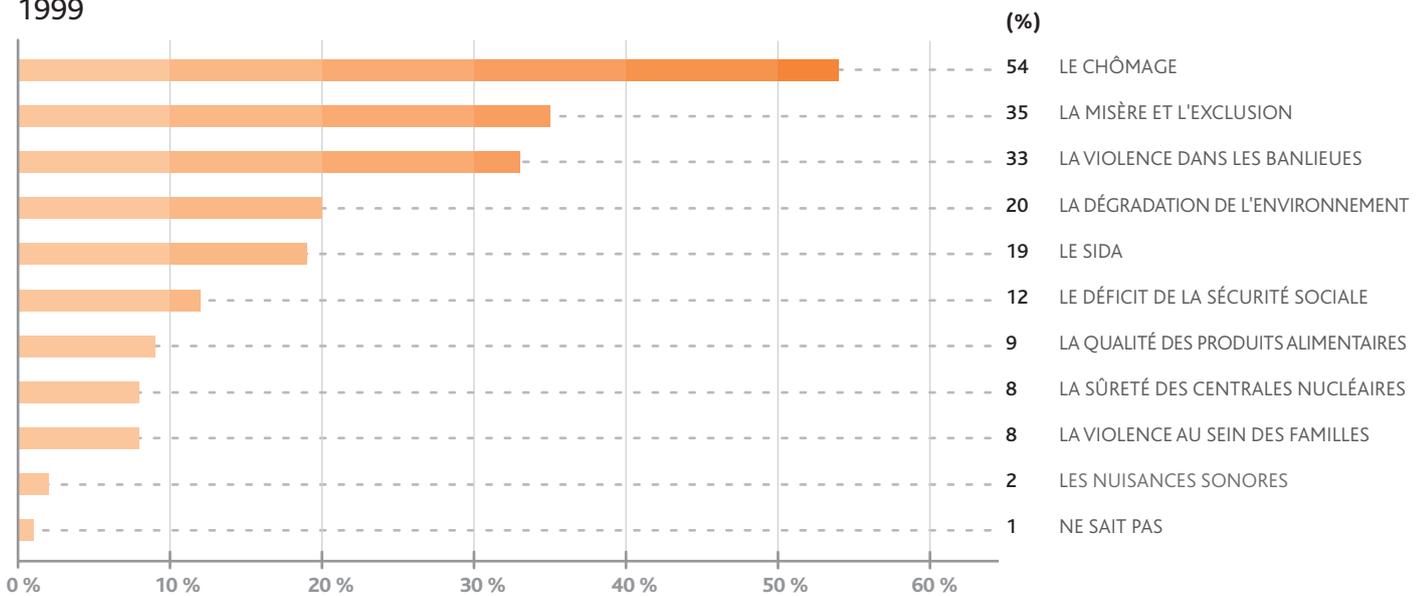
« En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? » (2 réponses possibles)

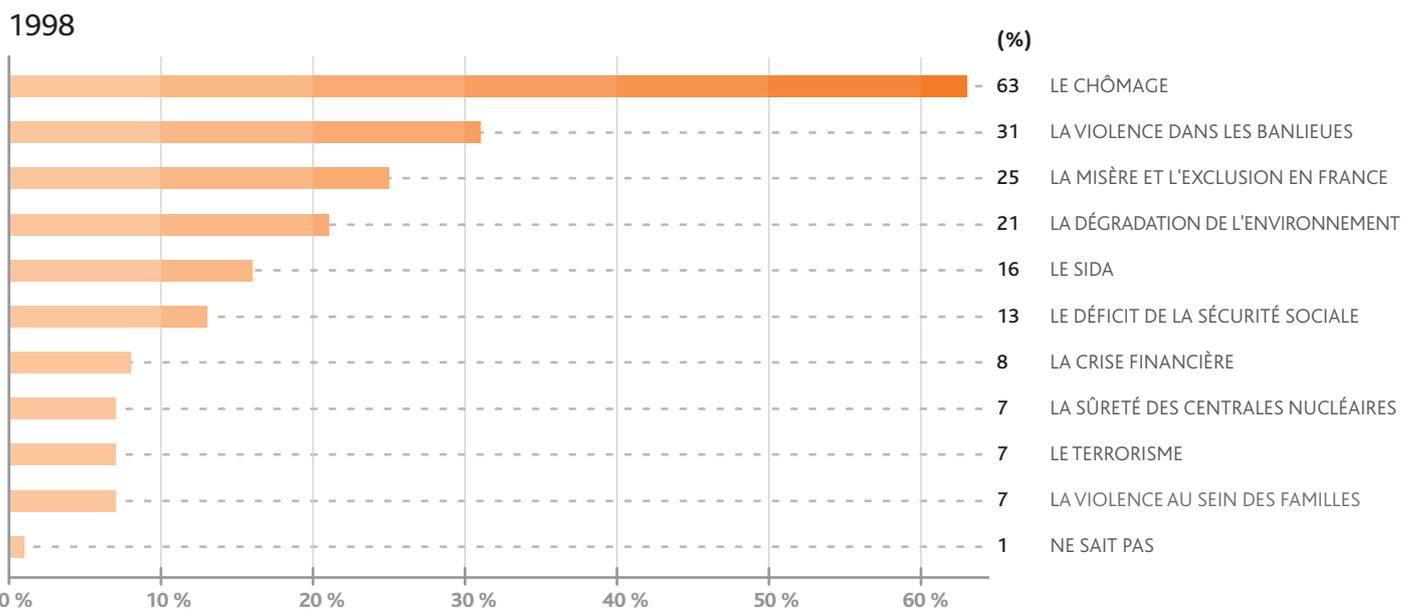
**ÉVOLUTION
SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS
1998 à 2009**

2000



1999





LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

33 %

*des personnes interrogées sont préoccupées
principalement par la pollution de l'air.*

En 2010, les catastrophes naturelles dans le monde ont été particulièrement nombreuses et meurtrières : le séisme qui a frappé Haïti en janvier, la canicule en Russie et les inondations au Pakistan en août, les éruptions volcaniques en Indonésie en octobre. Selon l’OMS, il faut remonter à 1983, année marquée par la sécheresse et la famine en Éthiopie pour retrouver une année aussi meurtrière. La France a eu elle aussi son lot de catastrophes avec 53 morts lors de la tempête Xynthia en février 2010 et 23 personnes disparues dans les inondations du Var en juin. En Islande, le volcan Eyjafjöll, qui a paralysé le trafic aérien pendant des jours en Europe, n’a causé aucune perte humaine mais a eu des conséquences économiques notables. Ce lourd bilan humain et économique de l’année 2010 n’est pas sans répercussions sur les inquiétudes des Français à ce sujet. Leur niveau des préoccupations sur les dommages liés aux catastrophes naturelles passe de 13 % en 2009 à 20 % en 2010 pour atteindre ainsi son plus haut score depuis que la question a été posée en 2004.

Dans ce contexte, les indicateurs du Baromètre IRSN liés aux problèmes globaux que peut connaître l’environnement subissent une légère baisse sans toutefois que la tête du classement soit modifiée. La pollution de l’air (33 %), la pollution de l’eau (29 %) et l’effet de serre (27 %) restent le trio de tête des préoccupations environnementales des Français et y sont installés de manière durable au-delà des variations annuelles. Particulièrement en 2006, les Français avaient manifesté massivement leurs inquiétudes vis-à-vis de l’effet de serre, avec un taux de réponse de 40 % pour un taux moyen de 34 % auparavant. Celui-ci devenait alors la préoccupation première des Français, creusant son écart avec la pollution de l’air et de l’eau. Depuis, ce pourcentage ne fait que baisser pour atteindre cette année son plus faible score depuis 10 ans (27 %, 13 points en moins depuis le pic de 2006). On constate aussi un déclin continu depuis 2006 des préoccupations des Français concernant la diminution de la couche d’ozone : 26 % en 2006, 19 % cette année (soit une baisse de 7 points). Ces niveaux d’inquiétude sur l’effet de serre et la diminution de la couche d’ozone avaient eu pour effet de diminuer ceux concernant la destruction des forêts qui désormais tendent à retrouver cette année des taux de réponse d’avant 2006. Quant à la pollution de l’air, ses scores varient peu au cours du temps et elle retrouve sa première place au rang des préoccupations environnementales pour les Français.

En conclusion, on observe cette année un déplacement des inquiétudes relatives à l’environnement vers les catastrophes naturelles, principalement au détriment de l’effet de serre, qui reste néanmoins dans un trio de tête inchangé depuis 10 ans.

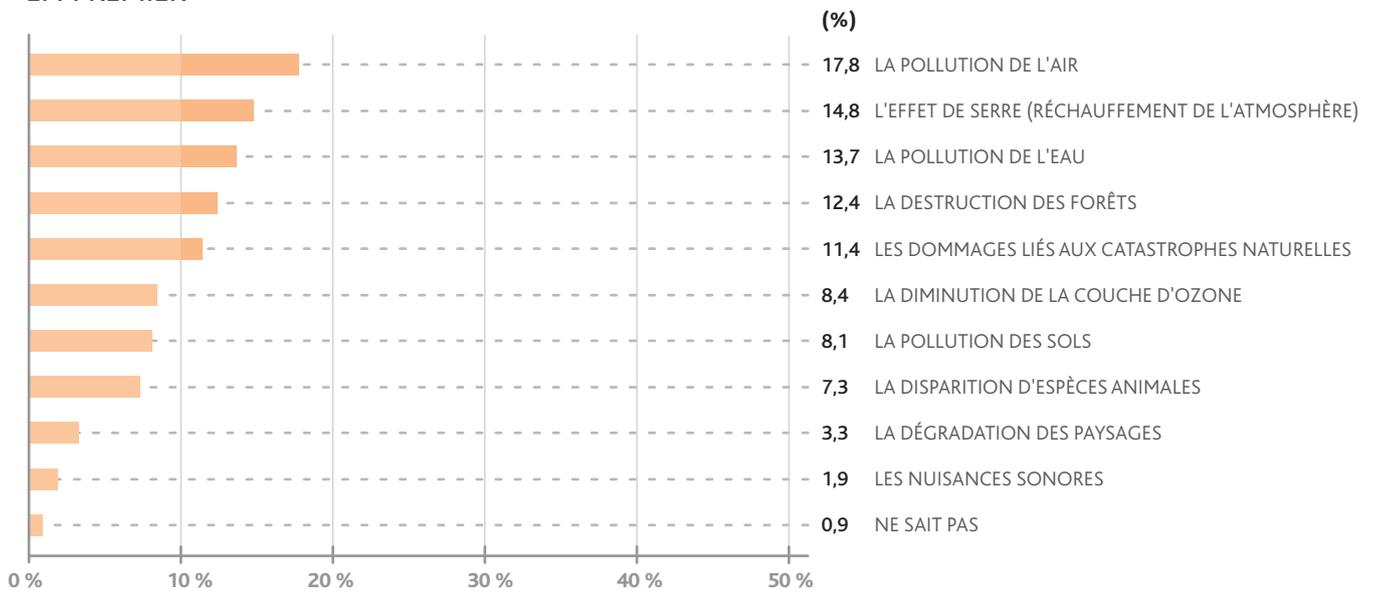
PRÉDOMINANCE CONFIRMÉE DES PROBLÈMES DE L'AIR ET DE L'EAU

QUESTION POSÉE

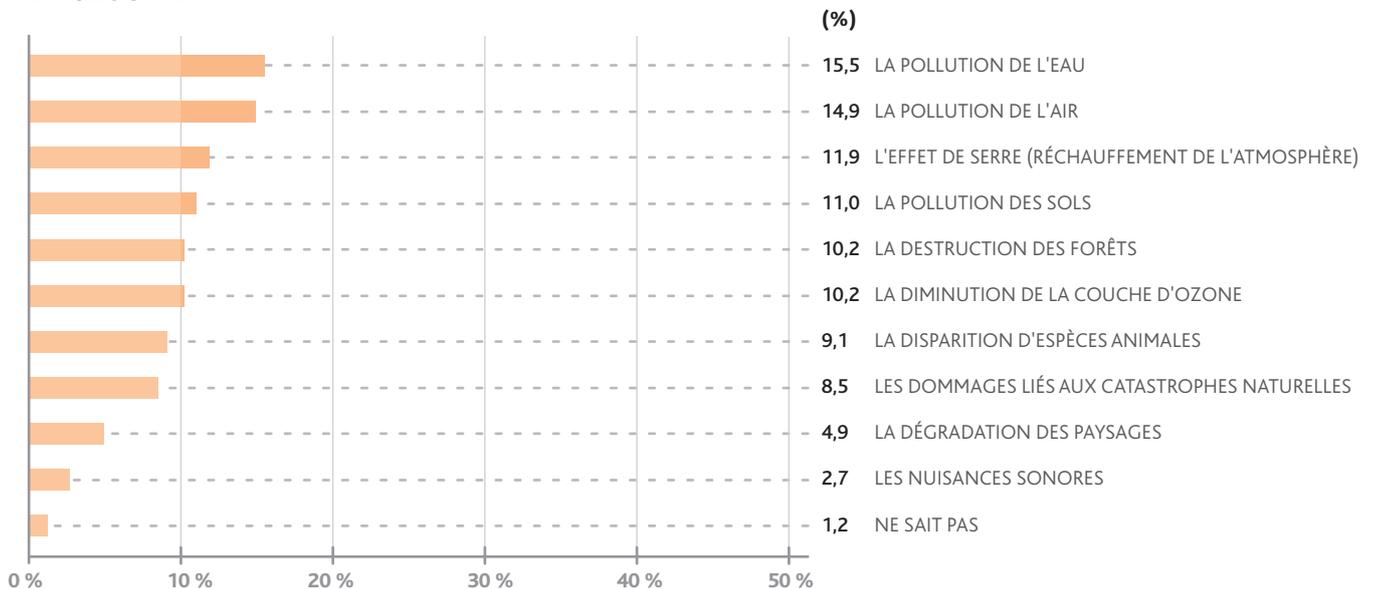
« Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement.
Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? »
(2 réponses possibles)

DÉCEMBRE
2010

EN PREMIER

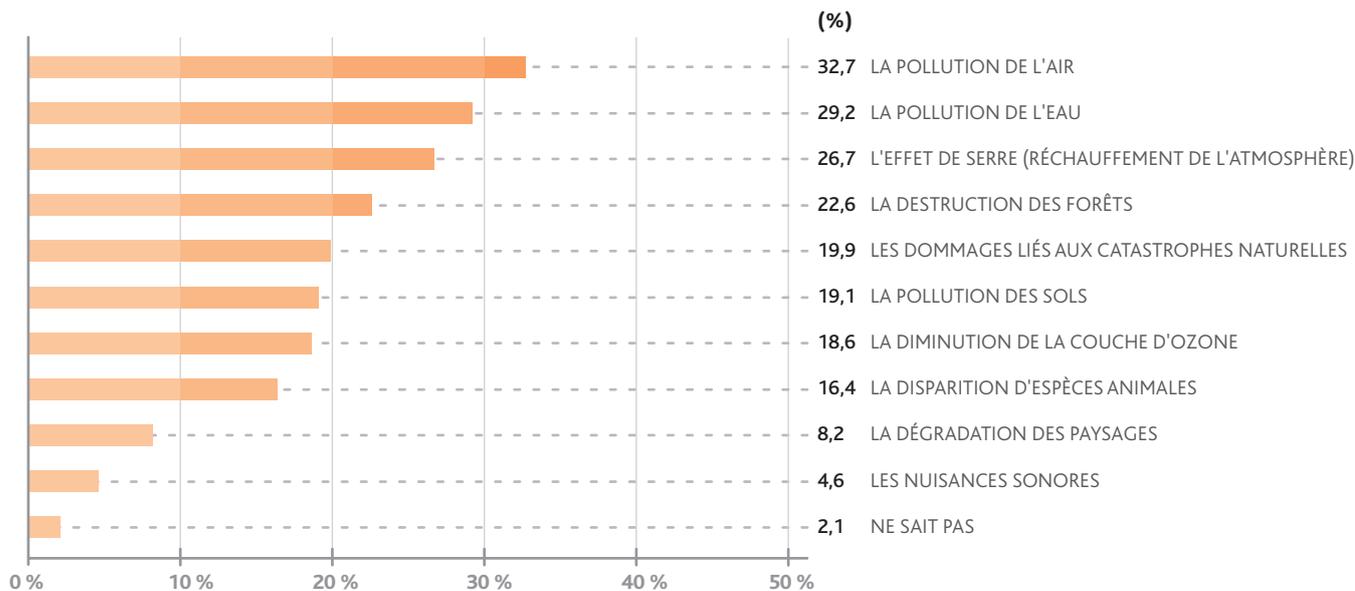


EN SECOND



RÉSULTATS CUMULÉS DÉCEMBRE 2010

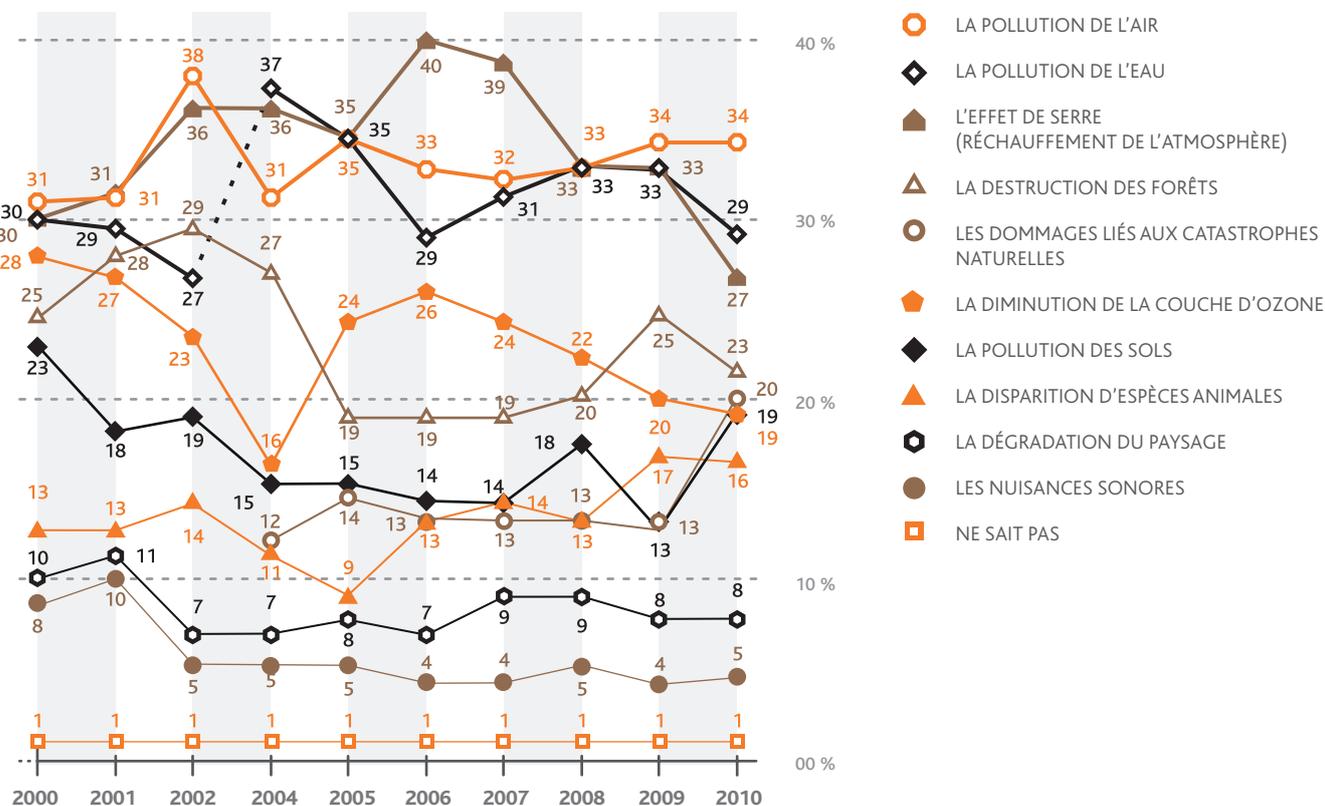
Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 2000 à 2010

En 2004, les intitulés des modalités de réponse ont été modifiés : « la pollution de l'air » au lieu de « la pollution de l'air dans les agglomérations » ; « l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère) » au lieu de « le réchauffement de l'atmosphère » ; « la pollution de l'eau » au lieu de « la pollution des lacs, des rivières et des mers ».

En 2004, les intitulés des modalités de réponse ont été modifiés : « la pollution de l'air » au lieu de « la pollution de l'air dans les agglomérations » ; « l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère) » au lieu de « le réchauffement de l'atmosphère » ; « la pollution de l'eau » au lieu de « la pollution des lacs, des rivières et des mers ».



LA SCIENCE DANS LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

40 %

des Français déclarent que le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes.

Le lien de confiance entre la science et la société reste solide. Depuis 1998, à la question «*Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?*», les Français répondent à 87 % en moyenne qu'ils ont plus confiance ou autant confiance. Toutefois, la répartition entre ceux qui ont plus confiance et ceux qui ont autant confiance est aujourd'hui équilibrée, alors que les premiers avaient un avantage d'environ 20 points jusqu'en 2005. Les polémiques autour des connaissances scientifiques qui ont eu lieu ces dernières années (antennes réseau pour téléphones portables, climat, OGM, etc.) ne sont peut-être pas étrangères à cette évolution. Les Français ont certainement pris conscience à travers des débats publics ou médiatiques parfois très vifs qu'une grande diversité de points de vue pouvaient s'exprimer sur un même sujet à partir d'un argumentaire à caractère scientifique, ce qui modère leur confiance dans la science. À noter un pourcentage particulièrement faible de réponses «je ne sais pas», de l'ordre de 1 %, qui illustre le fait que les Français ont bien identifié ce questionnement, et savent se positionner à son égard.

En 2010, les Français restent partagés sur les bénéfices de la science. 40 % d'entre eux sont d'accord (contre 36 % «*de plus ou moins d'accord*», et 21 % de «*pas d'accord*») pour dire que le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes. Et ils sont tout autant à affirmer que les inconvénients de la science prédominent. 28 % déclarent que le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime, 38 % qu'il n'en crée pas et 32 % sont indécis. Ces questions n'enregistrent aucune évolution notable depuis 2002.

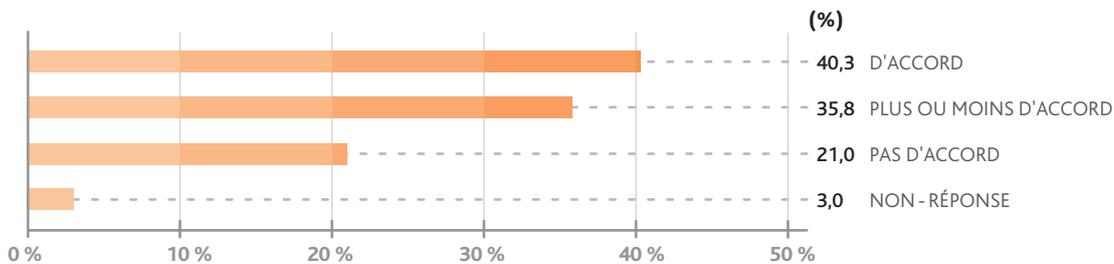
LES FRANÇAIS PARTAGÉS SUR LES BÉNÉFICES OU LES INCONVÉNIENTS LIÉS À LA SCIENCE

QUESTION POSÉE

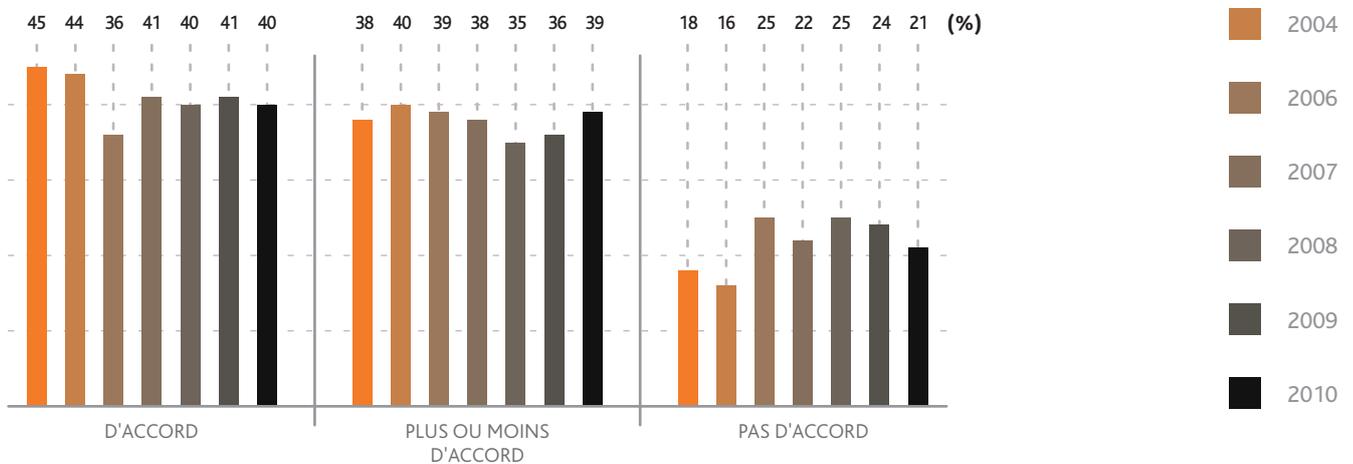
«Je vais vous citer deux propositions relatives au rôle de la science et des technologies. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle proposée.»

«Le développement de la science et des technologies
génère plus de bénéfices que d'effets néfastes.»

DÉCEMBRE
2010

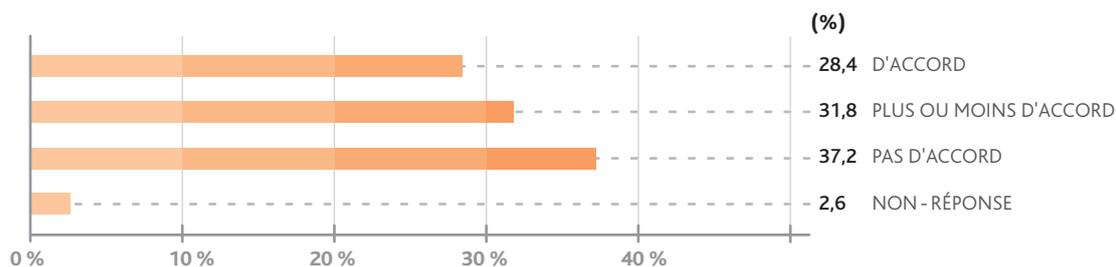


ÉVOLUTIONS 2002 à 2010

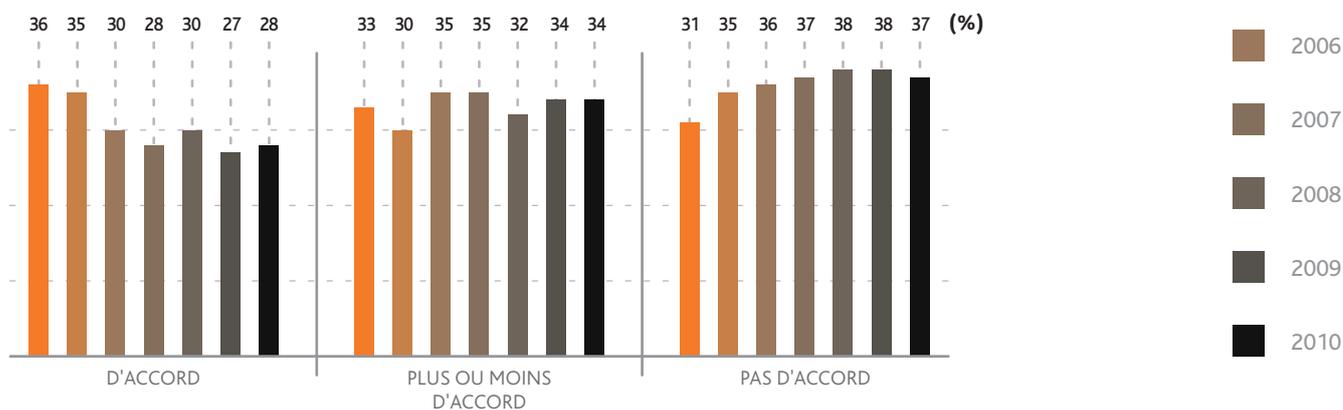


«Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.»

DÉCEMBRE
2010

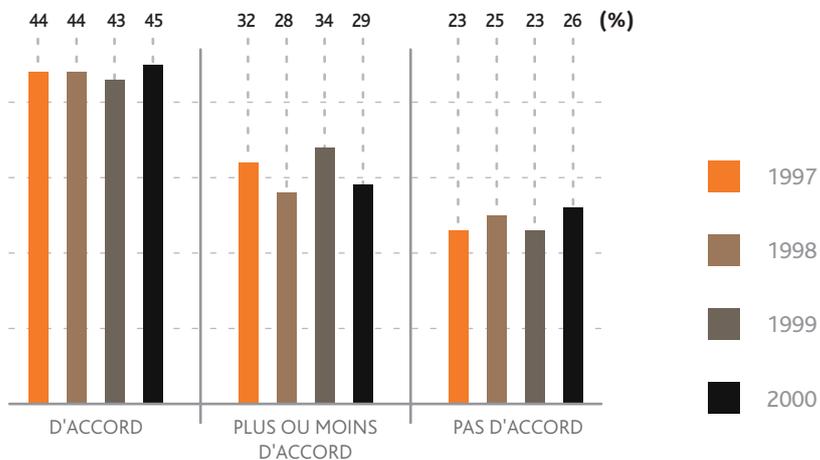


ÉVOLUTIONS 2002 à 2010



Auparavant, la question était posée isolément :

«*Finally, the development of science and technologies creates more risks than it removes.*»

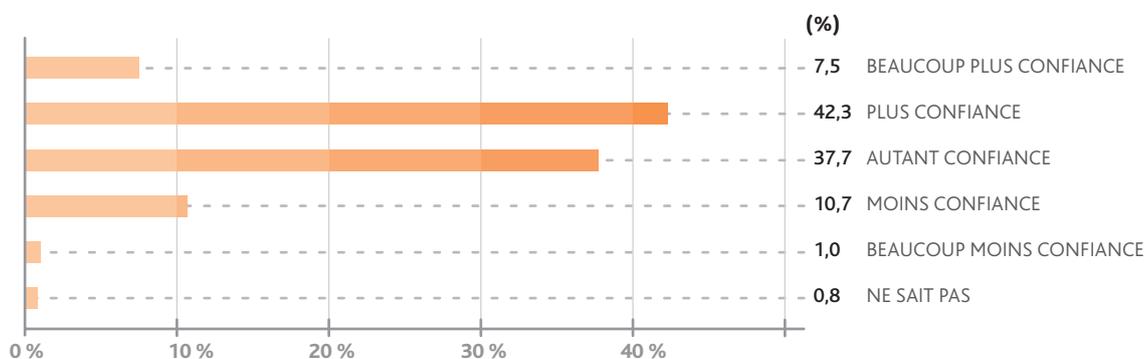


UNE MAJORITÉ FAIT CONFIANCE À LA SCIENCE

QUESTION POSÉE

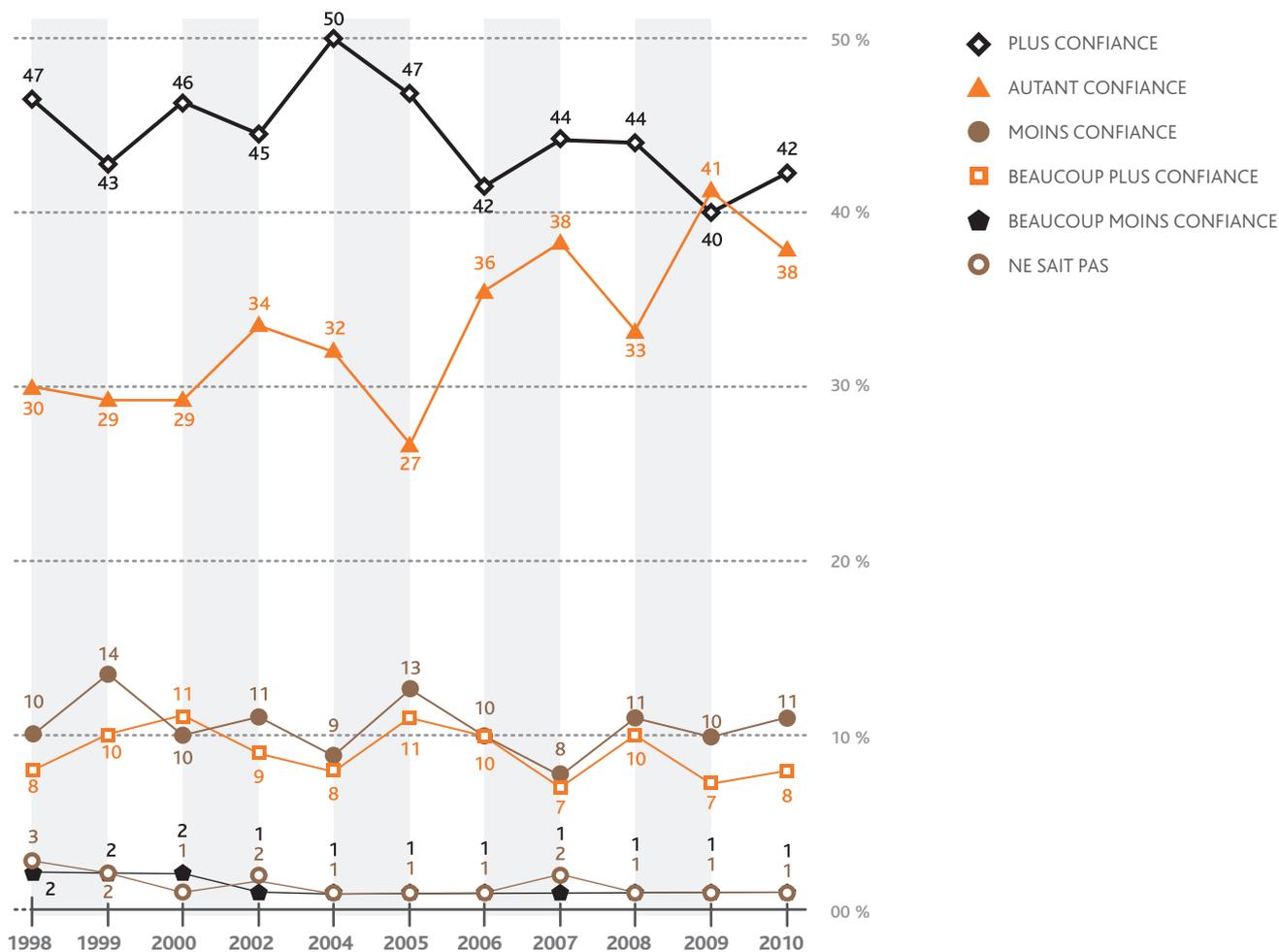
« Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ? »

DÉCEMBRE
2010



ÉVOLUTIONS

1998 à 2010



REGARDS D SUR L'EXPER

34-37 /
chapitre 1

Qui doit contrôler une installation à risques ?

38-49 /
chapitre 2

Le rôle et l'image des experts scientifiques

50-59 /
chapitre 3

L'accès aux dossiers d'expertise

60-65 /
chapitre 4

La perception des structures pluralistes

ES FRANÇAIS

TISE

QUI DOIT CONTRÔLER UNE INSTALLATION À RISQUES ?

31 %

*des Français sont favorables à ce qu'un comité d'experts scientifiques
contrôle ce qui se passe à l'extérieur d'une installation présentant des
risques pour l'environnement et les populations avoisinantes.*

En 2010, pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, les Français estiment qu'il revient d'abord à un comité d'experts scientifiques (31 %) de contrôler son impact à l'extérieur de l'installation. Comme les années précédentes, c'est cette option qui remporte le plus de réponses avec, ensuite, les pouvoirs publics aux niveaux national et local (22 %). Les Français mettent ainsi la science au cœur du processus décisionnel dans le domaine de l'environnement et de la santé et souhaitent que les pouvoirs publics s'appuient sur des connaissances scientifiques solides pour prendre leurs décisions sur ces questions.

Mais les Français souhaitent aussi que d'autres groupes interviennent plus proches d'eux ou représentant la société civile, comme les élus locaux (15 %), les organisations et associations non gouvernementales (14 %), sans doute pour qu'ils apportent ainsi un regard complémentaire aux connaissances scientifiques apportées par un comité d'experts.

L'exploitant de l'installation avec seulement 10 % des réponses et un comité local de citoyens (6 %) sont, encore une fois dans le Baromètre IRSN, rejetés aux dernières places de ceux qui doivent intervenir pour contrôler les risques générés à l'extérieur par son installation. Pour les Français, l'exploitant ne peut pas fournir une analyse critique crédible de l'impact de sa propre installation sur l'environnement et sur l'homme. Cela est certainement la raison pour laquelle ils ne souhaitent pas les voir intervenir dans le processus décisionnel. Les Français ne souhaitent pas non plus intégrer un comité local de citoyens dans ce type de contrôle, probablement en raison du fait qu'on ne leur reconnaît pas de compétence scientifique.

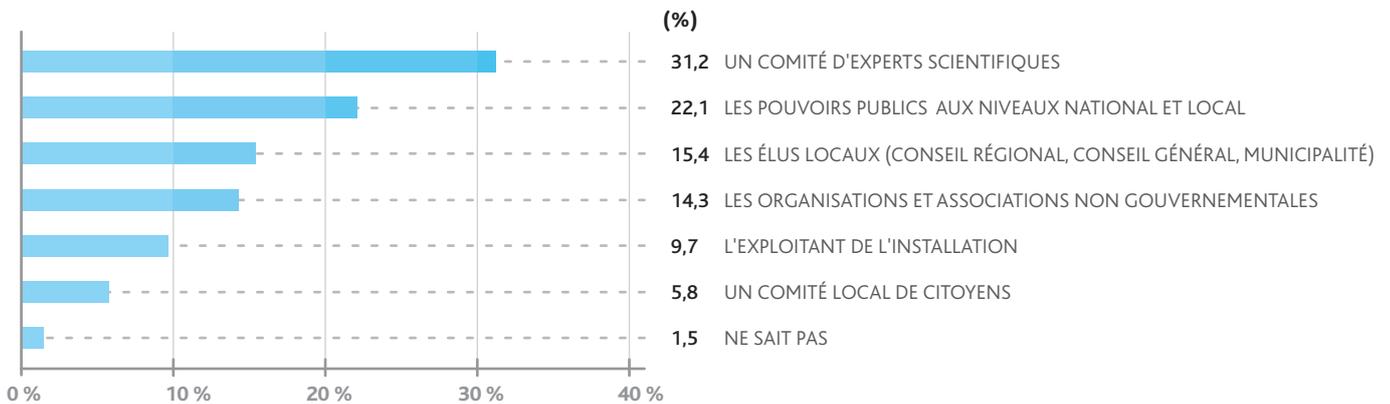
Depuis qu'elle est posée, cette question n'enregistre que très peu d'évolutions. À partir de 2005, les Français reconnaissent comme de plus en plus légitimes les organisations et associations non gouvernementales (14 %) pour contrôler ce qui se passe à l'extérieur d'une installation dangereuse. Depuis 2008 les élus locaux, dont le taux d'approbation évoluait globalement de manière parallèle à celui obtenu par les pouvoirs publics, s'en éloignent en 2010 avec un écart de plus de 7 points, comme en 2005. Cela a pour effet de rapprocher le positionnement souhaité des élus locaux de celui des organisations et associations non gouvernementales.

LES EXPERTS SCIENTIFIQUES ET LES AUTORITÉS LÉGITIMES POUR CONTRÔLER CE QUI SE PASSE À L'EXTÉRIEUR D'UNE INSTALLATION À RISQUES

QUESTION POSÉE

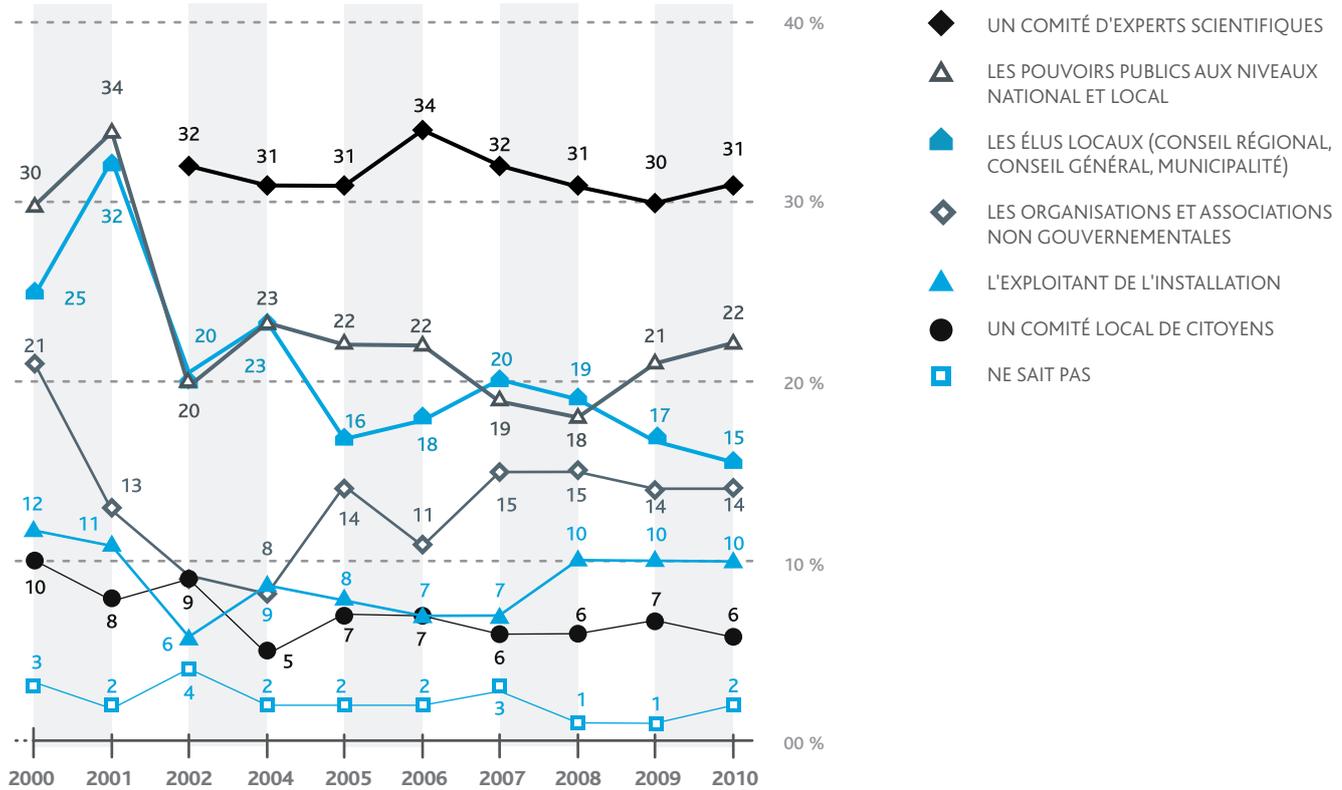
« Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ? »
(une seule réponse possible)

DÉCEMBRE
2010



ÉVOLUTIONS 2000 à 2010

La modalité de réponse «un comité d'experts scientifiques» n'apparaît que depuis novembre 2002.



LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

41 %

des Français souhaitent que les experts tiennent plus compte de l'opinion de la population dans leurs avis.

Pour mieux appréhender l'opinion des Français sur l'expertise scientifique des risques, onze expressions fréquentes dans les médias ou dans la société ont été reprises.

Sur ces onze expressions, celle qui retient le plus d'adhésion, avec 86 % de réponses «*d'accord*», concerne un aspect clé de la gouvernance des risques : «*Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations*», suivie de près par l'expression qui va dans le sens d'une plus grande transparence de l'expertise : «*Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord.*»

Viennent ensuite celles qui marquent une certaine prudence à adopter face au risque, avec toutefois une érosion au cours du temps : «*Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque*» (75 % en 2010, 88 % en 2004) suivie de l'expression «*En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les scientifiques n'ont que des doutes*» (72 % en 2010, 89 % en 1997) et enfin «*Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations*» (69 % en 2010, 80 % en 2004). Il semblerait que les Français acceptent de plus en plus l'existence d'incertitudes face au risque. Les règles ne leur suffisent plus et l'expertise peut être une réponse.

Vient ensuite une opinion nette des Français vis-à-vis des autorités : «*Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques*» (55 % en 2010), avec des différences d'appréciation au cours du temps. En 1998, ils étaient moins nombreux à le penser (49 %), puis plus nombreux en 2004 (64 %). Une autre demande s'adresse aux experts : «*Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis*» (41 %) ; cette opinion reste stable depuis 2007 mais elle a été plus forte encore auparavant (52 % en 2002) ; l'évolution du système actuel est peut-être plus visible aux yeux des Français. Puis viennent les opinions négatives sur les experts qui sont minoritaires et de moins en moins partagées pour l'une d'elles : «*Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer*» (38 % en 2010) et «*Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème*» (27 % en 2010 contre 41 % en 2002). Ces faibles % d'opinions négatives sur les experts sont cohérents avec les réponses obtenues à la question : «*Avez-vous une bonne ou mauvaise opinion des experts scientifiques ?*». En effet, 57 % des personnes interrogées déclarent avoir une bonne opinion et 39 % sont plus indécis en répondant «*ni bonne ni mauvaise*». Comme les autres années, les qualités attendues d'un expert scientifique sont dans l'ordre : la compétence (71 %), puis l'indépendance dans son jugement (46 %) et qu'il dise «*honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions*» (44 %). La réactivité face à des situations imprévues (27 %) et la créativité (9 %) sont les qualités qui obtiennent les scores les plus faibles.

Quant à la communication des avis des experts scientifiques, une majorité légèrement croissante (55 % en 2010 avec un pic de 57 % en 2008 et un minimum de 48 % en 2004) considère anormal qu'ils ne soient pas tous rendus publics et 47 % ne sont pas d'accord pour dire qu'ils ne peuvent pas être compris par le public.

LA PRUDENCE FACE AU RISQUE ACCOMPAGNÉE D'UNE FORTE DEMANDE DE PARTAGE DE L'EXPERTISE

QUESTION POSÉE

« Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord. »

DÉCEMBRE
2010

Les réponses « pas du tout d'accord » et « pas tellement d'accord » ont été regroupées en « pas d'accord » ; les réponses « bien d'accord » et « entièrement d'accord » en « d'accord ».

IL FAUT METTRE À LA PORTÉE DE TOUS UNE INFORMATION COMPRÉHENSIBLE SUR LES RISQUES DES INSTALLATIONS



DANS LEURS AVIS, LES EXPERTS SCIENTIFIQUES DOIVENT AUSSI PRÉSENTER LES POINTS DE DÉSACCORD



RESPECTER LES RÈGLES, C'EST LE MEILLEUR MOYEN DE DIMINUER UN RISQUE



EN MATIÈRE DE RISQUE, IL EST NORMAL DE PRENDRE TOUTES LES PRÉCAUTIONS, MÊME LORSQUE LES EXPERTS SCIENTIFIQUES N'ONT QUE DES DOUTES



IL FAUT ÊTRE CERTAIN DES AVIS DES EXPERTS SCIENTIFIQUES AVANT D'INFORMER LES POPULATIONS



LES DÉCIDEURS POLITIQUES NE S'APPUIENT PAS ASSEZ SUR LES EXPERTS SCIENTIFIQUES



LES EXPERTS SCIENTIFIQUES DOIVENT DAVANTAGE TENIR COMPTE DE L'OPINION DE LA POPULATION AVANT DE RENDRE UN AVIS



LES EXPERTS SCIENTIFIQUES SE CACHENT DERRIÈRE LA COMPLEXITÉ DE LEURS ÉTUDES POUR NE PAS COMMUNIQUER



LES AVIS SCIENTIFIQUES NE PEUVENT PAS ÊTRE COMPRIS PAR LE PUBLIC



LES EXPERTS SCIENTIFIQUES SONT TROP SPÉCIALISÉS POUR AVOIR UNE VUE LARGE D'UN PROBLÈME



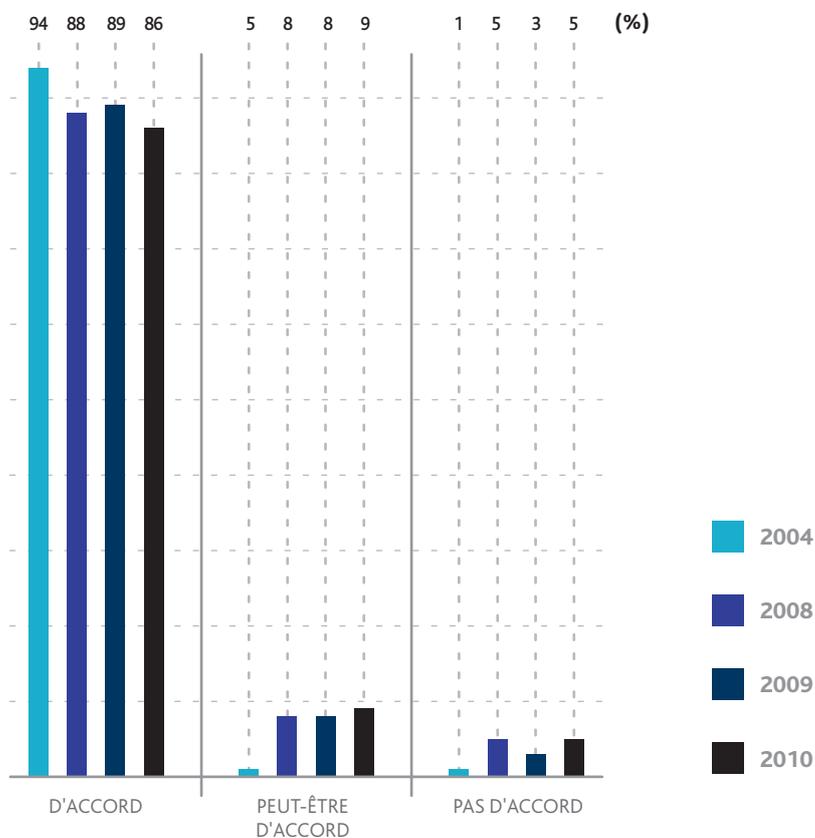
IL EST NORMAL QUE LES AVIS DES EXPERTS SCIENTIFIQUES NE SOIENT PAS TOUS RENDUS PUBLICS



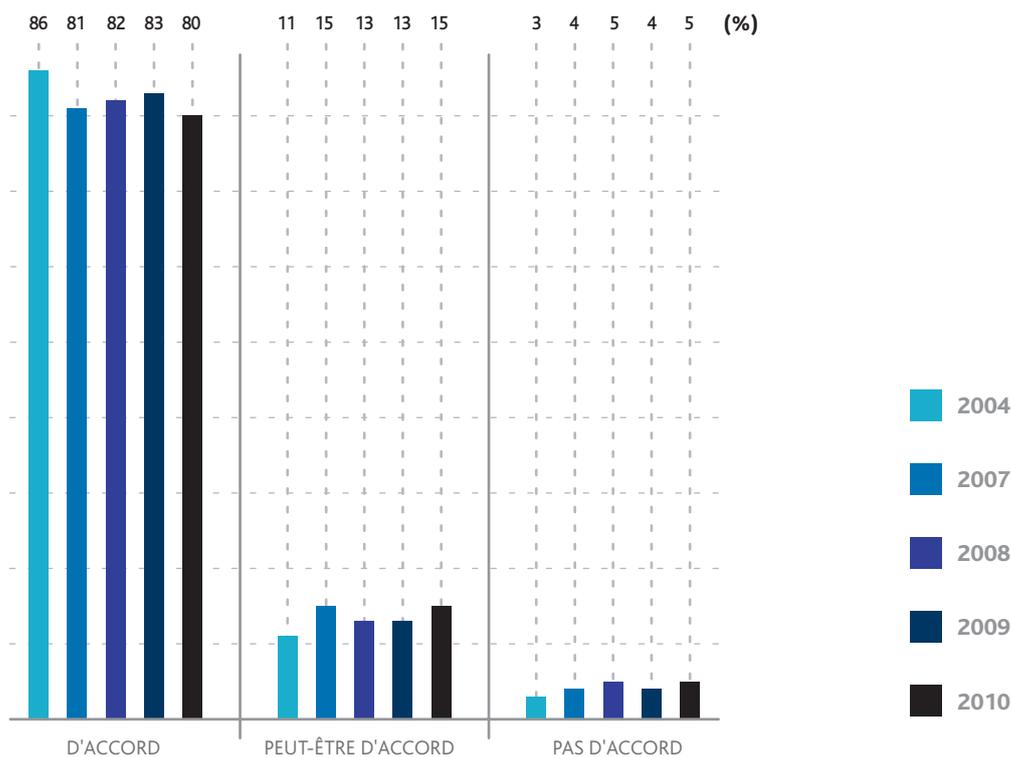
ÉVOLUTIONS 1997 à 2010

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages (quelques %). Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

«Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations.»



«Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord.»



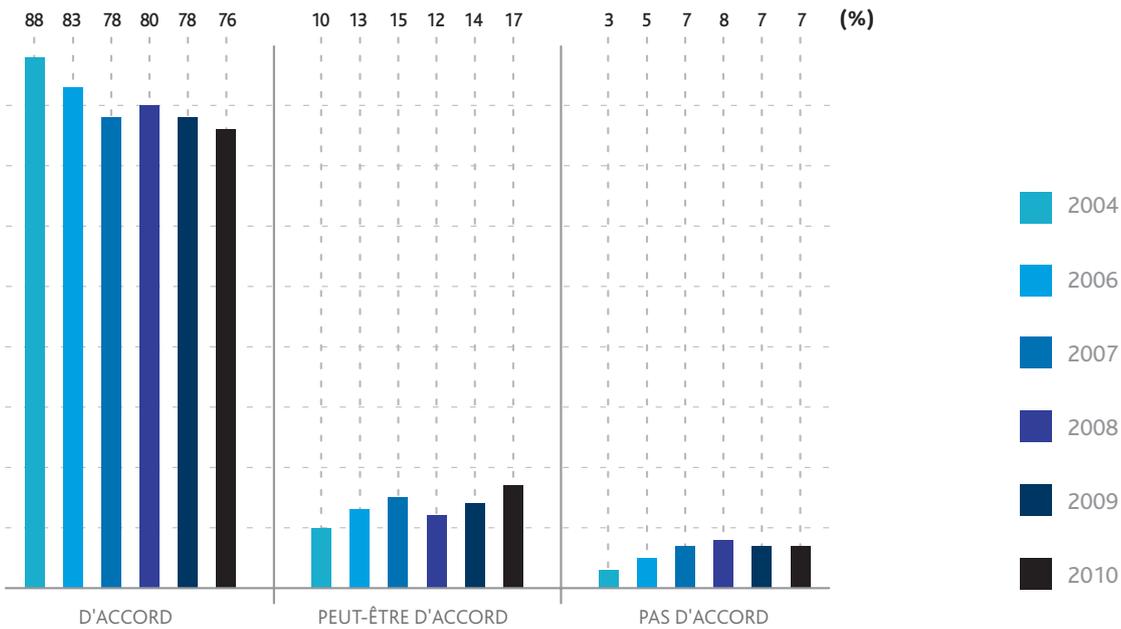
« Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas d'accord, plus ou moins d'accord, d'accord. »

ÉVOLUTIONS 1997 à 2010

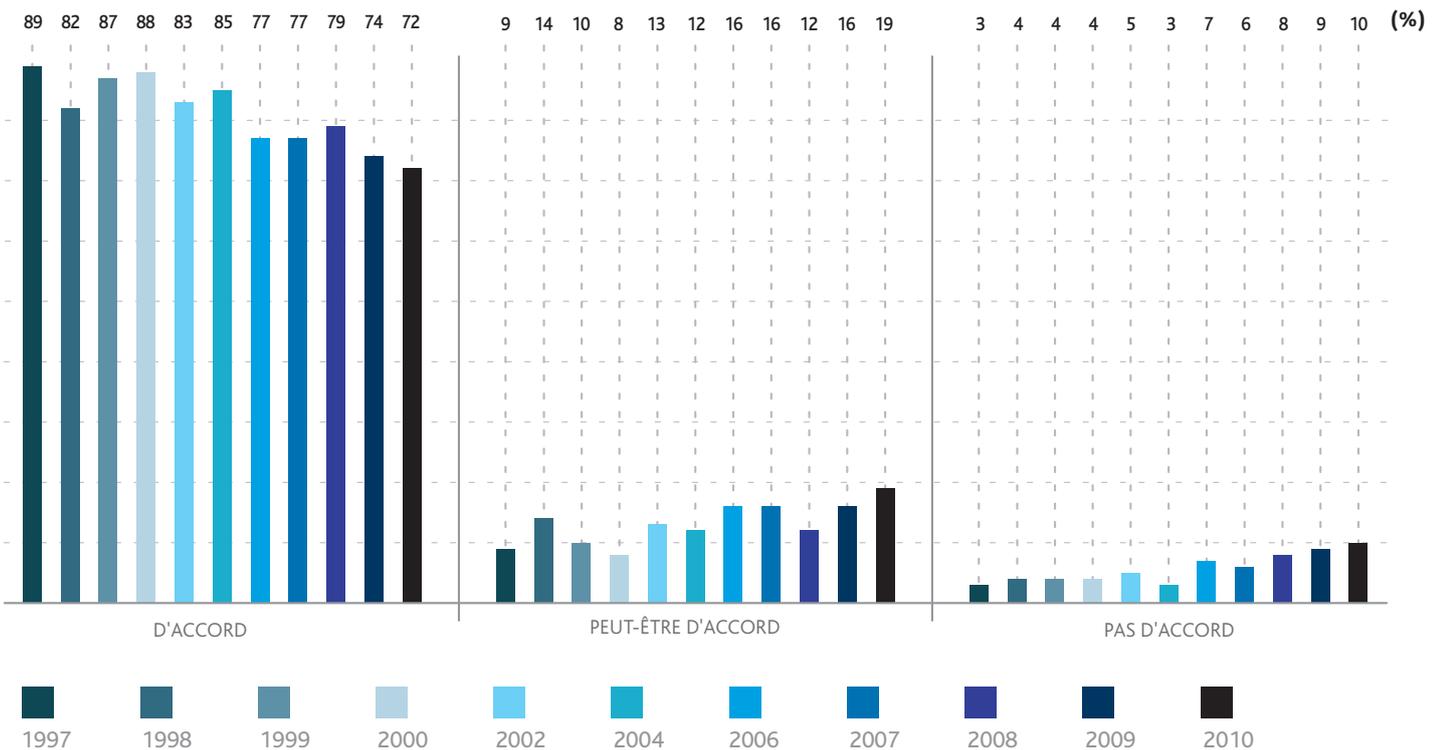
Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages (quelques %).

Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

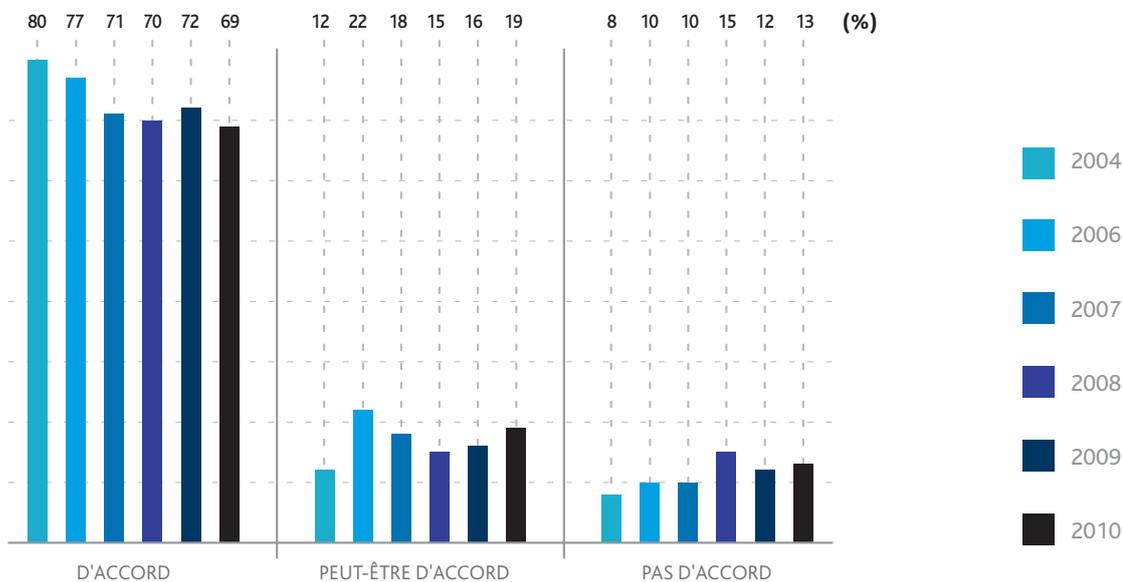
« Respecter les règles c'est le meilleur moyen de diminuer un risque. »



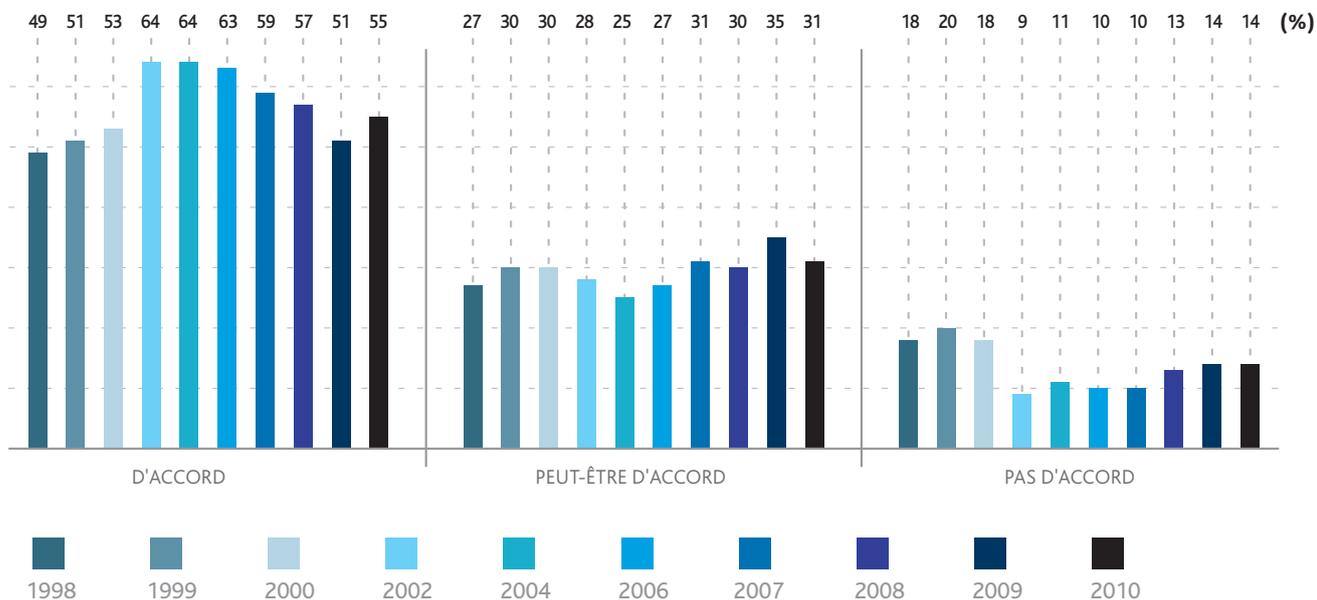
« En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes. »



« Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations. »



« Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques. »

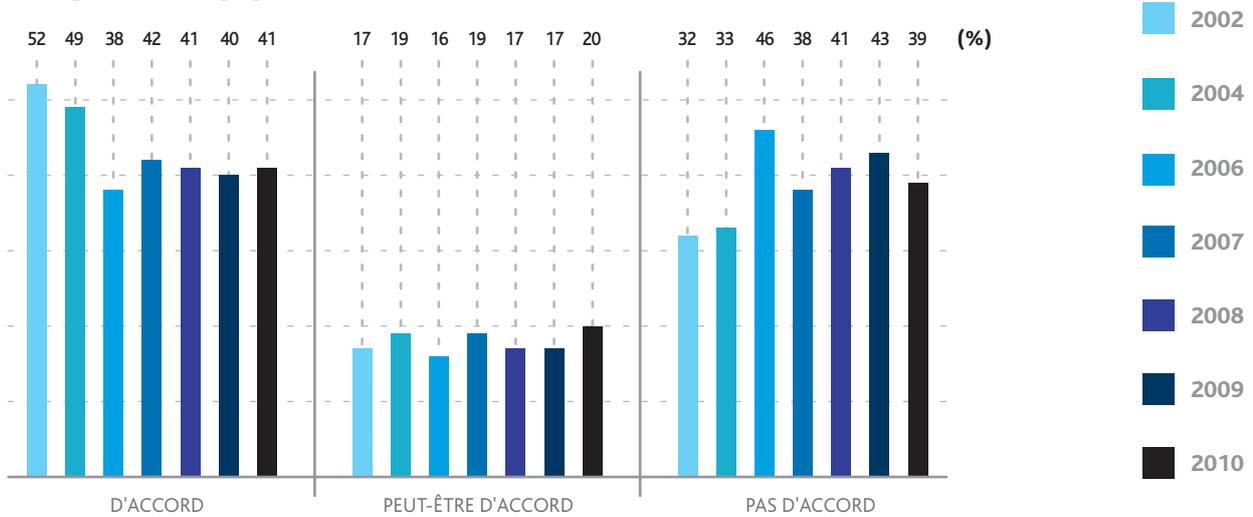


« Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas d'accord, plus ou moins d'accord, d'accord. »

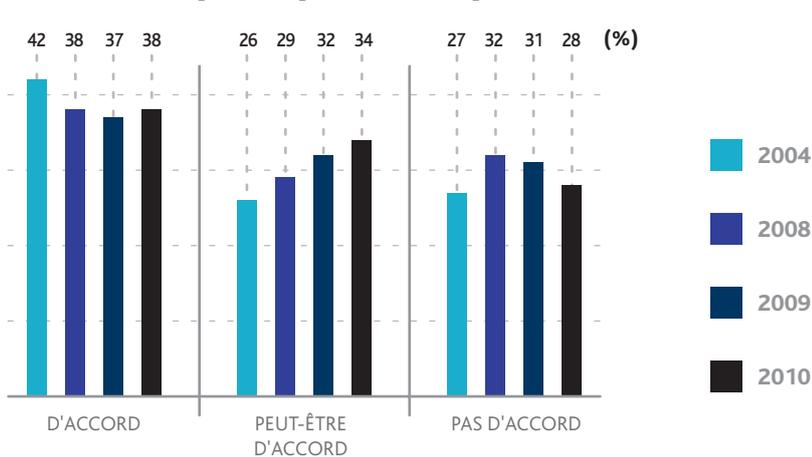
ÉVOLUTIONS 1997 à 2010

Les « non-réponses » représentent de très faibles pourcentages (quelques %). Elles ont été regroupées avec la modalité « peut-être d'accord ».

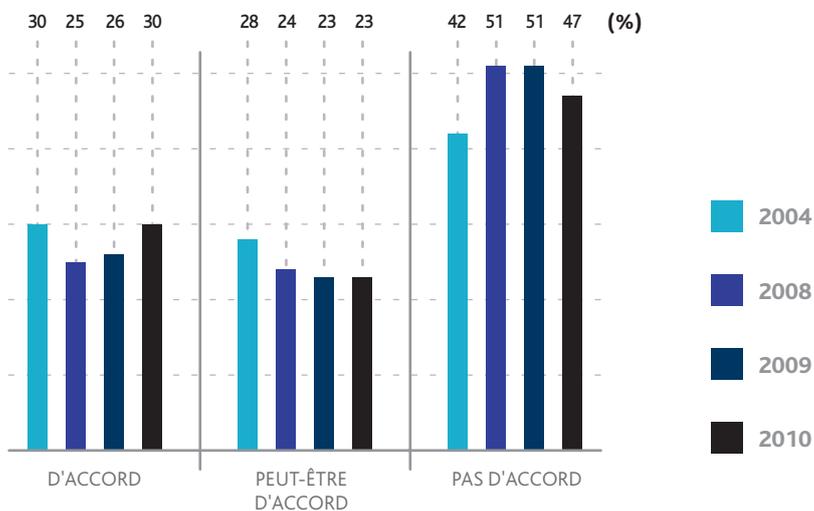
« Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis. »



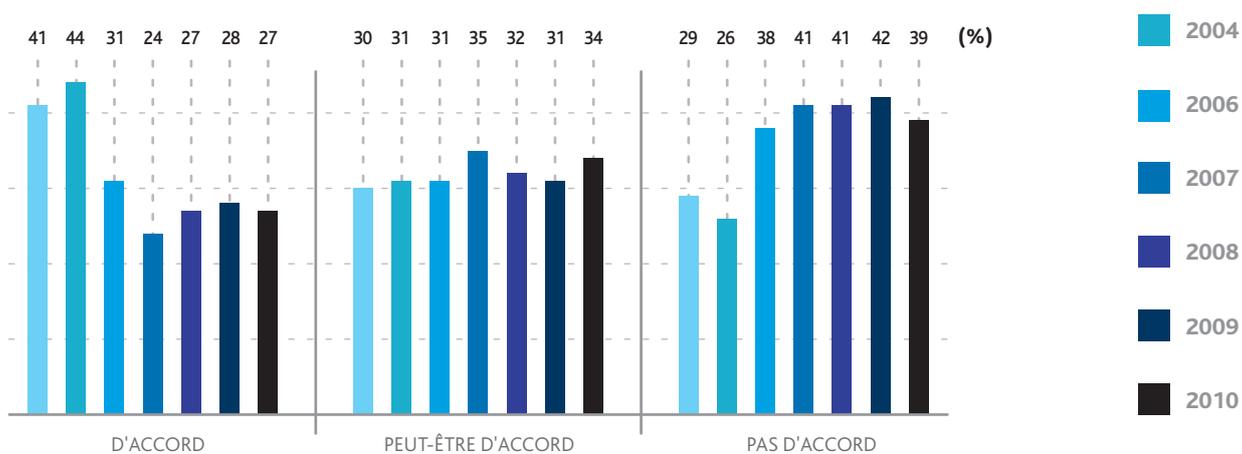
« Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer. »



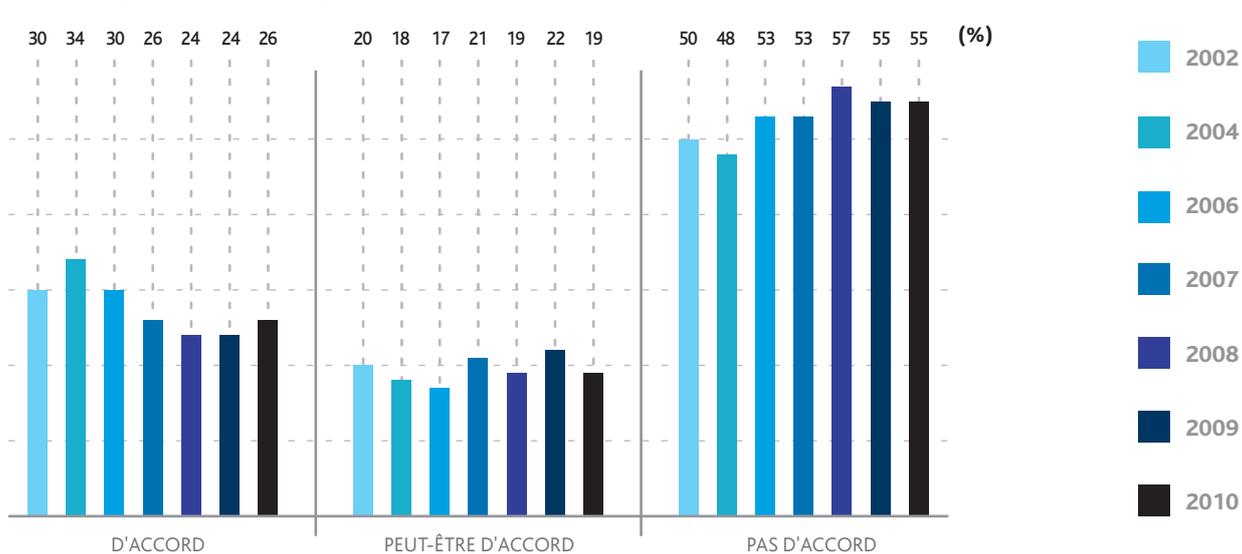
« Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public. »



« Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème. »



« Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics. »



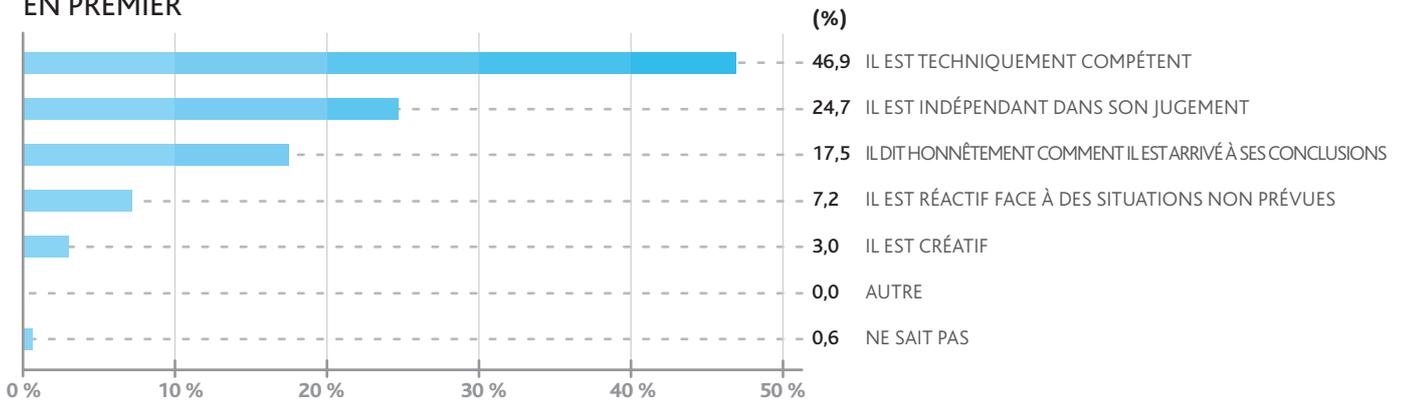
COMPÉTENT, INDÉPENDANT ET OUVERT : LES QUALITÉS ATTENDUES D'UN EXPERT

QUESTION POSÉE

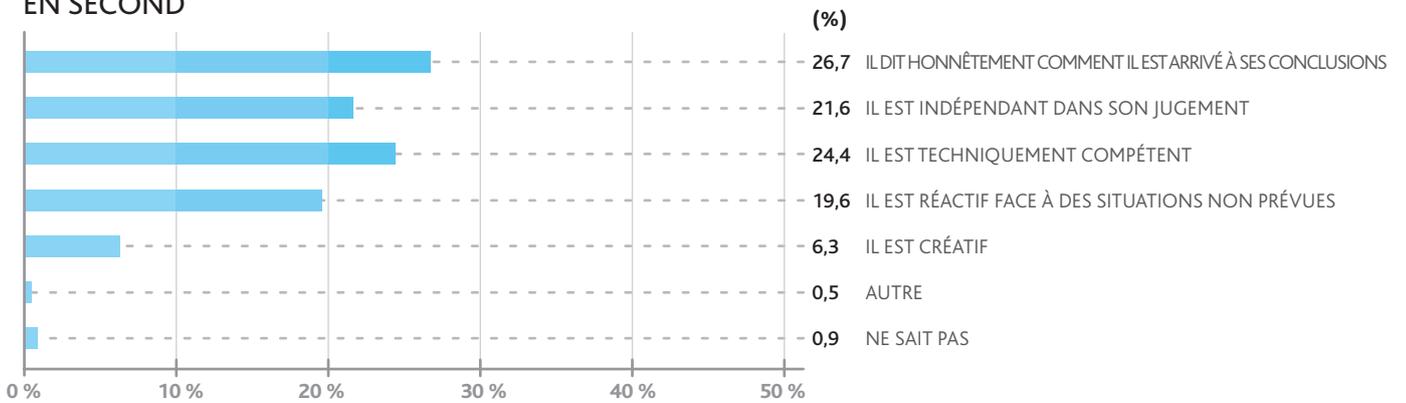
« Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ? »

DÉCEMBRE
2010

EN PREMIER

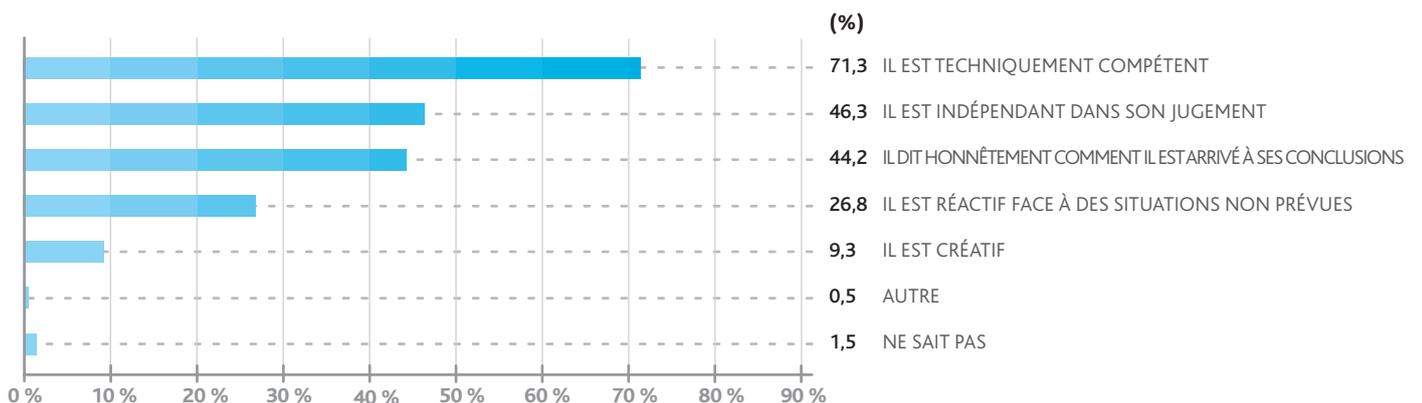


EN SECOND



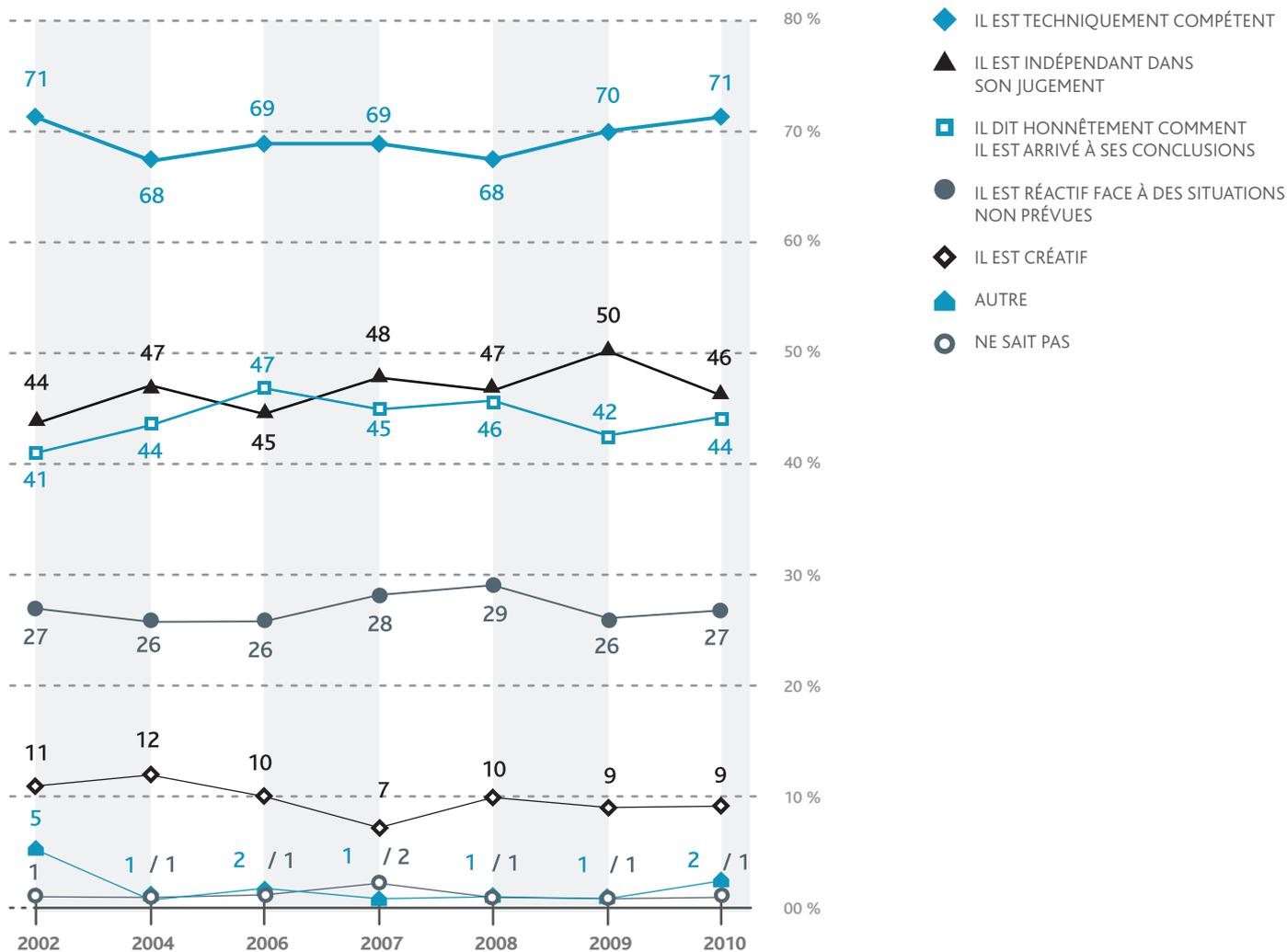
RÉSULTATS CUMULÉS
DÉCEMBRE
2010

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS

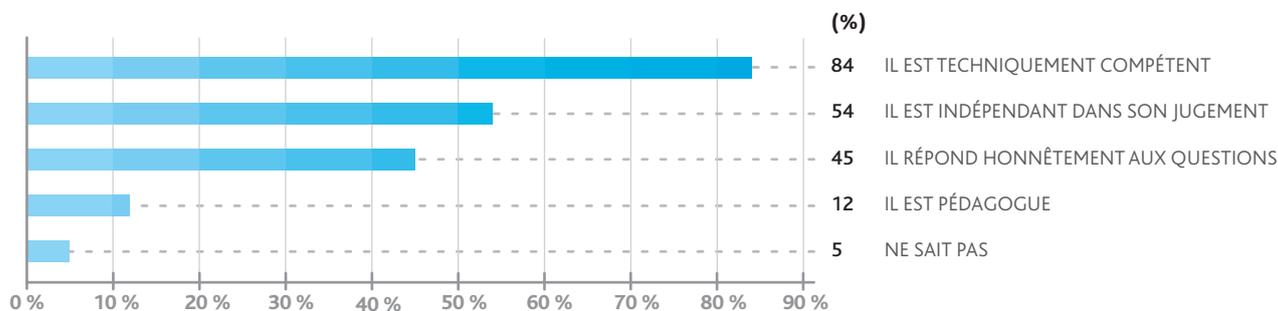
2002 à 2010



ÉVOLUTIONS

2000

Les modalités de réponse étaient différentes en 2000.

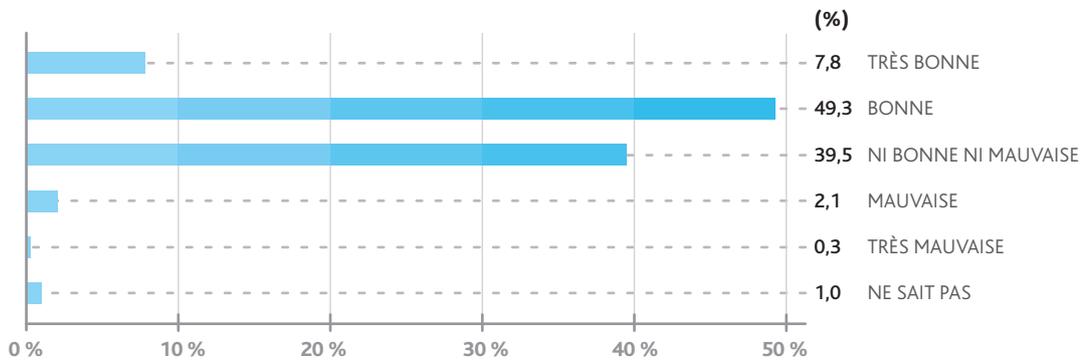


LES FRANÇAIS ONT UNE BONNE OPINION DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

QUESTION POSÉE

« De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ? »

DÉCEMBRE
2010

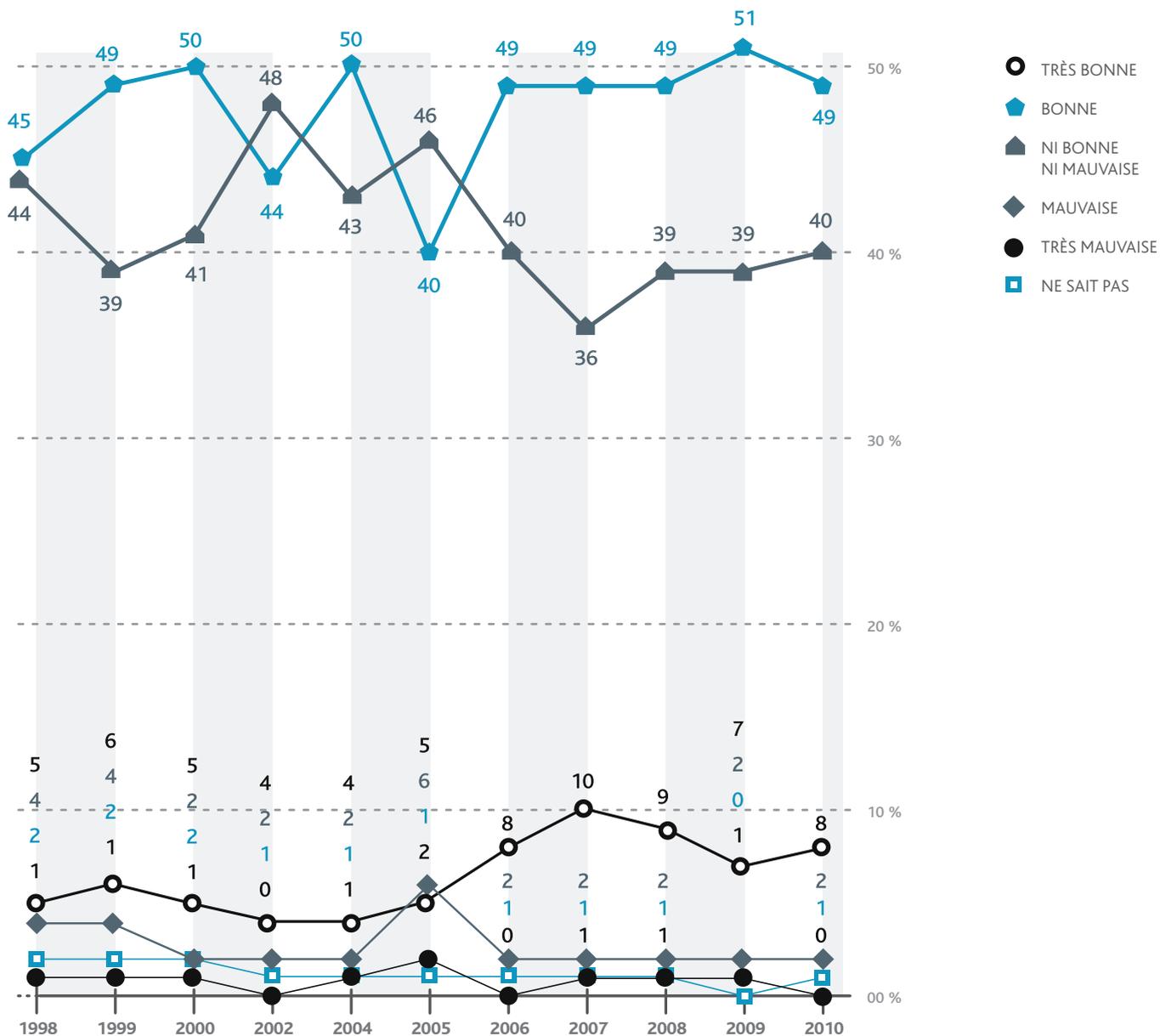


ÉVOLUTIONS

1998 à 2010

Le score plus faible en 2005 de «bonne opinion» s'explique sans doute par un biais introduit dans le questionnaire avec l'ordre dans lequel était posée la question. Cette année-là et pour la première fois, cette question était posée juste après les batteries de risques (risque, confiance, vérité) du Baromètre.

Les années précédentes, l'interviewé donnait son opinion sur les experts après s'être prononcé sur le rôle de l'expertise ou sur les qualités d'un expert. Depuis, nous avons rétabli l'ordre de ces questions et la question portant sur l'opinion des experts a retrouvé son score habituel.



L'ACCÈS AUX DOSSIERS D'EXPERTISE

66 %

*du panel souhaite que les rapports d'expertise
soient rendus publics.*

À la question posée depuis 2006 sur cinq mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses travaux, toutes sont jugées à plus de 80 % comme « prioritaires » ou « importantes mais pas prioritaires ». Les deux mesures qui remportent le plus de succès sont « S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens » et « Rendre publics ses rapports d'expertise », avec 95 % de réponses qui se répartissent entre 65 % de « prioritaire » et 30 % d'« importante mais pas prioritaire ». En termes de priorité, elles devancent ainsi les autres mesures proposées telle que la diffusion de la liste de ses travaux en cours ou des demandes d'expertise qui lui sont faites ou encore l'organisation de réunions publiques pour débattre de ses travaux (45 % de réponses « prioritaire »). Le public est donc demandeur d'un dialogue avec les organismes d'expertise ainsi que d'un accès aux informations qu'il veut direct : 66 % préfèrent avoir accès eux-mêmes à ces dossiers pour construire leur propre opinion plutôt qu'ils soient réservés à d'autres, comme les médias, les élus, les associations. Par ailleurs, ces deux demandes sont indissociables pour le public. Cette dernière observation s'appuie sur les réponses apportées à une question plus précise sur la diffusion des rapports d'expertise. Elle concerne à nouveau leur diffusion, mais cette fois-ci en jugeant de leur utilité pour mieux comprendre la décision d'autoriser ou non l'exploitation d'installations industrielles. Le taux de réponses reste élevé, avec 47 % de réponses « utile » même s'il s'éloigne nettement des 65 % recueillis par la question précédente. Cette diffusion, les Français qui la trouvent utile la veulent pour se construire leur propre opinion.

L'exigence des Français en termes de transparence s'accompagne aussi de pragmatisme. Les raisons qui semblent légitimes pour ne pas diffuser les résultats d'expertise sont jugées bonnes dès lors qu'elles sont liées à l'incertitude scientifique, l'attente de la décision ou à la défense (lutte contre le terrorisme, secret défense) avec 60 % ou plus de réponses positives, contrairement à d'autres raisons comme l'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public (46 %), les engagements contractuels de l'expert (44 %), le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication (39 %) et la propriété industrielle (37 %).

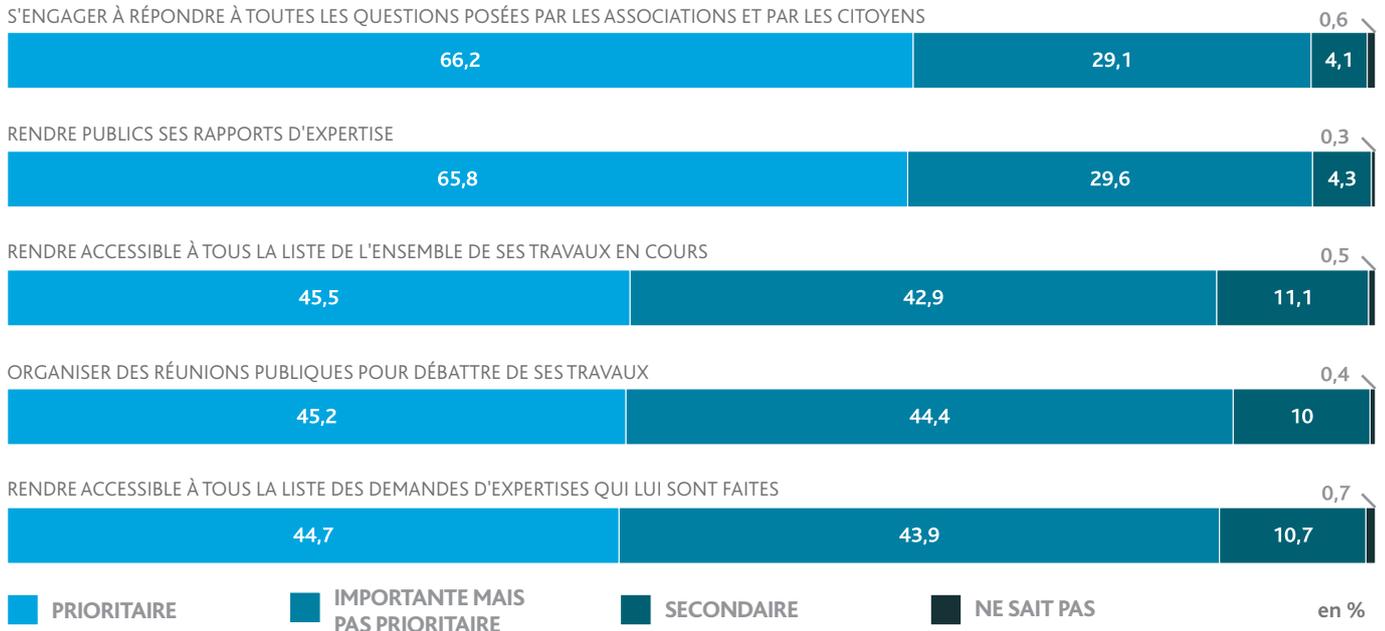
Cette transparence des connaissances que les organismes d'expertise détiennent, les Français la veulent la plus étendue possible pour se faire leur propre opinion et participer au dialogue sur la maîtrise des risques, sans méconnaître certains motifs légitimes d'une diffusion non systématique.

RÉPONDRE AUX QUESTIONS DES FRANÇAIS, UNE PRIORITÉ POUR LES ORGANISMES D'EXPERTISE

QUESTION POSÉE

« Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire. »

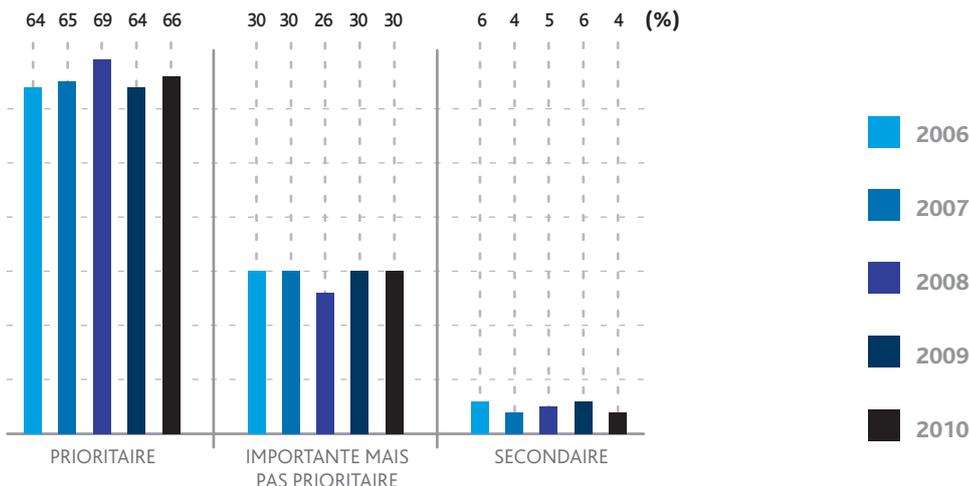
DÉCEMBRE
2010



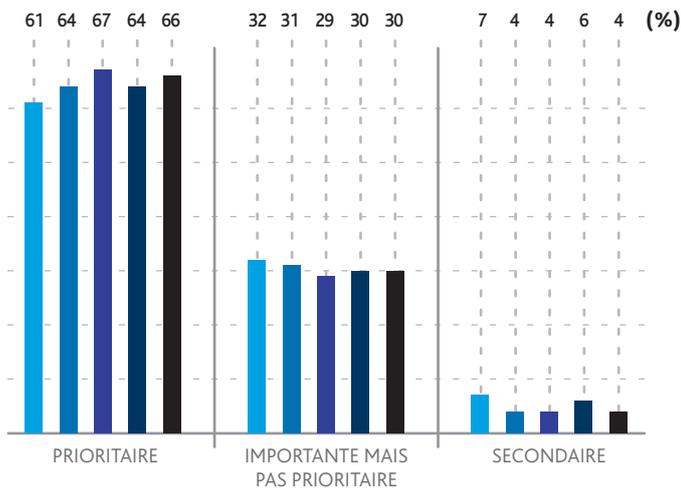
ÉVOLUTIONS 2006 à 2010

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «importante mais pas prioritaire».

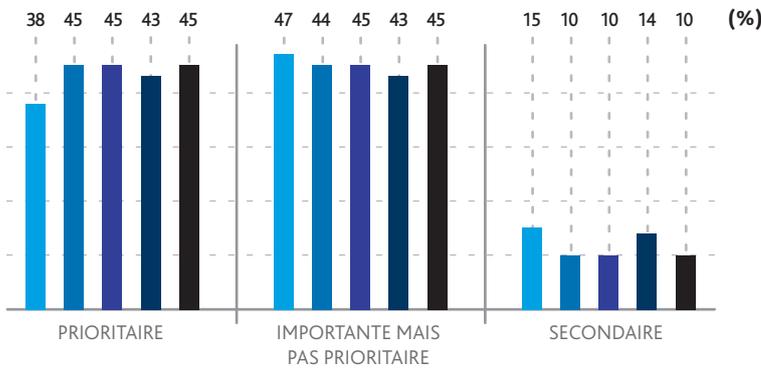
« S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens. »



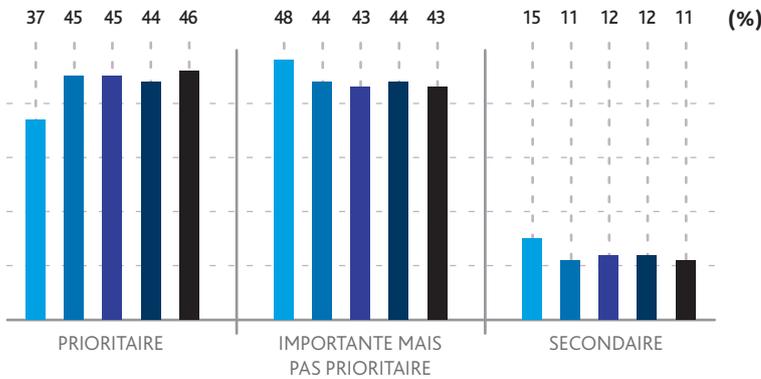
« Rendre publics ses rapports d'expertise. »



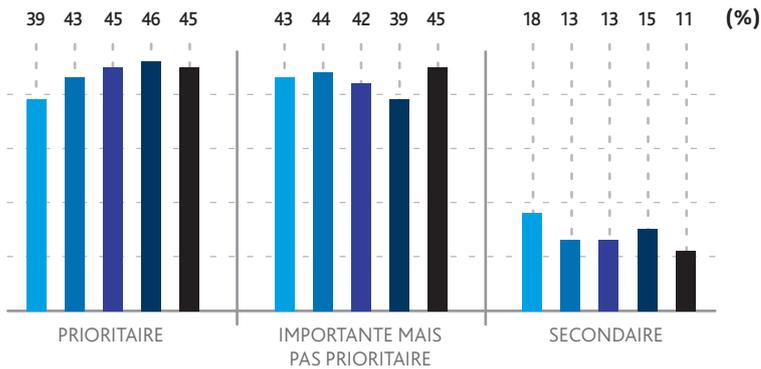
« Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux. »



« Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours. »



« Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertises qui lui sont faites. »



LES FRANÇAIS PRAGMATIQUES FACE AU SECRET

QUESTION POSÉE

« Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. »

DÉCEMBRE
2010

L'INCERTITUDE SCIENTIFIQUE DES RÉSULTATS OBTENUS



LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME



L'ATTENTE DE LA DÉCISION À PRENDRE SUITE AUX RÉSULTATS DE L'EXPERTISE



LE SECRET DÉFENSE



L'IMPOSSIBILITÉ D'EXPRIMER LES RÉSULTATS EN DES TERMES COMPRÉHENSIBLES PAR LE PUBLIC



LES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DE L'EXPERT



LE DROIT DE LA PERSONNE QUI A COMMANDÉ LES TRAVAUX DE DÉCIDER LIBREMENT DE LA PUBLICATION



LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE



OUI

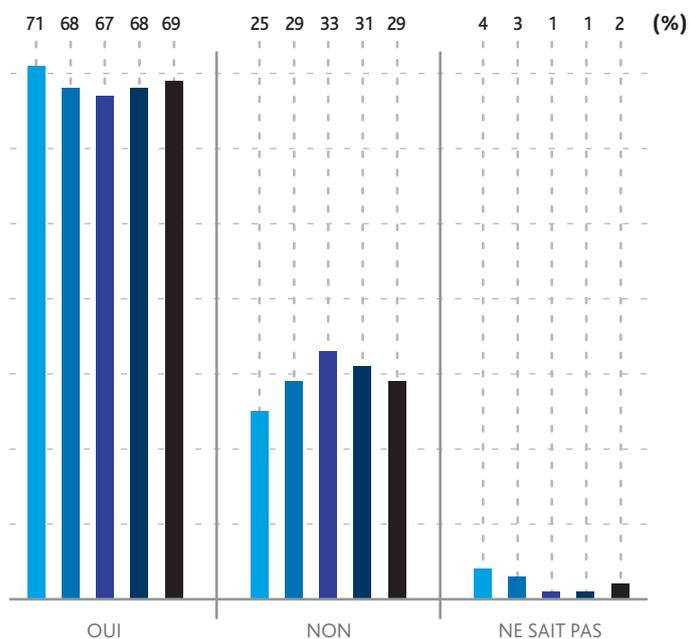
NON

NE SAIT PAS

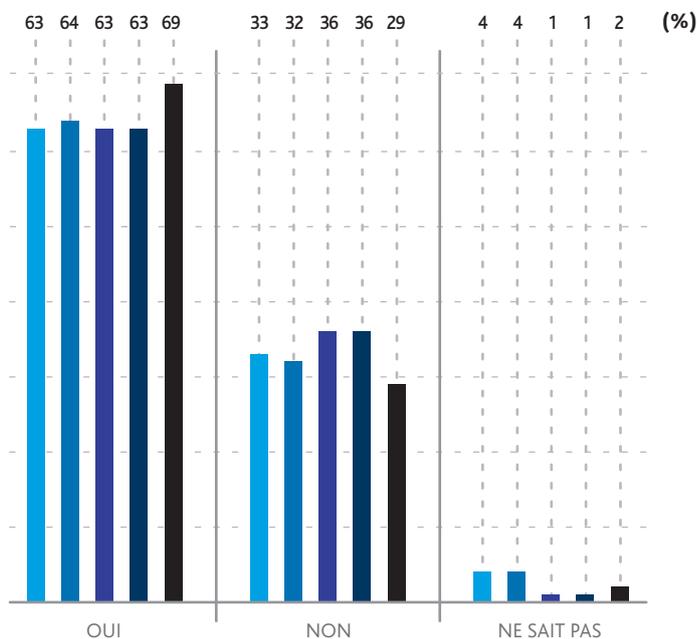
en %

2006 à 2010

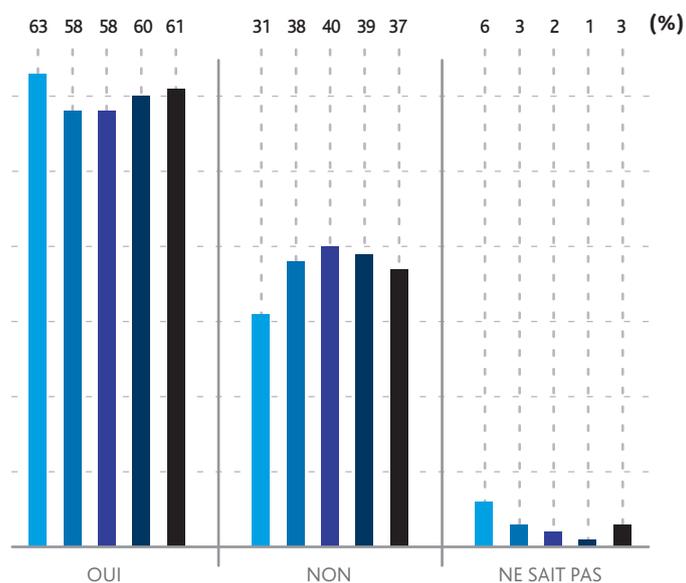
«L'incertitude scientifique des résultats obtenus.»



«La lutte contre le terrorisme.»



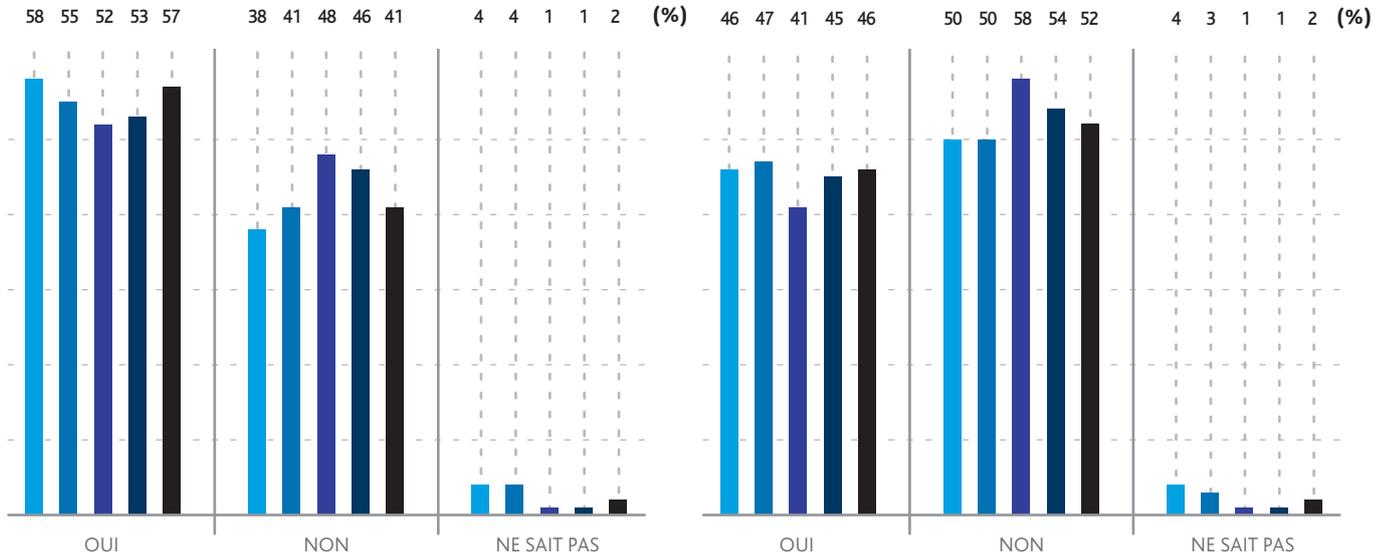
«L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise.»



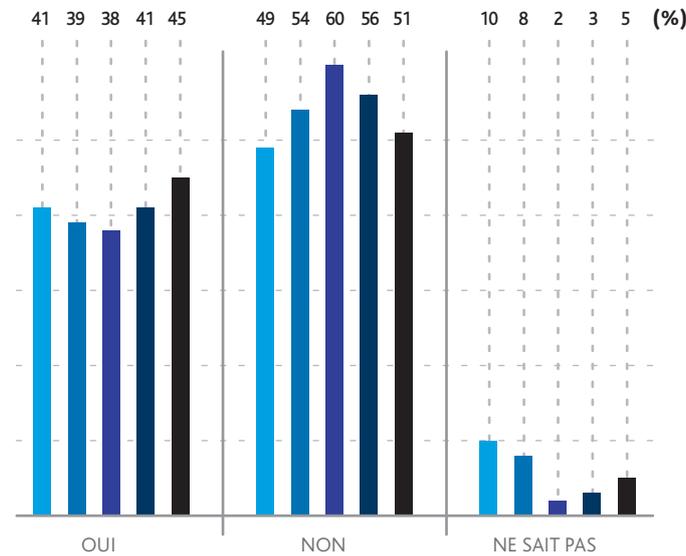
« Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. »

« Le secret défense. »

« L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public. »

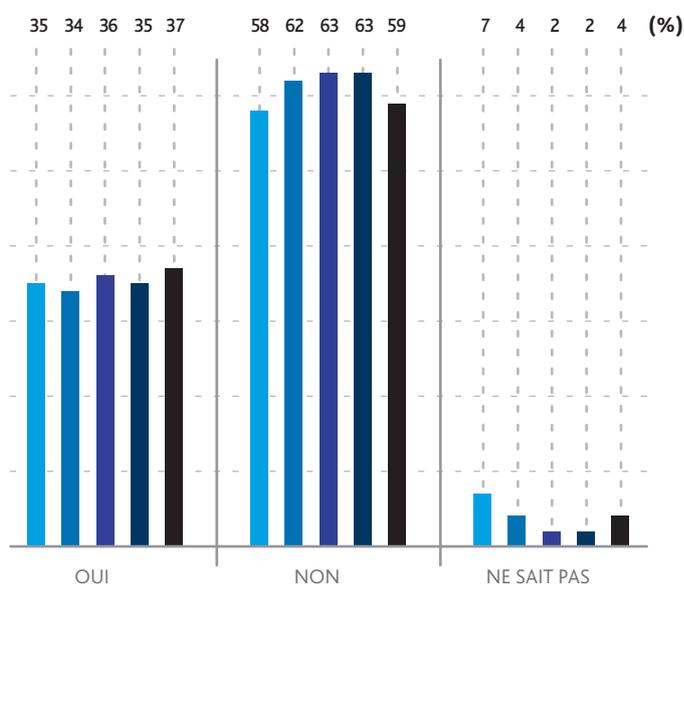
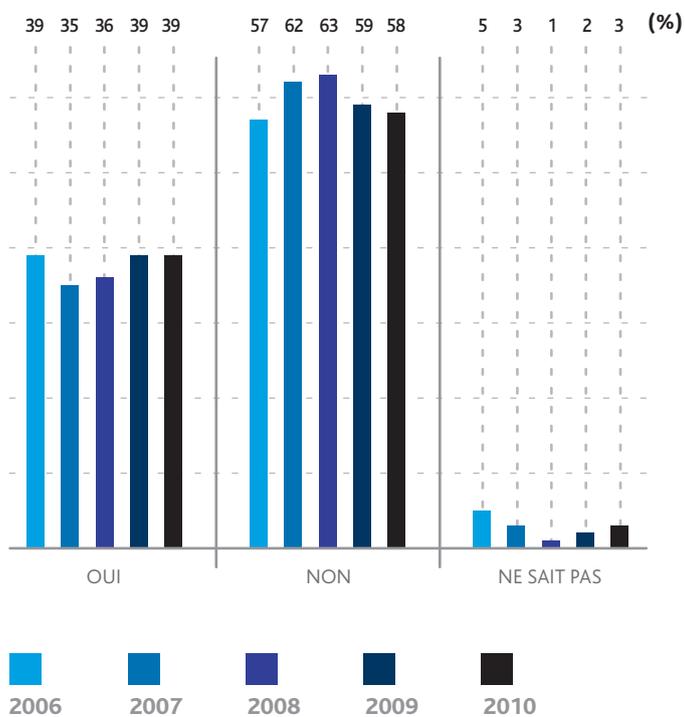


« Les engagements contractuels de l'expert. »



«Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication.»

«La propriété industrielle.»

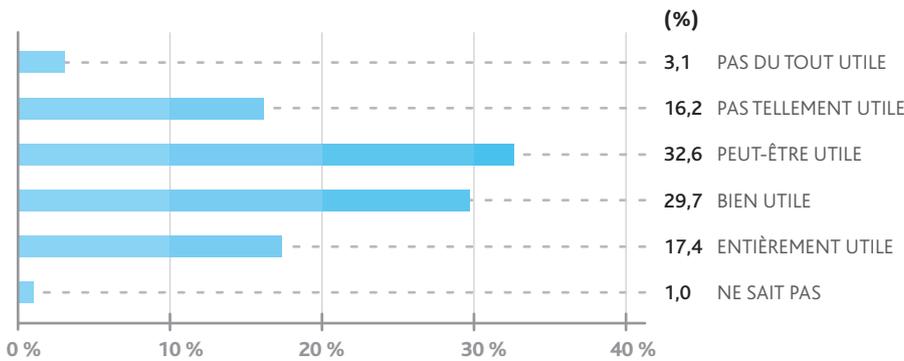


LES FRANÇAIS VEULENT CONSTRUIRE LEUR PROPRE OPINION

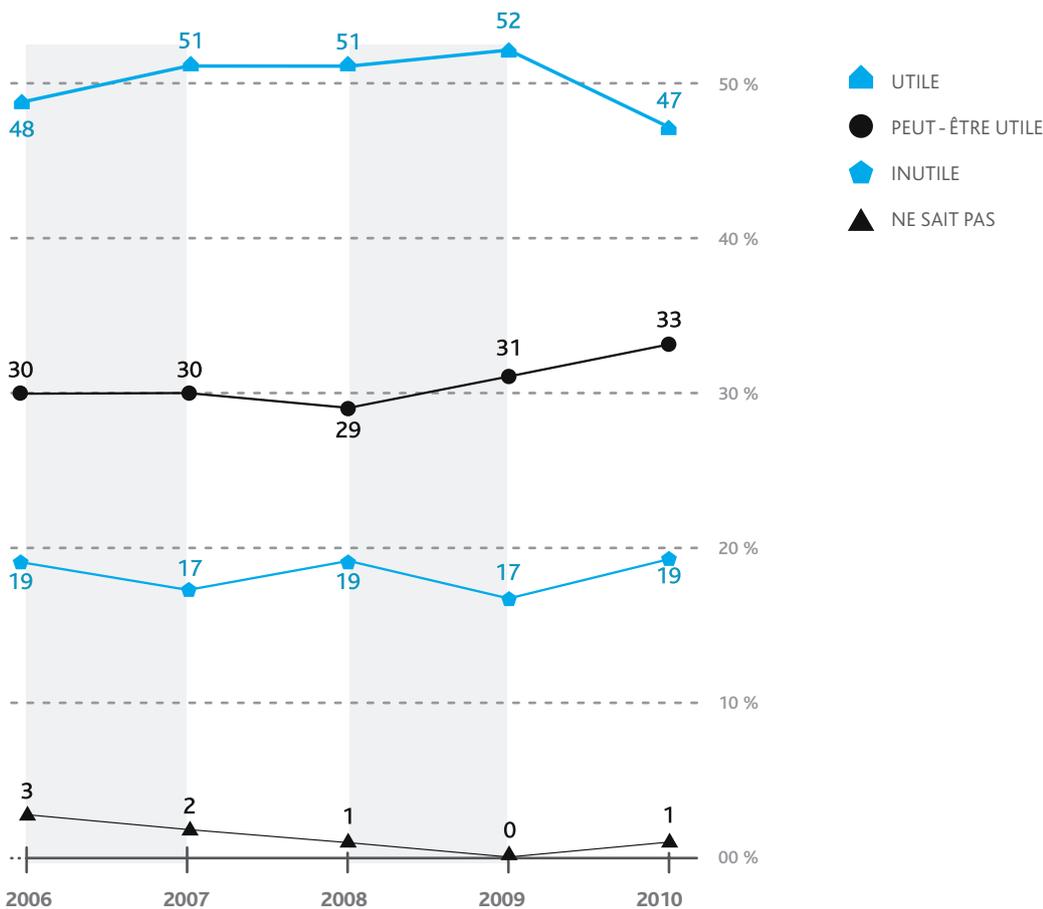
QUESTION POSÉE

«L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?»

DÉCEMBRE
2010



ÉVOLUTIONS 2006 à 2010

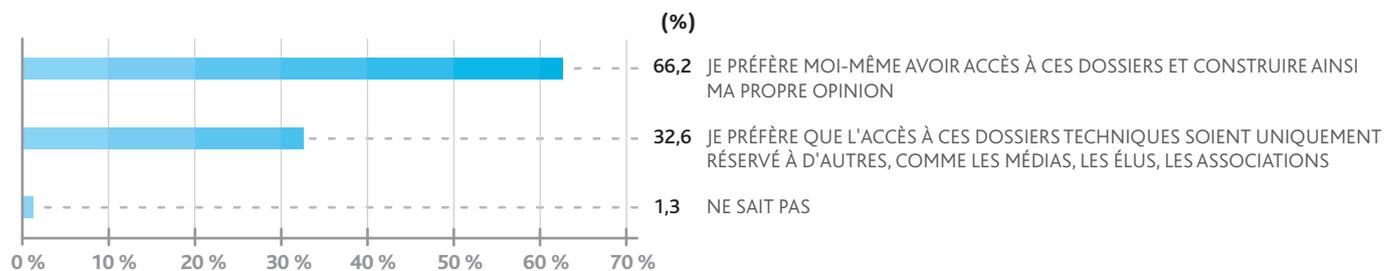


QUESTION POSÉE

« Quelle est votre préférence entre les deux propositions suivantes ? »

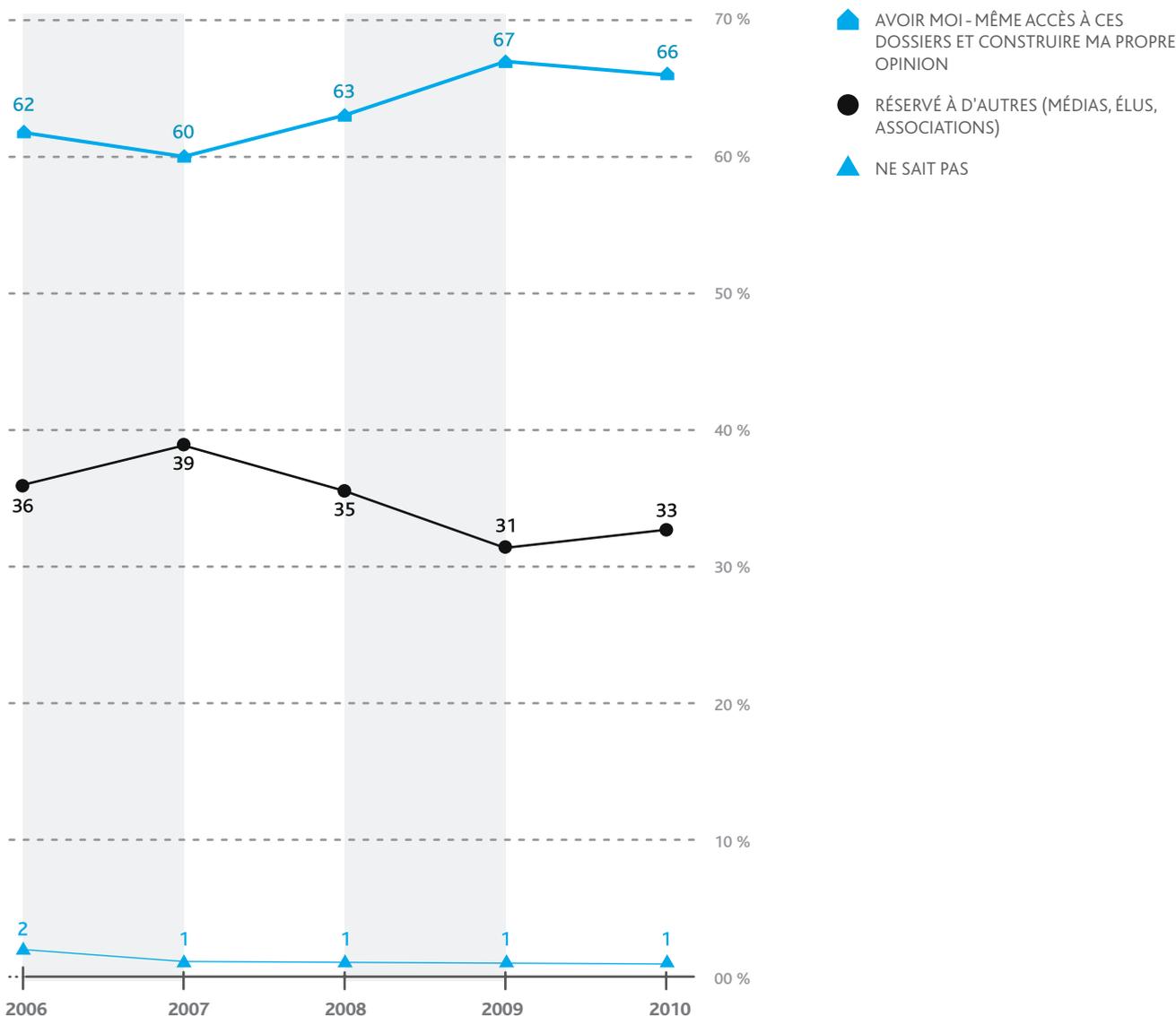
DÉCEMBRE
2010

Base : ceux qui ont répondu « utile » à la question précédente.



ÉVOLUTIONS
**2006
à 2010**

Base : ceux qui avaient répondu « utile » à la question de l'utilité de diffuser les rapports d'expertise.



LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES

91 %

des Français interrogés sont favorables au développement de structures de concertation pluralistes associant experts scientifiques, décideurs politiques, associations et citoyens pour gérer des situations à risques.

Pour contribuer à la maîtrise des risques, les Français sont favorables au développement de structures de concertation pluralistes. Depuis 2004, plus de 90 % des personnes interrogées plébiscitent ces structures associant experts scientifiques, décideurs politiques, associations et citoyens pour « *s'occuper des situations à risques* ».

Pour eux, l'apport de ces structures de dialogue est déterminant pour mieux identifier les risques (39 %) et contribuer à les réduire (38 %), soit près de 80 % de réponses cumulées. D'autant plus déterminant au regard des autres avantages accordés à ces structures même s'ils représentent un nombre moins important de taux de réponses : avoir accès à des informations fiables, faire émerger de nouveaux points de vue et idées, améliorer la communication des résultats ou la qualité de l'expertise, avec environ 20 % de réponses cumulées. Rendre plus crédible l'expertise, éclairer le décideur sur les différentes options ou encore mieux définir la question à étudier sont perçus comme des avantages de moindre importance (10 % à 15 % de réponses cumulées).

Qui doit rejoindre les experts scientifiques dans ce type de structures ? Les Français sont unanimes : 94 % de ceux qui jugent utiles ces structures souhaitent que les personnes exposées au risque et les médecins participent et dialoguent avec les experts scientifiques pour juger d'un risque, ainsi que les élus locaux (90 %). La proximité de ces acteurs est une qualité qui, aux yeux des Français, semble déterminante pour débattre d'un risque. Puis ce sont les scientifiques du monde universitaire (88 %), les pouvoirs publics au niveau national ou local (88 %), les membres de commission d'information (85 %) et les associations écologistes nationales ou locales (84 %). Ils sont suivis par les industriels (81 %) et les représentants de l'Académie des sciences (79 %). Enfin, sont moins cités mais toujours majoritairement considérés comme acteurs de la concertation les juristes (70 %), les journalistes (65 %) et les représentants des syndicats (52 %).

Mais, est-on prêt soi-même à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risque ? Si 52 % répondent « *oui* » et 48 % « *non* », le potentiel de participation diminue lorsque la fréquence des réunions augmente.

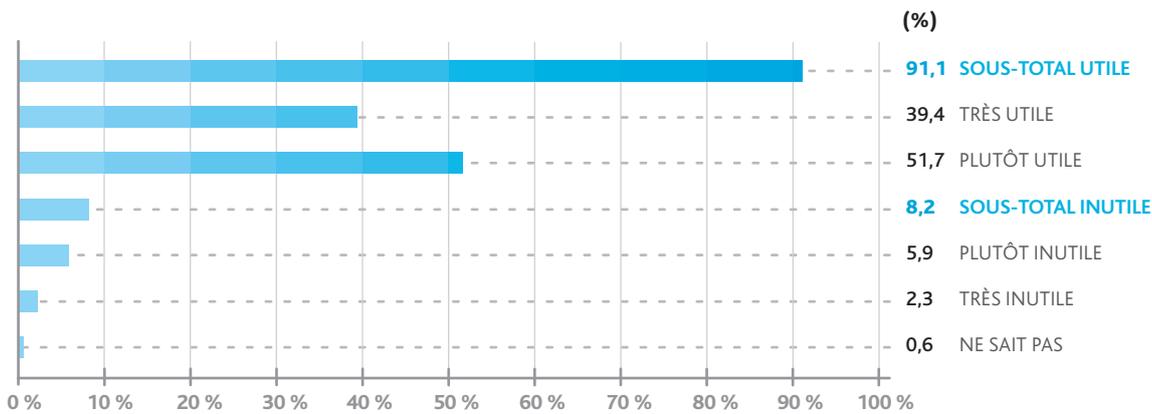
Ces questions, posées pour la première fois en 2004, n'enregistrent aucune évolution notable des pourcentages de réponses. Le Baromètre IRSN confirme donc le fort attachement accordé par les Français à la pluralité de ces structures. Ils veulent participer pour débattre des risques et aborder ensemble avec les différents acteurs la question de leur maîtrise.

LES STRUCTURES PLURALISTES PLÉBISCITÉES

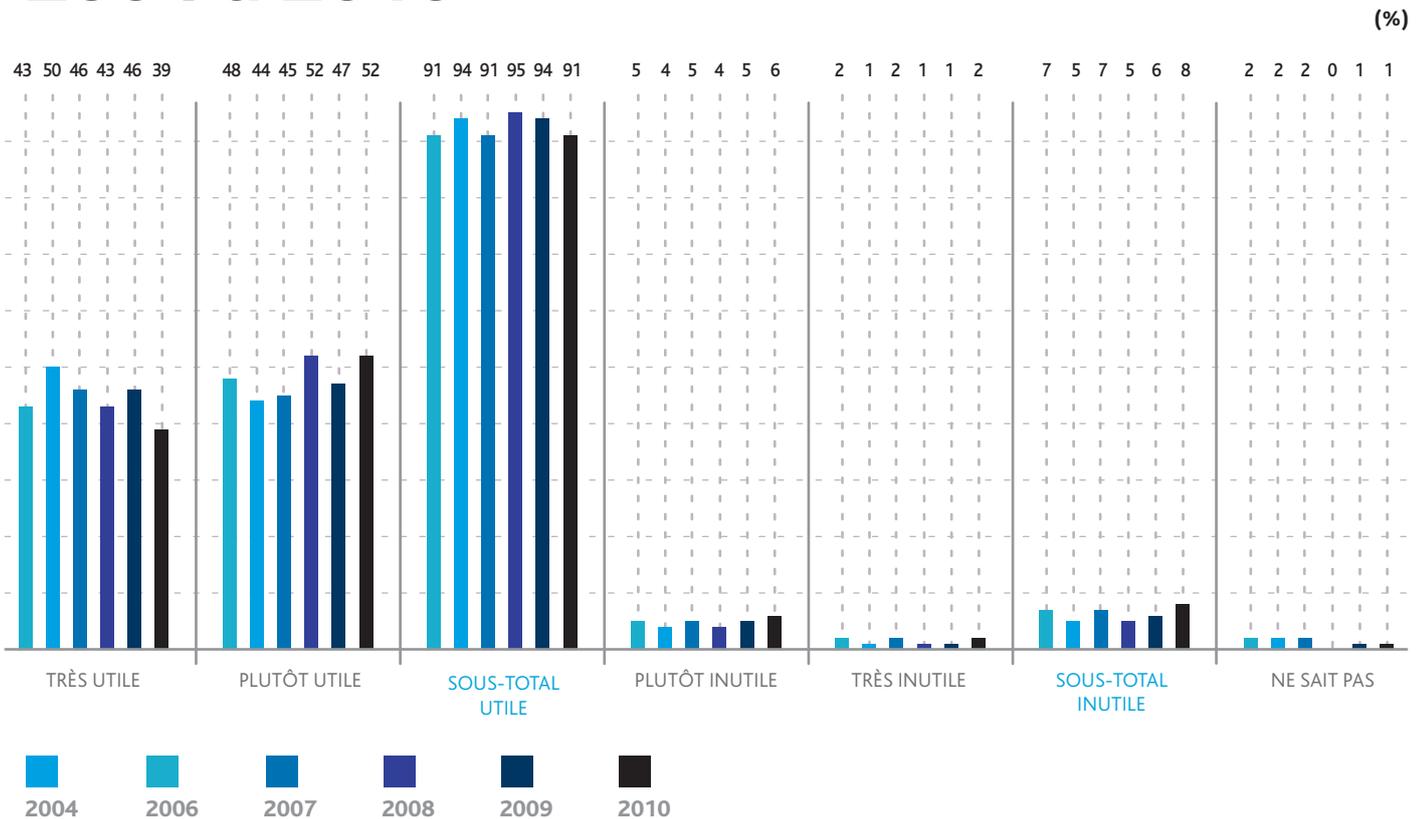
QUESTION POSÉE

« Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous... ? »

DÉCEMBRE
2010



ÉVOLUTIONS 2004 à 2010



AVANTAGES D'UNE TELLE STRUCTURE

QUESTION POSÉE

« Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ? »

Base : les 920 personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens.

	1 ^{RE} CITÉ (base 920)	2 ^E CITÉ (base 916)	CUMUL (base 920)				(%)
			2010	2009	2008	2007	
MIEUX IDENTIFIER LES RISQUES	23,7	15,1	38,7	40,7	38,2	36,9	
CONTRIBUER À RÉDUIRE LES RISQUES	19,6	18,9	38,4	35,3	37,0	36,1	
AVOIR ACCÈS À DES INFORMATIONS FIABLES	12,9	12,8	25,7	23,7	25,3	23,9	
FAIRE ÉMERGER DE NOUVEAUX POINTS DE VUE ET IDÉES	9,5	10,8	20,2	19,7	21,7	20,3	
AMÉLIORER LA COMMUNICATION DES RÉSULTATS	8,6	8,3	16,8	18,2	18,5	13,5	
AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'EXPERTISE	7,5	9,2	16,6	18,3	17,7	21,6	
RENDRE PLUS CRÉDIBLE L'EXPERTISE	7,3	8,6	15,9	18,1	15,9	15,9	
ÉCLAIRER LE DÉCIDEUR SUR LES DIFFÉRENTES OPTIONS	5,9	8,2	14,0	15,5	14,6	13,9	
MIEUX DÉFINIR LA QUESTION À ÉTUDIER	4,7	7,6	12,3	9,3	10,2	11,0	
NE SAIT PAS	0,4	0,5	0,4	0,3	0,2	6,8	

ACTEURS INVITÉS DANS DES STRUCTURES DE CONCERTATION

QUESTION POSÉE

« Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure avec les experts scientifiques officiels à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque ? »

Base : les 920 personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens.

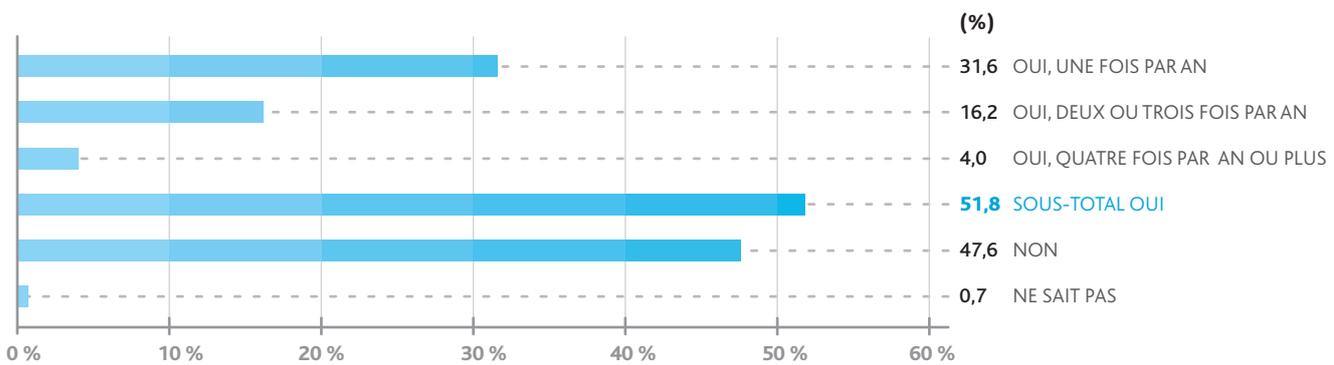
	% DE OUI				(%)
	2010	2009	2008	2007	
DES PERSONNES EXPOSÉES AU RISQUE	94,1	93,4	94,3	94,6	
DES MÉDECINS	93,5	91,9	92,7	92,9	
DES ÉLUS LOCAUX (CONSEIL RÉGIONAL / GÉNÉRAL, MUNICIPALITÉS...)	88,9	88,3	88,3	89,9	
DES SCIENTIFIQUES DU MONDE UNIVERSITAIRE	88,4	87,2	87,1	86,6	
DES POUVOIRS PUBLICS AU NIVEAU NATIONAL OU LOCAL	87,5	88,4	89,8	90,8	
DES MEMBRES DES COMMISSIONS LOCALES D'INFORMATION (CLI, CLIS, CLIC...)	84,9	83,6	82,5	82,4	
DES ASSOCIATIONS ÉCOLOGISTES LOCALES	84,2	85,6	85,0	84,7	
DES ASSOCIATIONS ÉCOLOGISTES NATIONALES	83,4	84,8	84,7	84,3	
DES INDUSTRIELS	81,3	81,6	81,5	82,7	
DES REPRÉSENTANTS DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES	78,7	75,6	78,5	77,2	
DES JURISTES	69,6	68,9	67,5	68,6	
DES JOURNALISTES	65,4	62,0	67,4	66,1	
DES REPRÉSENTANTS DES SYNDICATS	52,1	55,0	54,2	53,2	

PRÊT À CONSACRER DU TEMPS

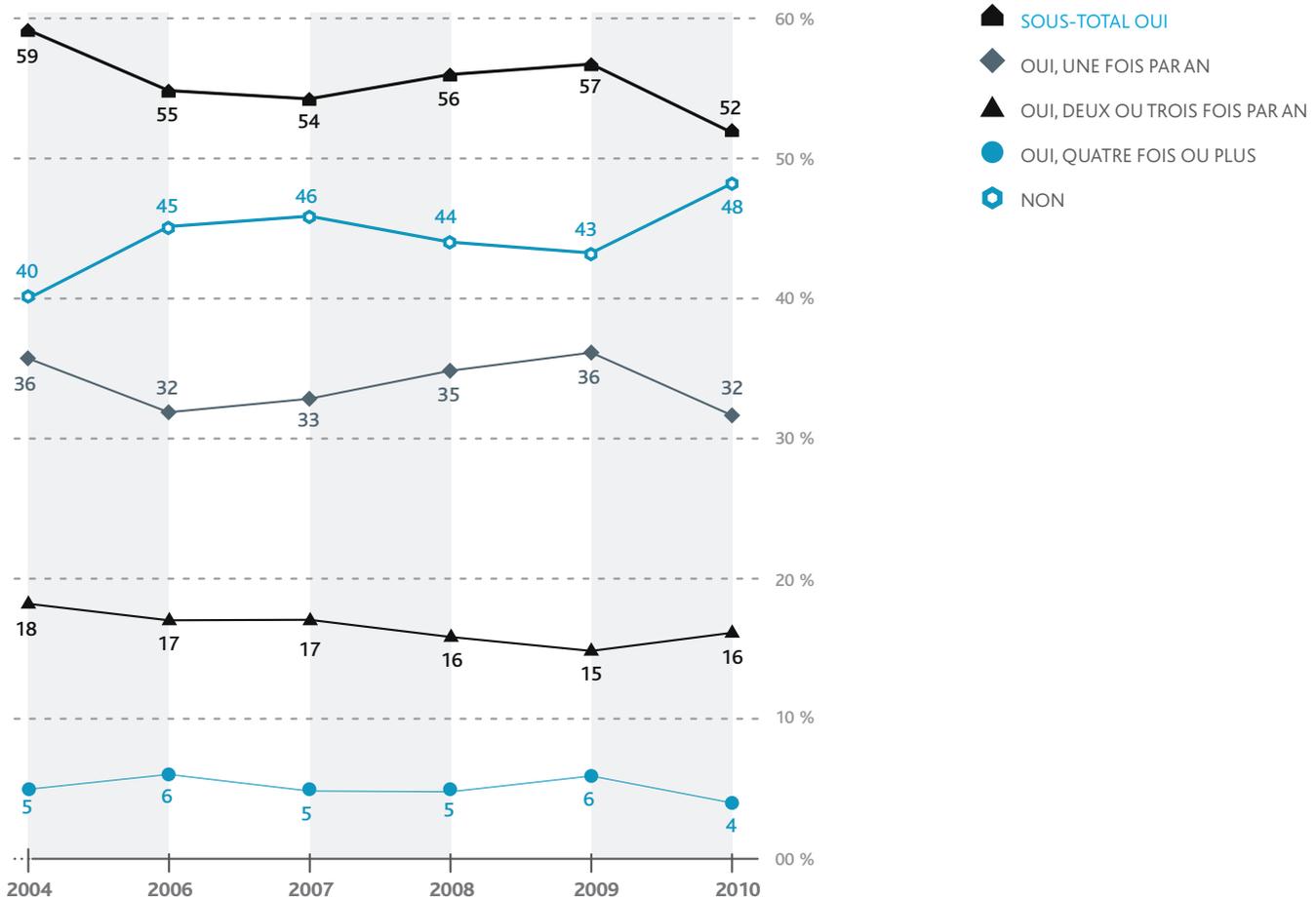
QUESTION POSÉE

« Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ? »

DÉCEMBRE
2010



ÉVOLUTIONS 2004 à 2010



LES FRANÇAIS À 33 SITUATIONS À RISQUES

70-81 /
chapitre 1

Les risques auxquels les Français se sentent exposés

82-91 /
chapitre 2

La confiance accordée aux autorités par les Français pour les protéger

92-107 /
chapitre 3

La vérité des informations sur les dangers

108-121 /
chapitre 4

La hiérarchie des 33 situations selon 3 aspects et leur lien avec l'acceptabilité des installations

IS FACE IONS

33 risques ont été retenus pour l'édition 2011 du Baromètre IRSN. Ils correspondent à des situations largement médiatisées (comme les accidents de la route, le tabac, l'alcool...), mais aussi à des situations peu connues par le public (le radon dans les habitations) ou d'autres encore, perçues comme comportant peu de risques (les radiographies médicales, le bruit...).

Par rapport à l'an passé, une nouvelle situation a été introduite : «Les lignes à haute tension».

Les 33 situations proposées sont :

- > Les accidents domestiques
- > Les accidents de radiothérapie
- > Les accidents de la route
- > L'alcoolisme
- > Les antennes de réseau pour téléphones portables
- > Le bruit
- > La canicule
- > Les centrales nucléaires
- > Les déchets chimiques
- > Les déchets radioactifs
- > La drogue
- > La grippe A (H1N1)
- > Les incendies de forêt
- > Les incinérateurs de déchets ménagers
- > Les inondations
- > Les installations chimiques
- > Les lignes à haute tension
- > Les maladies professionnelles
- > Les nanoparticules
- > L'obésité des jeunes
- > Les OGM (organismes génétiquement modifiés)
- > Les pesticides
- > La pollution atmosphérique
- > La pollution des lacs, des rivières et des mers
- > La pollution des sols
- > Les produits alimentaires
- > Les radiographies médicales
- > Le radon dans les habitations
- > Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- > Le sida
- > Le tabagisme des jeunes
- > Le terrorisme
- > Le transport des matières dangereuses

Les personnes interrogées jugent ces situations selon trois aspects.

> **L'importance perçue du risque** avec la question «*Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ?*»

> **La confiance accordée aux autorités** : «*Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?*» (5 modalités de réponse allant de «*non, pas du tout*» à «*oui, tout à fait*»).

> **La vérité des informations communiquées sur ces risques** : «*Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?*» (5 modalités de réponse de «*non, pas du tout*» à «*oui, tout à fait*»)¹.

1.

Cette question est présente depuis 1991 dans le Baromètre IRSN. Elle a été conçue à partir d'une question élaborée par Anne Lalo, chercheur au LASAR, université de Caen, dans différents sondages régionaux (Bouches-du-Rhône, Communauté urbaine de Lyon, département de l'Isère...) sur la perception des risques.

La hiérarchie des dangers perçus selon ces trois angles varie très peu d'une année sur l'autre ; les évolutions sont lentes. Cette impression de très forte stabilité d'ensemble qui se dégage rend remarquables celles des situations qui viennent à changer. Ce sont sur ces situations que l'accent sera mis dans les commentaires des chapitres qui suivent.

chapitre 1 / Les risques auxquels les Français se sentent exposés-*page 70*

chapitre 2 / La confiance accordée aux autorités par les Français pour les protéger-*page 82*

chapitre 3 / La vérité des informations sur les dangers-*page 92*

chapitre 4 / La hiérarchie des 33 situations selon 3 aspects et leur lien avec l'acceptabilité des installations-*page 108*

LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS

67 %

*des personnes interrogées considèrent
les pesticides comme une situation à risque
majeur. Score en hausse continue depuis 2005.*

En 2010, le tabagisme des jeunes est considéré par 73 % des personnes interrogées comme la situation comportant les risques les plus élevés. Il est suivi par la drogue (69 %), les pesticides (67 %), la pollution atmosphérique (65 %), la pollution des lacs, des rivières et des mers (64 %) et l'alcoolisme (63 %). Les radiographies médicales, le radon dans les habitations et la grippe A viennent en dernier (avec respectivement 15 %, 15 % et 11 %). Le risque lié au radon n'évoque rien pour 21 % des personnes interrogées tout comme les nanoparticules.

D'une année sur l'autre, les différences observées entre niveaux de risques sont peu nombreuses. Ainsi, cette année, la grippe A perd cinq places dans le classement pour passer à la toute dernière place. Seulement 11 % des personnes interrogées estiment ce risque élevé, alors qu'ils étaient le double l'an passé, sans doute à cause d'une actualité encore récente, et 63 % estiment leur risque faible, contre 37 % l'an passé. Les 41 % d'indécis de l'an passé ne sont plus que 26 %.

Globalement l'opinion des Français n'est pas versatile. Toutefois, une analyse à plus long terme montre qu'elle réagit fortement aux sinistres médiatisés et que ceux-ci peuvent aussi l'influencer durablement, comme également certaines politiques publiques.

Les sinistres médiatisés font évoluer l'opinion plus ou moins durablement

L'explosion de l'usine AZF à Toulouse du 21 septembre 2001 a marqué l'opinion des Français. Jusqu'en 2001, le risque lié aux installations chimiques était perçu à un niveau élevé pour environ 40 % des personnes interrogées. Dans l'enquête de 2002, ce risque est perçu comme élevé pour 56 % des personnes interrogées cette année-là. Depuis, ce pourcentage diminue très peu d'une année sur l'autre pour atteindre 50 % en 2010 et reste éloigné de la période avant l'accident.

La perception du risque lié au terrorisme est également fortement influencée par l'actualité : un fort pourcentage en 1997 (55 %) suite aux attentats de 1995, 1996, puis qui baisse en 1998 (44 %) ; pourcentage qui s'élève à nouveau en 2001, suite aux attentats du 11 septembre du World Trade Center à New York, et surtout 2002 (65 %), pour diminuer à nouveau en 2004 (55 %) et régulièrement jusqu'en 2009 (40 %). En septembre 2010, cinq otages français du groupe Areva sont enlevés au Niger ; à Paris, les fausses alertes à la bombe à la tour Eiffel et à la gare du RER de Saint-Michel réactivent les peurs des Français du terrorisme : fin 2010, le pourcentage des personnes interrogées jugeant le terrorisme comme un risque élevé est de 47 % contre 40 % en 2009.

De même, les inondations de la Bretagne (hiver 2000) et de la Somme (avril 2001), expliquent une augmentation très nette du niveau de risque perçu entre 1997 et 2002 (31 % de réponses « élevés » en 1997, 46 % en 2000, 49 % en 2001). Ce risque perçu atteint 61 % en 2002 juste après les inondations du Gard en septembre mais dès 2004, il revient en dessous de la barre des 50 % avec 39 % de réponses « élevés » et y reste jusqu'en 2009 avec 34 %. En 2010, les inondations du Var et celles provoquées par la tempête Xynthia en février ont ravivé la peur des Français sur ce type de risque : 42 % des personnes interrogées perçoivent désormais les inondations comme un risque élevé.

La perception des accidents de radiothérapie évolue également en fonction de l'actualité. La radiothérapie, dont les accidents ont eu lieu entre 2004 et 2007 à Épinal puis ailleurs, a été considérée à risque élevé par 29 % des personnes interrogées en 2007 pour ne plus être que 17 % en 2010. Le souvenir s'estompe.

La perception des retombées en France de l'accident de Tchernobyl se singularise : elle se détériore de manière continue jusqu'en 2006, 20 ans après la survenue de l'accident (42 % en 1999 et 55 % en 2006). La forte médiatisation lors de l'anniversaire peut expliquer le pic de 2006 mais certainement pas la hausse continue observée sur les 8 années précédentes. Depuis 2006, année où l'IRSN a rendu publiques un certain nombre d'archives historiques, et publié plusieurs rapports permettant de comprendre la nature et les conséquences des retombées radioactives sur le territoire national, cette situation s'améliore légèrement d'année en année mais en 2010, 46 % des personnes interrogées restent toujours inquiètes.

Les politiques publiques influencent la perception des risques

L'influence des politiques publiques est surtout sensible pour les risques individuels. Les effets des campagnes sur le sida, le tabagisme ou les accidents de la route se mesurent dans le Baromètre en termes de baisse du niveau de risque perçu. On remarquera en particulier la très forte baisse (- 13 points) du niveau de risque du sida entre 1997 (69 %) et 2010 (56 %) et de celui du tabac sur une période plus courte, entre 2002 (86 %) et 2010 (73 %). Les accidents de la route sont passés du 1^{er} ou 2^e rang avant 2002 au onzième cette année : 59 % des personnes interrogées estiment ce risque élevé, alors qu'ils étaient près de 80 %, voire plus, en 2002 et avant. La forte campagne médiatique menée en France et l'efficacité des mesures de contrôle sur la baisse du nombre de morts par an expliquent sans doute cette très forte baisse (- 20 points entre 2002 et 2010).

Du côté des risques environnementaux cependant, on ne voit pas d'effet notable du Grenelle Environnement à part peut-être les pesticides, qui gagnent 9 points en 5 ans, un sujet qui a fait l'objet de débats intenses avec le monde agricole. La perception du risque dû à la pollution atmosphérique baisse entre 2006 et 2010 (75 % de risque élevé en 2006 contre 65 % aujourd'hui). La diffusion très large et très régulière des indicateurs de qualité de l'air, accompagnée le cas échéant des recommandations pour que chaque citoyen puisse agir, peut contribuer à expliquer cette baisse. Toujours est-il que c'est la seule préoccupation environnementale de la batterie qui voit son score diminuer ; toutes les autres restent stables (pollution des lacs, des rivières et des mers, pollution des sols).

Les risques émergents et / ou diffus : OGM et antennes de réseau pour téléphones portables

L'existence de ces risques dans l'espace public est relativement récente (moins de 20 ans). Peu d'évolutions sont enregistrées sur la perception de leur dangerosité sauf pour les antennes de réseau pour téléphones portables qui, entre 2004 (28 %) et 2008 (39 %), ont été perçues de plus en plus comme une activité à risques élevés (+ 11 points).

Les modes de gestion de ces risques restent peu connus du public, notamment au niveau des sources du risque et de la crédibilité de l'expertise. Relayée par les médias, cette incertitude pourrait alimenter une certaine méfiance chez le public mais cela ne semble pas être le cas. Les OGM, les antennes de réseau pour téléphones portables, les lignes à haute tension, les nanoparticules, la canicule et les radiographies médicales sont perçus à risque moyen ou faible.

Est-ce dû au caractère invisible du danger aux yeux du public, malgré une présence diffuse assez généralisée de ces risques liés aux diverses activités humaines qui sont souvent de nature chronique provenant de contamination par de nouvelles formes de stress environnementaux ? Ce comportement collectif montre que la perception de ces risques est loin d'être surtout une affaire individuelle. Cependant, si ces incertitudes qui les accompagnent inquiètent, ces technologies nouvelles ne sont pas massivement rejetées.

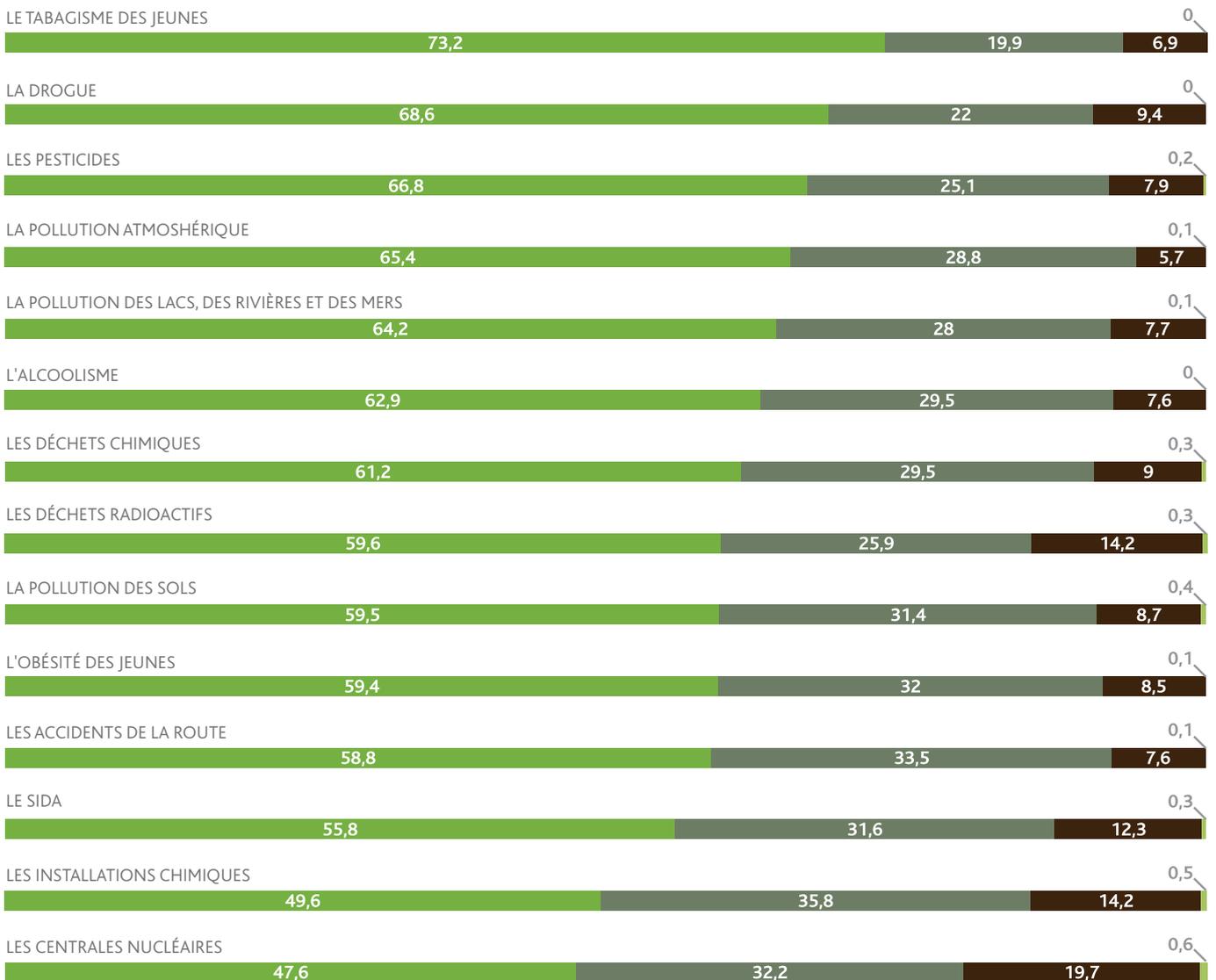
Parmi les risques diffus, on peut aussi noter que le radon dans les habitations manifeste un décrochement en 2008 (-11 points sur risques moyens et +11 points sur risques faibles). On verra au chapitre suivant qu'un décrochement similaire se produit sur la confiance sans explication évidente.

RISQUES LES PLUS REDOUTÉS : TABAC, DROGUE, ALCOOL ET POLLUTIONS

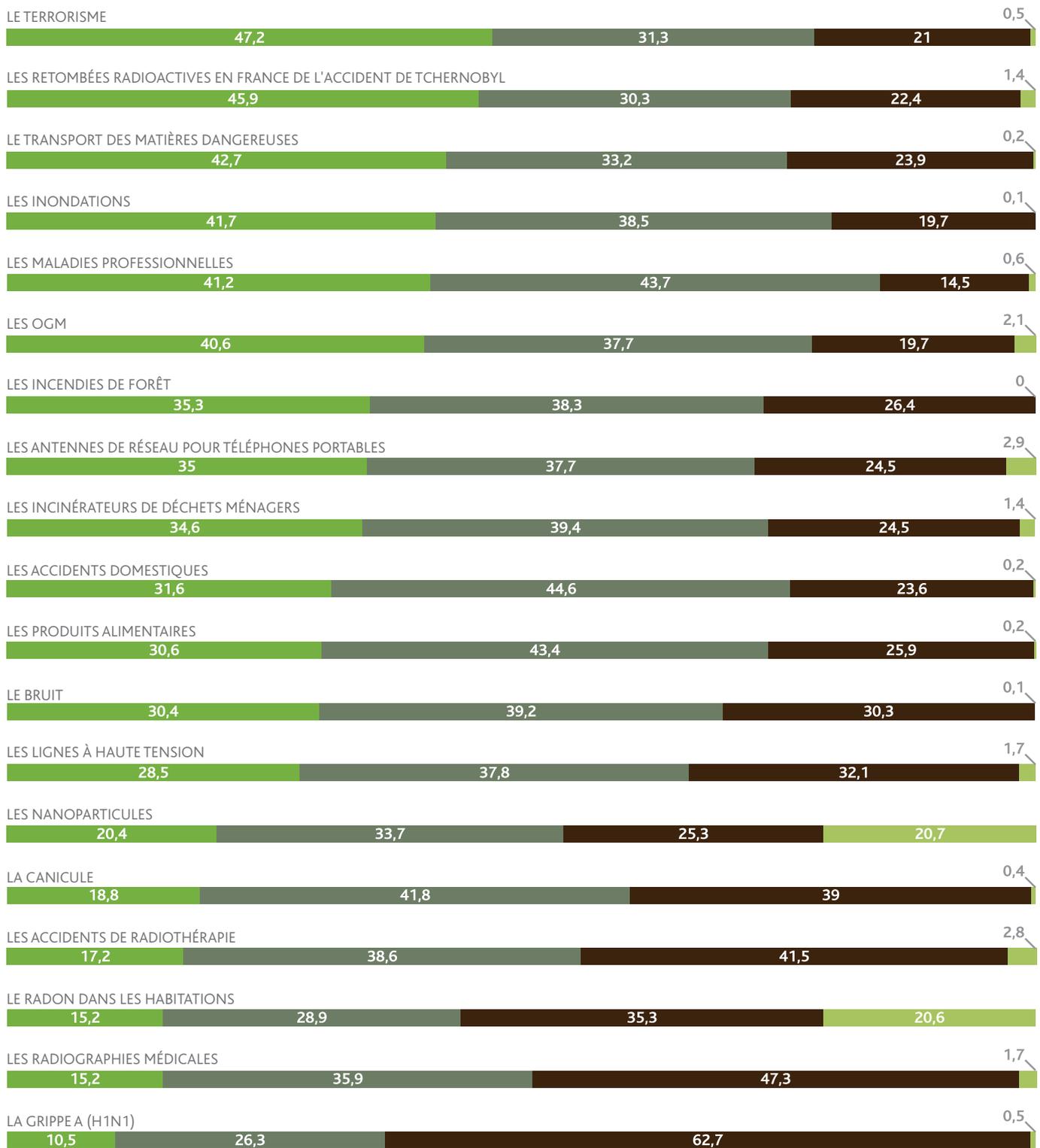
QUESTION POSÉE

« Dans chacun des domaines suivants, considérez - vous que les risques pour les Français en général sont : »

DÉCEMBRE
2010



■ ÉLEVÉS
 ■ MOYENNEMENT ÉLEVÉS
 ■ FAIBLES
 ■ NON - RÉPONSE
 en %



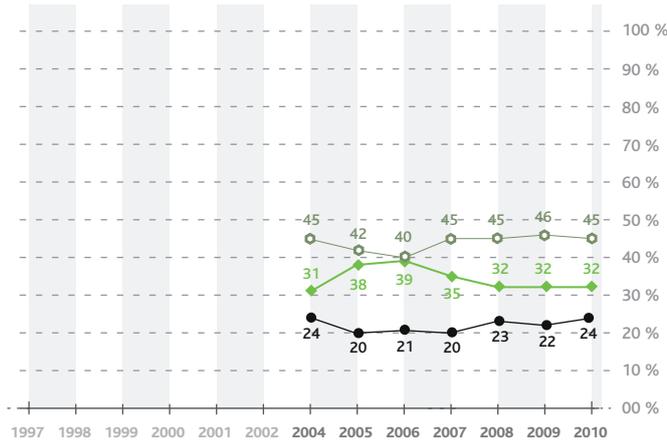
ÉLEVÉS
 MOYENNEMENT ÉLEVÉS
 FAIBLES
 NON-RÉPONSE
 en %

**ÉVOLUTIONS DES RISQUES
POUR LA SOCIÉTÉ
1997 à 2010**

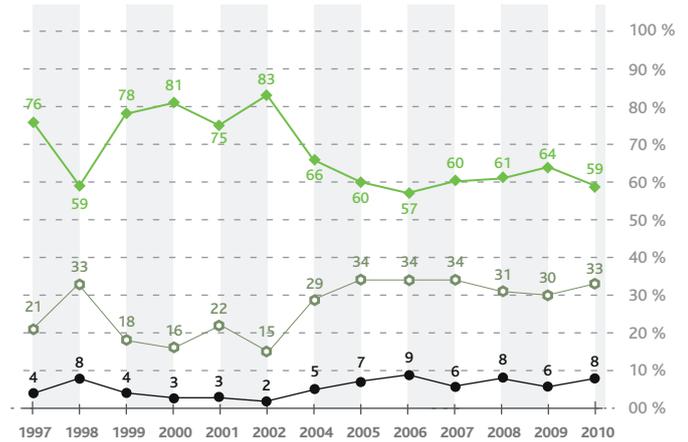
Les « non-réponses » représentent de très faibles pourcentages (quelques %) sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité « moyens ».

En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité « moyens » n'est pas pertinente.

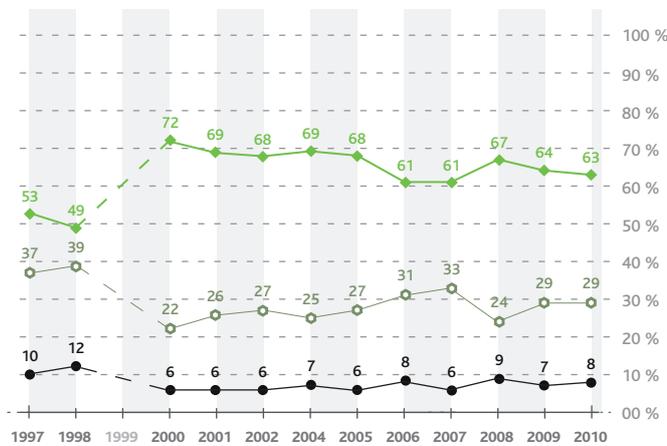
LES ACCIDENTS DOMESTIQUES



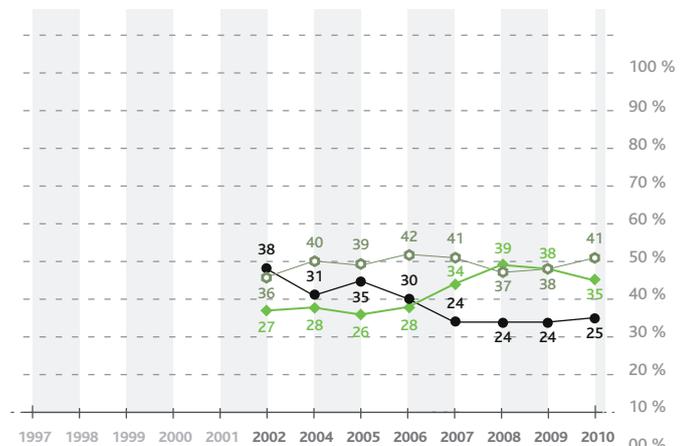
LES ACCIDENTS DE LA ROUTE



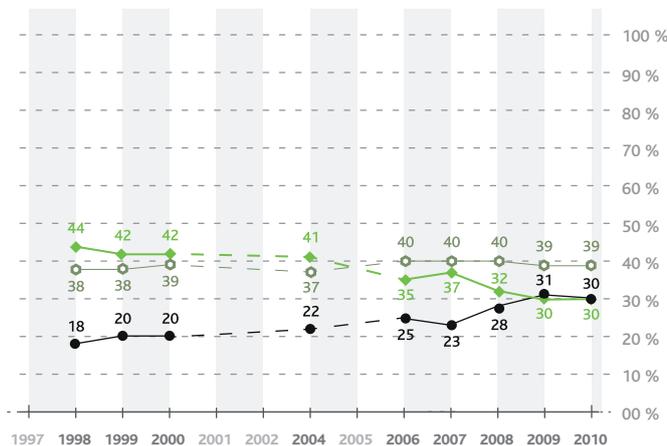
L'ALCOOLISME



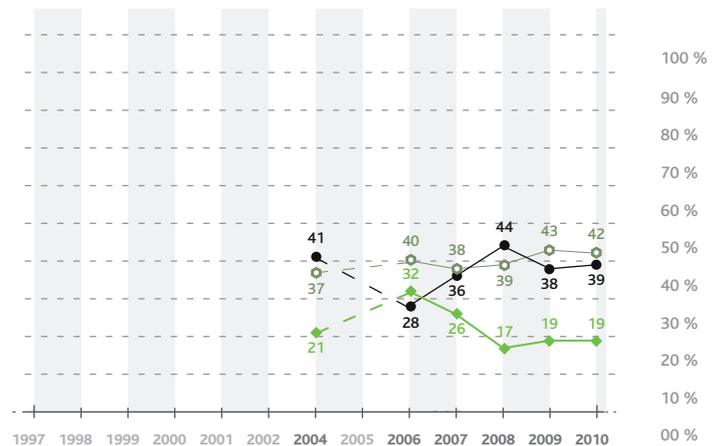
**LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES
depuis 2004 (téléphones portables en 2002)**



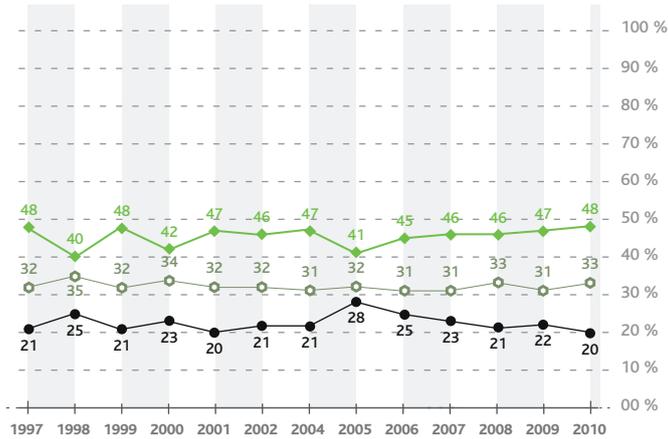
LE BRUIT



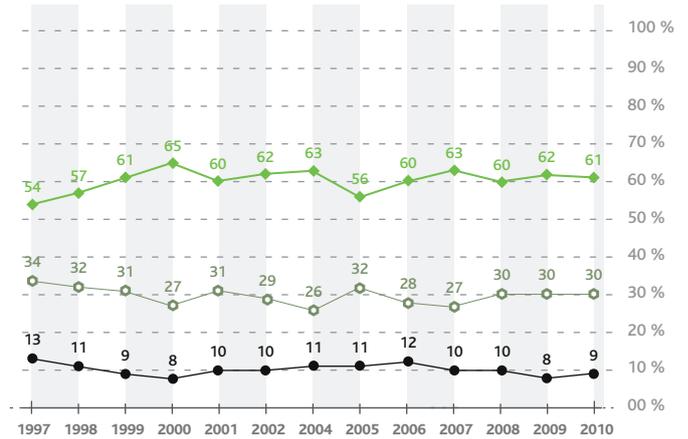
LA CANICULE



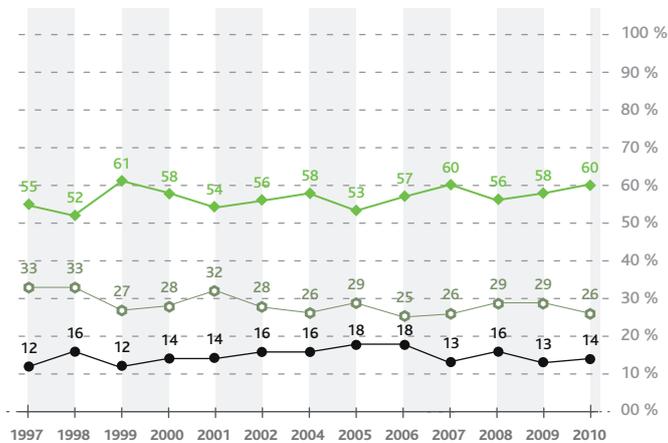
LES CENTRALES NUCLÉAIRES



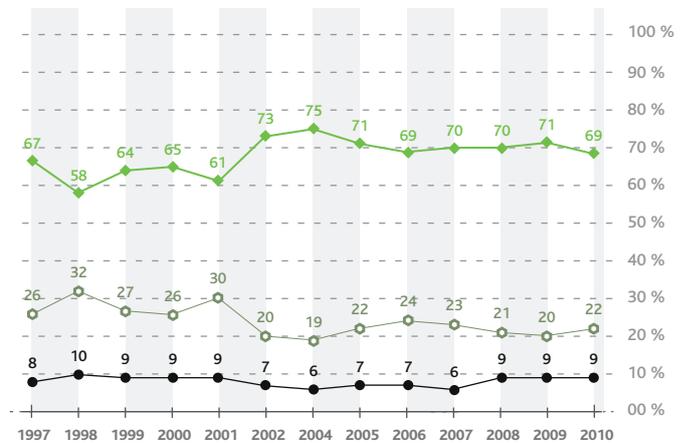
LES DÉCHETS CHIMIQUES



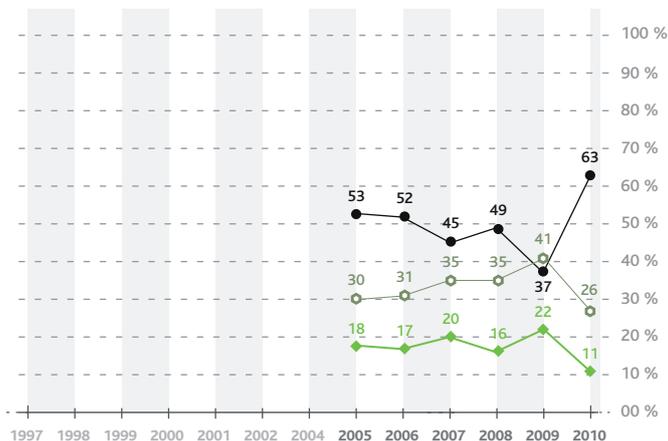
LES DÉCHETS RADIOACTIFS



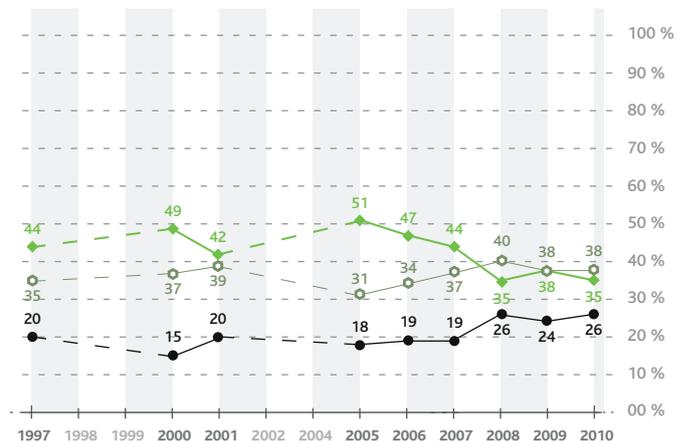
LA DROGUE



GRIPPE A (H1N1) depuis 2009 (grippe aviaire jusqu'en 2008)

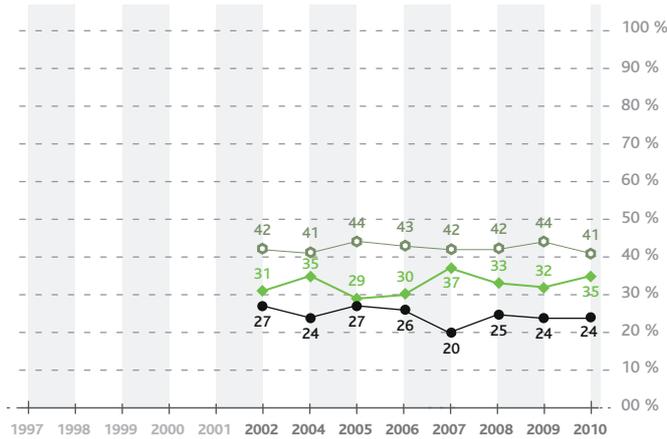


LES INCENDIES DE FORÊT

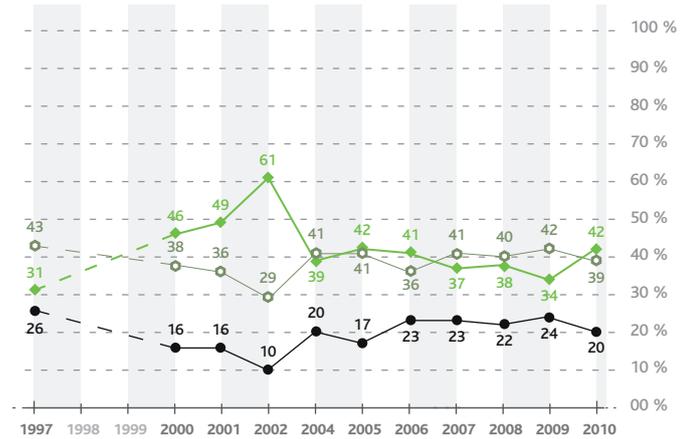


**ÉVOLUTIONS DES RISQUES
POUR LA SOCIÉTÉ
1997 à 2010**

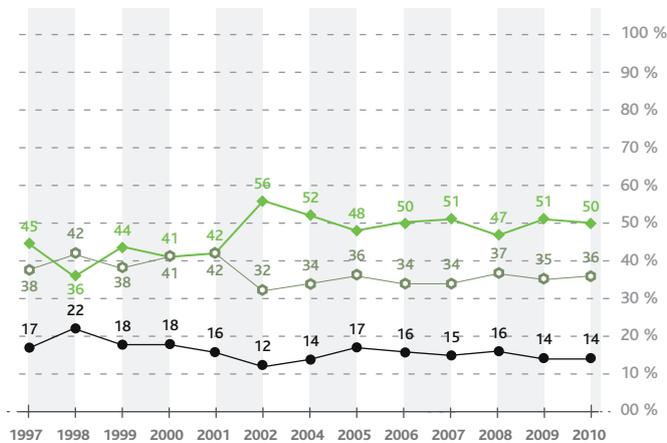
LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS



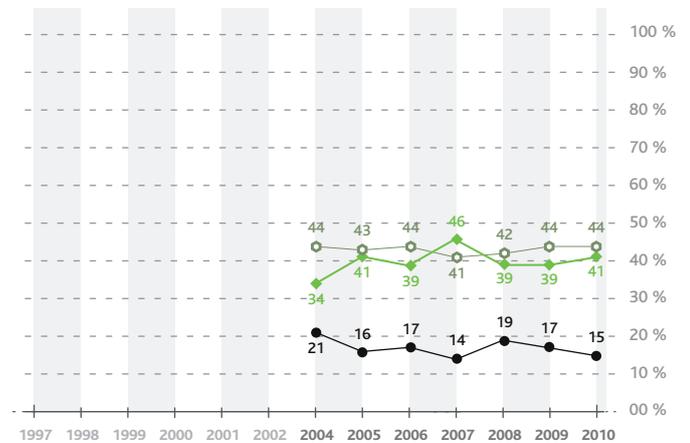
LES INONDATIONS



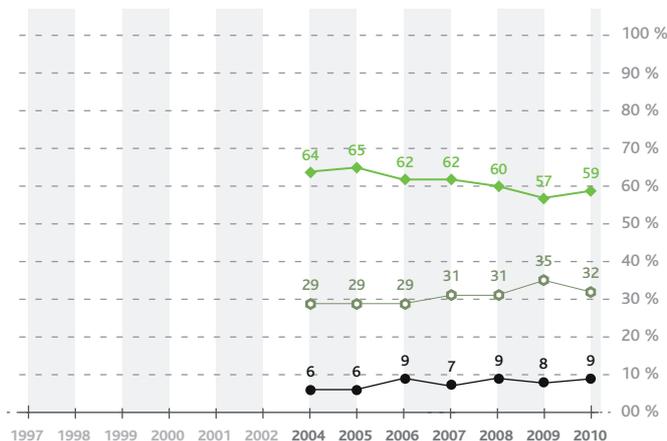
LES INSTALLATIONS CHIMIQUES



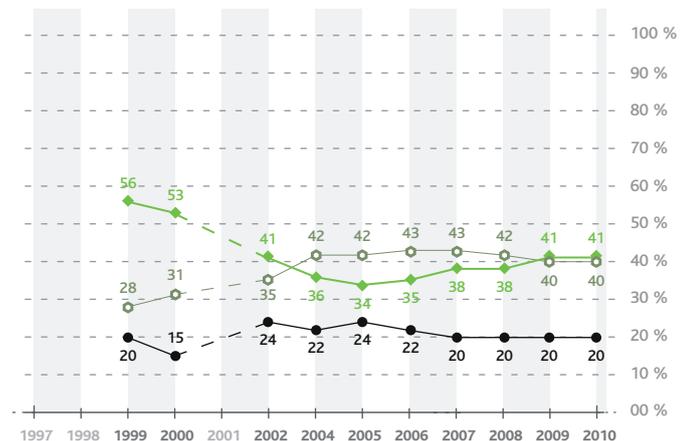
LES MALADIES PROFESSIONNELLES



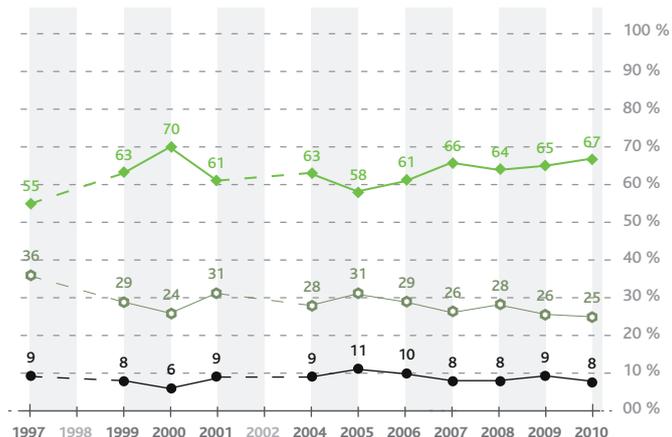
L'OBÉSITÉ DES JEUNES



LES OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



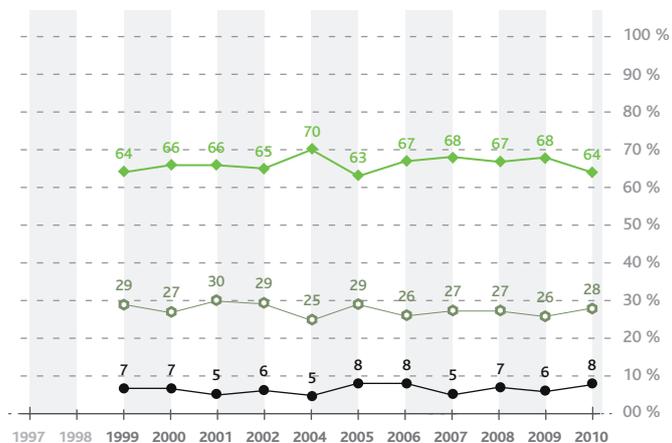
LES PESTICIDES depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



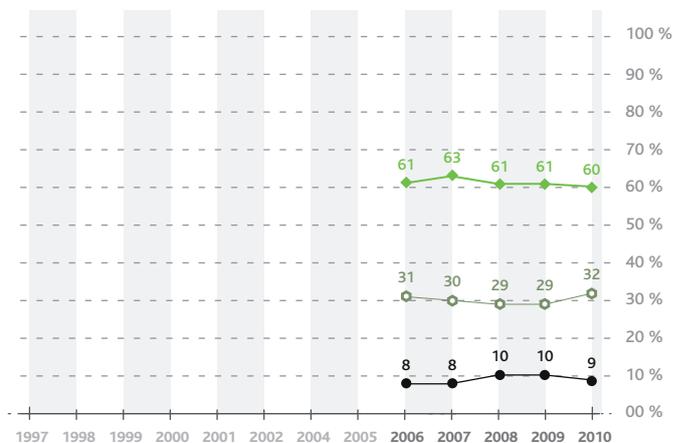
LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE



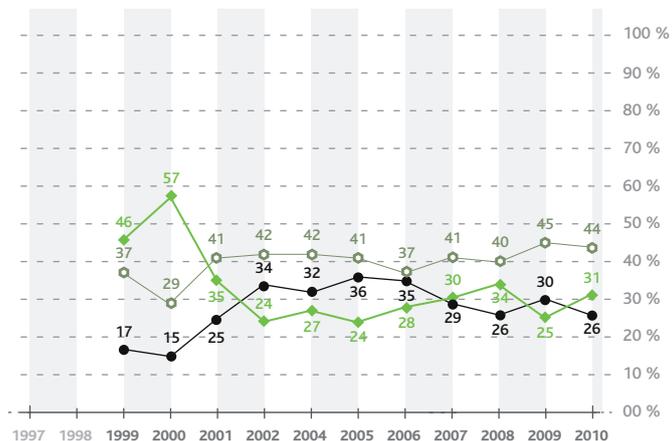
LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS



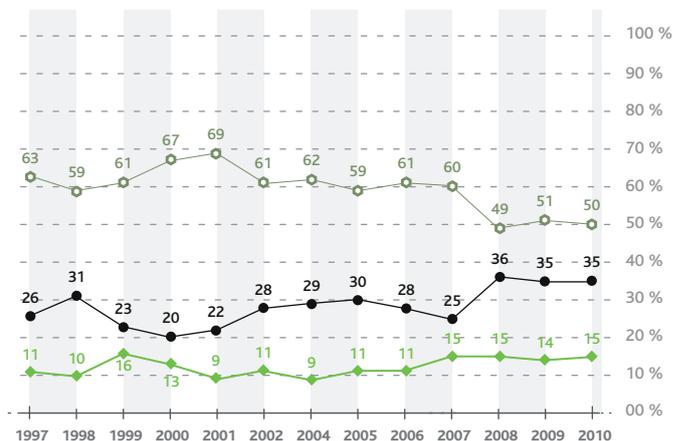
LA POLLUTION DES SOLS



LES PRODUITS ALIMENTAIRES

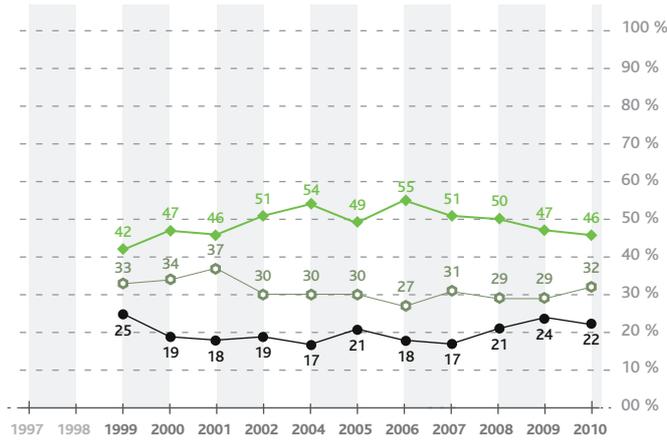


LE RADON DANS LES HABITATIONS

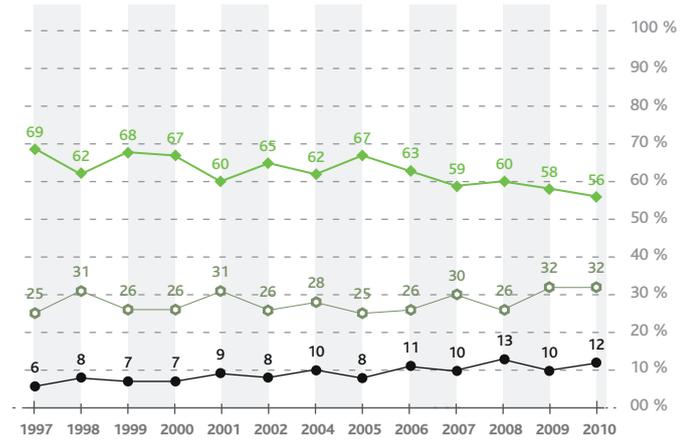


**ÉVOLUTIONS DES RISQUES
POUR LA SOCIÉTÉ
1997 à 2010**

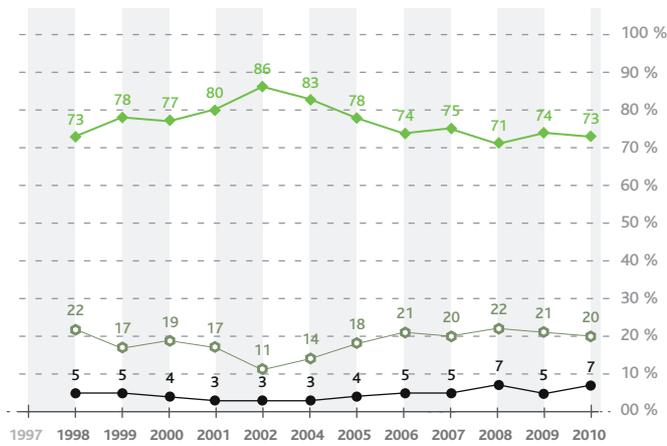
**LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE
DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL**



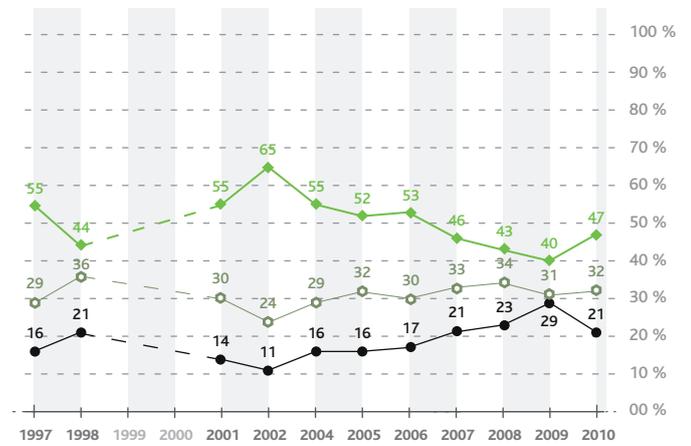
LE SIDA



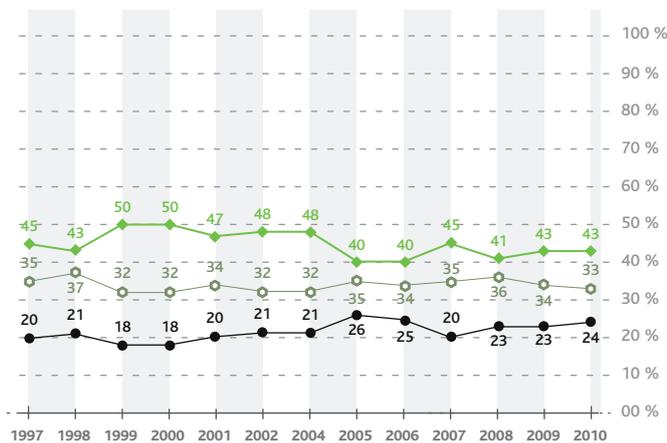
LE TABAGISME DES JEUNES



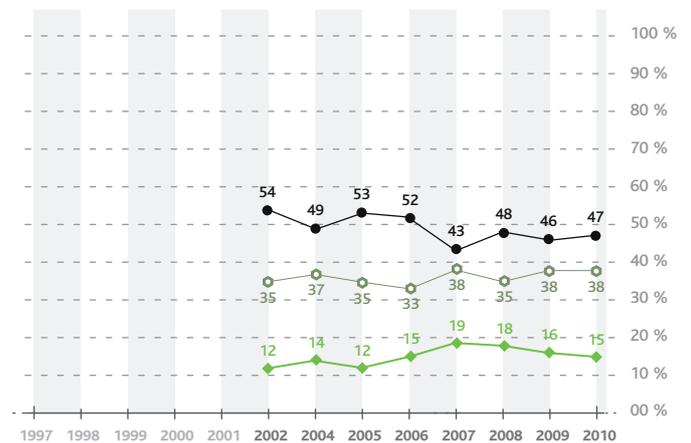
LE TERRORISME



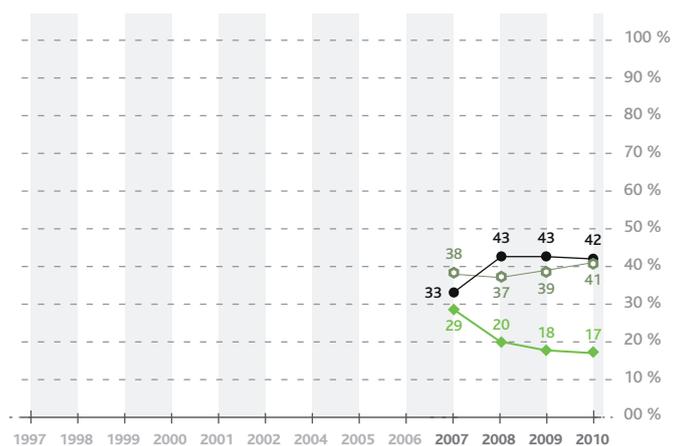
LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES



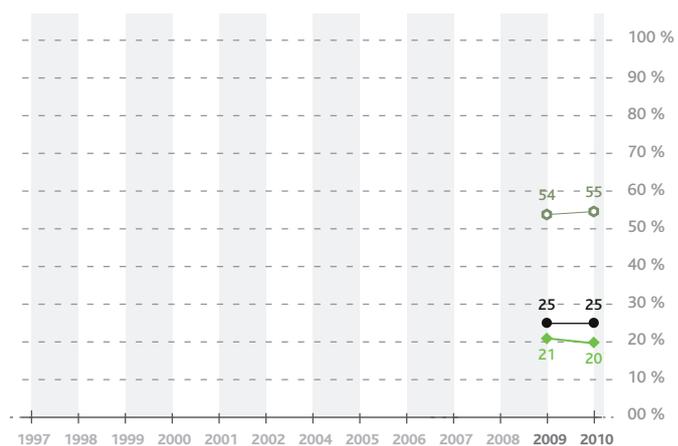
LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES



LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE



LES NANOPARTICULES



LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

31 %

*des Français font confiance aux autorités pour
les protéger contre les risques des centrales nucléaires,
et 22 % contre les risques des installations chimiques.*

À la question posée «*Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?*», ce sont les actions menées par les autorités pour prévenir les accidents de la route qui suscitent le plus de confiance avec 52 % de réponses positives, outre une tendance à la baisse depuis 2004, où 60 % des personnes interrogées accordaient leur confiance aux autorités. Depuis 1997, aucune des autres situations n'a jamais atteint le score des 50 % des accidents de la route ; les pourcentages associés à la confiance sont en général en dessous de 40 % et en moyenne autour de 30 %. Ce sont les nanoparticules avec un score de 14 % de confiance qui, pour la deuxième année consécutive sont détentrices de la dernière place du classement, aux côtés des retombées en France de l'accident de Tchernobyl et du radon dans les habitations.

Par rapport à l'an passé, le maximum de variations observé n'est que de plus ou moins 5 % sur les modalités «*oui*» ou «*non*», ce qui n'est pas statistiquement significatif et a pour effet de ne pas modifier la hiérarchie des situations de l'an passé.

Des évolutions lentes mais significatives dans la durée

Comme pour les risques perçus, c'est l'analyse des pourcentages sur le long terme qui permet d'observer des évolutions significatives. L'opinion ne varie que très lentement et les variations de pourcentage ne deviennent significatives qu'au cours du temps. Le thème du terrorisme, réintroduit en 2001 dans la liste des situations à risques, après les événements du 11 septembre, en est une illustration. En 2001, il génère une confiance mitigée : 35 % des personnes interrogées accordaient leur confiance dans l'action publique. Ce pourcentage est quasiment le même en 2002, puis il connaît une hausse en continu jusqu'en 2006 pour atteindre 48 %, qui est un taux important de confiance accordée, et se stabilise depuis à ce niveau. C'est la seule situation qui enregistre de cette façon une hausse de son niveau de confiance. Les situations qui subissent ces évolutions lentes vont la plupart du temps vers une baisse de confiance. C'est le cas des antennes de réseau pour téléphones portables (+ 10 points de défiance en 8 ans), la pollution atmosphérique (+ 14 points de défiance en 12 ans), la pollution des lacs, des rivières et des mers (+ 9 points en 11 ans) et les radiographies médicales (- 10 points de confiance en 7 ans).

D'autres situations oscillent au cours du temps entre des hausses ou des baisses de leur niveau de confiance. Les accidents domestiques se situaient à un niveau moyen en 2004 (34 % se déclarent confiants) pour progresser jusqu'en 2006 (43 %), depuis, ils voient leur niveau de confiance diminuer et se rapprocher de leur niveau de 2004 (36 % en 2010). Mais le mouvement le plus habituel entre hausse et baisse pour ces risques touchant le domaine de la sphère privée est celui d'une baisse du niveau de confiance jusqu'en 2002 puis d'une hausse : la drogue, les inondations, le sida, le tabagisme des jeunes suivent ce mouvement. Les actions menées par les autorités sur ces risques suscitent de plus en plus de confiance.

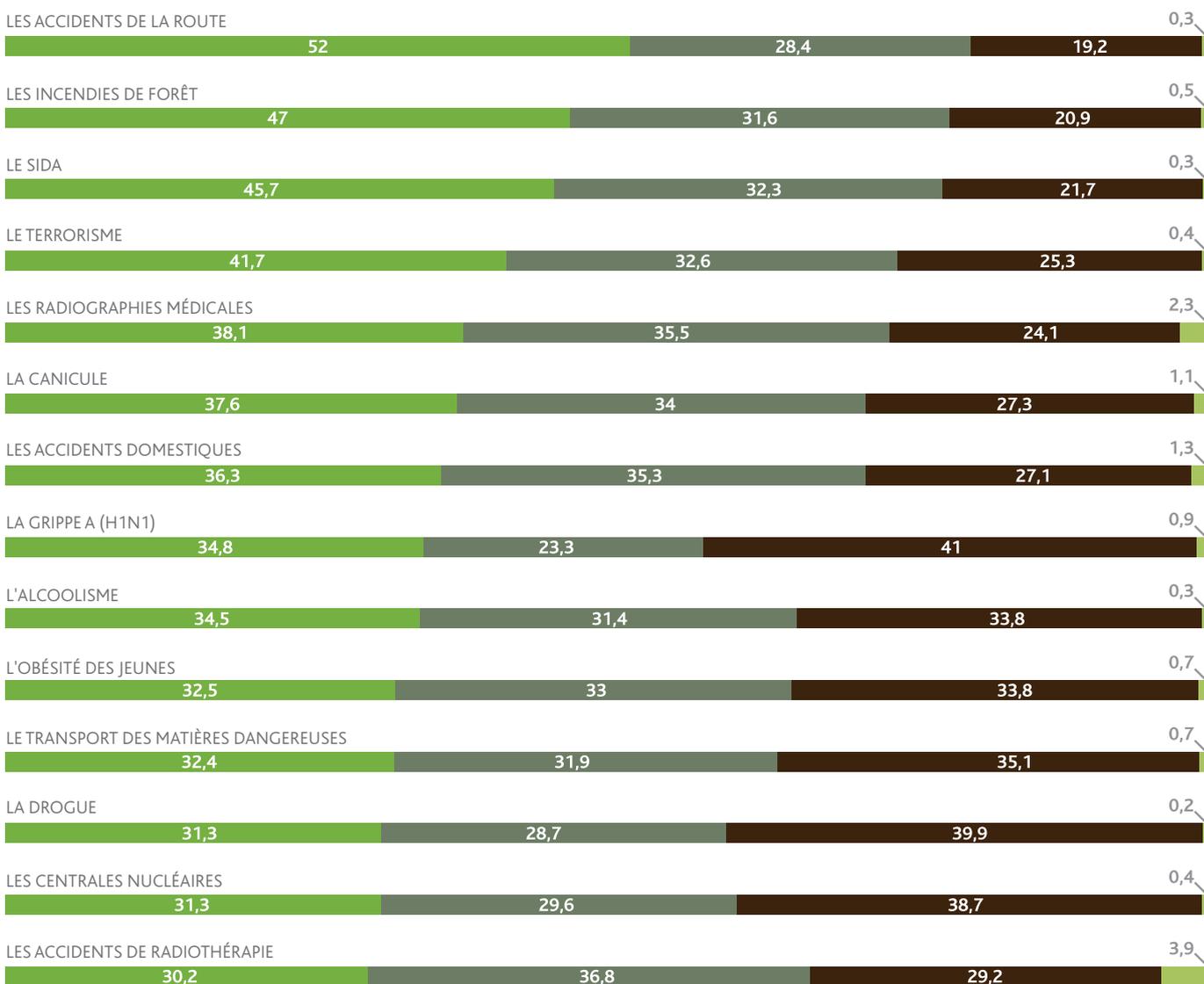
Exception à la règle, seulement cinq situations ont montré depuis 1997 des évolutions brutales d'une année à l'autre les poussant à un niveau qu'elles conservent par la suite. Les accidents de la route en font partie avec une hausse de plus de 20 points de leur pourcentage de «*oui*» en 2004 (60 % de «*oui*» en 2004 ; 38 % en 2002) après avoir subi une érosion lente entre 1998 et 2004. La confiance augmente également pour la canicule (+ 10 points d'écart entre 2004 et 2006). En revanche, la confiance baisse brutalement pour les centrales nucléaires en 2008, année marquée par les événements dans la zone du Tricastin (- 8 points entre 2007 et 2008) et même si elles regagnent trois points de confiance en 2010 par rapport à 2008 pour atteindre 31 % de confiance, elles ne retrouvent pas le niveau antérieur qui était autour de 35 % ; cela est confirmé par un niveau de défiance qui reste élevé : 39 % en 2010, après 41 % en 2008 (à comparer à 35 % les années précédentes). De manière analogue, entre 1999 et 2000, la défiance vis-à-vis des pesticides augmente de 9 points et depuis, les Français sont toujours plus de 50 % à ne pas vouloir accorder leur confiance dans les actions des autorités dans ce domaine. C'est la même tendance pour le radon dont l'action des autorités sur ce risque suscite moins de confiance depuis 2008, avec un score atteignant environ 35 % de «*non*» sur la confiance au lieu des 25 % habituellement recueillis en moyenne depuis 1997.

LES AUTORITÉS SUSCITENT LA CONFIANCE POUR LA PRÉVENTION ROUTIÈRE

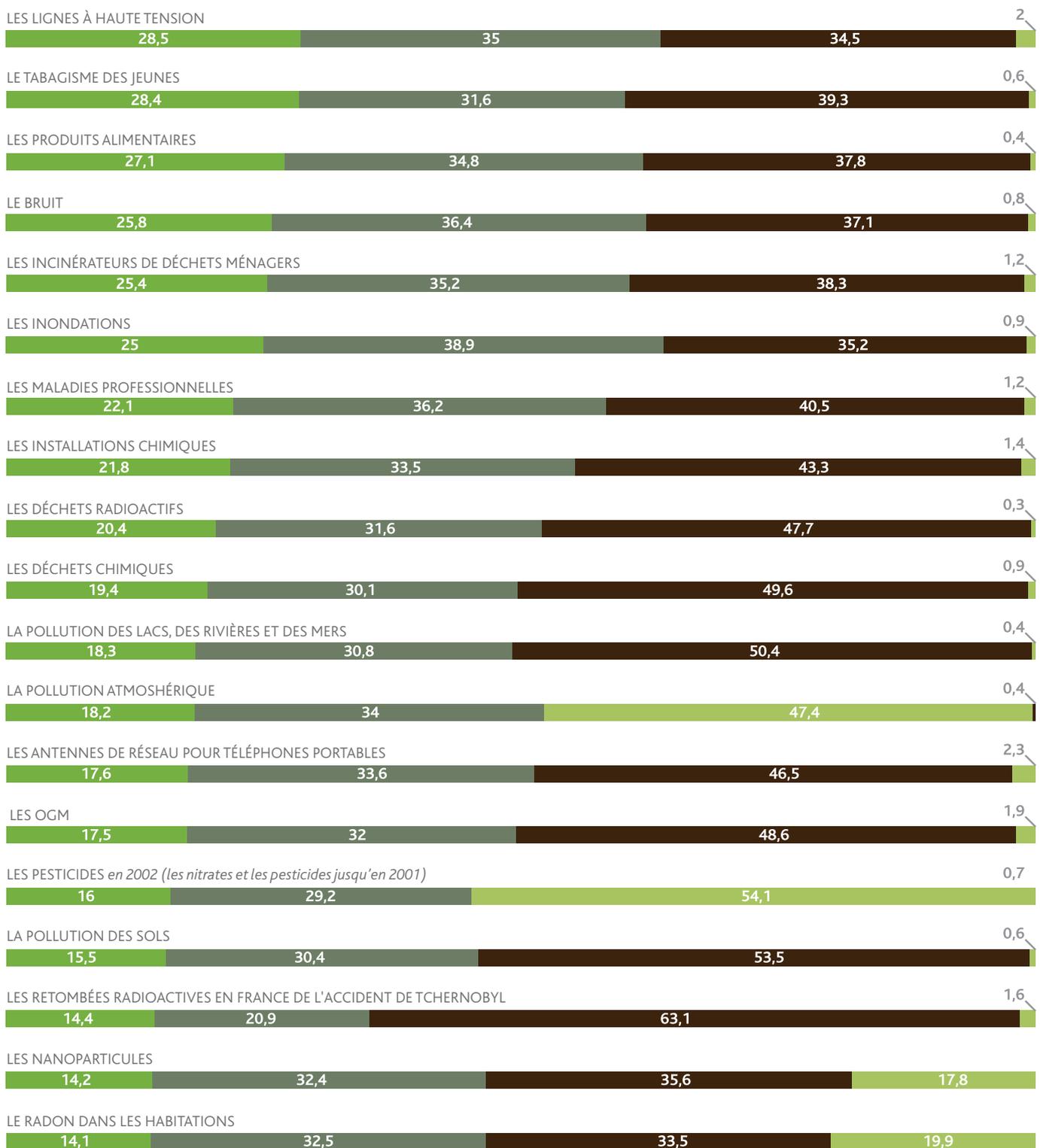
QUESTION POSÉE

« Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? »

DÉCEMBRE
2010



■ OUI ■ PLUS OU MOINS ■ NON ■ NE SAIT PAS en %

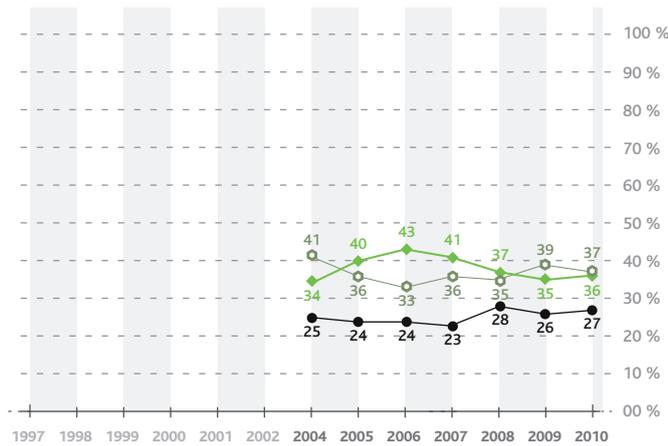


OUI
 PLUS OU MOINS
 NON
 NE SAIT PAS
 en %

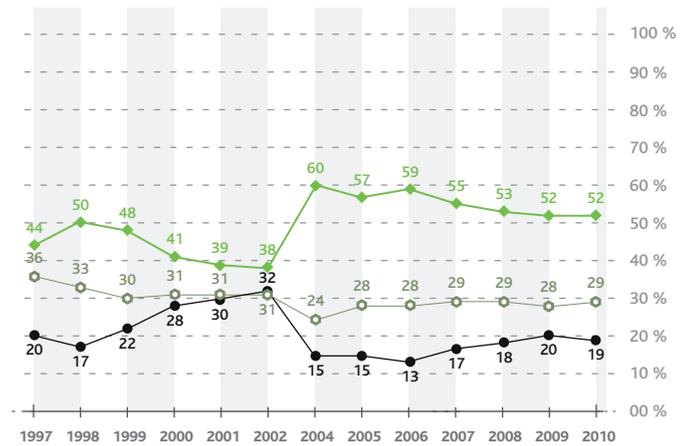
**ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS
PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER**

1997 à 2010

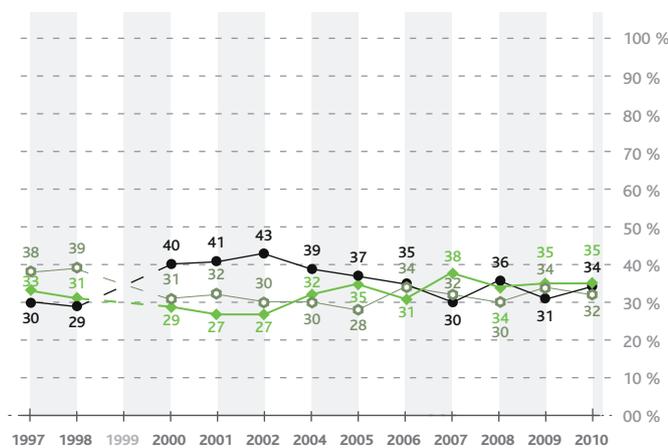
LES ACCIDENTS DOMESTIQUES



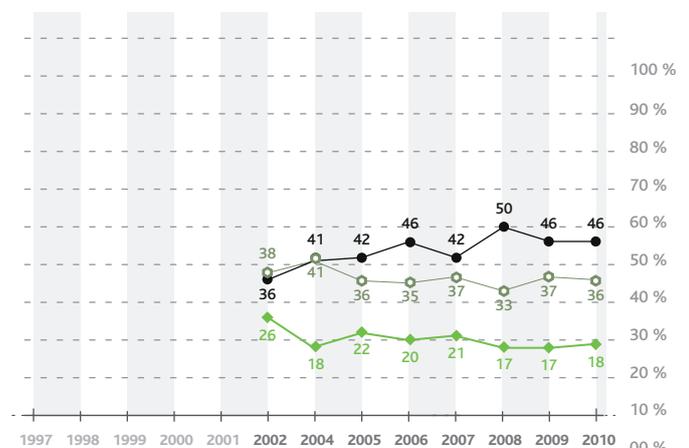
LES ACCIDENTS DE LA ROUTE



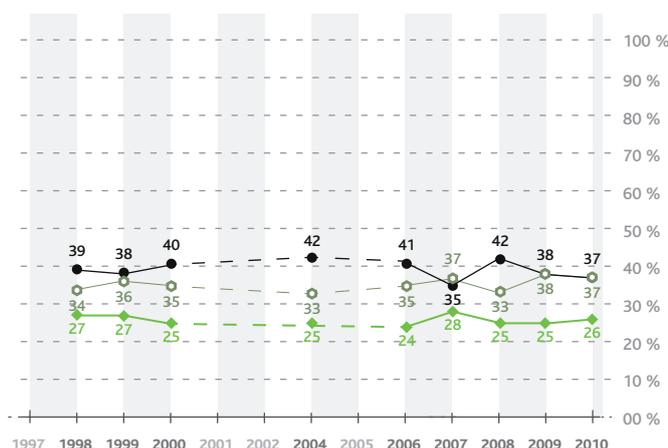
L'ALCOOLISME



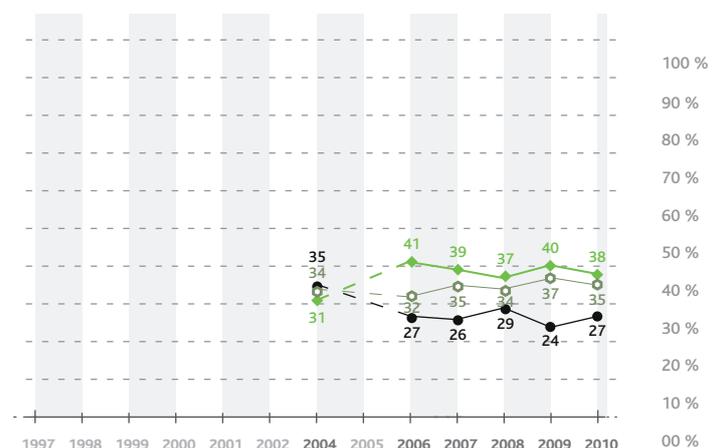
LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES
depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



LE BRUIT



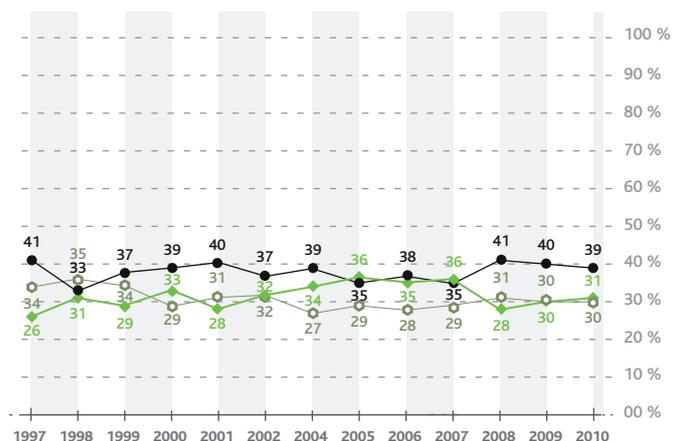
LA CANICULE



Les « non-réponses » représentent de très faibles pourcentages (quelques %) sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la

modalité « moyens ». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité « moyens » n'est pas pertinente.

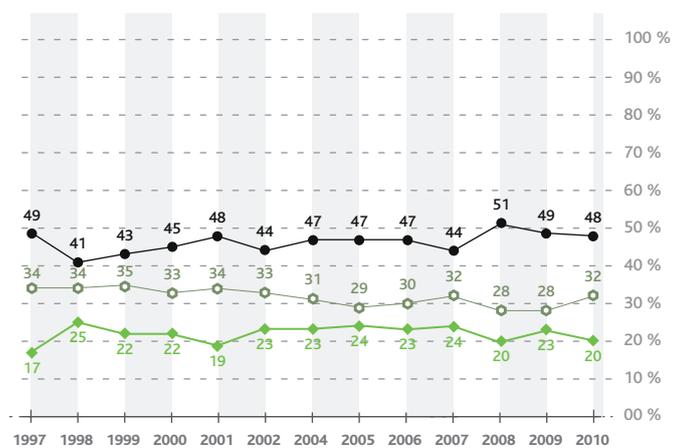
LES CENTRALES NUCLÉAIRES



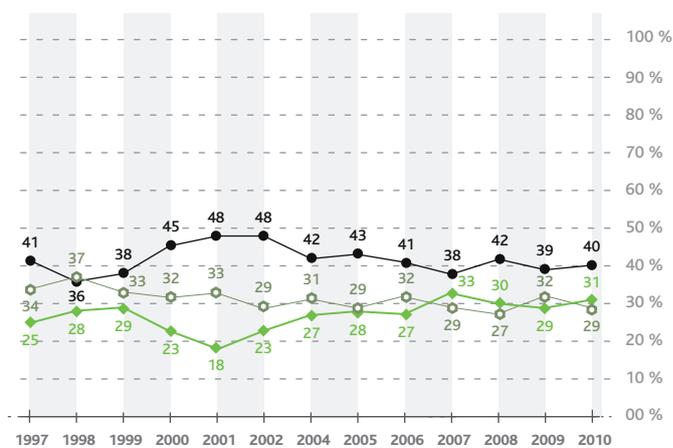
LES DÉCHETS CHIMIQUES



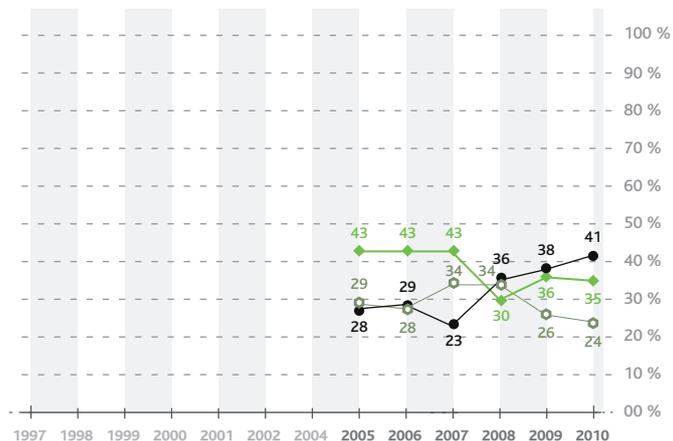
LES DÉCHETS RADIOACTIFS



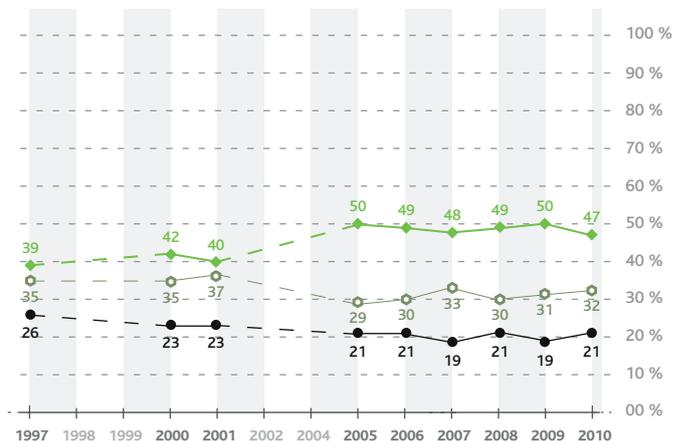
LA DROGUE



GRIPPE A (H1N1) depuis 2009 (grippe aviaire jusqu'en 2008)



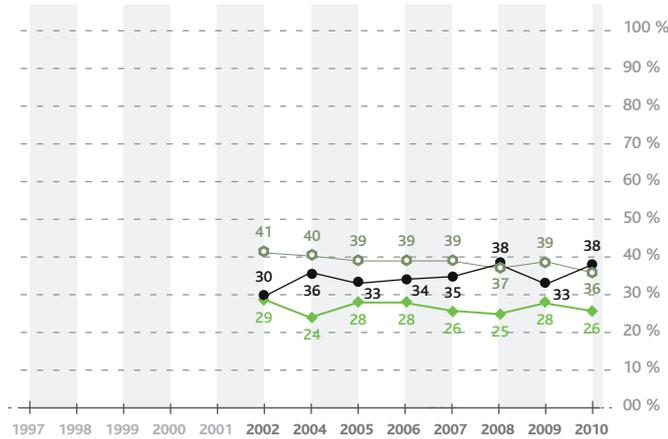
LES INCENDIES DE FORÊT



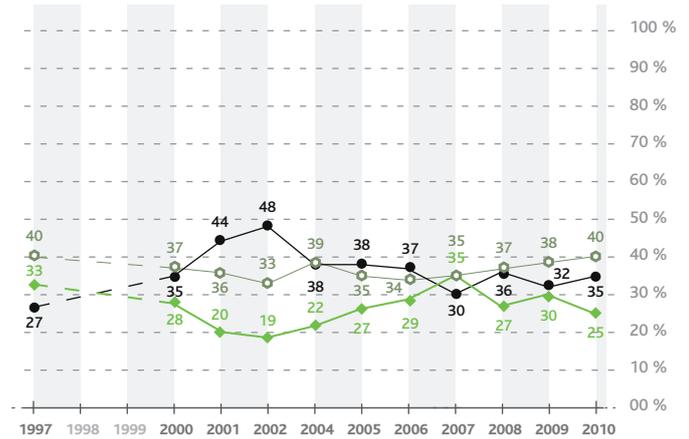
**ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS
PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER**

1997 à 2010

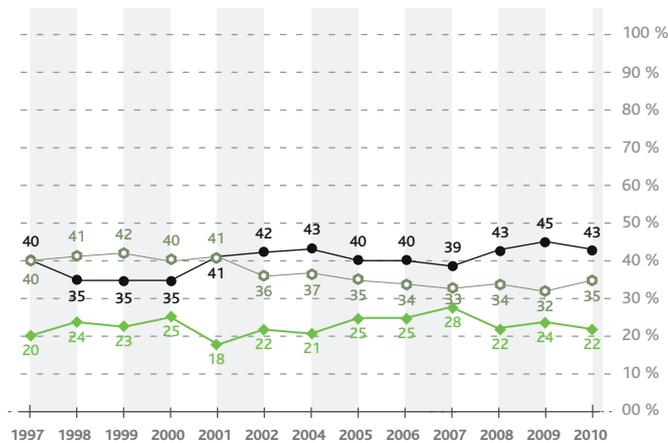
LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS



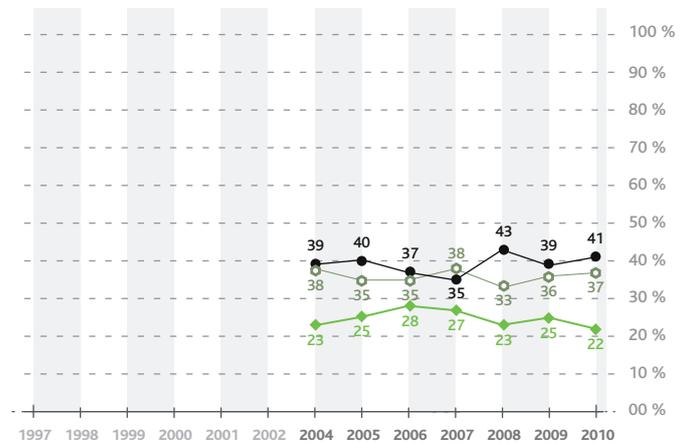
LES INONDATIONS



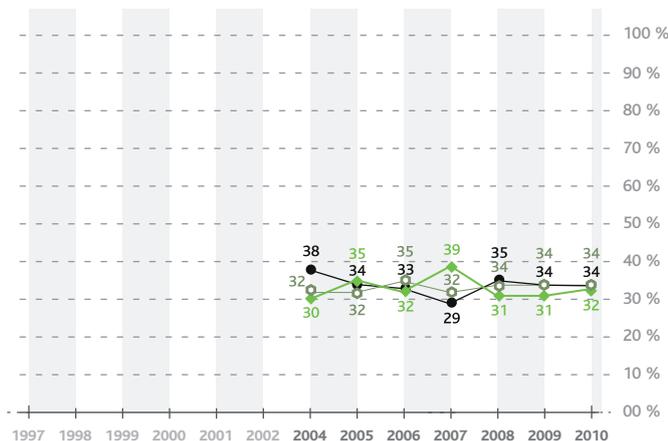
LES INSTALLATIONS CHIMIQUES



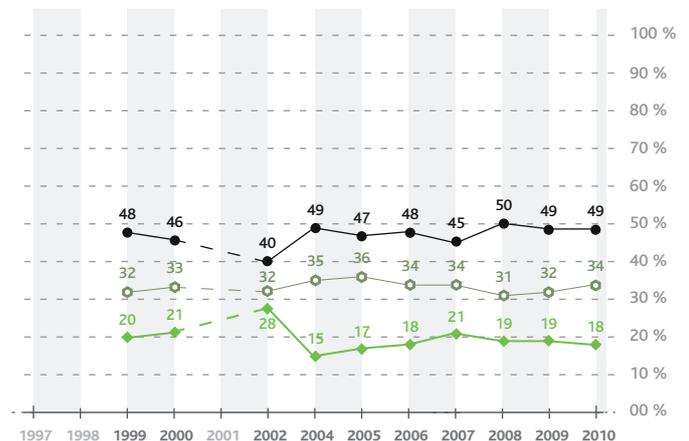
LES MALADIES PROFESSIONNELLES



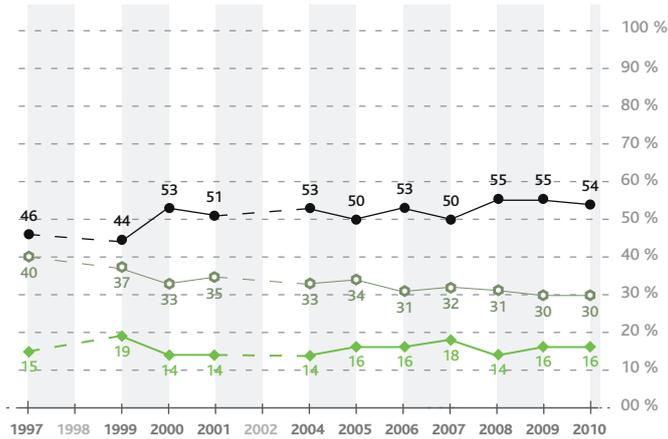
L'OBÉSITÉ DES JEUNES



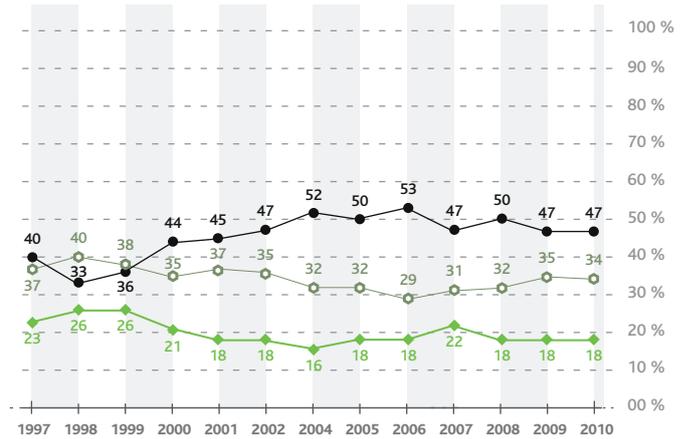
LES OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



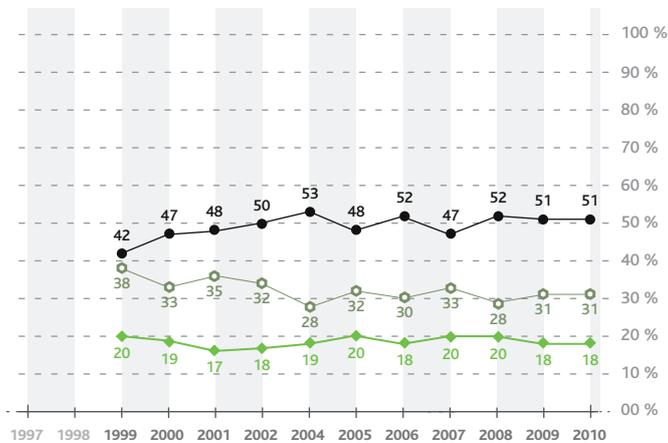
LES PESTICIDES depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



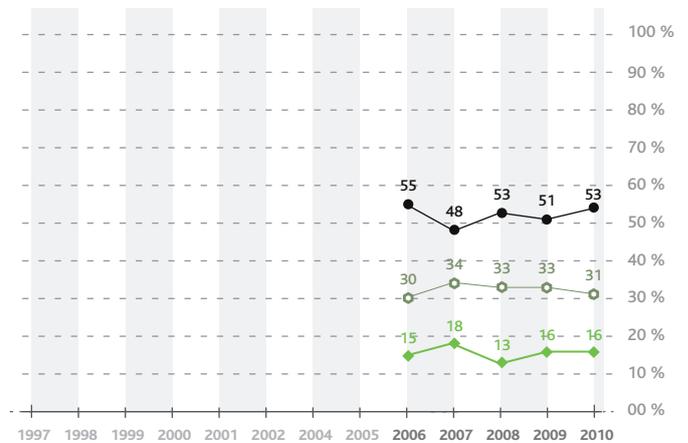
LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE



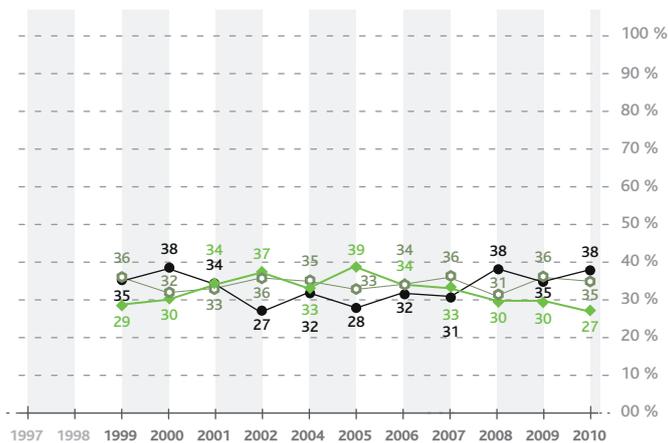
LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS



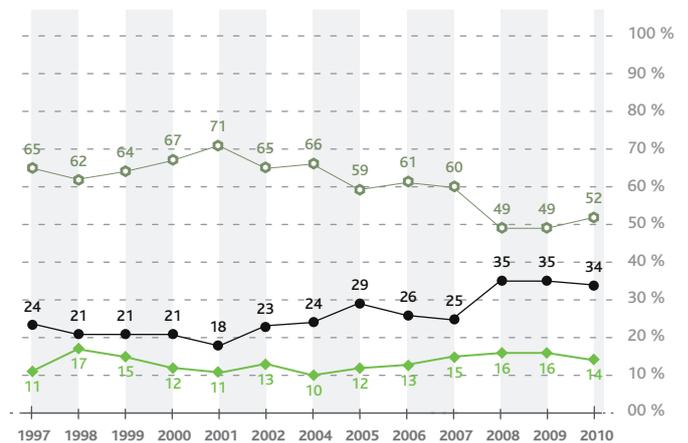
LA POLLUTION DES SOLS



LES PRODUITS ALIMENTAIRES

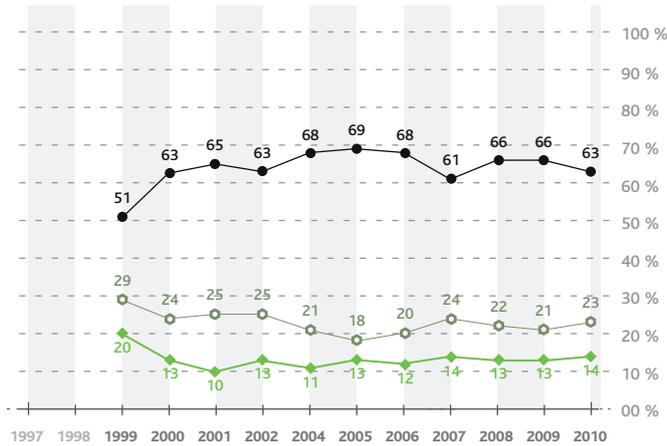


LE RADON DANS LES HABITATIONS

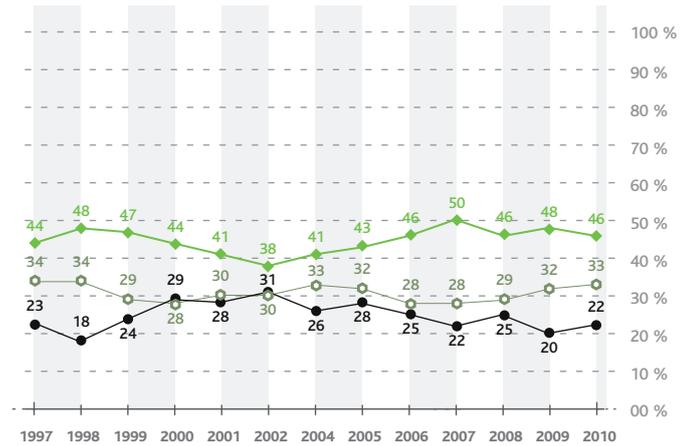


**ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS
PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER
1997 à 2010**

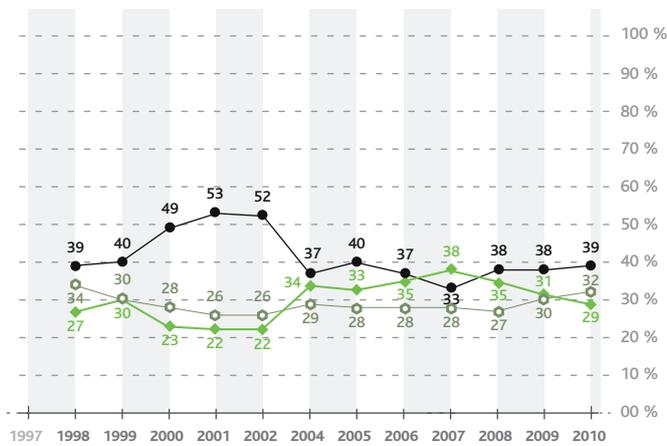
LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE
DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL



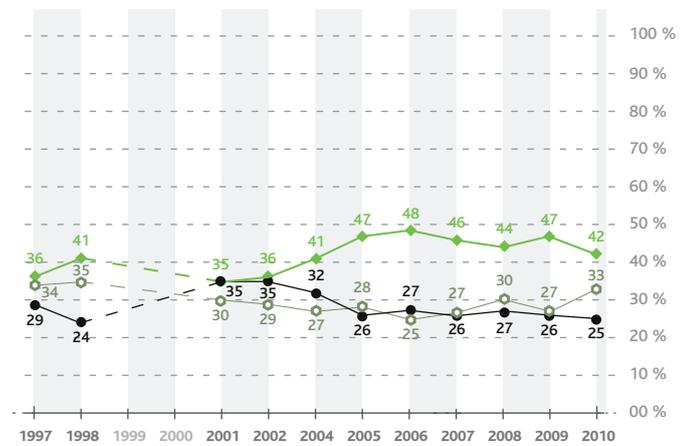
LE SIDA



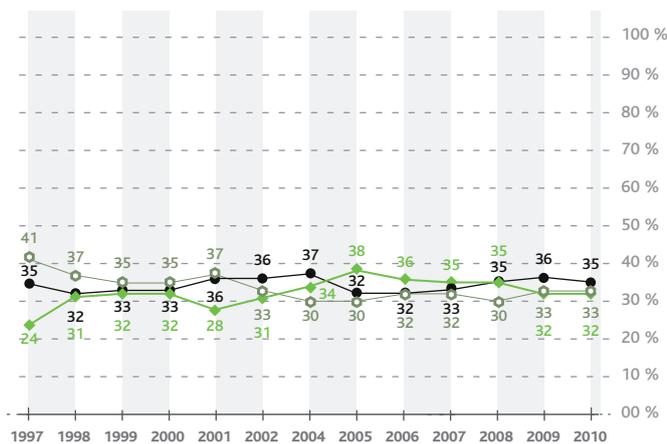
LE TABAGISME DES JEUNES



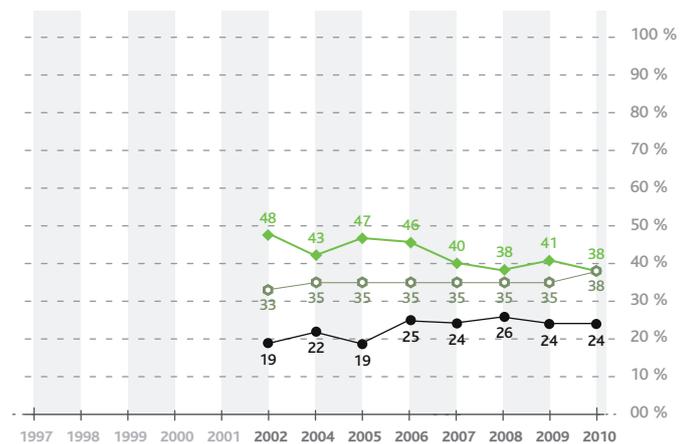
LE TERRORISME



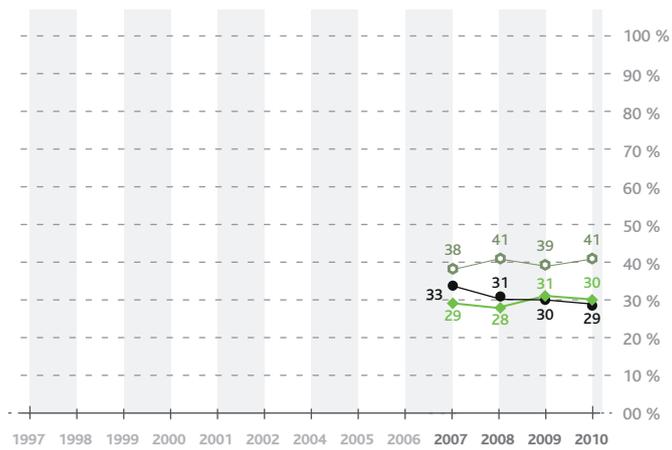
LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES



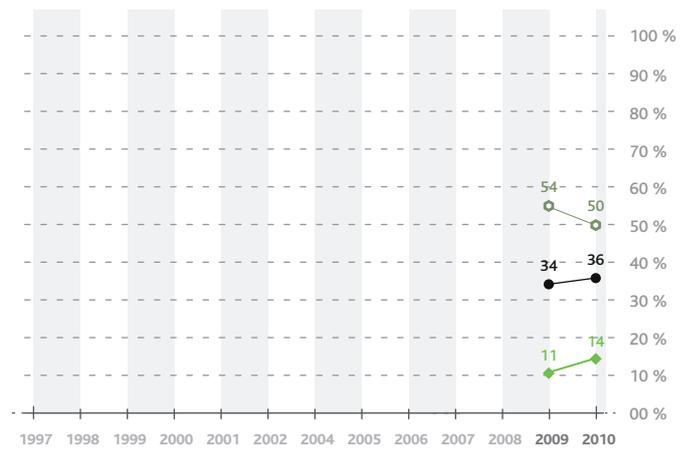
LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES



LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE



LES NANOPARTICULES



LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS

58 %

*des personnes interrogées jugent que la vérité
n'est pas dite sur les dangers liés aux antennes
de réseau pour téléphones portables.*

Dit-on la vérité sur les dangers des 33 situations à risques proposées ? La majorité des personnes interrogées estime généralement que la vérité n'est pas dite. En général, l'information est jugée plus vraie quand il s'agit des accidents de la route et des fléaux que sont la drogue, le sida, l'alcool et le tabac et une plus faible véracité accordée à l'information dans le domaine industriel ou environnemental. En 2010, seuls trois risques dépassent 50 % de réponses positives sur la vérité dite sur les dangers qu'ils représentent : les accidents de la route (60 %), le sida (52 %) et l'alcoolisme (51 %). Pour dix-neuf risques, le score est même inférieur à 20 %. La crédibilité de l'information atteint son minimum sur les nanoparticules et les retombées en France de l'accident de Tchernobyl : seuls 9 % répondent « oui » quand on demande si « on dit la vérité sur les dangers ».

Là encore, il faut s'interroger sur les évolutions. Existe-t-il des situations pour lesquelles la vérité sur l'information fournie progresse ? Que ce soit brutalement d'une année sur l'autre ou bien lentement au cours du temps. Depuis 1992, seules six situations enregistrent des évolutions significatives.

Trois situations se stabilisent vers plus de discrédit

Il s'agit des antennes de réseau pour téléphones portables qui voient leur pourcentage de « non » augmenter de 12 points (42 % en 2002 ; 54 % depuis 2004). Une autre situation suit ce mouvement : ce sont les centrales nucléaires, avec plus de 7 points de discrédit en 2008. Il faut remonter à 1996, 10 ans après l'accident de Tchernobyl, pour retrouver ce score. Cela est sans aucun doute à rapprocher des événements de l'été 2008 qui se sont produits dans la région de Tricastin. Aujourd'hui, trois ans après ces événements, les centrales se rapprochent peu à peu de leur score de crédibilité d'avant 2008 mais sans l'atteindre, de manière totalement cohérente avec les résultats des chapitres précédents. Les informations sur le radon dans les habitations perdent aussi en crédibilité. Comme l'an passé, 46 % des personnes interrogées pensent que « la vérité n'est pas dite » alors qu'ils étaient 36 % en moyenne entre 2002 et 2007.

Trois situations varient avec une succession de hausse ou de baisse

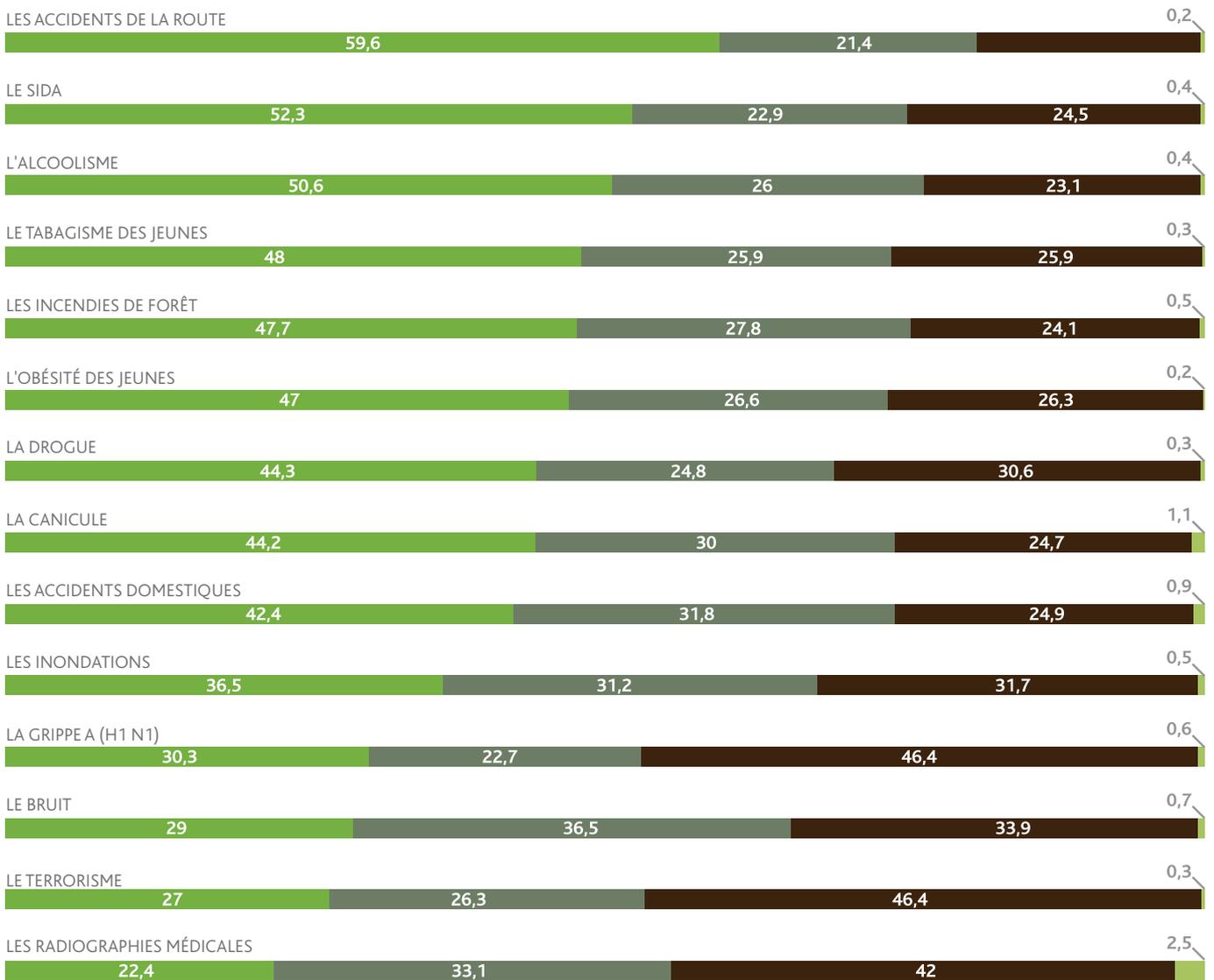
C'est le cas des accidents de la route, des inondations et du tabagisme des jeunes. En 1992, les accidents de la route recueillaient 56 % de réponses positives, puis 73 % en 1995 pour redescendre à 58 % en 2002, puis 69 % en 2006 et 60 % en 2010. Pour les inondations, en 1992, 59 % considéraient que la vérité était dite sur leurs dangers mais, après n'avoir plus été que 29 % en 2002 (année des inondations du Gard), ce pourcentage remonte jusqu'en 2007 pour atteindre 45 %. Depuis, il ne fait que diminuer et, en 2010, 37 % des personnes interrogées jugent crédibles les informations données sur le danger des inondations. Quant au tabagisme des jeunes, la vérité sur l'information progresse jusqu'en 2006 de 10 points en 8 ans pour diminuer ensuite et atteindre un score de 48 % en 2010.

POUR LA PLUPART DES RISQUES, « LA VÉRITÉ N'EST PAS DITE »

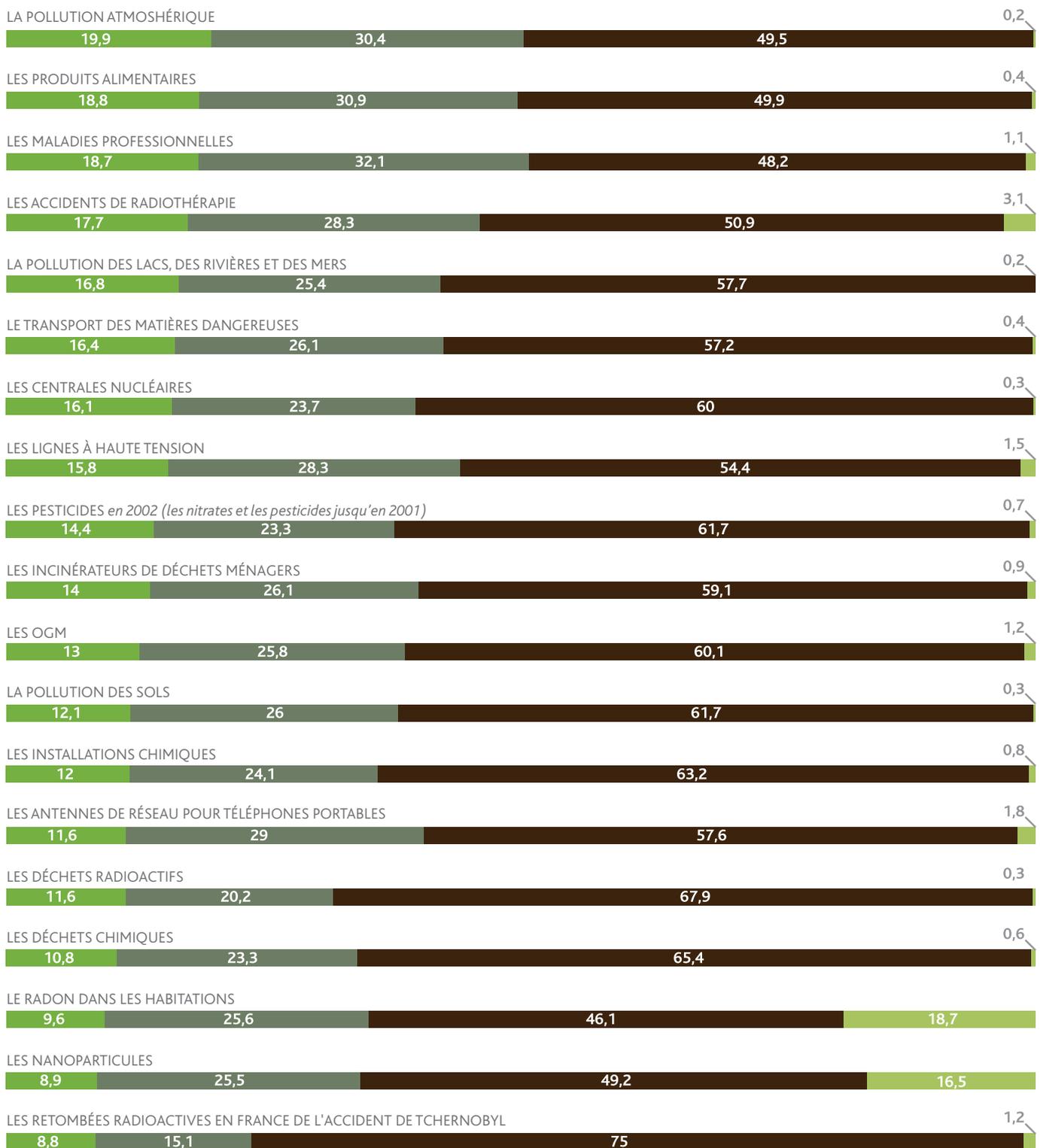
QUESTION POSÉE

« Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ? »

DÉCEMBRE
2010



■ OUI ■ PLUS OU MOINS ■ NON ■ NE SAIT PAS en %

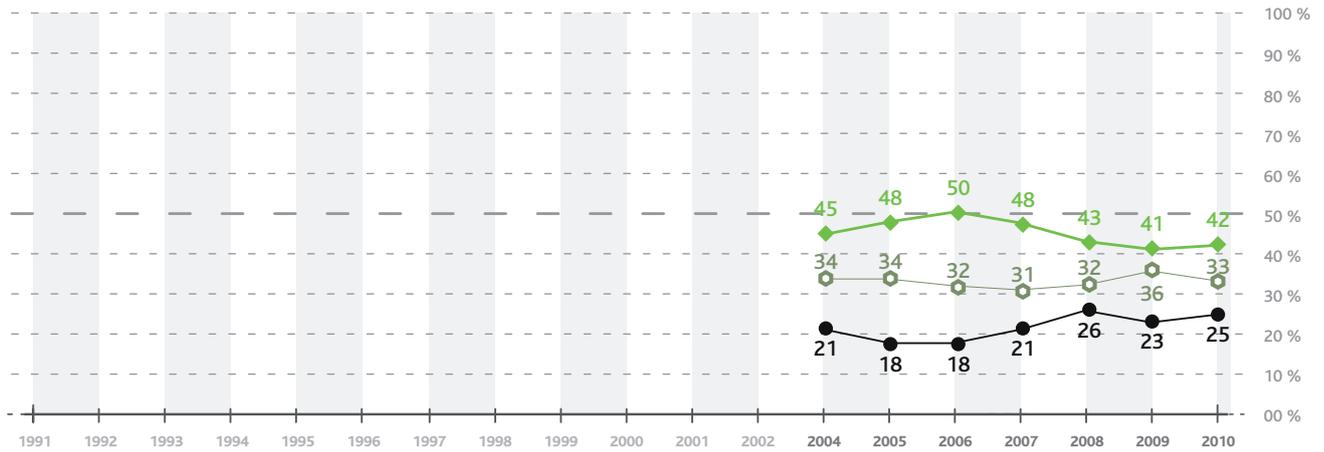


OUI
 PLUS OU MOINS
 NON
 NE SAIT PAS
 en %

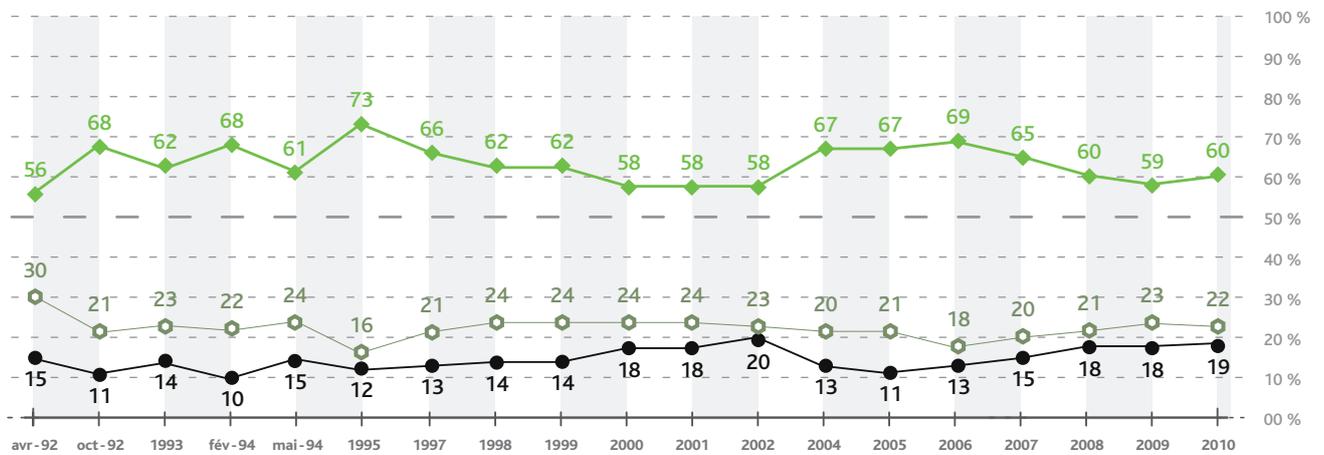
« Pour chacun des domaines suivants, estimez - vous que l'on dit
la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ? »

**ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS
1991 à 2010**

LES ACCIDENTS DOMESTIQUES



LES ACCIDENTS DE LA ROUTE



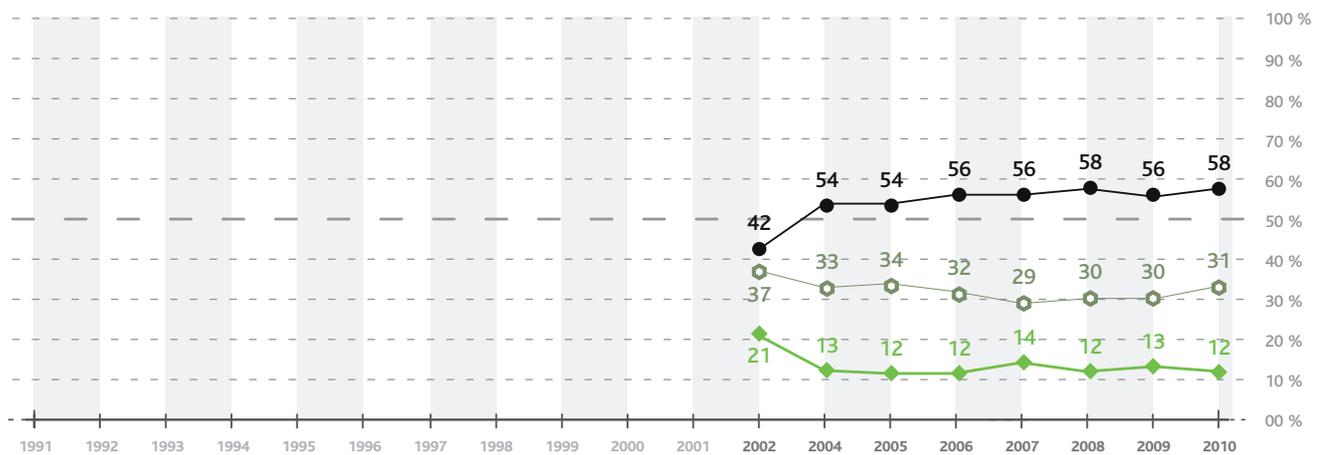
L'ALCOOLISME



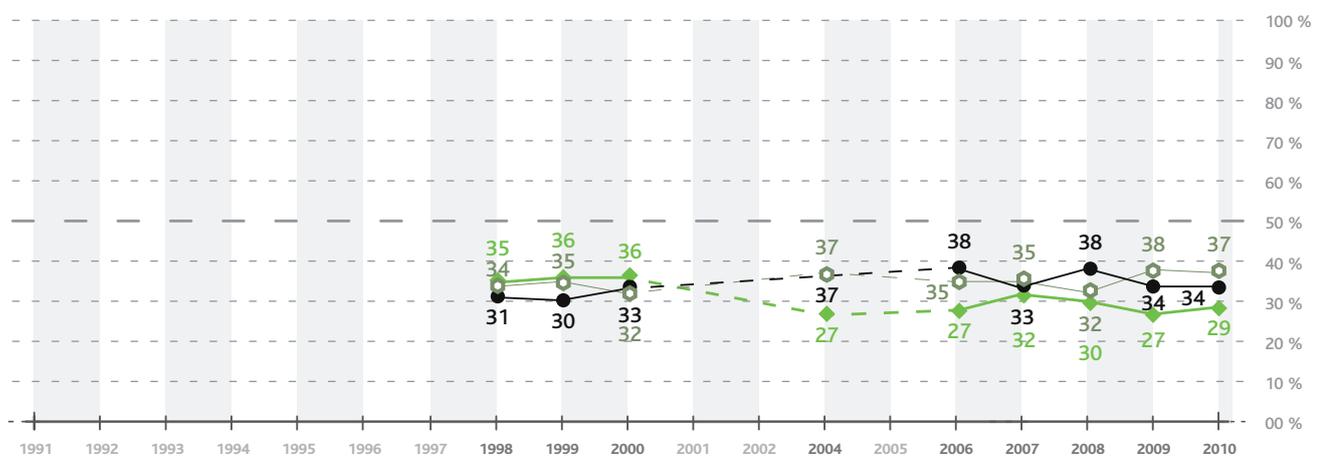
Les « non-réponses » représentent de très faibles pourcentages (quelques %) sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la moda-

lité « moyens ». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité « moyens » n'est pas pertinente.

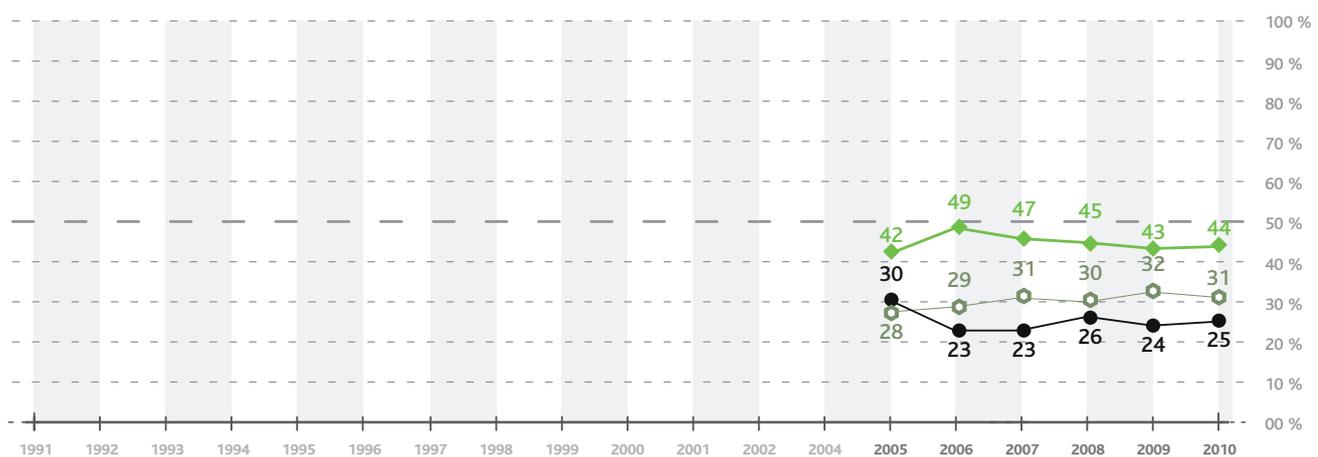
LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



LE BRUIT



LA CANICULE

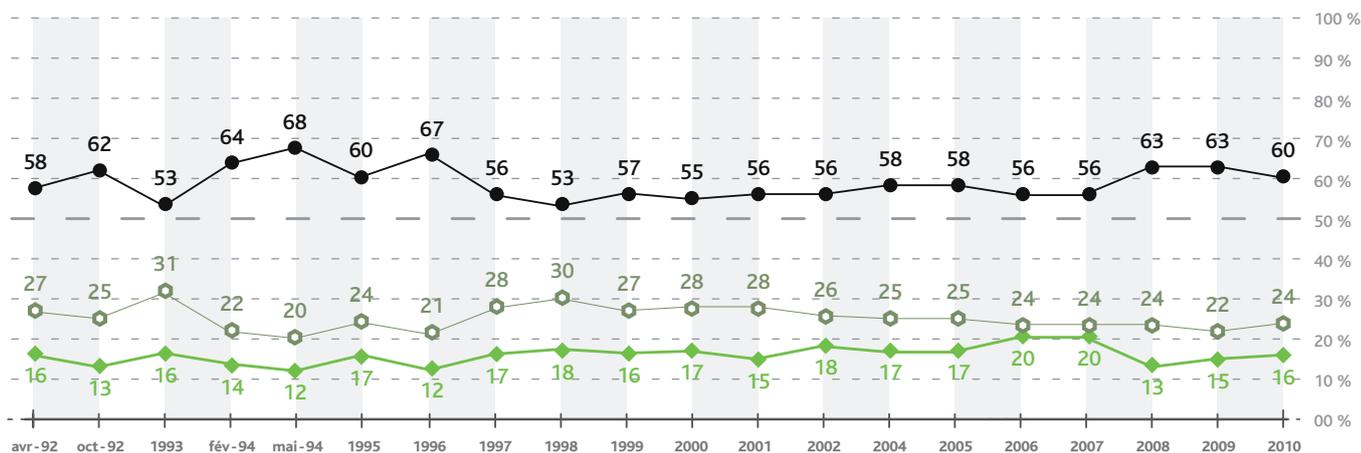


◆ OUI ● NON ◻ +OU-

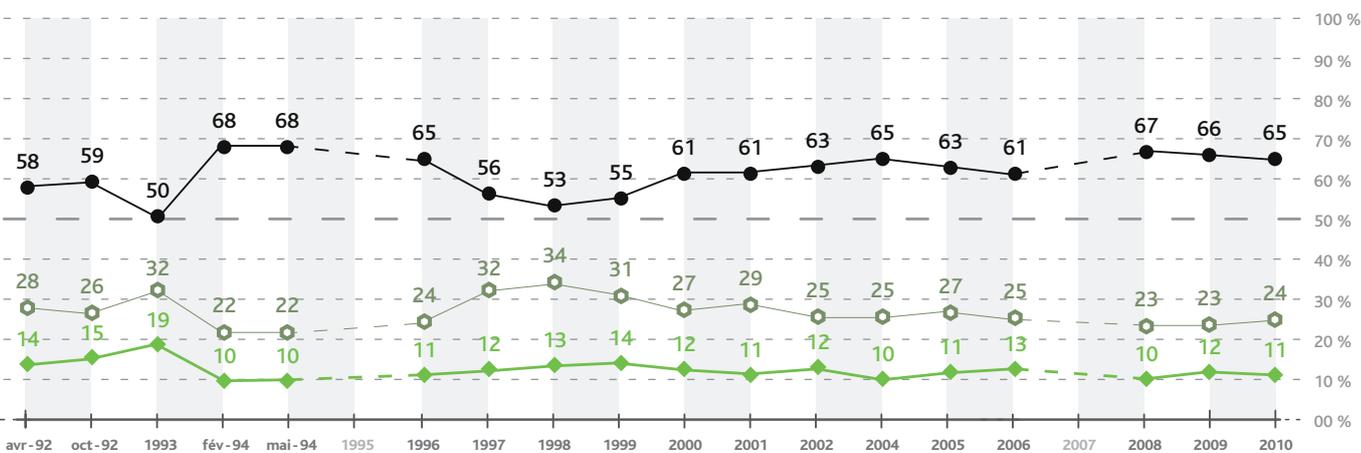
« Pour chacun des domaines suivants, estimez - vous que l'on dit
la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ? »

**ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS
1991 à 2010**

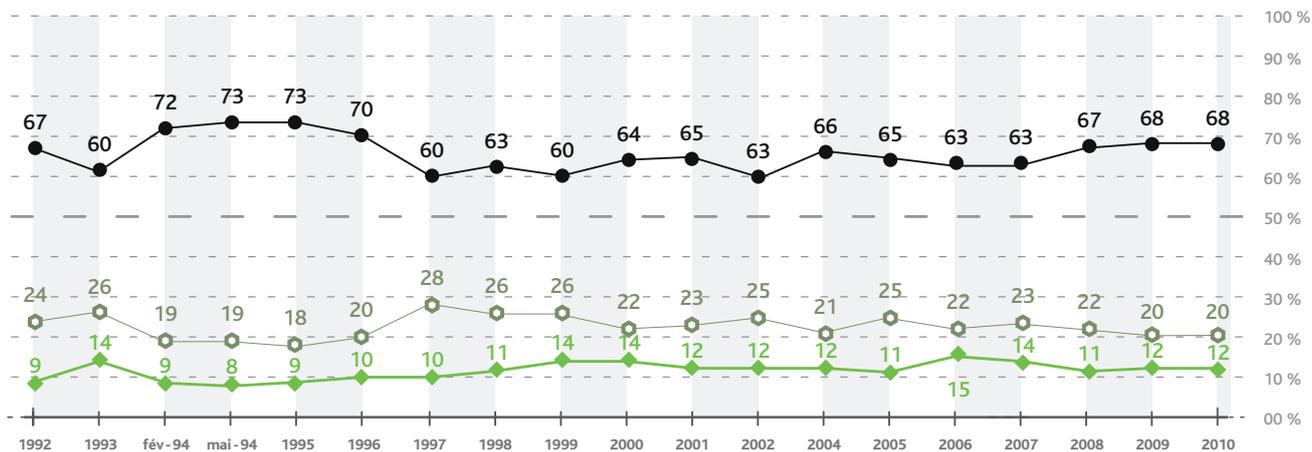
LES CENTRALES NUCLÉAIRES



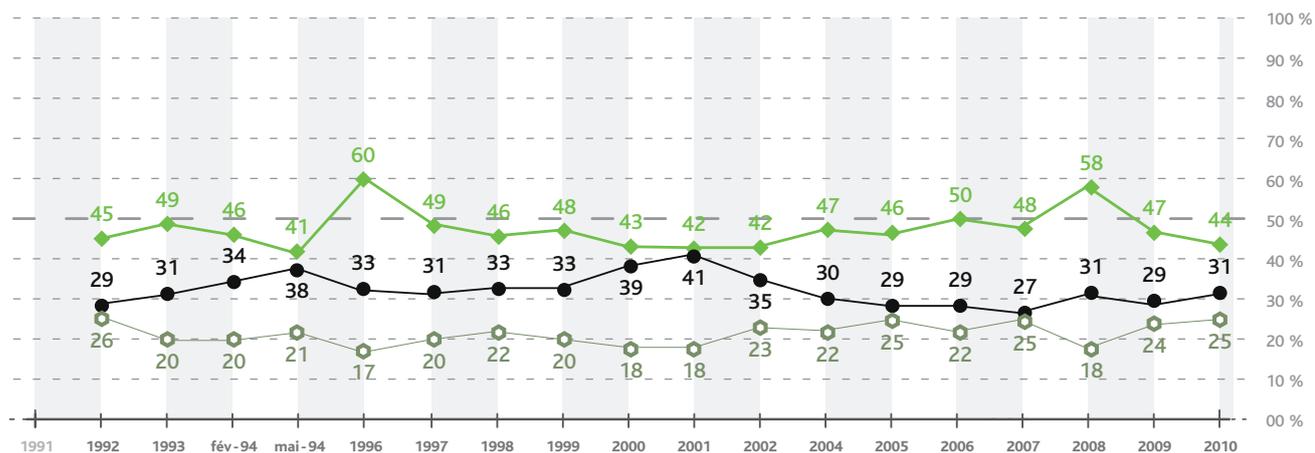
LES DÉCHETS CHIMIQUES



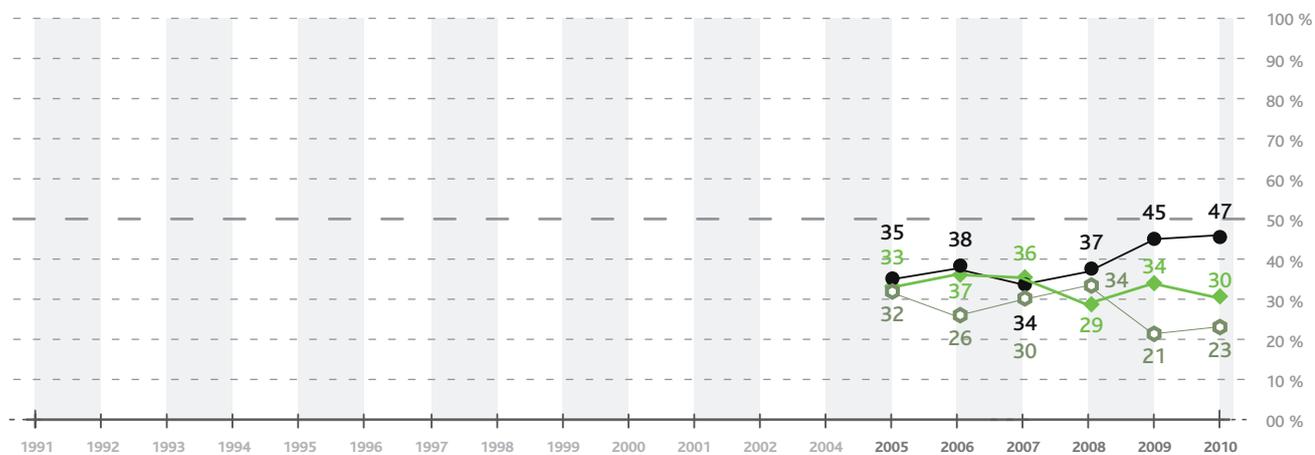
LES DÉCHETS RADIOACTIFS



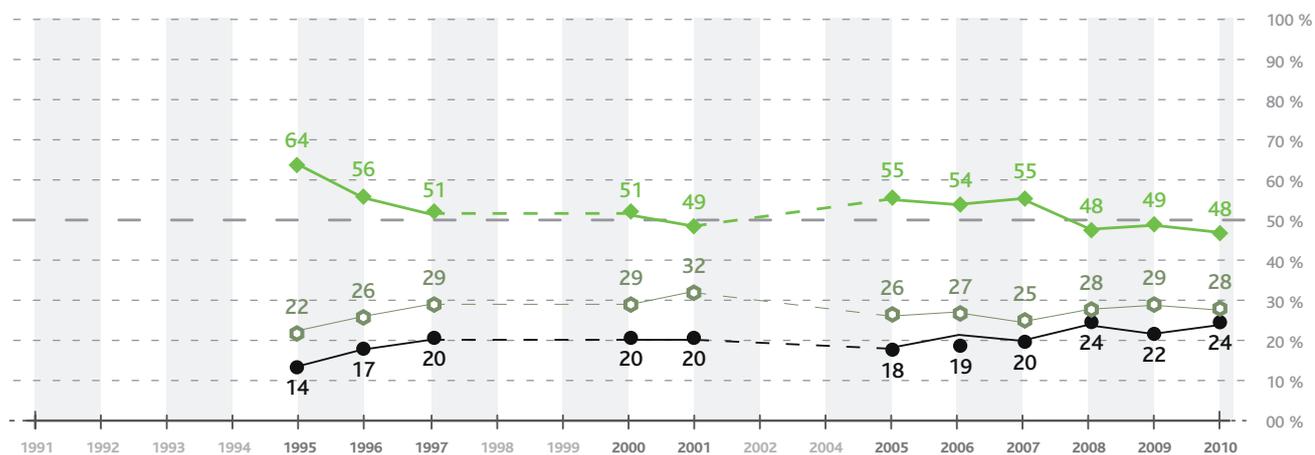
LA DROGUE



LA GRIPPE A (H1N1) depuis 2009 (grippe aviaire jusqu'en 2008)



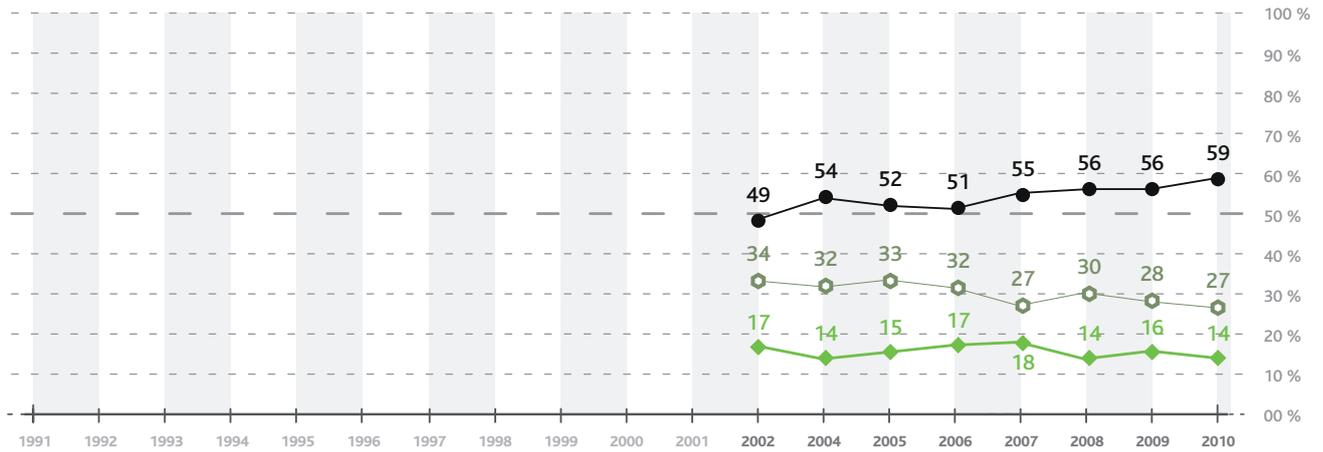
LES INCENDIES DE FORÊT



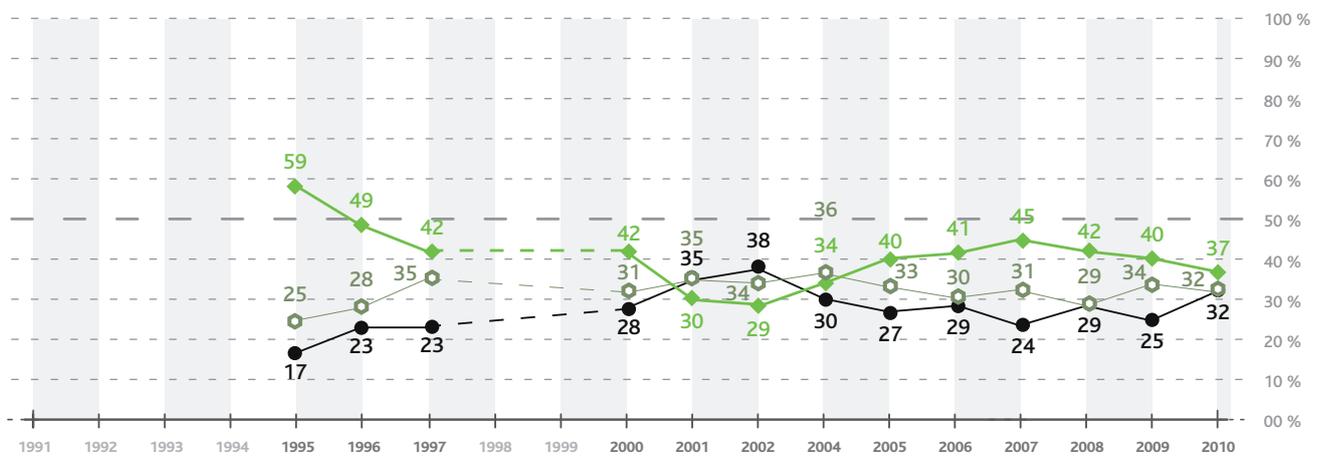
◆ OUI ● NON ◻ + OU -

**ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS
1991 à 2010**

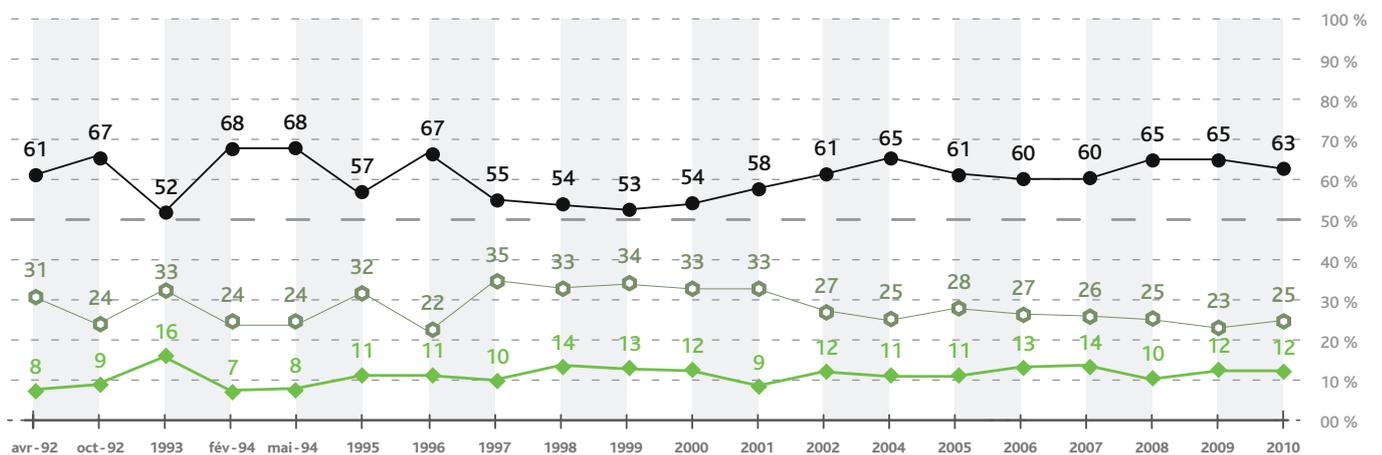
LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS



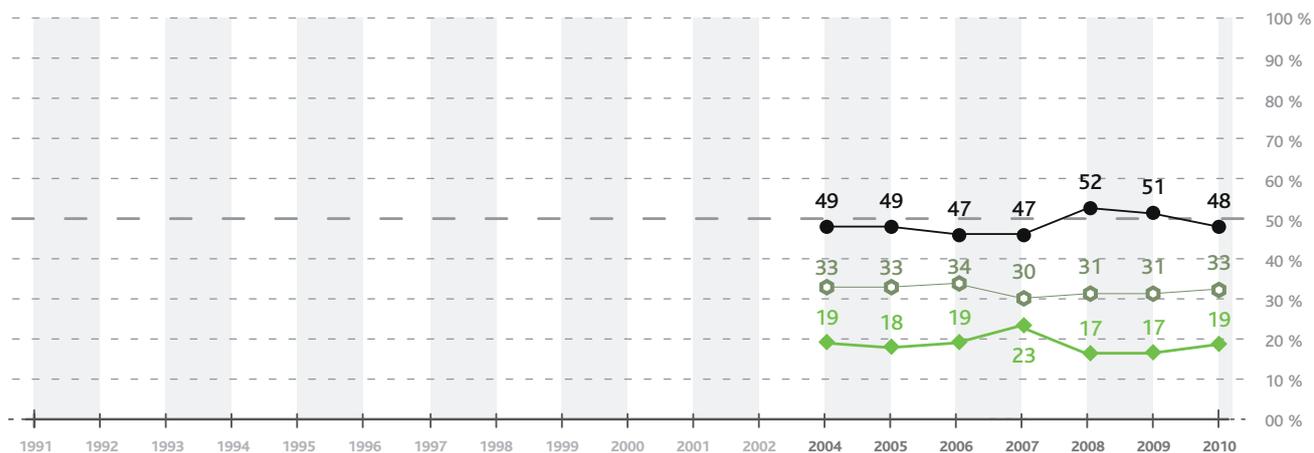
LES INONDATIONS



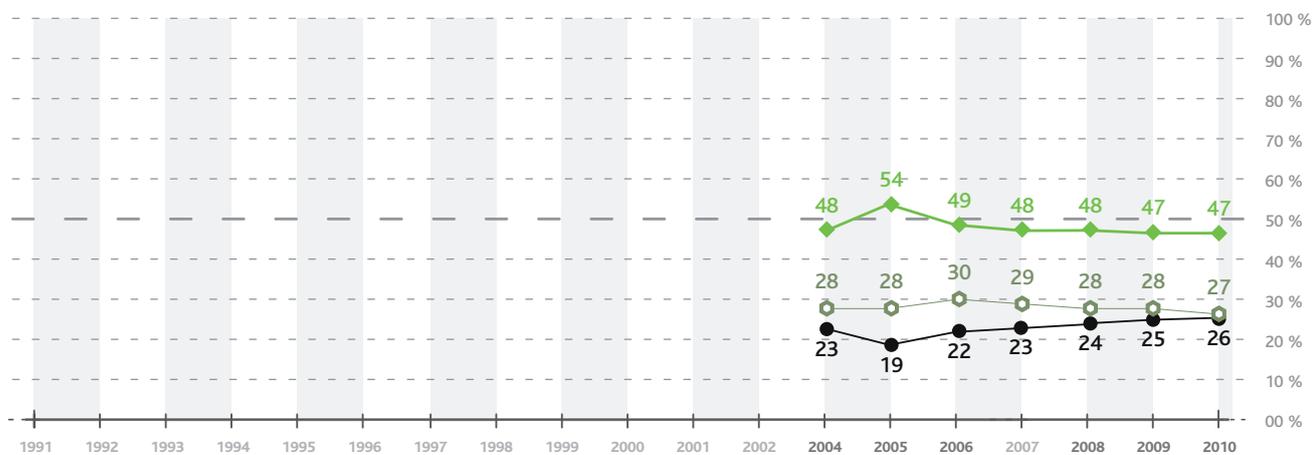
LES INSTALLATIONS CHIMIQUES



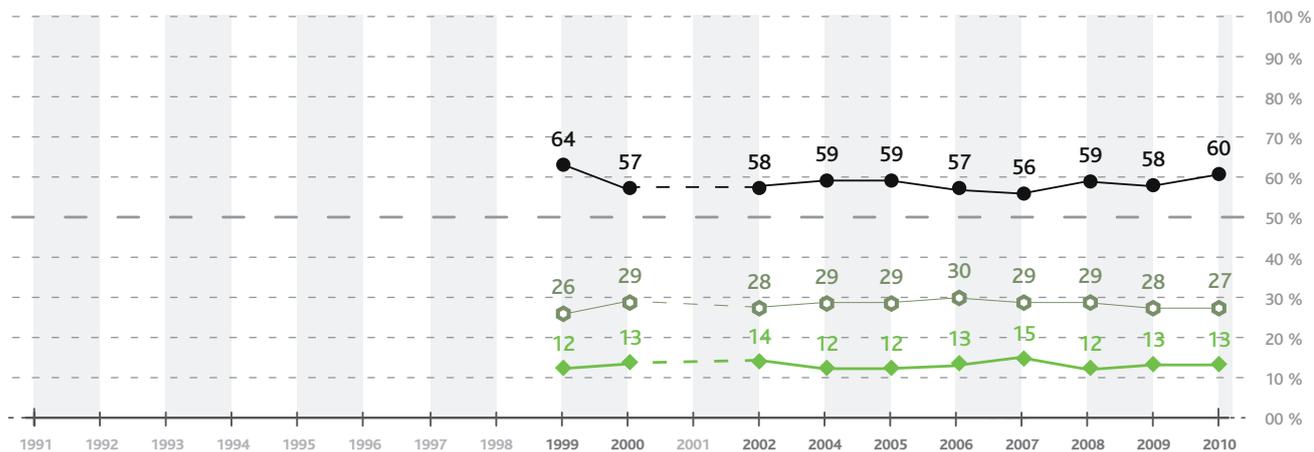
LES MALADIES PROFESSIONNELLES



L'OBÉSITÉ DES JEUNES

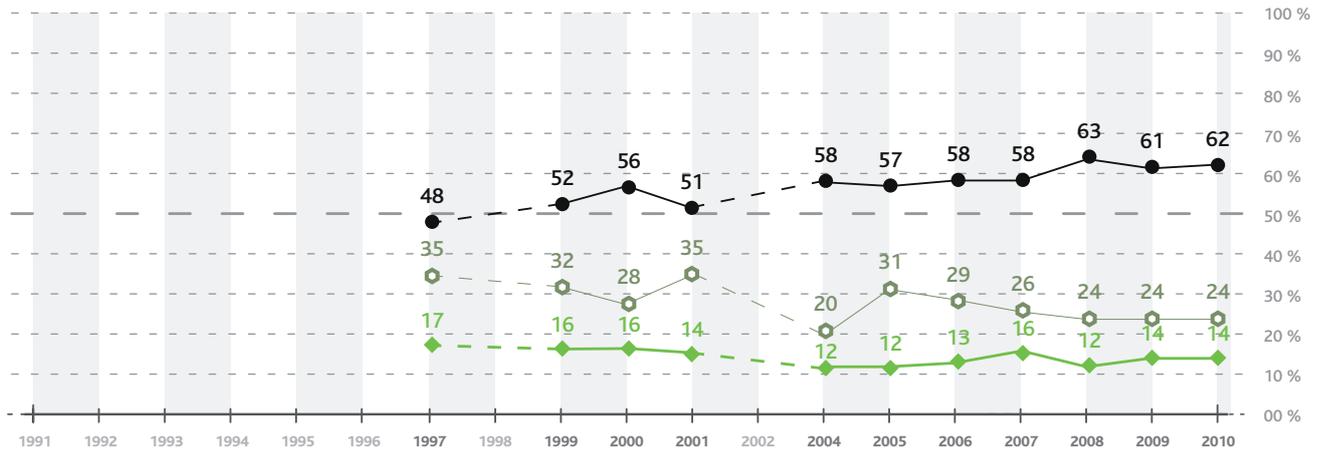


LES OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)

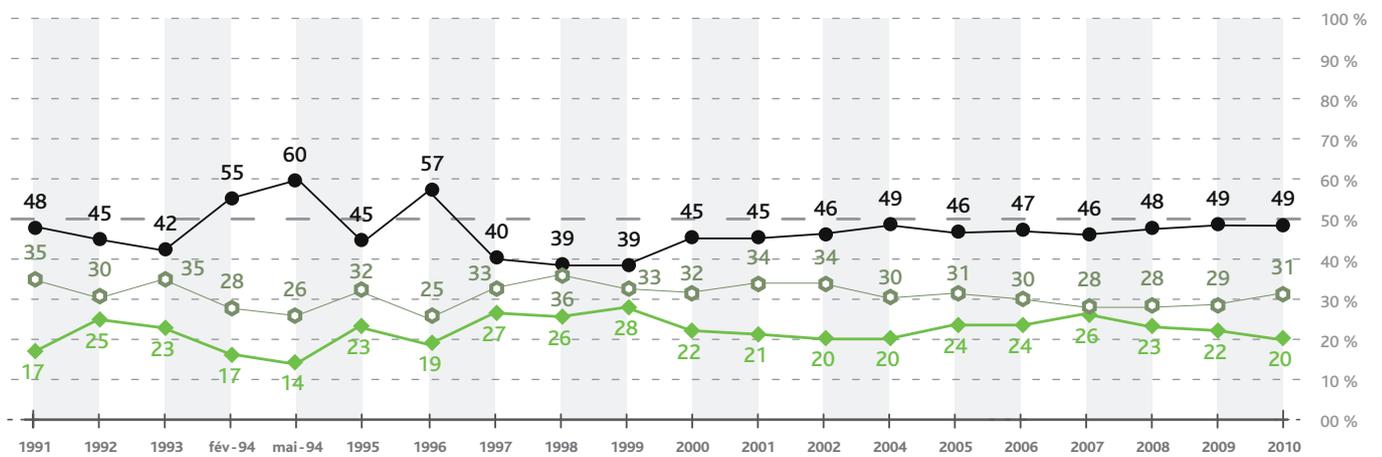


**ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS
1991 à 2010**

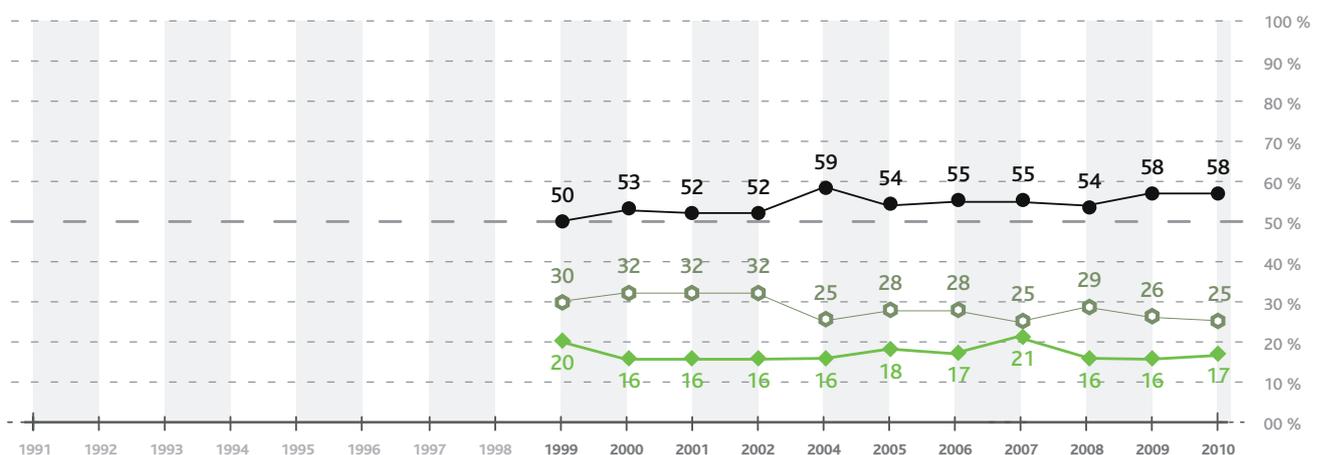
LES PESTICIDES depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



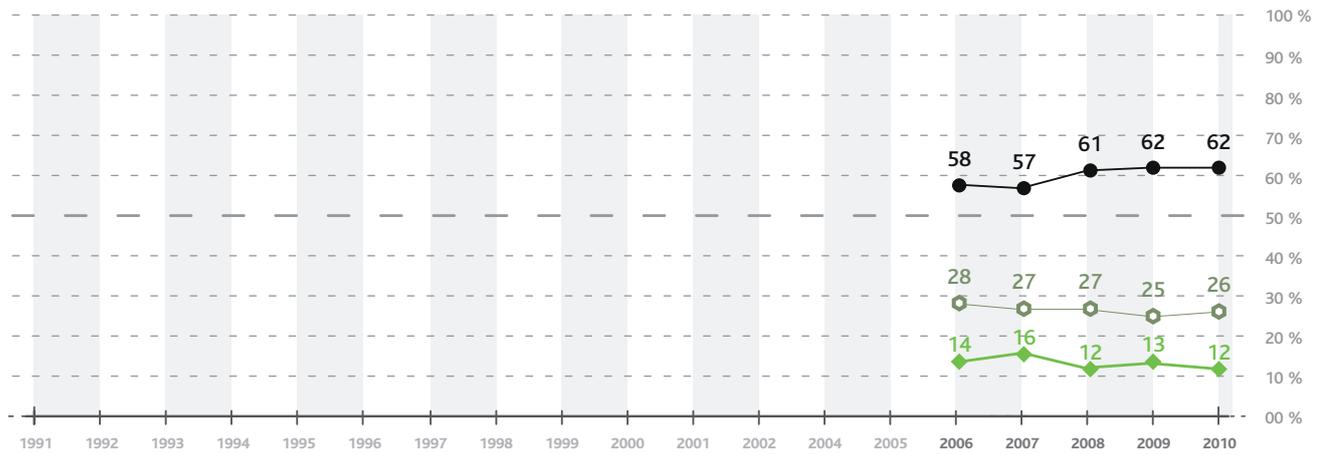
LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE



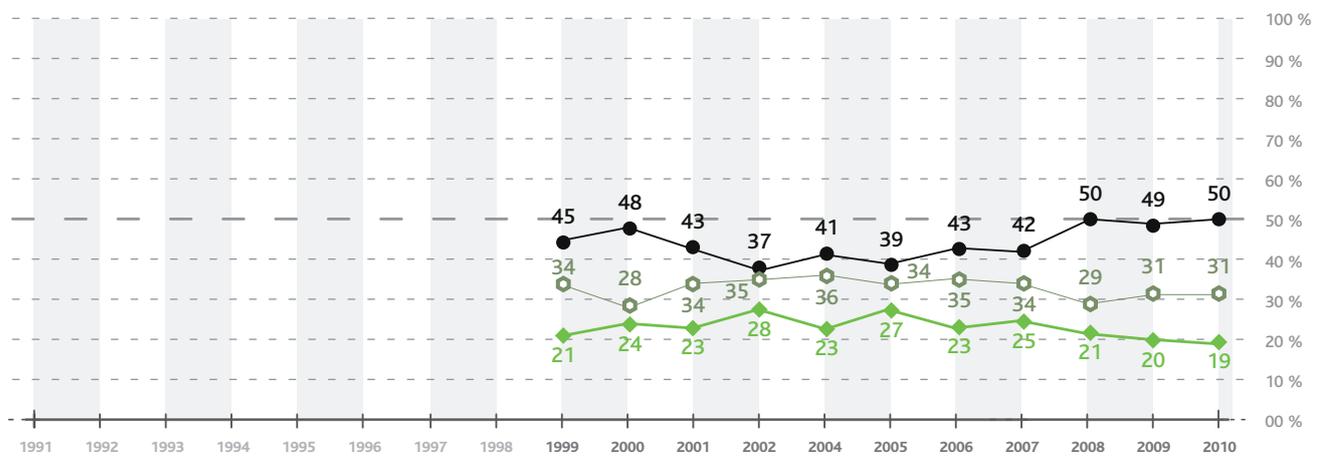
LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS



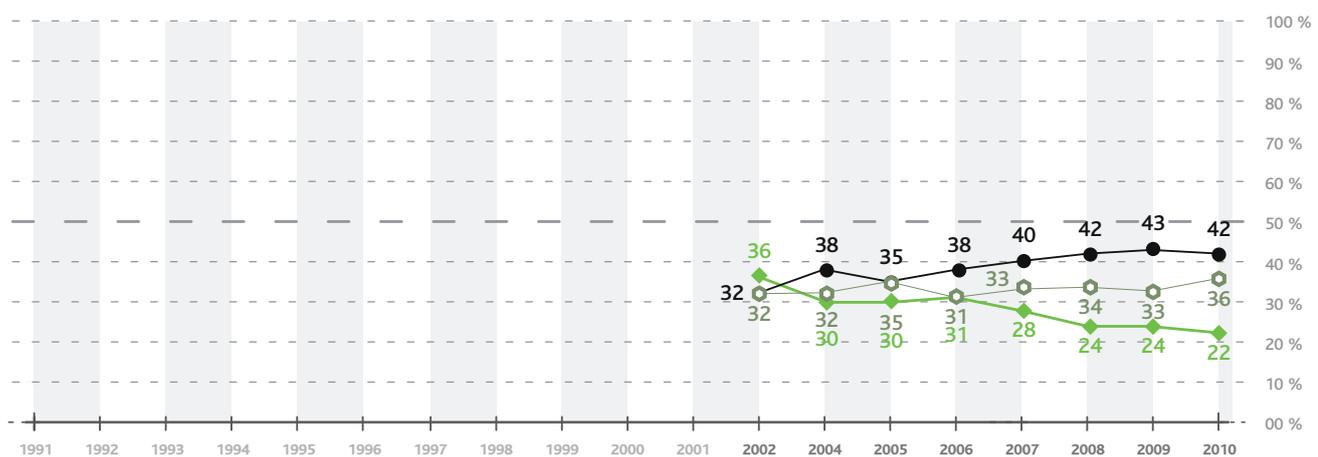
LA POLLUTION DES SOLS



LES PRODUITS ALIMENTAIRES



LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES

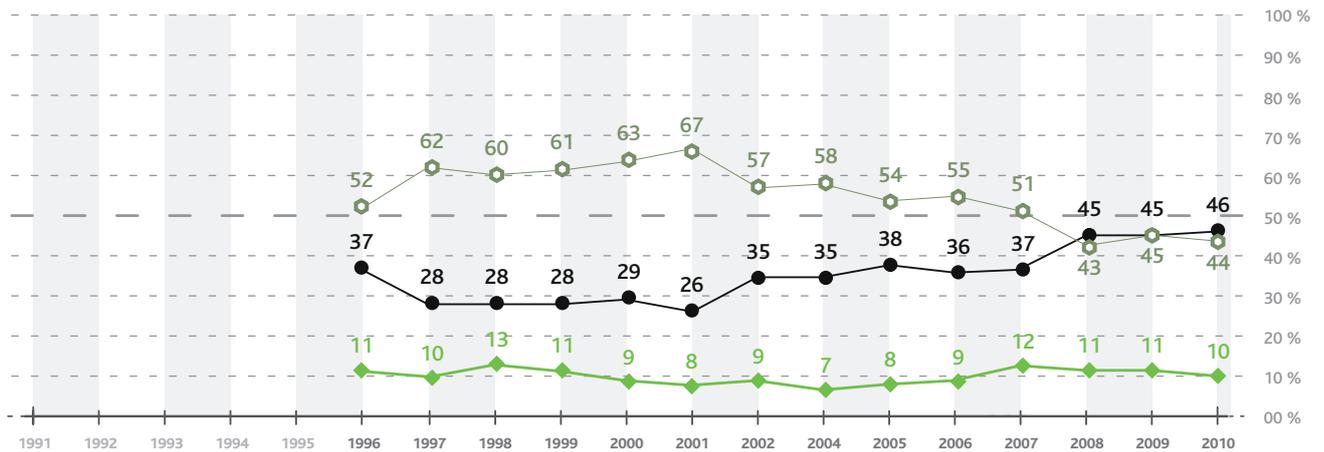


◆ OUI ● NON ◊ +OU-

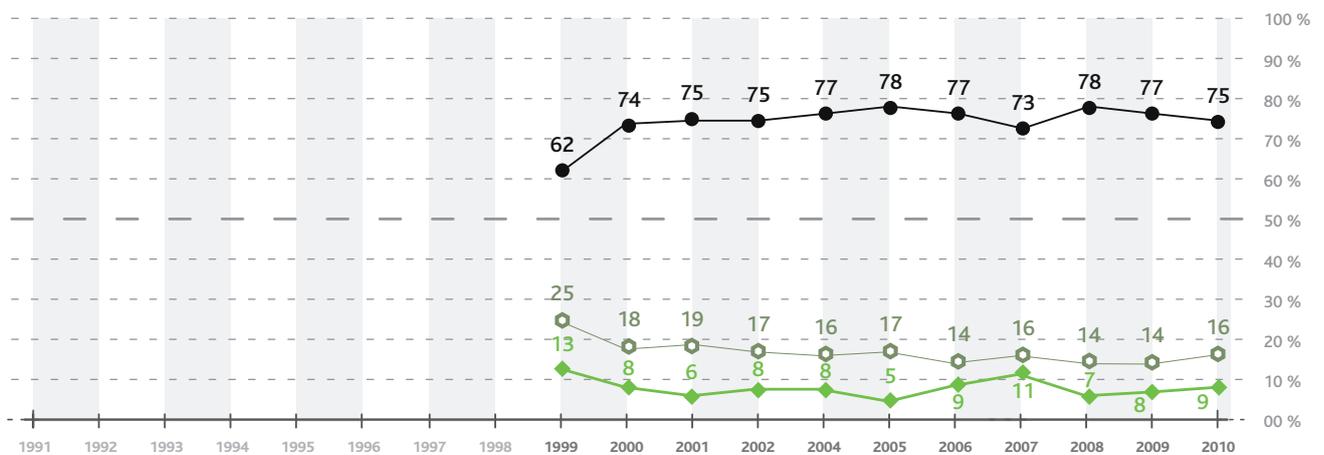
« Pour chacun des domaines suivants, estimez - vous que l'on dit
la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ? »

**ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS
1991 à 2010**

LE RADON DANS LES HABITATIONS

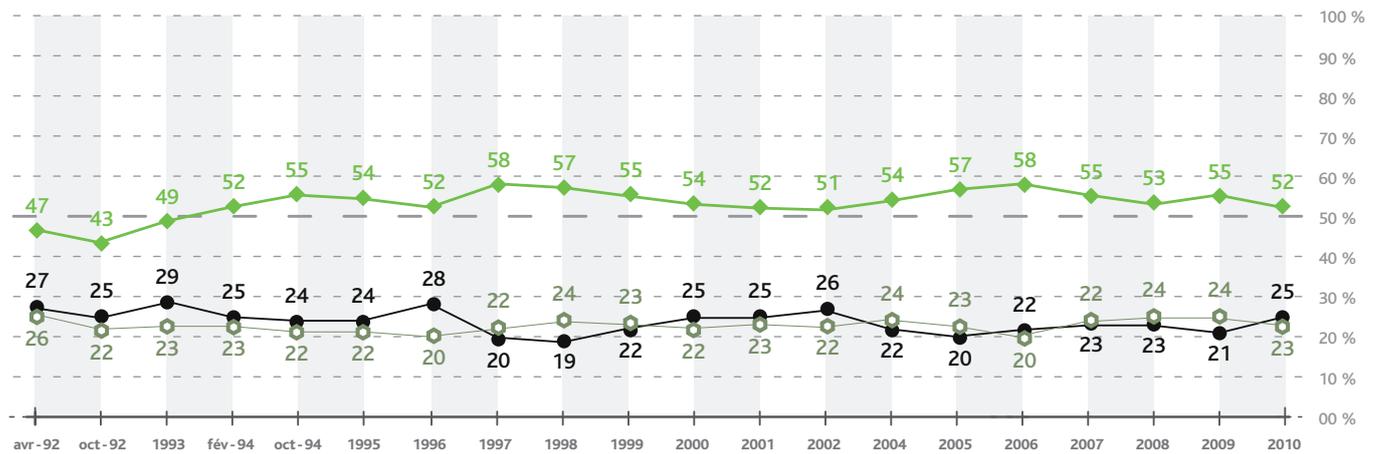


LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

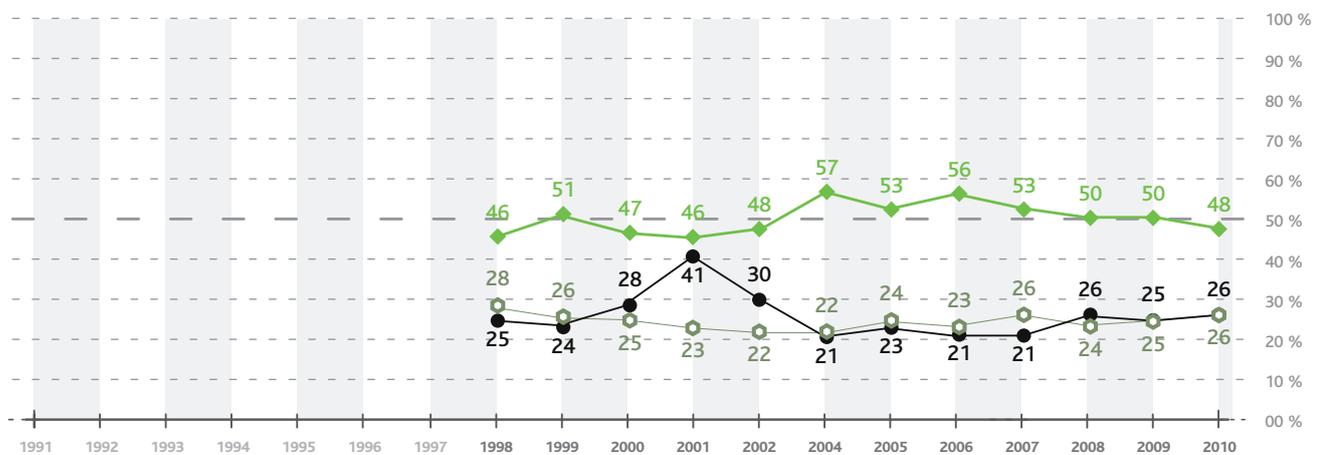


◆ OUI ● NON ◊ + OU -

LE SIDA



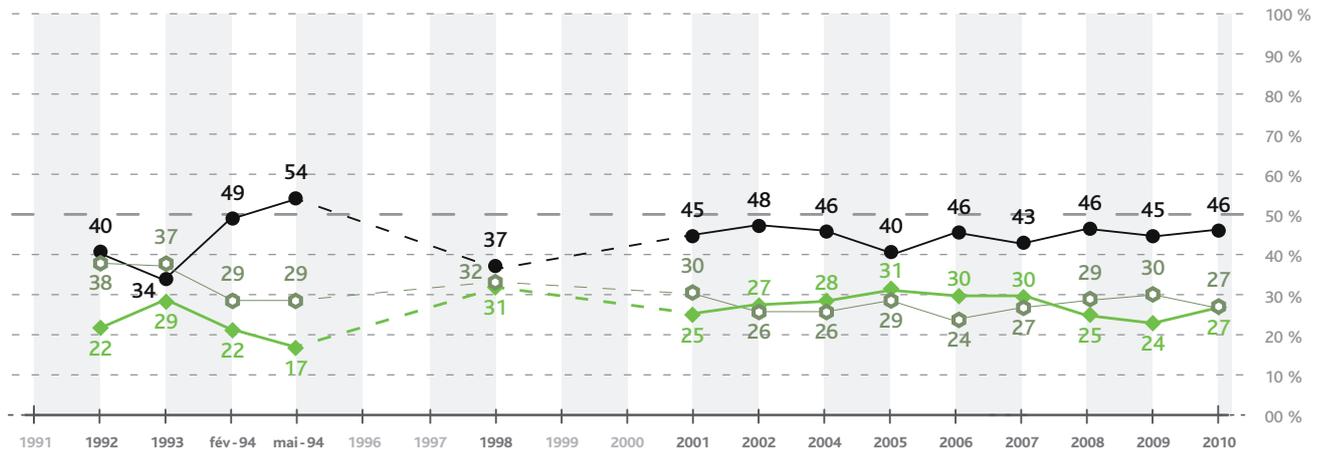
LE TABAGISME DES JEUNES



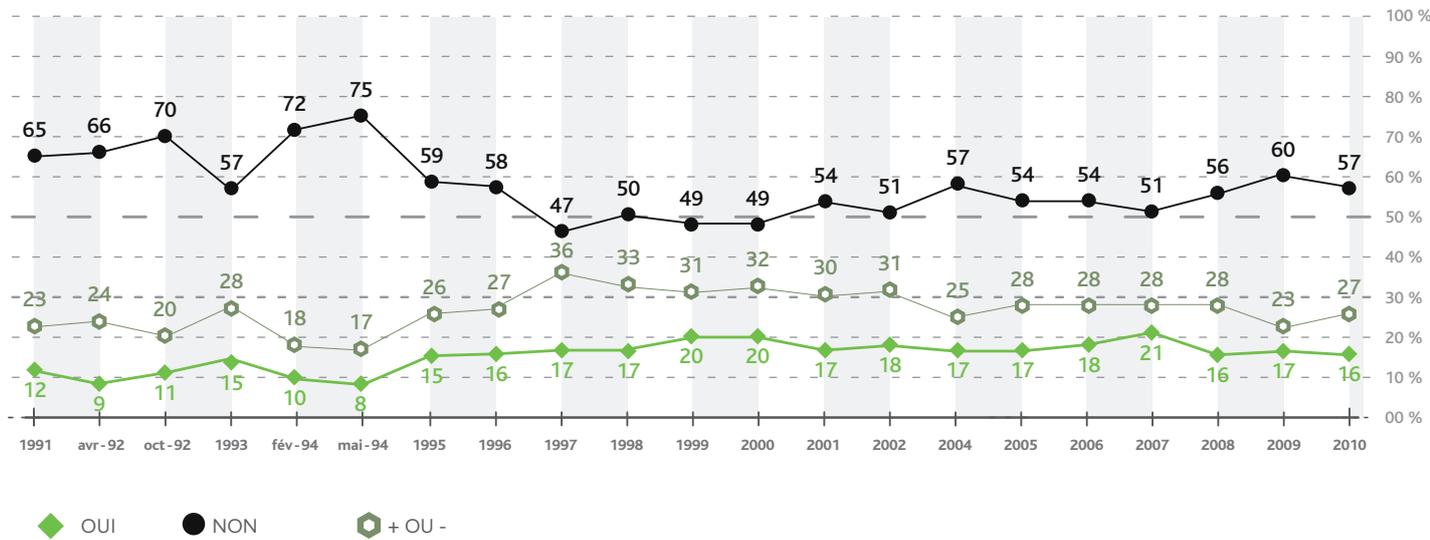
◆ OUI ● NON ◻ +OU-

**ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS
1991 à 2010**

LE TERRORISME

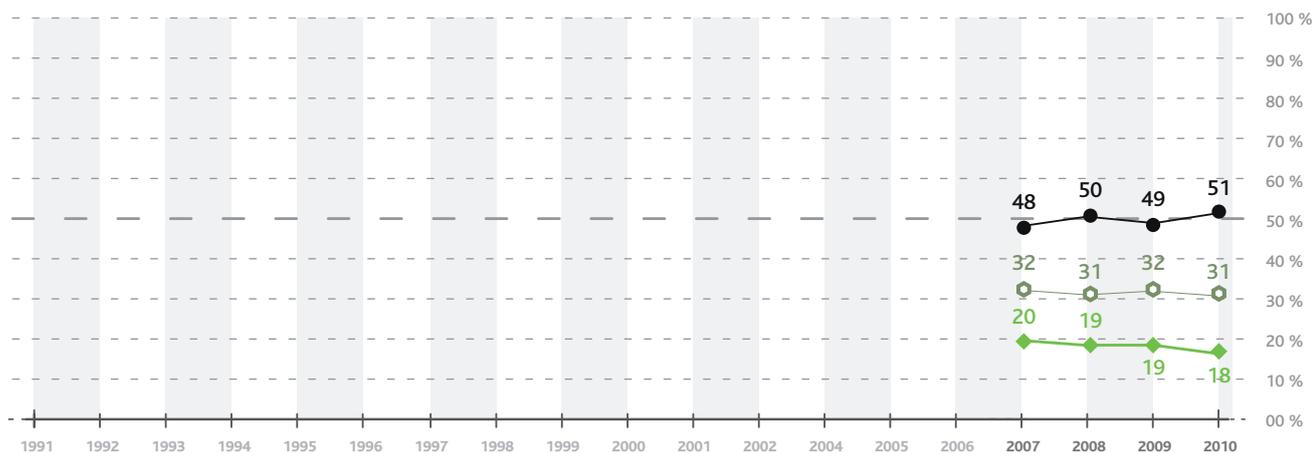


LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES

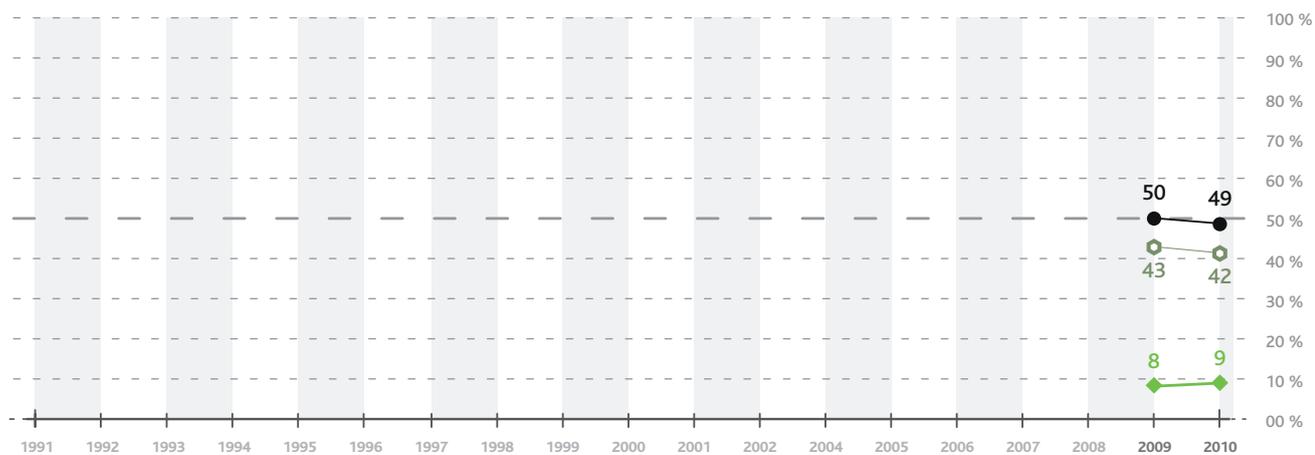


◆ OUI ● NON ◻ + OU -

LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE



LES NANOPARTICULES



◆ OUI
 ● NON
 ◊ + OU -

LA HIÉRARCHIE DES 33 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS

97 %

*des Français interrogés déclarent ne pas accepter
de vivre à proximité d'un site de stockage
de déchets radioactifs ou chimiques.*

Le risque perçu, la confiance accordée aux autorités et la crédibilité des informations diffusées ont des perceptions intimement liées qui contribuent à la formation des opinions sur les risques. Comme tous les ans, nous analysons les 33 situations selon ces 3 facteurs. Le tableau de la page 110 montre que les scores obtenus par les 33 situations se situent sur des échelles présentant des amplitudes distinctes selon le facteur : de 11 % à 73 % pour le «risque perçu», de 14 % à 52 % pour la «confiance».

Pour la «vérité dite», les situations peuvent être réparties en deux catégories :

> celles où l'information est jugée crédible, avec des scores de 30 % à 60 %, comme pour les inondations, les accidents domestiques ou les accidents de la route ;

> celles où elle est jugée peu crédible, avec des scores inférieurs à 30 % : de la grippe A aux retombées en France de l'accident de Tchernobyl en passant par les nanoparticules.

Cela signifie qu'un même taux de pourcentage n'a pas la même signification selon les trois aspects. Les pourcentages du «risque perçu» sont en général plus importants que ceux de la «confiance» ou de la «vérité dite» et sont plus dispersés.

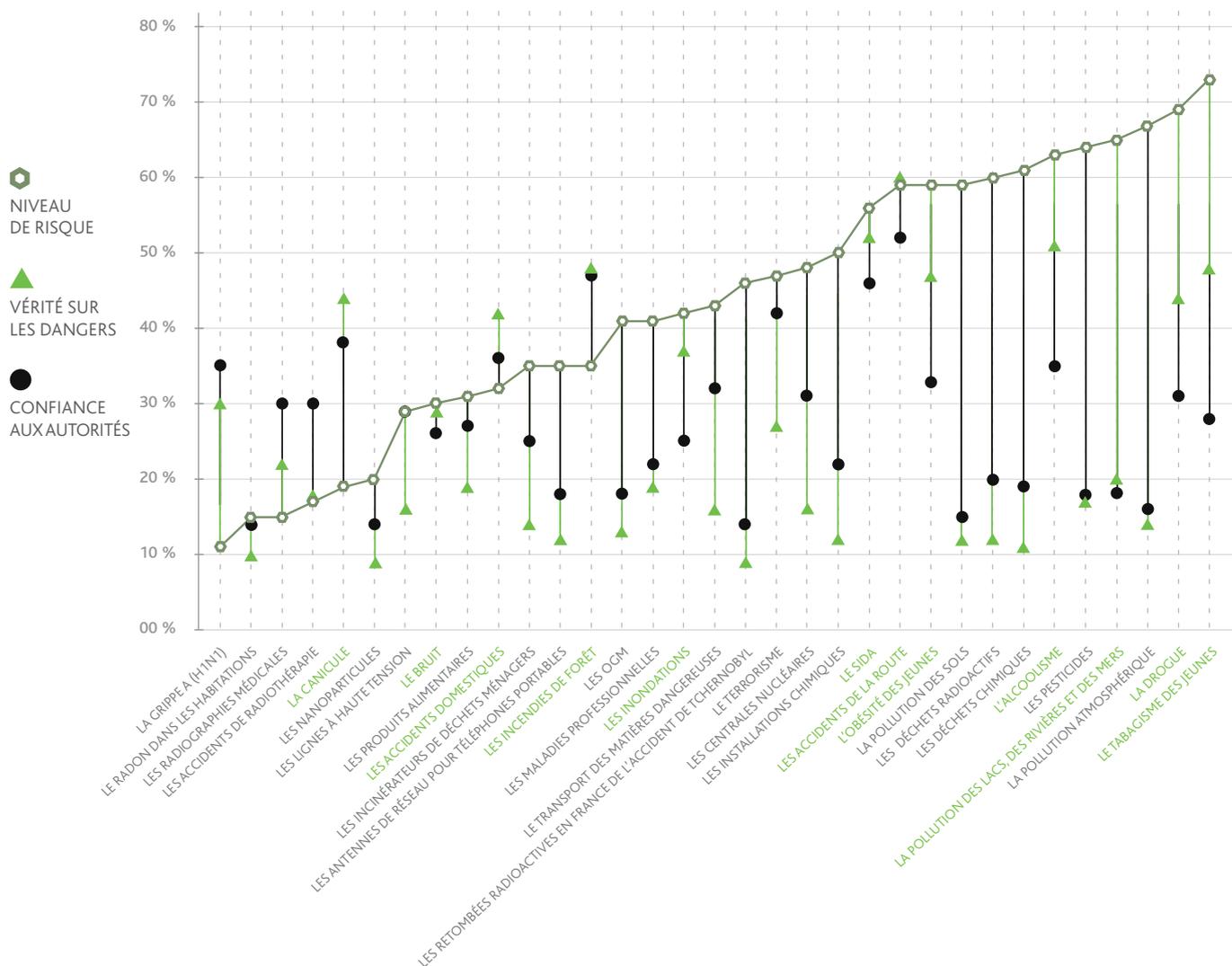
PERCEPTION DES 33 SITUATIONS À RISQUES SELON 3 ASPECTS	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses : «élevé»)	VÉRITÉ DITE (% de réponses : «oui»)	CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS (% de réponses : «oui»)
% MAXIMUM	73,3	59,6	52,0
% MINIMUM	10,5	8,8	14,1
MOYENNE DES %	43,5	25,7	27,7
ÉCART TYPE	18,0	15,6	10,2

Aussi les graphiques des pages 111 et 113 sont-ils utilisés pour mieux comparer entre elles les 33 situations en intégrant la contribution des 3 aspects tout en veillant à les homogénéiser.

LES 33 SITUATIONS À RISQUES CLASSÉES SELON LES 3 ASPECTS ÉTUDIÉS : RISQUE PERÇU, VÉRITÉ DITE ET CONFIANCE AUX AUTORITÉS
BAROMÈTRE IRSN 2011

	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses : « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses : « oui »)	CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS (% de réponses : « oui »)
AUTOUR DE 70 %	1 LE TABAGISME DES JEUNES73 2 LA DROGUE69 3 LES PESTICIDES67		
AUTOUR DE 60 %	4 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE65 5 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS64 6 L'ALCOOLISME63 7 LES DÉCHETS CHIMIQUES61 8 LES DÉCHETS RADIOACTIFS60 9 LA POLLUTION DES SOLS60 10 L'OBÉSITÉ DES JEUNES59 11 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE59 12 LE SIDA56	1 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE60	
AUTOUR DE 50 %	13 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES50 14 LES CENTRALES NUCLÉAIRES48 15 LE TERRORISME47 16 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL46	2 LE SIDA52 3 L'ALCOOLISME51 4 LE TABAGISME DES JEUNES48 5 LES INCENDIES DE FORÊT48 6 L'OBÉSITÉ DES JEUNES47	1 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE52 2 LES INCENDIES DE FORÊT47 3 LE SIDA46
AUTOUR DE 40 %	17 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES43 18 LES INONDATIONS42 19 LES MALADIES PROFESSIONNELLES41 20 LES OGM41	7 LA DROGUE44 8 LA CANICULE44 9 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES42 10 LES INONDATIONS37	4 LE TERRORISME42 5 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES38 6 LA CANICULE38 7 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES36
AUTOUR DE 30 %	21 LES INCENDIES DE FORÊT35 22 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES35 23 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS35 24 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES32 25 LES PRODUITS ALIMENTAIRES31 26 LE BRUIT30 27 LES LIGNES À HAUTE TENSION29	11 LA GRIPPE A (H1 N1)30 12 LE BRUIT29 13 LE TERRORISME27	8 LA GRIPPE A (H1 N1)35 9 L'ALCOOLISME35 10 L'OBÉSITÉ DES JEUNES33 11 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES32 12 LA DROGUE31 13 LES CENTRALES NUCLÉAIRES31 14 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE30 15 LES LIGNES À HAUTE TENSION29 16 LE TABAGISME DES JEUNES29 17 LES PRODUITS ALIMENTAIRES27 18 LE BRUIT26
AUTOUR DE 20 %	28 LES NANOPARTICULES20 29 LA CANICULE19 30 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE17	14 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES22 15 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE20 16 LES PRODUITS ALIMENTAIRES19 17 LES MALADIES PROFESSIONNELLES19 18 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE18 19 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS17 20 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES17 21 LES CENTRALES NUCLÉAIRES16 22 LES LIGNES À HAUTE TENSION16	19 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS25 20 LES INONDATIONS25 21 LES MALADIES PROFESSIONNELLES22 22 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES22 23 LES DÉCHETS RADIOACTIFS20 24 LES DÉCHETS CHIMIQUES19 25 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS18 26 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE18 27 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES18 28 LES OGM18 29 LES PESTICIDES16 30 LA POLLUTION DES SOLS16
AUTOUR DE 10 %	31 LE RADON DANS LES HABITATIONS15 32 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES15 33 LA GRIPPE A (H1 N1)11	23 LES PESTICIDES14 24 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS13 25 LES OGM13 26 LA POLLUTION DES SOLS12 27 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES12 28 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES12 29 LES DÉCHETS RADIOACTIFS12 30 LES DÉCHETS CHIMIQUES11 31 LE RADON DANS LES HABITATIONS10 32 LES NANOPARTICULES9 33 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL9	31 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL14 32 LES NANOPARTICULES14 33 LE RADON DANS LES HABITATIONS14

Un premier classement des risques : du risque le plus faible au plus élevé



COMPARAISON DES 33 SITUATIONS À RISQUES SELON LES 3 ASPECTS ÉTUDIÉS

- > En vert : les situations ayant un niveau de vérité en pourcentage d'adhésion plus élevé que celui de la confiance
- > En gris : celles ayant un niveau de confiance plus élevé que celui de la vérité

Sur le graphique ci-dessus, chacun des 33 risques est représenté par trois points : le danger, la confiance et la vérité. Les risques sont rangés selon leur perception du moins dangereux au plus dangereux (de 1 à 33). On voit que les scores de confiance et de vérité sont en général inférieurs au score du danger perçu. Ce n'est pas le cas pour la grippe A, les radiographies médicales, les accidents de radiothérapie, la canicule, les accidents domestiques et les incendies de forêt.

Comme les autres années, cette comparaison des pourcentages sur les 3 aspects, danger, confiance et vérité, met en évidence deux types de risques.

> **Les risques qui peuvent toucher l'intégrité physique de la personne et sur lesquels « on a le sentiment de pouvoir agir soi-même »** : tabagisme, drogue, alcoolisme, obésité des jeunes, accidents de la route, sida, accidents domestiques, bruit, canicule (libellés en vert sur le graphique). Leur point commun est de recueillir des scores de confiance moins élevés que ceux de vérité. C'est aussi le cas pour la pollution atmosphérique et les inondations.

> **Les risques plus collectifs et/ou industriels gérés par des spécialistes** : pesticides, pollution de l'eau, déchets chimiques ou radioactifs, pollution des sols, installations chimiques, centrales nucléaires, terrorisme, retombées de l'accident de Tchernobyl, etc. (libellés en gris sur le graphique). Qu'ils soient considérés à risques élevés ou faibles, l'aspect « *vérité sur les dangers* » recueille des pourcentages plus faibles que ceux de la confiance.

Même quand la confiance dans l'action publique est assez faible, l'information peut être jugée crédible et inversement, ce qui montre que ces deux aspects ne sont pas confondus

L'observation de ce graphique permet également de souligner les points suivants.

> **Les inondations, les accidents domestiques et la canicule** sont perçus comme présentant un risque faible, pour lequel une confiance assez forte est accordée à l'action publique. La vérité sur les dangers qu'ils représentent est considérée comme dite.

> **Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl et les nanoparticules** constituent les situations recueillant les plus faibles scores de confiance dans l'action publique et de crédibilité accordés à l'information donnée avec des risques perçus comme relativement forts pour les premières et faibles pour les secondes.

> **Le terrorisme, les centrales nucléaires et les transports des matières dangereuses** connaissent le plus grand écart entre leurs scores de confiance et de vérité, avec un score plus faible de vérité.

> **Pour la drogue, l'obésité des jeunes, l'alcool ou le tabagisme des jeunes**, l'écart est aussi important mais en sens inverse : la vérité est considérée comme dite mais le score de la confiance dans les autorités est plus faible.

Les risques peuvent être regroupés en familles en fonction de leur perception

Cette stabilité montre que la perception des risques par le public suit une logique. Cette logique de la perception s'appuie sur l'importance perçue du risque, sur la « *confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection* » et sur la vérité perçue de l'information donnée sur les dangers. Autrement dit, une image de l'opinion des Français qui ne s'appuierait que sur l'importance perçue des risques serait incomplète car unidimensionnelle. En effet, elle ignorerait des déterminants essentiels, à savoir la confiance dans l'action des autorités et la crédibilité de l'information, et par conséquent perdrait la profondeur d'appréciation qu'apportent ces dimensions.

Le graphique n° 2 permet une meilleure visualisation des grandes familles de risques selon la perception que les Français en ont. L'analyse conduite pour la première fois sur les résultats 2004 dégageait quatre grandes familles de risques qui ont été confirmées par les analyses *a posteriori* des années 1997-2002 (l'enquête n'a pas eu lieu en 2003) et celles de 2005-2007.

Le graphique permet de juger de la proximité ou de l'éloignement d'une situation par rapport aux autres.



COMPARAISON DES 32 SITUATIONS À RISQUES SELON LES 3 ASPECTS ÉTUDIÉS

(Compte tenu du fort taux de non-réponses sur le radon dans les habitations, cette situation est exclue.)

Lecture du graphique

On utilise une technique statistique qui consiste à «centrer» et «réduire». Cela consiste, pour chaque situation, à en soustraire la moyenne obtenue sur l'aspect considéré et à la diviser par son écart type. Cela permet d'obtenir des données indépendantes de l'échelle choisie ayant une même moyenne et une même dispersion, et donc de faciliter la comparaison des trois aspects. Après avoir effectué ces opérations, si les niveaux de risques, de confiance et de vérité sont grands, leurs moyennes centrées et réduites seront positives et grandes. Les moyennes centrées et réduites se répartissent alors autour du zéro.

Les risques sont rangés comme sur le graphique 1. Les traits verticaux mesurent l'écart entre confiance et vérité.

À gauche de l'axe vertical (grippe A, radiographies, canicule, produits alimentaires, bruit) figurent les situations considérées à faible risque par la majorité des personnes interrogées. Les scores de confiance et/ou de vérité sont plus élevés que ceux relatifs au niveau de risque perçu. Les OGM et les antennes de réseau pour téléphones portables échappent à cette règle. Perçus comme étant à risque faible, les deux souffrent d'un manque de confiance et de crédibilité d'information. Globalement, lorsque le niveau de risque perçu augmente, la confiance et la vérité diminuent.

À droite de l'axe vertical se trouvent les risques plus élevés. Ils se répartissent en deux groupes séparés par l'axe horizontal :

> en dessous de l'axe horizontal : les maladies professionnelles, les installations chimiques, les déchets radioactifs, les déchets chimiques, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, la pollution des sols, les pesticides, la pollution des lacs, des rivières et des mers, la pollution atmosphérique. Ce sont les situations perçues comme présentant un risque élevé, pour lesquelles la confiance ne peut être accordée et où il existe un faible crédit à l'information sur les dangers représentés ;

> au-dessus de l'axe horizontal : le terrorisme, l'obésité des jeunes, le tabagisme des jeunes, la drogue, l'alcool, les accidents de la route. Les risques associés sont perçus comme élevés mais la confiance dans les actions menées par les autorités reste élevée et l'information donnée sur les dangers qu'ils représentent est perçue comme satisfaisante. Les accidents de la route et le sida constituent une particularité dans le graphique (scores de confiance et de vérité très proches et assez élevés pour des risques eux-mêmes considérés comme élevés).

4 FAMILLES DE RISQUES, 4 TYPES D'ATTENTE DE LA PART DU PUBLIC

Globalement, des positionnements stables des familles de risques apparaissent sur les graphiques depuis 1997 : les Français discernent, de façon assez fine, les différents types de risques qu'ils perçoivent. **En 2010, les 4 familles de risques se redessinent légèrement.** Les familles déjà identifiées les années précédentes sont encore identifiables même si la forme des zones qui apparaissent sur le graphique varie un peu.

Les risques individuels (*tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, accidents de la route, sida, obésité des jeunes*) sont toujours perçus comme relativement élevés. Ils bénéficient d'une information relativement crédible, avec des taux parfois très forts pour le sida et les accidents de la route. Pour cette famille, la confiance envers les pouvoirs publics est plutôt supérieure à la moyenne. Elle se positionne donc toujours dans le quart supérieur droit de la figure. Au sein de cette famille globalement stable, l'ordre des risques peut varier selon les politiques publiques menées.

Les risques relatifs aux pollutions diffuses (*pollution de l'air ou de l'eau, pesticides, pollution des sols, retombées en France de Tchernobyl*) figurent dans le quart inférieur droit du graphique. Ils sont perçus comme présentant des risques élevés, mais se différencient des précédents par des scores très bas en termes de confiance dans l'action publique et de crédibilité des informations mises à la disposition du public.

Les risques technologiques attachés à des sites identifiables (*déchets radioactifs ou chimiques, installations chimiques, centrales nucléaires, incinérateurs de déchets ménagers...*) ont un point commun qui est que leur score dans la catégorie de la confiance est toujours supérieur à celui de la vérité. À l'exception du terrorisme, les risques de cette famille souffrent d'un déficit de confiance dans l'information donnée. Ils forment une famille dont le niveau de risques est très divers, du risque lié à la grippe A (risque perçu comme le plus faible) à celui lié aux déchets chimiques (risque perçu en 2010 comme le 7^e plus élevé). Cette année encore on peut distinguer deux sous-familles. La première se compose de risques « collectifs » tels que ceux liés aux produits alimentaires ou aux accidents de radiothérapie, perçus comme globalement moins dangereux que la moyenne ; ce qui étend vers la gauche la position de cette famille sur le graphique.

La seconde sous-famille est constituée par des risques industriels qui vont du transport de matières dangereuses et des centrales nucléaires, assez proches du risque perçu moyen, aux installations chimiques, déchets chimiques et déchets radioactifs, perçus comme présentant des risques nettement plus sérieux que la moyenne, ce qui étend vers la droite la position de cette famille sur le graphique.

À noter les centrales nucléaires qui, avec un taux de confiance dans l'action des autorités supérieur à la moyenne, constituaient depuis 2004 une exception relative. Elles se situaient vers le centre mais plutôt à gauche de l'axe vertical du graphique et se déplacent depuis 2008 vers la droite dans le graphique, signe d'un risque perçu comme plus élevé.

Les risques collectifs non industriels (*bruit, inondations, accidents domestiques, canicule...*) se situent en général dans le quart supérieur gauche (risques perçus comme faibles, confiance et vérité au-dessus de la moyenne). Ces risques sont réputés plutôt faibles, bénéficiant d'une bonne information et avec un niveau de confiance dans l'action conduite au-dessus de la moyenne mais avec des scores plus faibles que ceux relatifs à la vérité dite.

ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS

QUESTION POSÉE

«Accepteriez-vous de vivre près...»

Comme l'an passé, c'est près d'un parc éolien (48 %) ou d'une antenne de réseau pour les téléphones portables (35 %) que les personnes interrogées acceptent le plus de vivre. Seulement 14 % des personnes interrogées se disent prêtes à vivre près d'une centrale nucléaire et 85 % s'y refusent. Pour la deuxième année consécutive, c'est le plus haut score enregistré depuis 1990 pour les centrales nucléaires. La proximité d'une centrale nucléaire reste plus tolérable que celle d'un incinérateur de déchets ménagers (10 %), d'une installation chimique (7 %) et surtout que de sites de déchets radioactifs ou chimiques (3 %).

Plus une installation est jugée dangereuse, moins les Français acceptent de vivre à proximité

Cette affirmation souffre de deux exceptions : une observée les années précédentes avec les incinérateurs de déchets ménagers et, cette année, les lignes à haute tension auprès desquelles on refuse de vivre malgré leur faible pourcentage de risque perçu.

Moins on accorde sa confiance aux autorités, moins les Français acceptent de vivre à proximité de l'installation

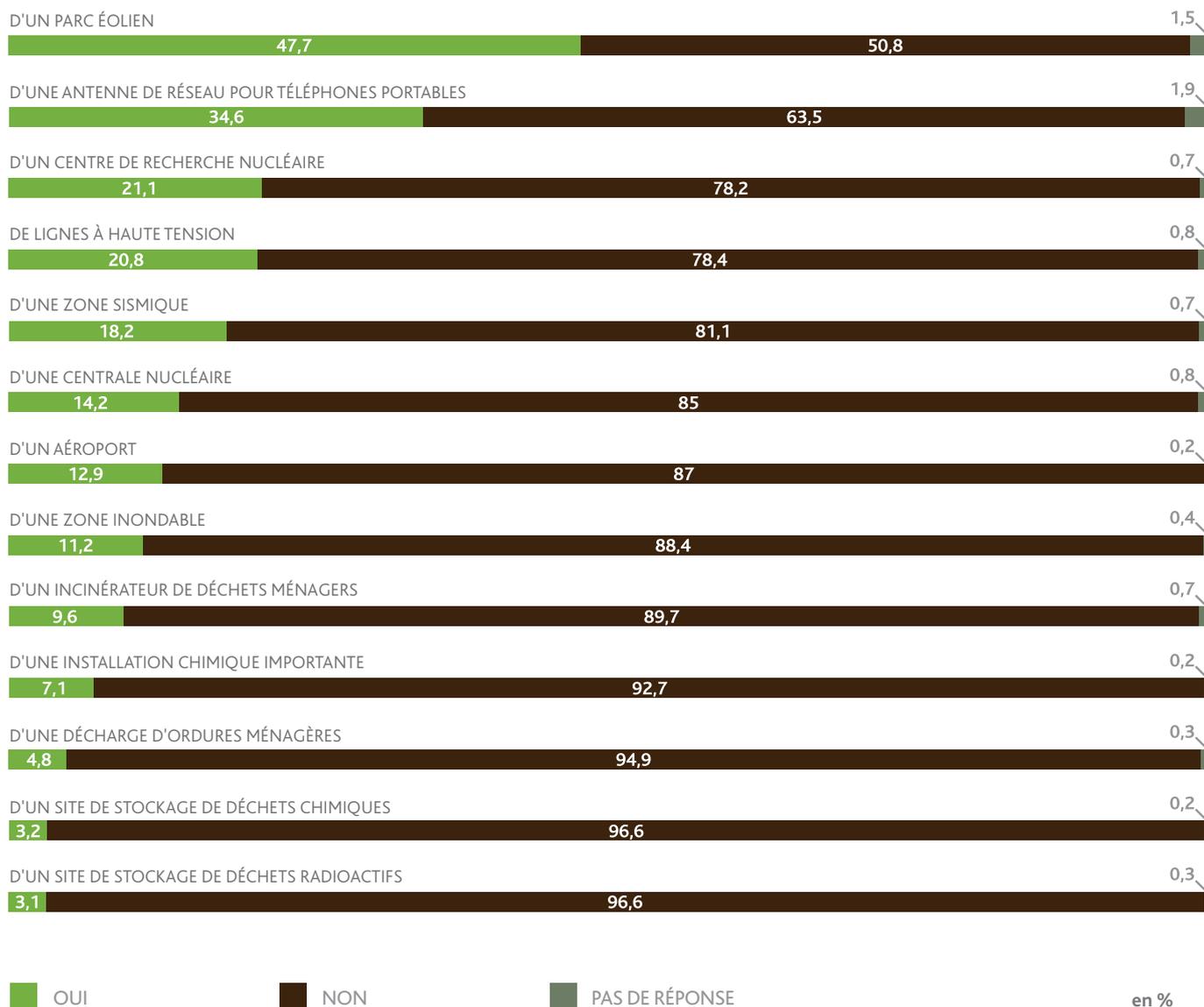
Là encore une seule exception à la règle, il s'agit du risque lié aux antennes pour téléphones portables : ce sont près d'elles que les personnes interrogées acceptent le plus de vivre, et pourtant la confiance dans l'action des autorités face aux risques potentiels présentés est faible.

Par ailleurs, avec des niveaux de confiance équivalents, les lignes à haute tension ont la particularité d'être mieux acceptées que les centrales nucléaires.

Quant à la crédibilité des informations sur les dangers, il semble que ce critère ne soit pas un paramètre déterminant l'acceptation.

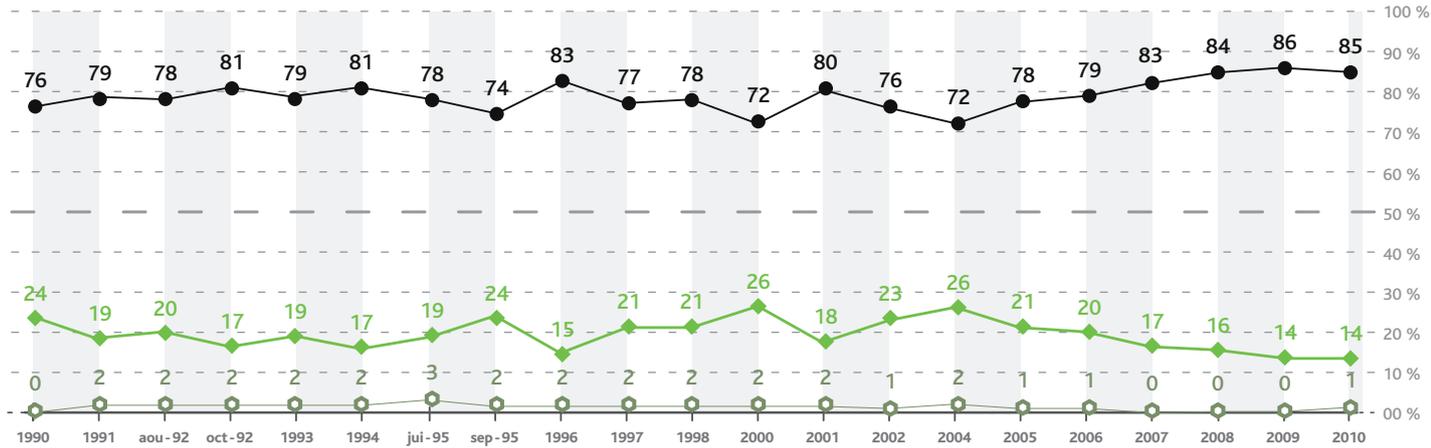
	en %	ACCEPTÉ DE VIVRE PRÈS :		RISQUE		CONFIANCE		VÉRITÉ	
				«FAIBLE»	«ÉLEVÉ»	OUI	NON	OUI	NON
ANTENNE DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES	35	25	35	18	46	12	58		
LIGNES À HAUTE TENSION	21	32	29	29	35	16	54		
CENTRALE NUCLÉAIRE	14	20	48	31	39	16	60		
ZONE INONDABLE	11	20	42	25	35	37	32		
INCINÉRATEUR DE DÉCHETS MÉNAGERS	10	25	35	25	38	14	59		
INSTALLATION CHIMIQUE	7	14	50	22	43	12	63		
SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS RADIOACTIFS	3	14	60	20	48	12	68		
SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS CHIMIQUES	3	9	61	19	50	11	65		

DÉCEMBRE 2010

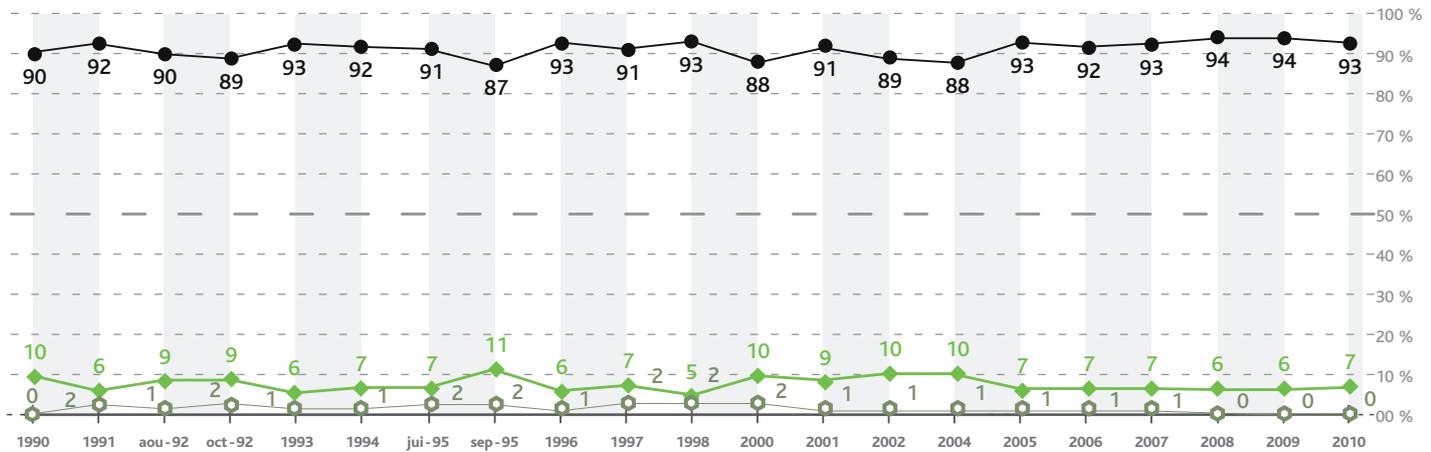


ÉVOLUTIONS
1990 à 2010

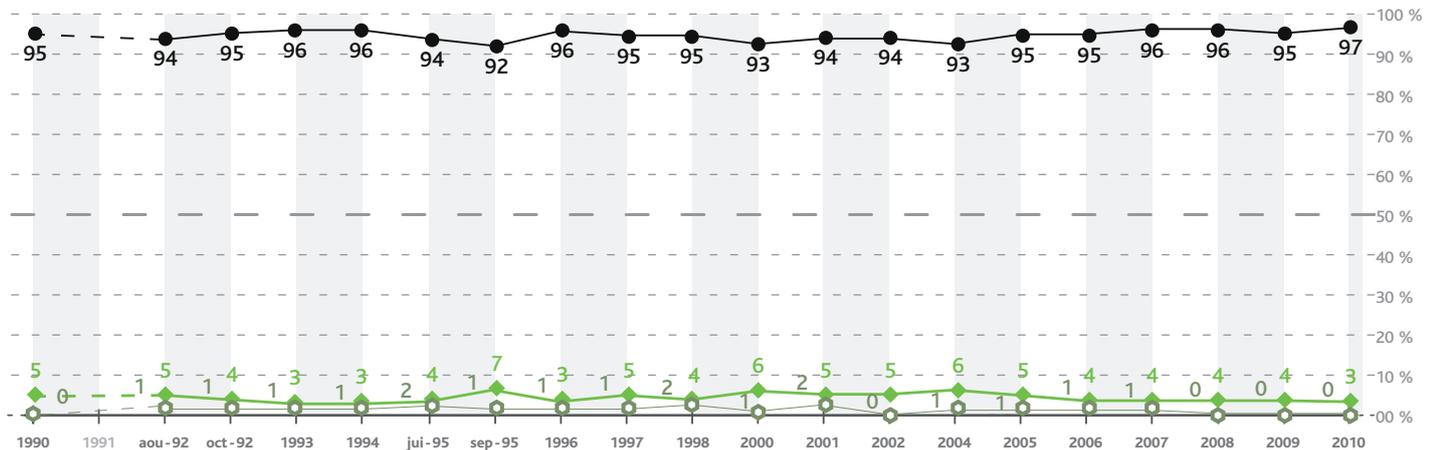
D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE



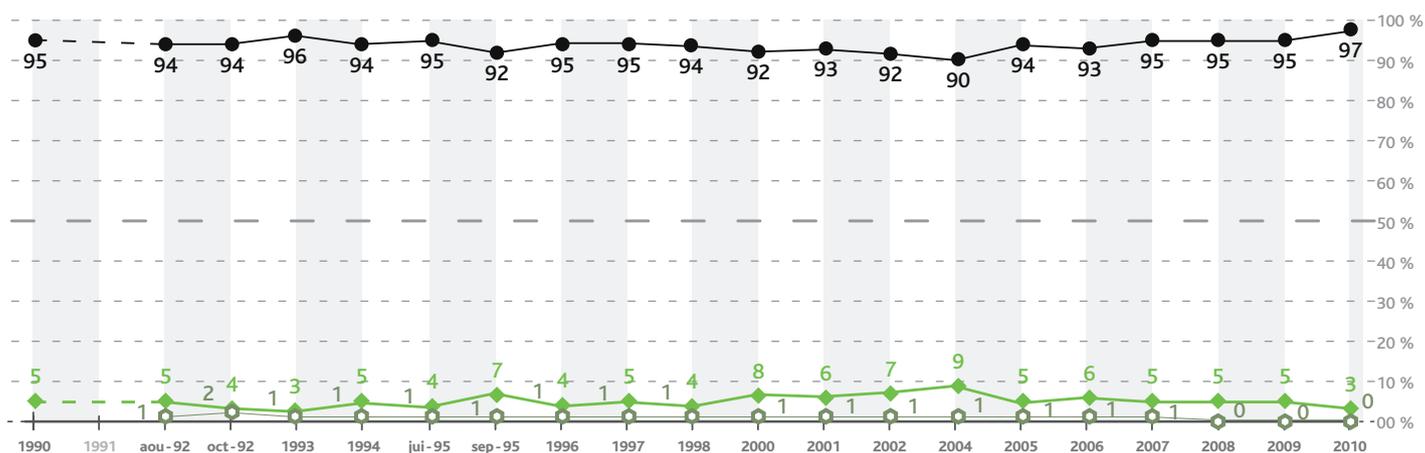
D'UNE INSTALLATION CHIMIQUE IMPORTANTE



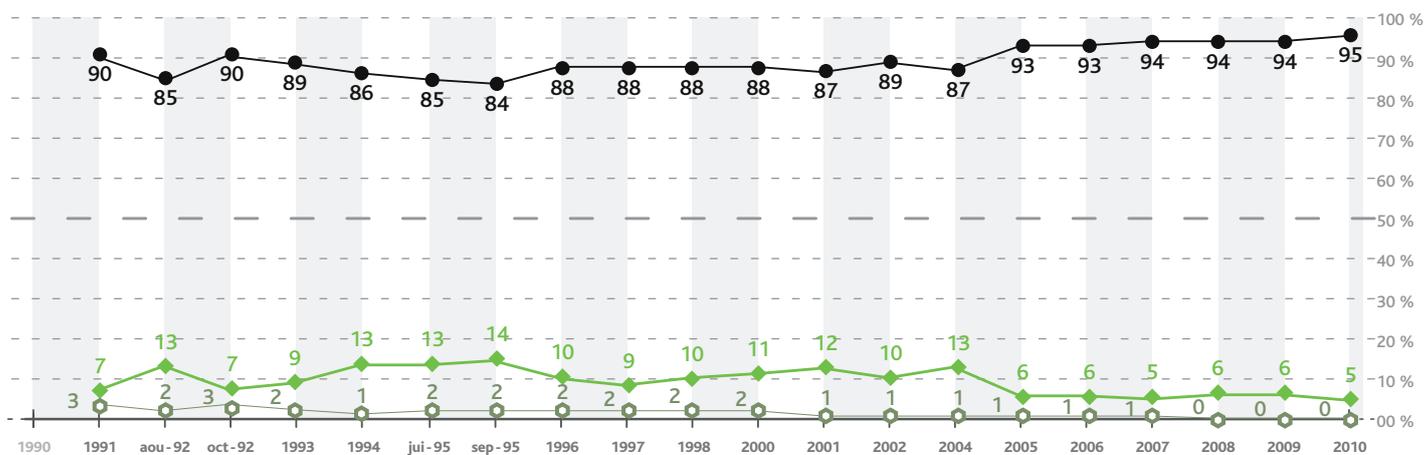
D'UN SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS CHIMIQUES



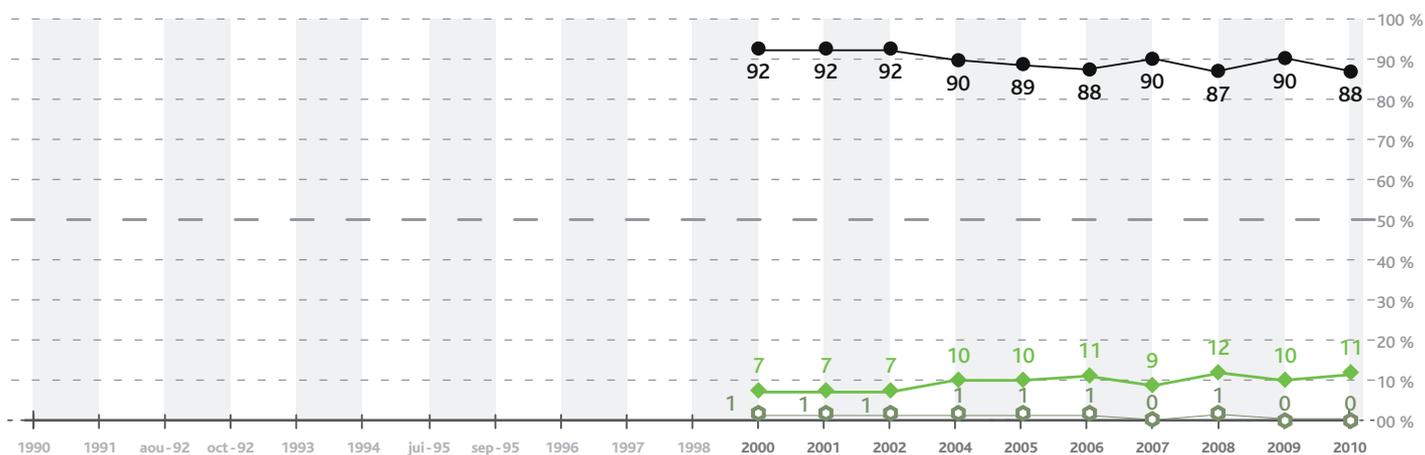
D'UN SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS RADIOACTIFS



D'UNE DÉCHARGE D'ORDURES MÉNAGÈRES

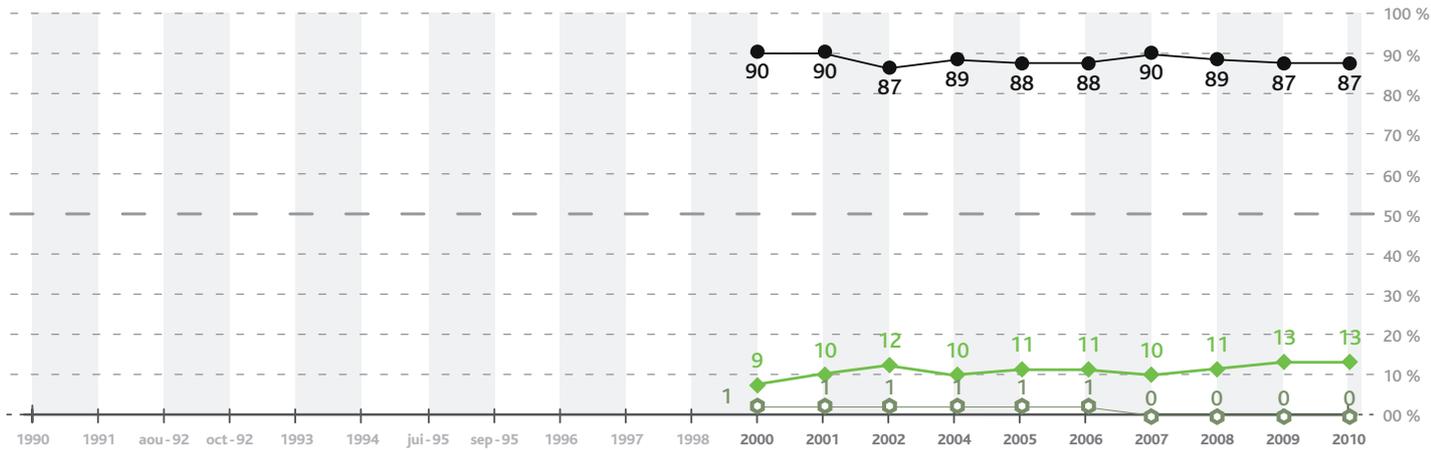


D'UNE ZONE INONDABLE

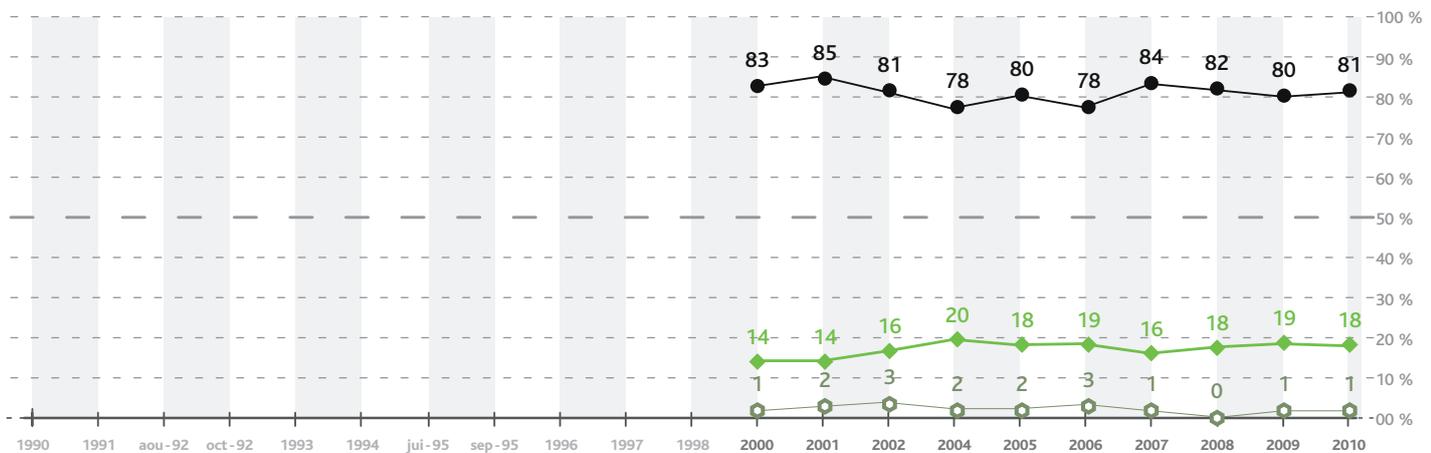


ÉVOLUTIONS
1990 à 2010

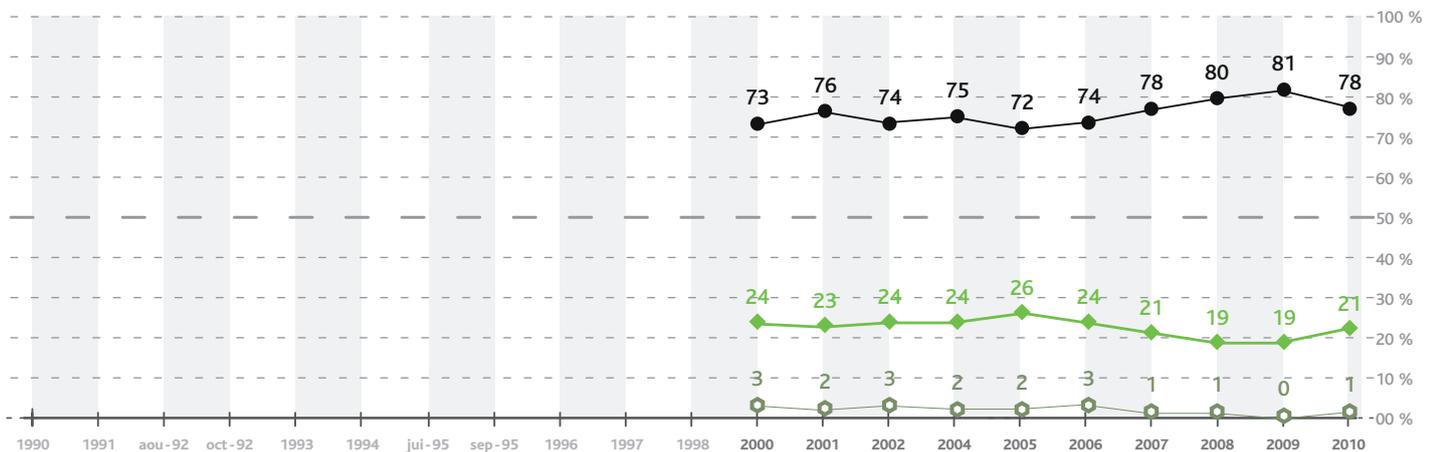
D'UN AÉROPORT



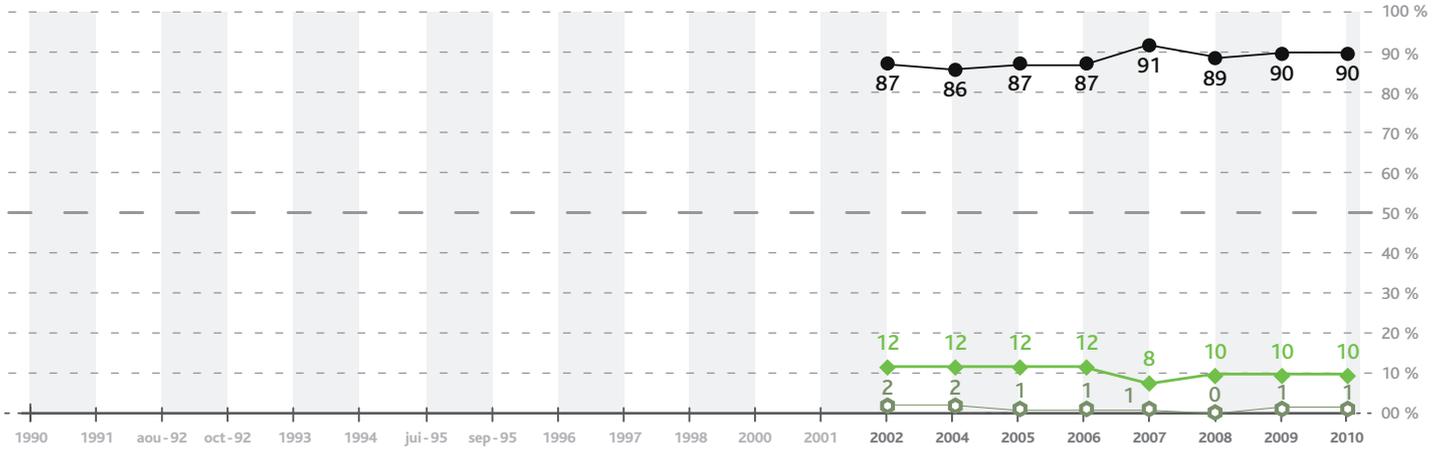
D'UNE ZONE SISMIQUE



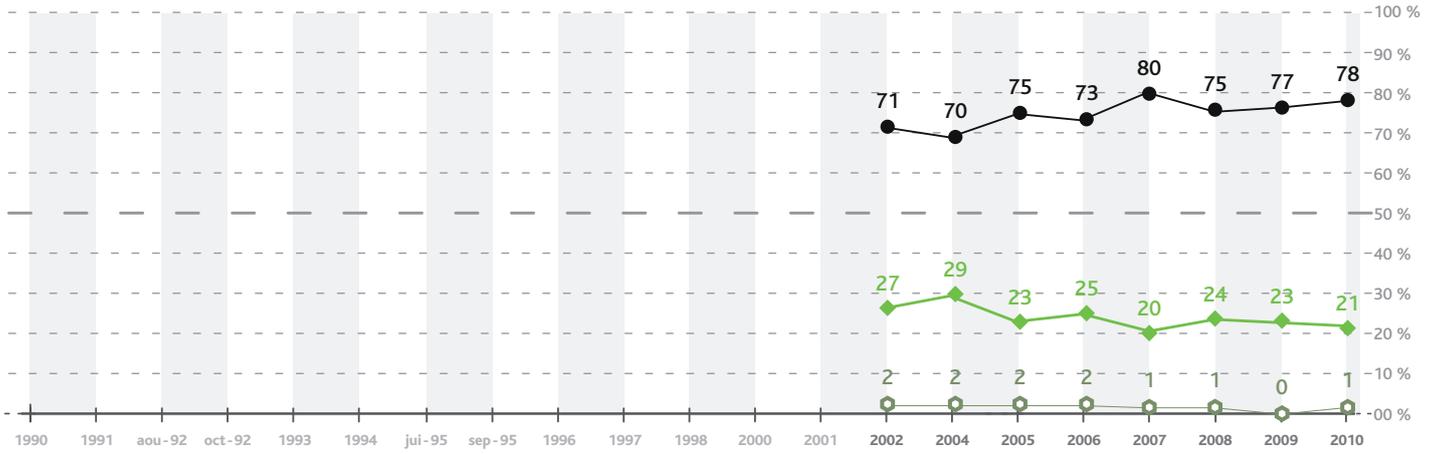
DE LIGNES À HAUTE TENSION



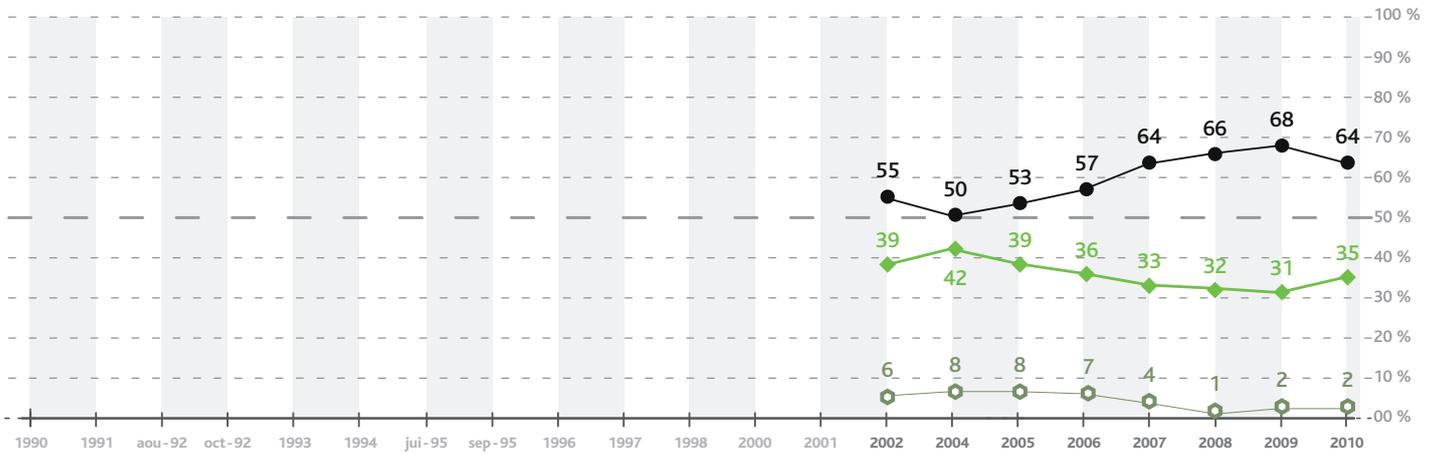
D'UN INCINÉRATEUR DE DÉCHETS MÉNAGERS



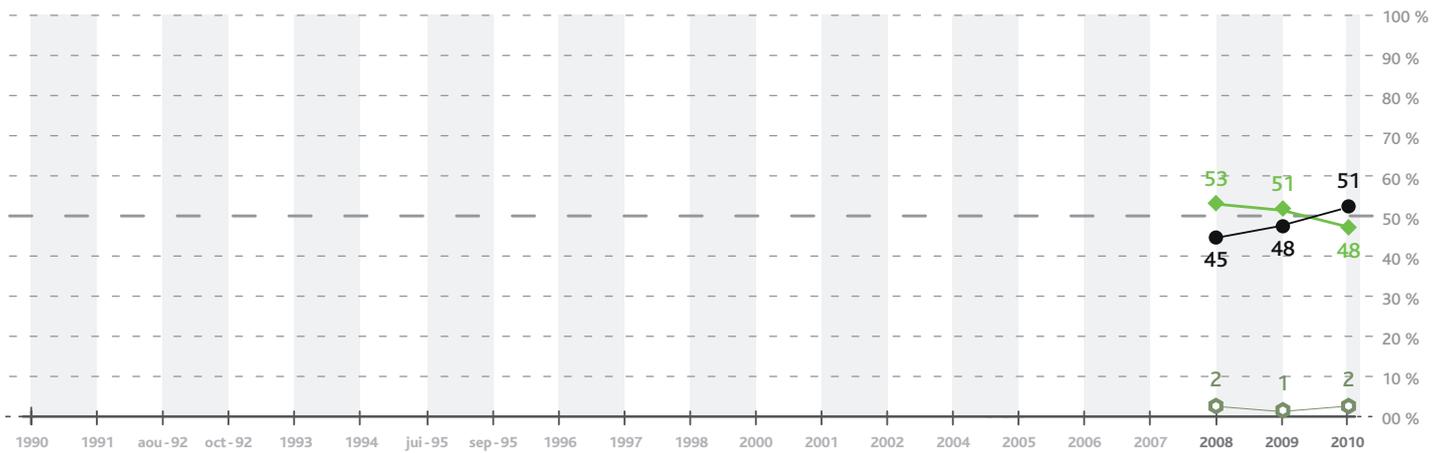
D'UN CENTRE DE RECHERCHE NUCLÉAIRE



D'UNE ANTENNE DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES



D'UN PARC ÉOLIEN



ZOOM SUR NUCLÉAIRE

124-139 /

chapitre 1

Le risque nucléaire

140-159 /

chapitre 2

La compétence et la crédibilité des intervenants du nucléaire

160-169 /

chapitre 3

L'accident de Tchernobyl

170-173 /

chapitre 4

Les déchets radioactifs

174-181 /

chapitre 5

La demande d'information sur le risque nucléaire

LE DOMAINE

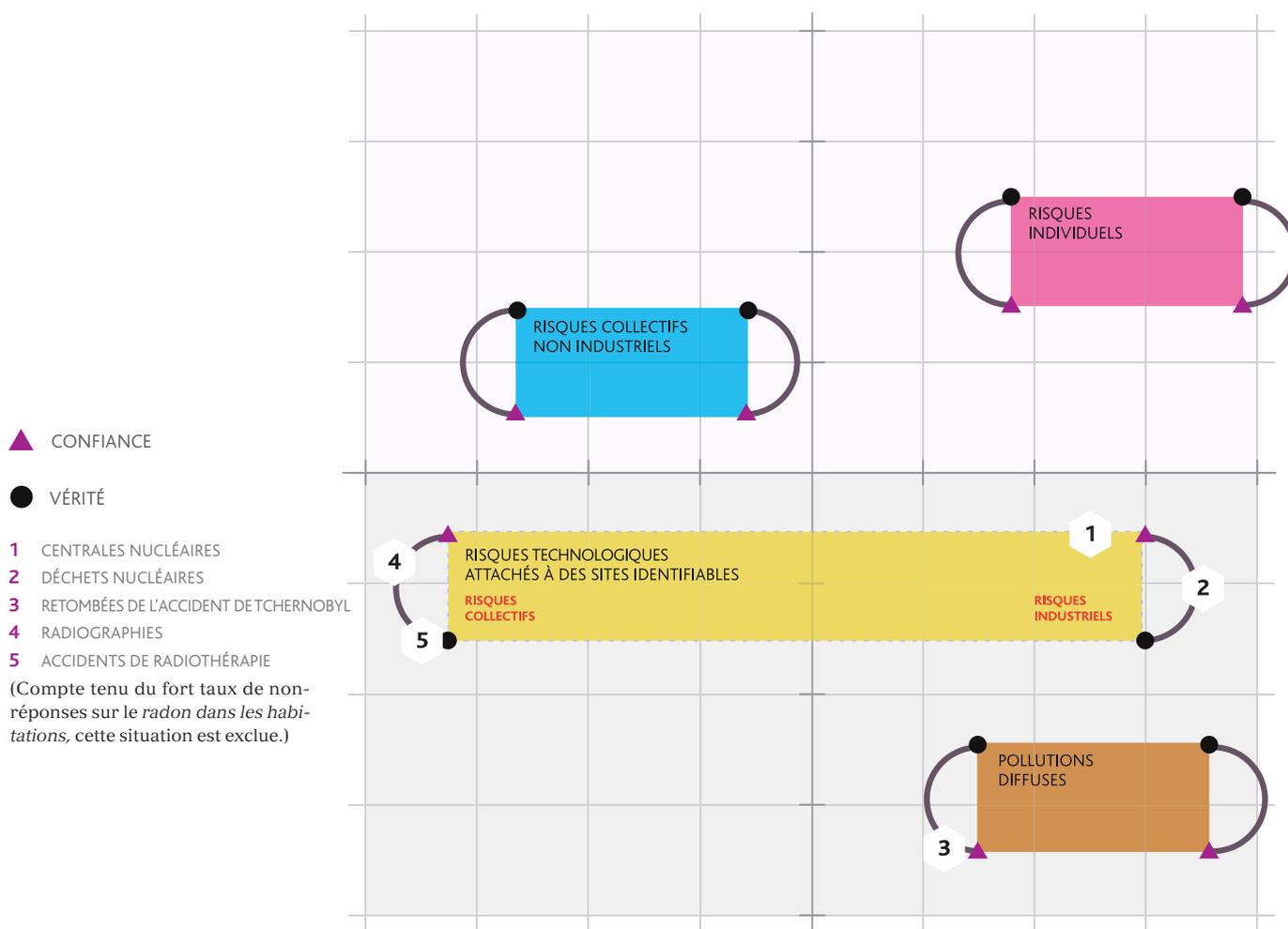
LE RISQUE NUCLÉAIRE

41 %

*des personnes interrogées jugent
l'indépendance énergétique comme
l'argument le plus fort en faveur du nucléaire.*

Plusieurs questions du Baromètre permettent de mesurer la perception du public vis-à-vis du risque nucléaire. Les évolutions récentes ne mettent pas en cause les affirmations suivantes observées depuis 1990.

> **Le nucléaire n'est pas perçu comme un tout.** Dans l'univers des perceptions, la famille des risques découlant d'activités nucléaires est éclatée. Radiographies médicales, accidents de radiothérapie, centrales nucléaires, déchets radioactifs ou retombées en France de l'accident de Tchernobyl sont perçus de manière différente par le public. L'appartenance de ces situations aux différentes familles identifiées dans la partie 3-chapitre 4 le prouve.

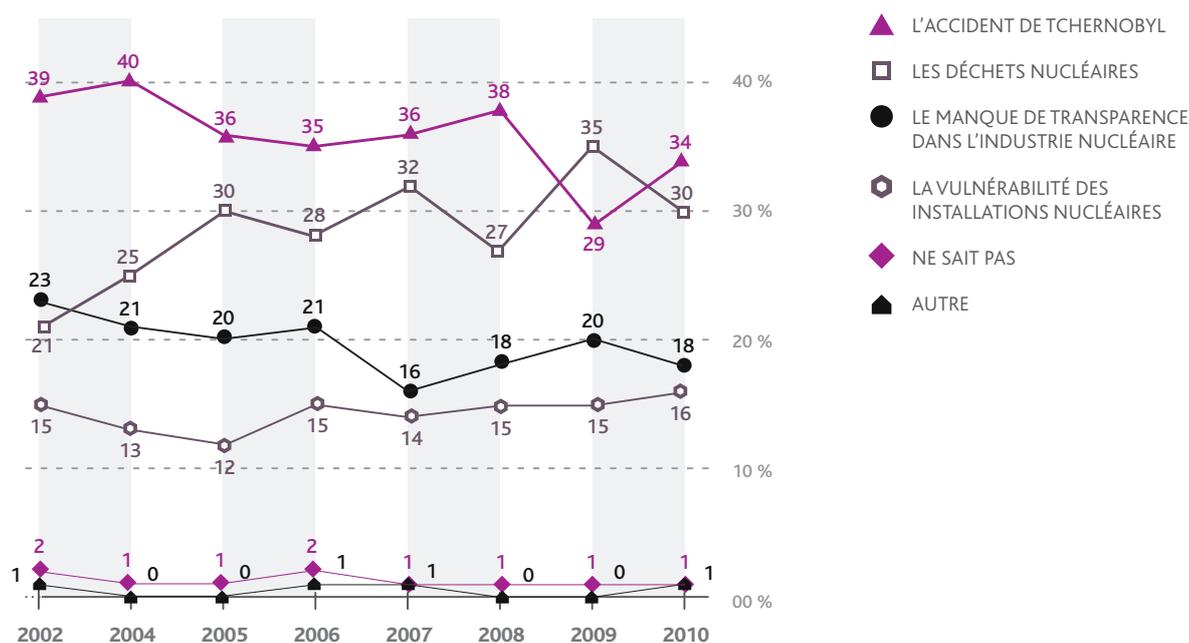


POSITIONNEMENT DES ACTIVITÉS NUCLÉAIRES DANS LES FAMILLES DE RISQUES
(pour plus d'explications, consulter les pages 109 à 115)

1. « Évolution de la perception des risques des Français depuis 1997 », Marie-Hélène El Jammal, Patrick Momal, Geneviève Baumont, rapport IRSN/DSDRE n°5 – août 2005.

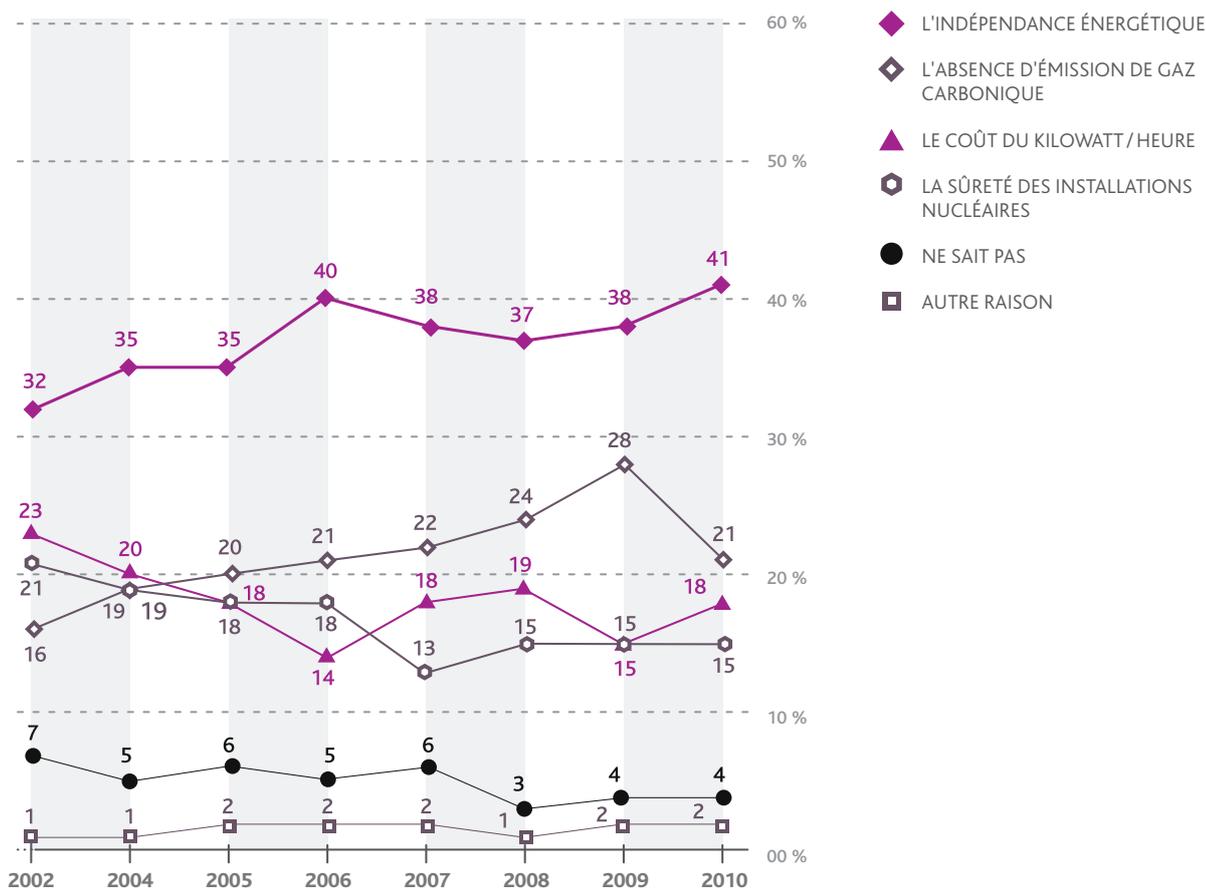
> **L'opinion n'est pas versatile.** Les risques nucléaires occupent les mêmes positions dans le graphique depuis 1997¹, même si certaines évolutions se font jour.

Les arguments contre le nucléaire



L'idée que les déchets nucléaires sont l'argument le plus fort contre le nucléaire a été contredite par les résultats du Baromètre jusqu'en 2008. Jusque-là, l'accident de Tchernobyl (environ 40 %) se situait devant. En 2009, les déchets nucléaires sont passés pour la première fois devant l'accident de Tchernobyl ; en décembre 2010, ils passent à nouveau seconds mais restent très proches et consolident les deux arguments les plus cités contre le nucléaire avec environ 30 % de réponses. Le manque de transparence de l'industrie nucléaire n'est passé juste après l'accident de Tchernobyl qu'une seule fois (23 %), en 2002 ; depuis, il conserve sa place de 3^e argument contre le nucléaire.

Les arguments pour le nucléaire (comme source d'énergie)



Alors que jusqu'en 2009 l'argument d'absence d'émission de gaz carbonique continuait de progresser dans l'opinion, atteignant un record avec 28 % de citations et 12 points de plus par rapport à 2002, on constate un déclin brutal en 2010 sur cet argument, qui passe à 21 %. Cette baisse de 7 points bénéficie aux deux arguments économiques proposés : l'indépendance énergétique, qui reste dans l'opinion l'argument le plus favorable au nucléaire, et le coût du kilowatt/heure. Ces évolutions sont cohérentes avec le déplacement des inquiétudes sur des sujets économiques et sociaux dû à la crise et/ou à l'érosion de l'enjeu environnemental constatées dans la première partie du Baromètre cette année. La sûreté des installations nucléaires, qui avait enregistré une baisse au bénéfice de l'argument environnemental jusqu'en 2008, ne subit aucune évolution depuis et en décembre 2010, ils sont 15 % à choisir cet argument en faveur du nucléaire.

Comme présenté dans le chapitre 1 de la partie 3 du Baromètre, les centrales nucléaires ou les déchets nucléaires occupent une position relativement stable dans la hiérarchie des préoccupations des Français et ne sont pas parmi les risques les plus craints. Toutefois, l'industrie nucléaire se voit attribuer un très fort potentiel catastrophique. Centrales nucléaires, stockage de déchets radioactifs sont en tête du hit-parade des activités susceptibles de provoquer une catastrophe en France. Elles sont suivies de près par les installations chimiques. Ce fort potentiel catastrophique ressenti est confirmé par l'adhésion majoritaire (91 %) à la proposition suivante : « *Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves.* » Et cette crainte forte s'exprime alors que la relative confiance dans la sûreté des centrales nucléaires constatée depuis plusieurs années se révèle fragilisée par la survenue des incidents de l'été 2008 sur le site du Tricastin : en 2007, plus de la moitié des personnes interrogées jugeaient que « *toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises* », 3 ans après l'incident, ils ne sont plus que 40 % (38 % en 2008, 43 % en 2009) à le penser (contre 50 % en 2007).

Au-delà du risque d'accident, les Français sont aussi préoccupés par l'impact sanitaire des installations nucléaires. Plus de 60 % pensent que « *la radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers* », 47 % que la santé de ceux qui vivent à proximité des installations nucléaires est moins bonne (ils étaient encore plus nombreux juste après les incidents du Tricastin : 53 % mais seulement 40 % en 2007).

L'an passé, une des conclusions du Baromètre IRSN était de dire que les résultats révélaient la fragilité durable de la confiance du public dans la sûreté des centrales nucléaires dès lors que des incidents impactant l'environnement se produisaient et étaient rendus publics. L'accident à la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi y contribuera sans nul doute, mais il faudra attendre fin 2011 pour mesurer son impact dans l'opinion avec le Baromètre IRSN.

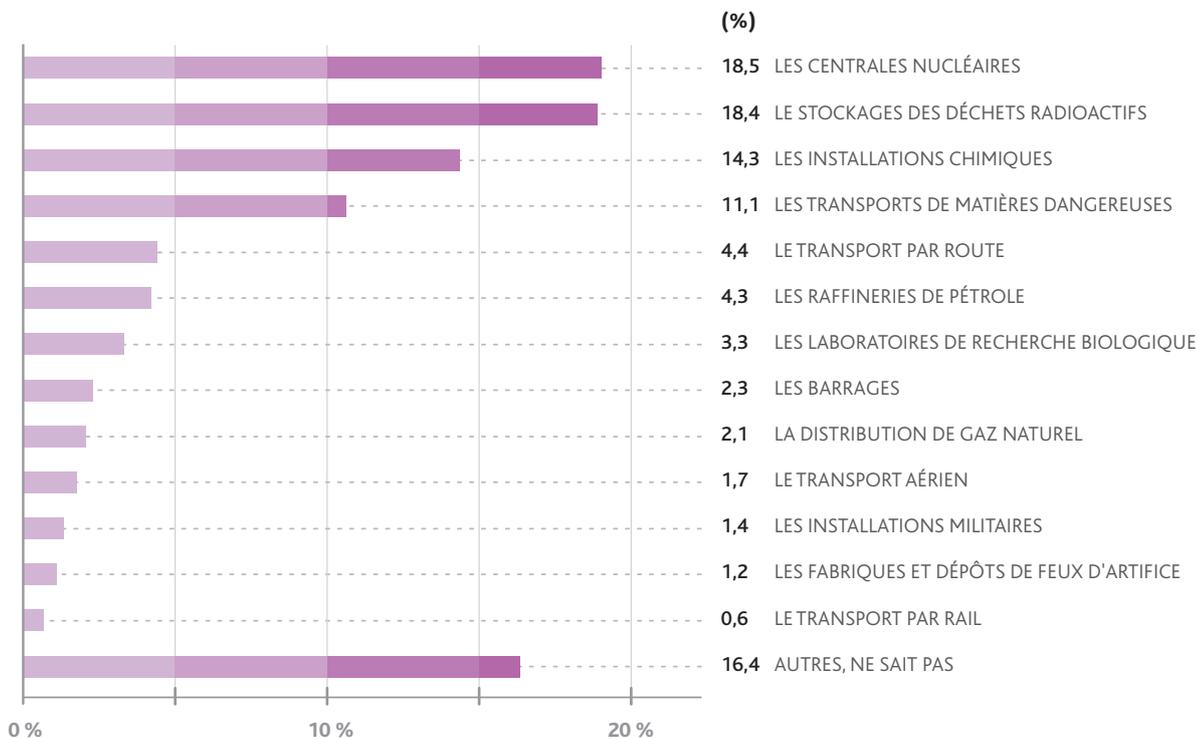
LE PLUS FORT POTENTIEL CATASTROPHIQUE ATTRIBUÉ AUX CENTRALES NUCLÉAIRES ET AU STOCKAGE DES DÉCHETS RADIOACTIFS

QUESTION POSÉE

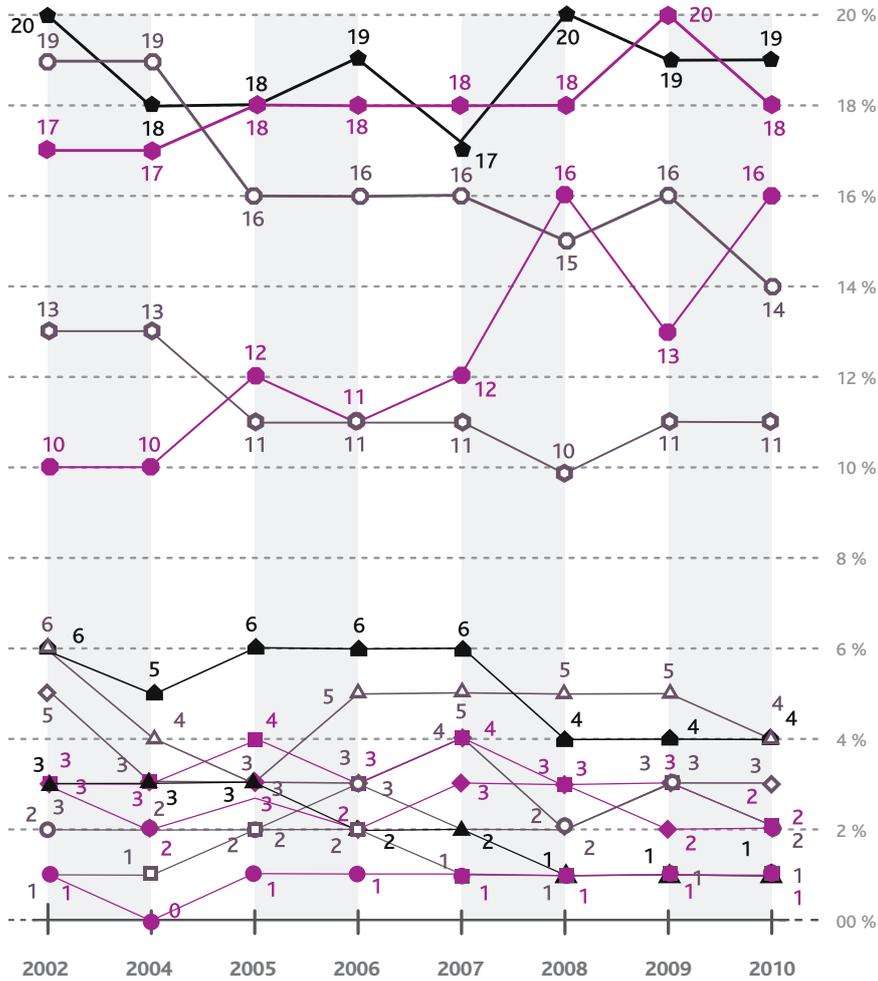
« Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ? »
(3 réponses possibles)

DÉCEMBRE
2010

Pour chaque item, le pourcentage correspond au nombre de réponses exprimées pour cet item par rapport au nombre total des réponses exprimées (soit 3 027 réponses).



2002 à 2010

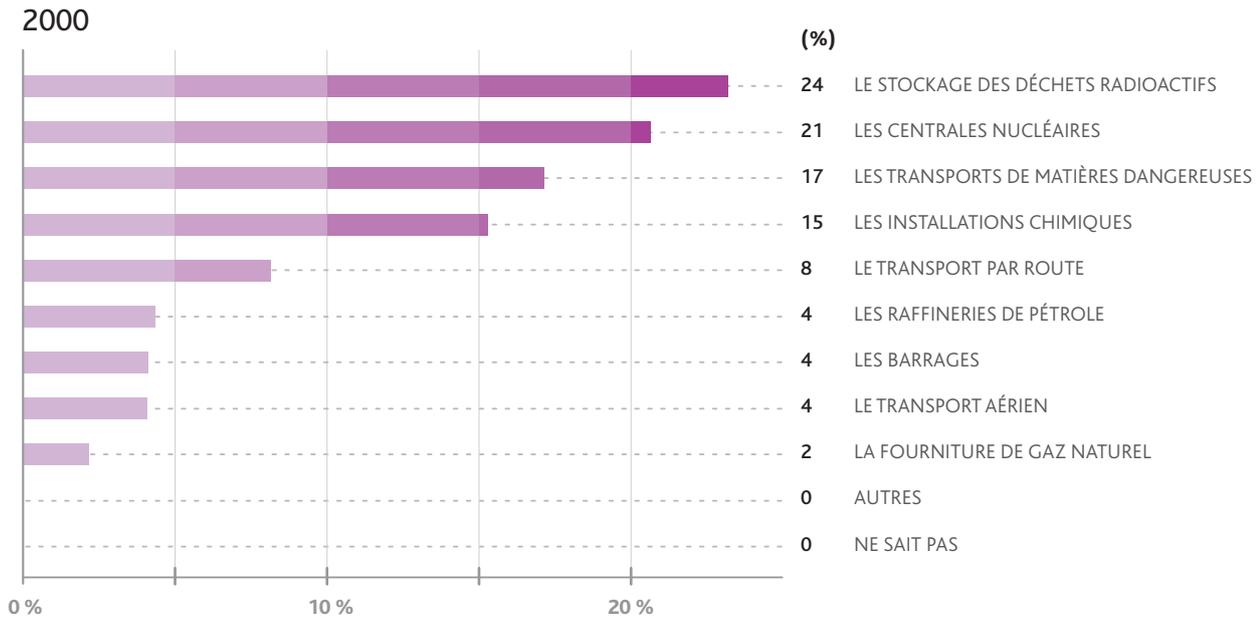


- ◆ LES CENTRALES NUCLÉAIRES
- ◆ LE STOCKAGE DES DÉCHETS RADIOACTIFS
- NE SAIT PAS
- LES INSTALLATIONS CHIMIQUES
- ◻ LES TRANSPORTS DE MATIÈRES DANGEREUSES
- △ LE TRANSPORT PAR ROUTE
- ▲ LES RAFFINERIES DE PÉTROLE
- ◇ LES LABORATOIRES DE RECHERCHE BIOLOGIQUE
- ◆ LES BARRAGES
- LA DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL
- LE TRANSPORT AÉRIEN
- ◻ LES INSTALLATIONS MILITAIRES
- ▲ LES FABRIQUES ET DÉPÔTS DE FEUX D'ARTIFICE
- LE TRANSPORT PAR RAIL

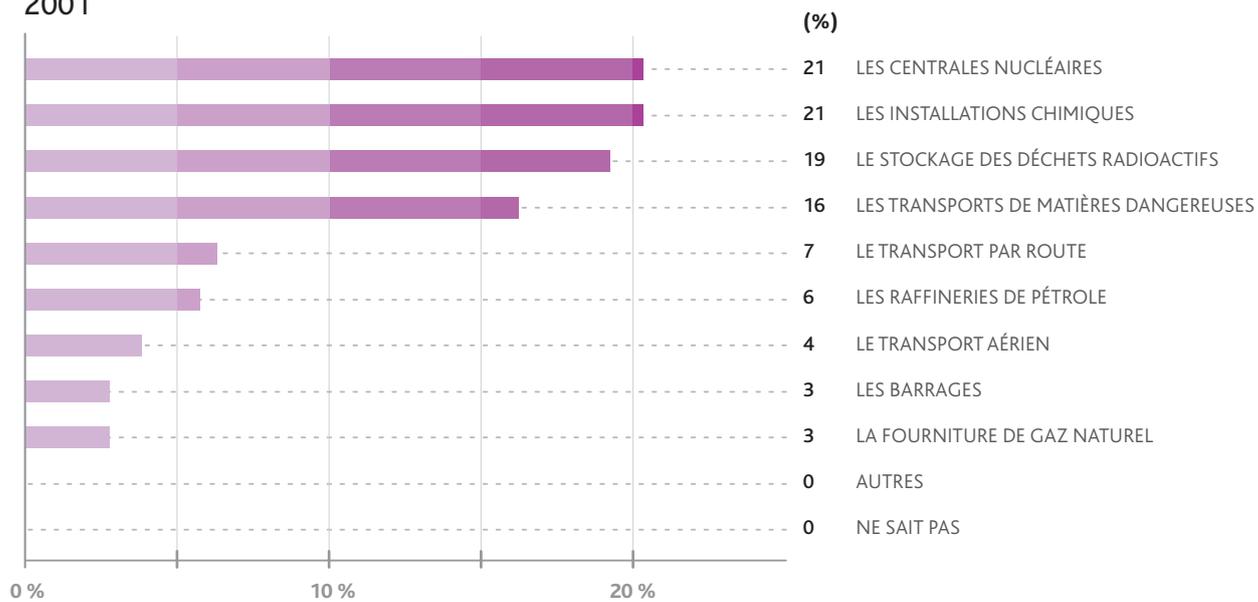
« Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ? » (3 réponses possibles)

ÉVOLUTIONS 2000 à 2001

Pour chaque item, le pourcentage correspond au nombre de réponses exprimées pour cet item par rapport au nombre total des réponses exprimées.



2001

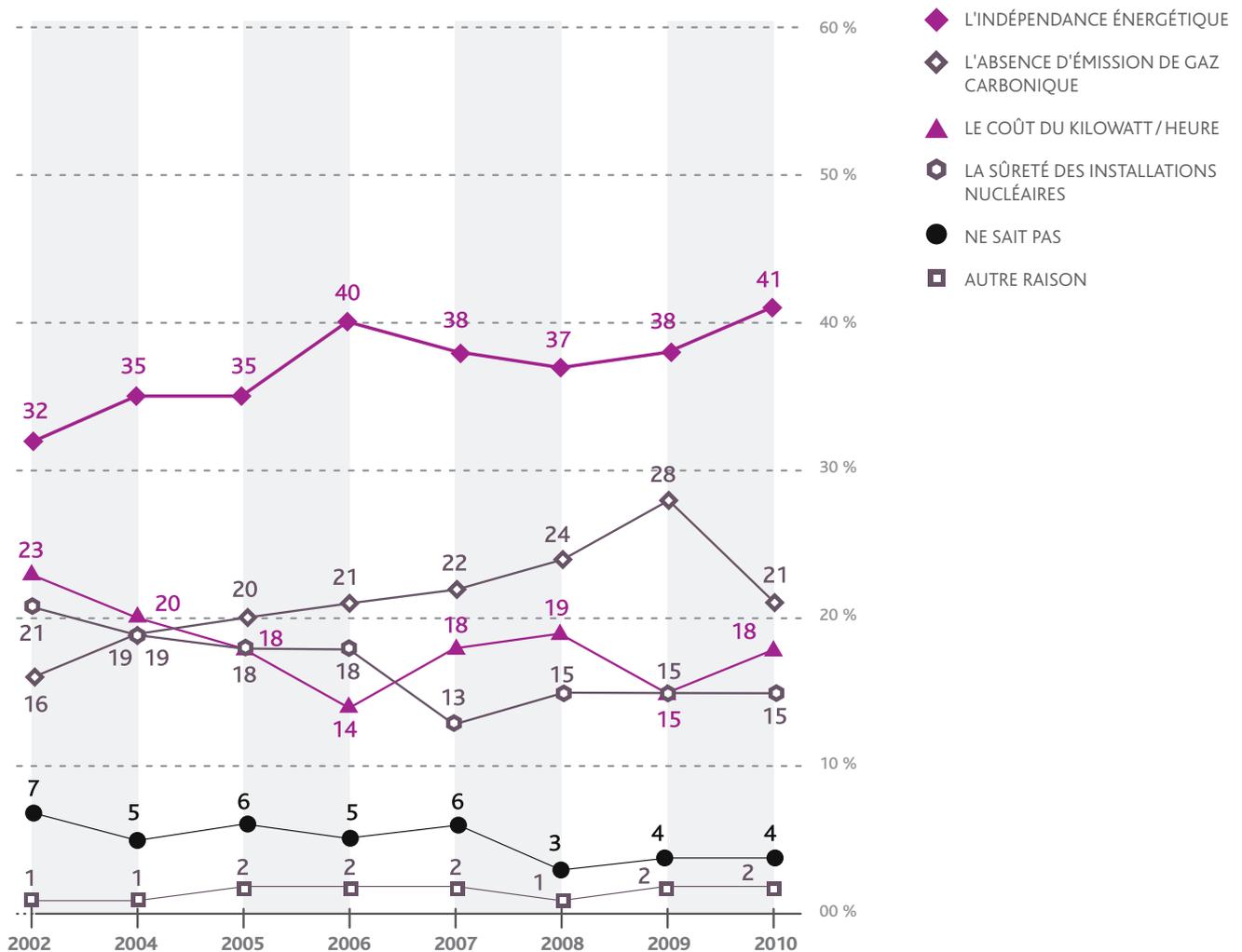


L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE PERÇUE COMME UNE SOLUTION AUX BESOINS ÉNERGÉTIQUES ET CONTRE L'EFFET DE SERRE

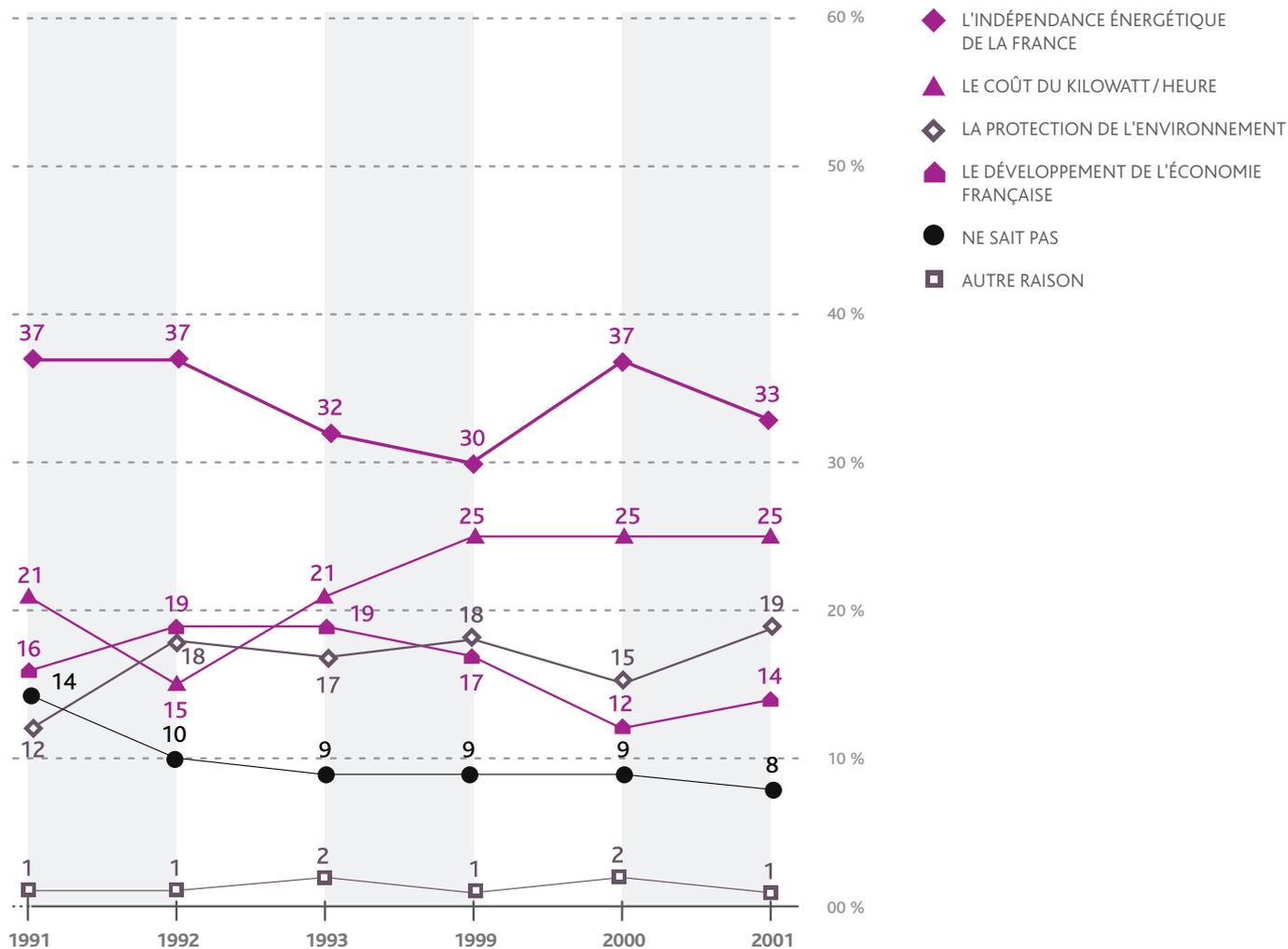
QUESTION POSÉE

« Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ? »

ÉVOLUTIONS 2002 à 2010



1991 à 2001

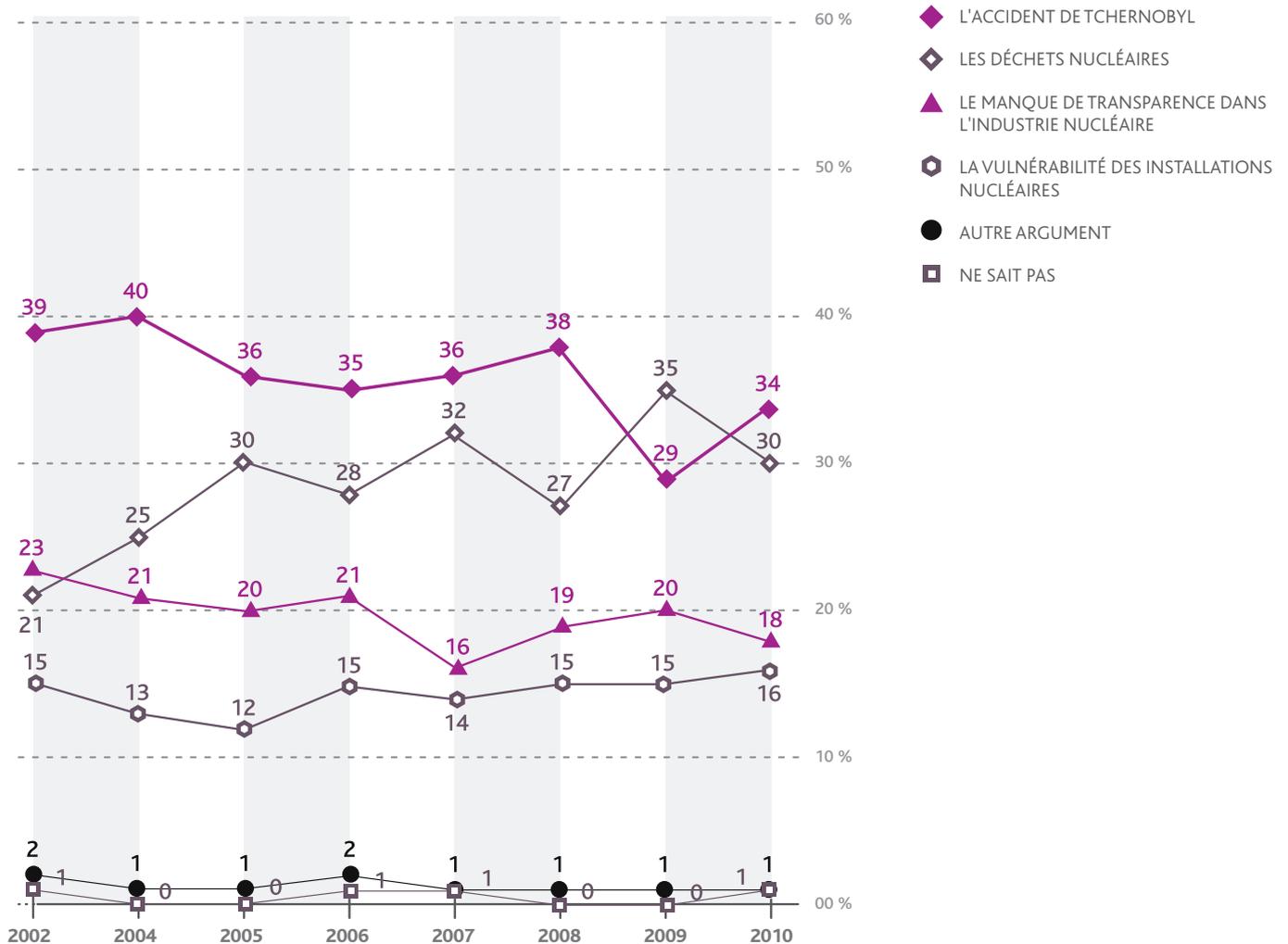


L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL ET LES DÉCHETS NUCLÉAIRES : LES 2 ARGUMENTS LES PLUS CITÉS CONTRE LE NUCLÉAIRE

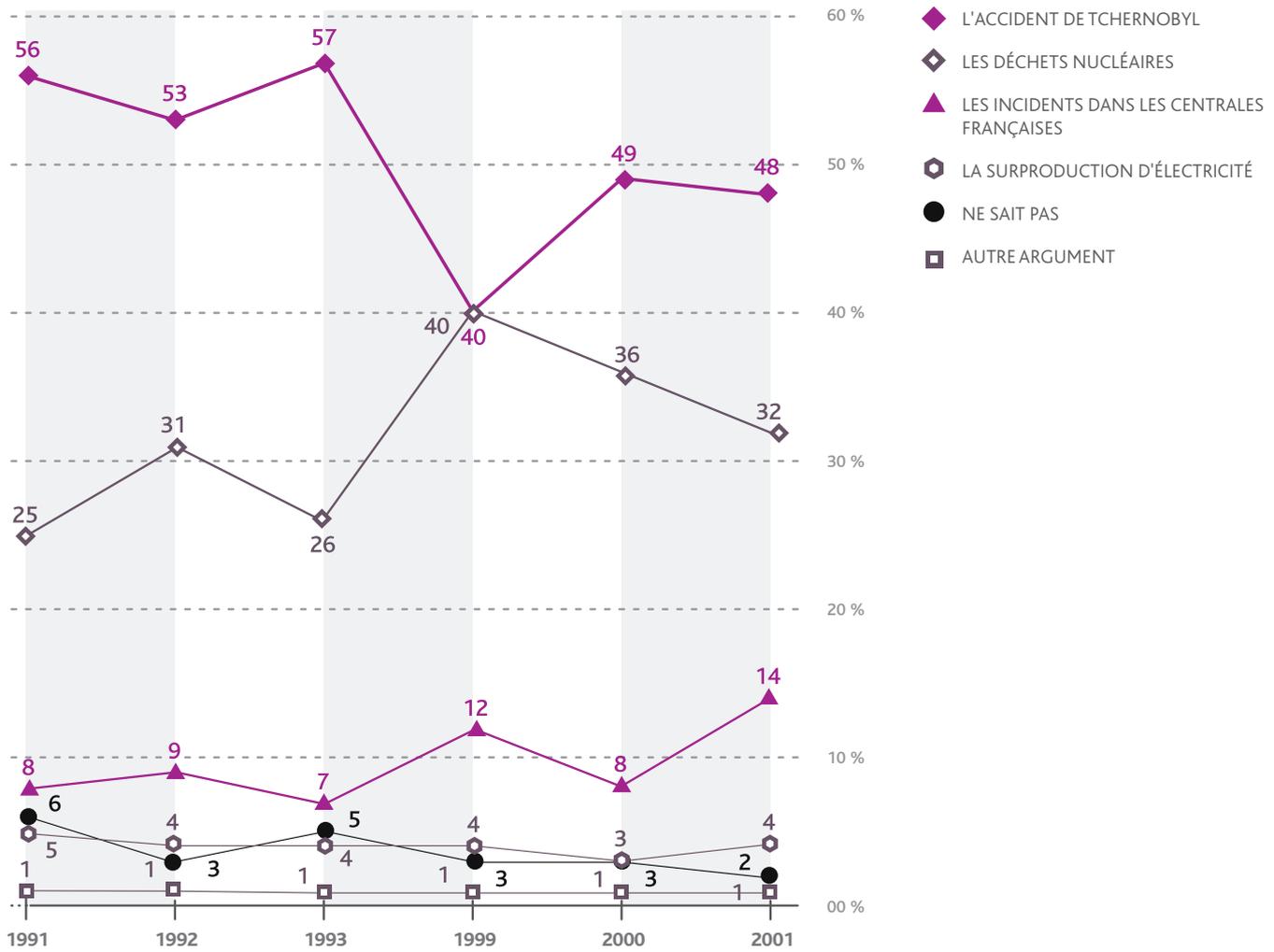
QUESTION POSÉE

« Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ? »

ÉVOLUTIONS 2002 à 2010



1991 à 2001



LES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES PERÇUES COMME DES SOURCES DE RISQUES

QUESTION POSÉE

« Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord. »

DÉCEMBRE
2010

La modalité « adhésion » regroupe les modalités « bien d'accord » et « entièrement d'accord » ; « désaccord » regroupe les « pas du tout d'accord » et « pas tellement d'accord ».

SI, MALGRÉ TOUTES LES PRÉCAUTIONS, UN ACCIDENT SURVENAIT DANS UNE CENTRALE NUCLÉAIRE, IL POURRAIT AVOIR DES CONSÉQUENCES TRÈS GRAVES



LA RADIOACTIVITÉ DES CENTRALES NUCLÉAIRES PROVOQUERA DES CANCERS



LES SITES NUCLÉAIRES PEUVENT PROVOQUER UNE CONTAMINATION DES NAPPES PHRÉATIQUES



TOUTES LES PRÉCAUTIONS SONT PRISES POUR ASSURER UN TRÈS HAUT NIVEAU DE SÛRETÉ DANS LES CENTRALES NUCLÉAIRES FRANÇAISES



AUTOUR DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES, LES HABITANTS SONT EN AUSSI BONNE SANTÉ QU'AILLEURS



AUTOUR DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES, LES PRODUITS AGRICOLES SONT AUSSI BONS QU'AILLEURS



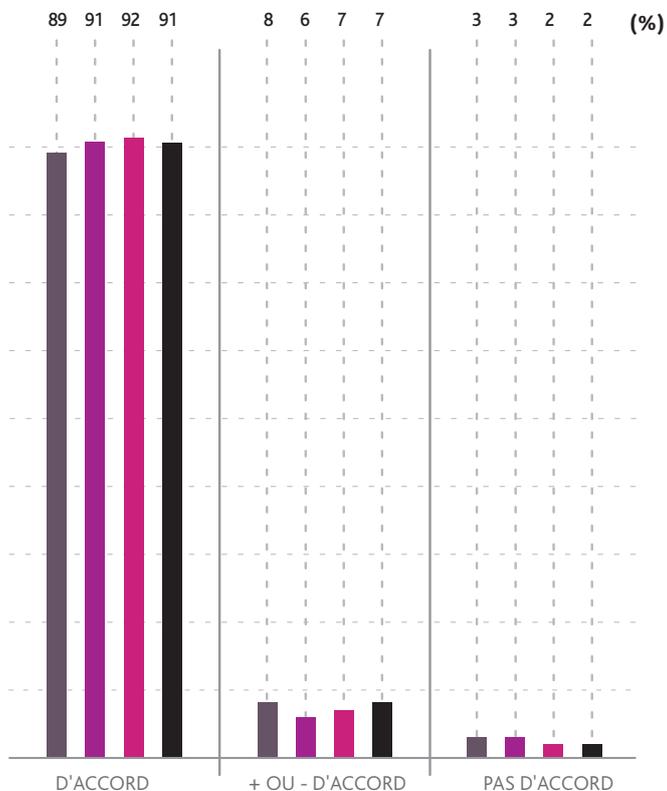
■ ADHÉSION ■ PEUT - ÊTRE D'ACCORD ■ DÉSACCORD ■ NON - RÉPONSE en %

ÉVOLUTIONS 2007 à 2010

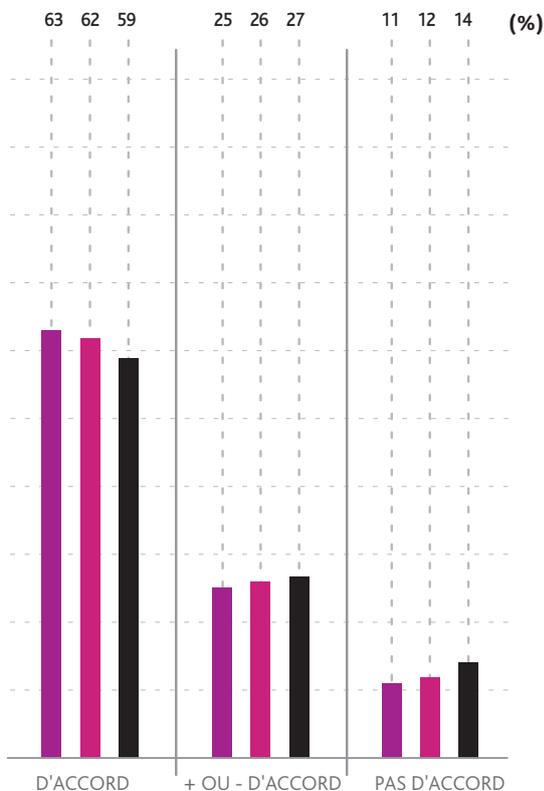
Les « non-réponses » représentent de très faibles pourcentages (quelques %). Elles

ont été regroupées avec la modalité « + ou - d'accord ».

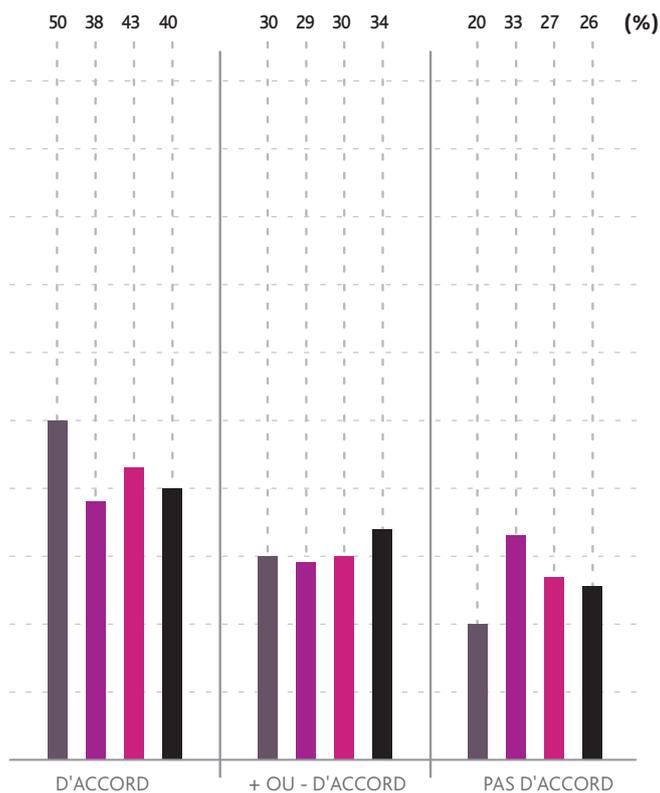
Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves.



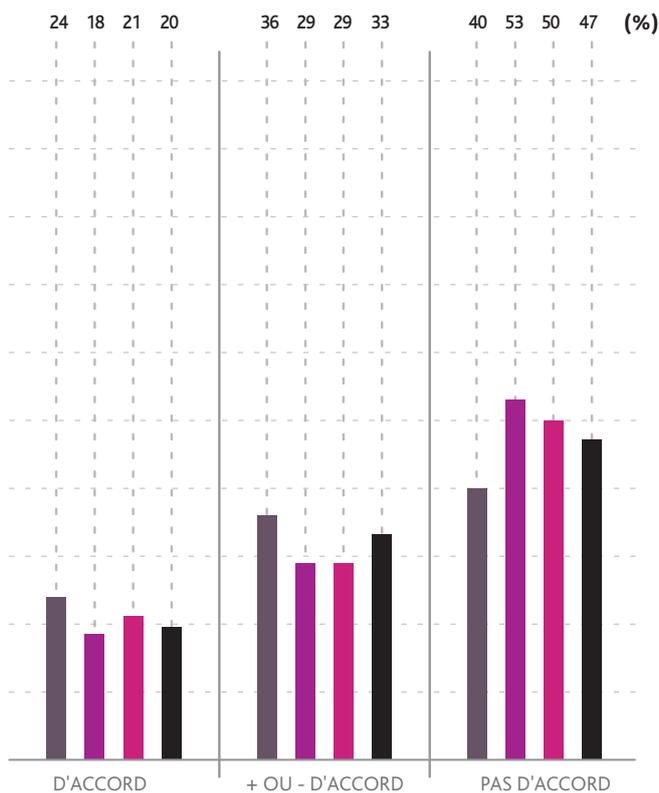
Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques.



Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises.



Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs.

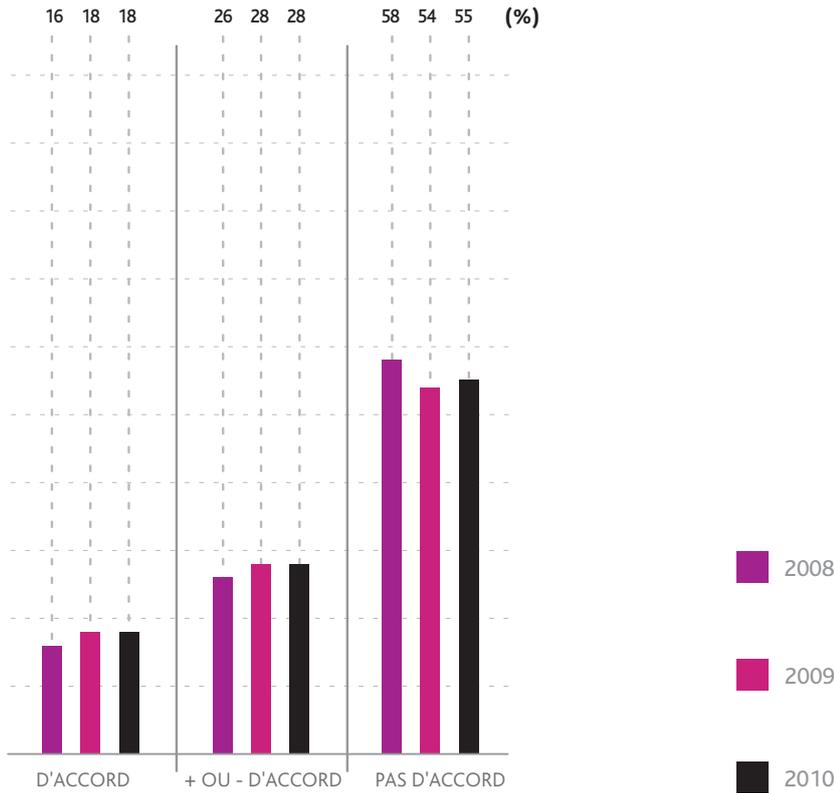


■ 2007 ■ 2008 ■ 2009 ■ 2010

« Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord. »

ÉVOLUTIONS 2008 à 2010

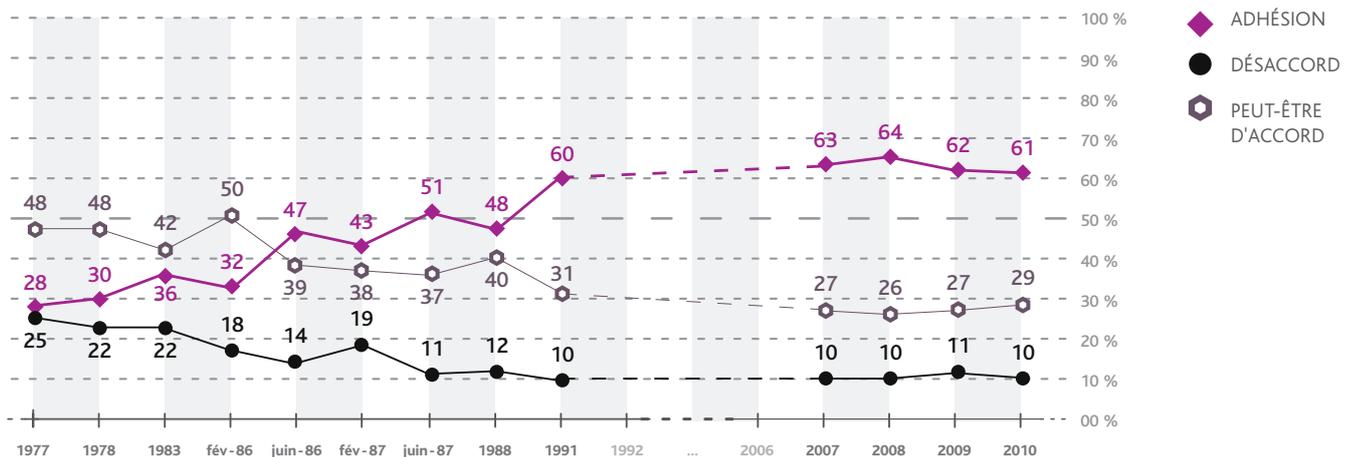
Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs.



ÉVOLUTIONS 1977 à 2010

La proposition « La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers » était posée dans les enquêtes Agoramétrie entre 1977 et 1991. On observe une augmentation

des % d'accord après la survenue de l'accident de Tchernobyl. Le temps ne semble rien avoir changé. Ils sont toujours un peu plus de 60 % à adhérer à cette proposition.



PROXIMITÉ AUX CENTRALES NUCLÉAIRES ET À D'AUTRES INSTALLATIONS

QUESTION POSÉE

« Habitez-vous à moins de 20 km... »

... d'une centrale nucléaire ?

	2010	2009	2008	2007	(%)
OUI	6,6	8,3	10,1	7,5	
NON	92,3	90,5	88,8	91,6	
NE SAIT PAS	1,1	1,2	1,1	0,9	

... d'une autre installation nucléaire ?

	2010	2009	2008	2007	(%)
OUI	7,8	6	7,2	8,5	
NON	90,2	92,4	91,5	89,8	
NE SAIT PAS	2	1,6	1,3	1,7	

... d'une installation chimique importante ?

	2010	2009	2008	2007	(%)
OUI	23,8	21,8	17,3	23,2	
NON	73,9	75,3	79,8	73,8	
NE SAIT PAS	2,3	2,9	2,9	3,1	

LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE

49 %

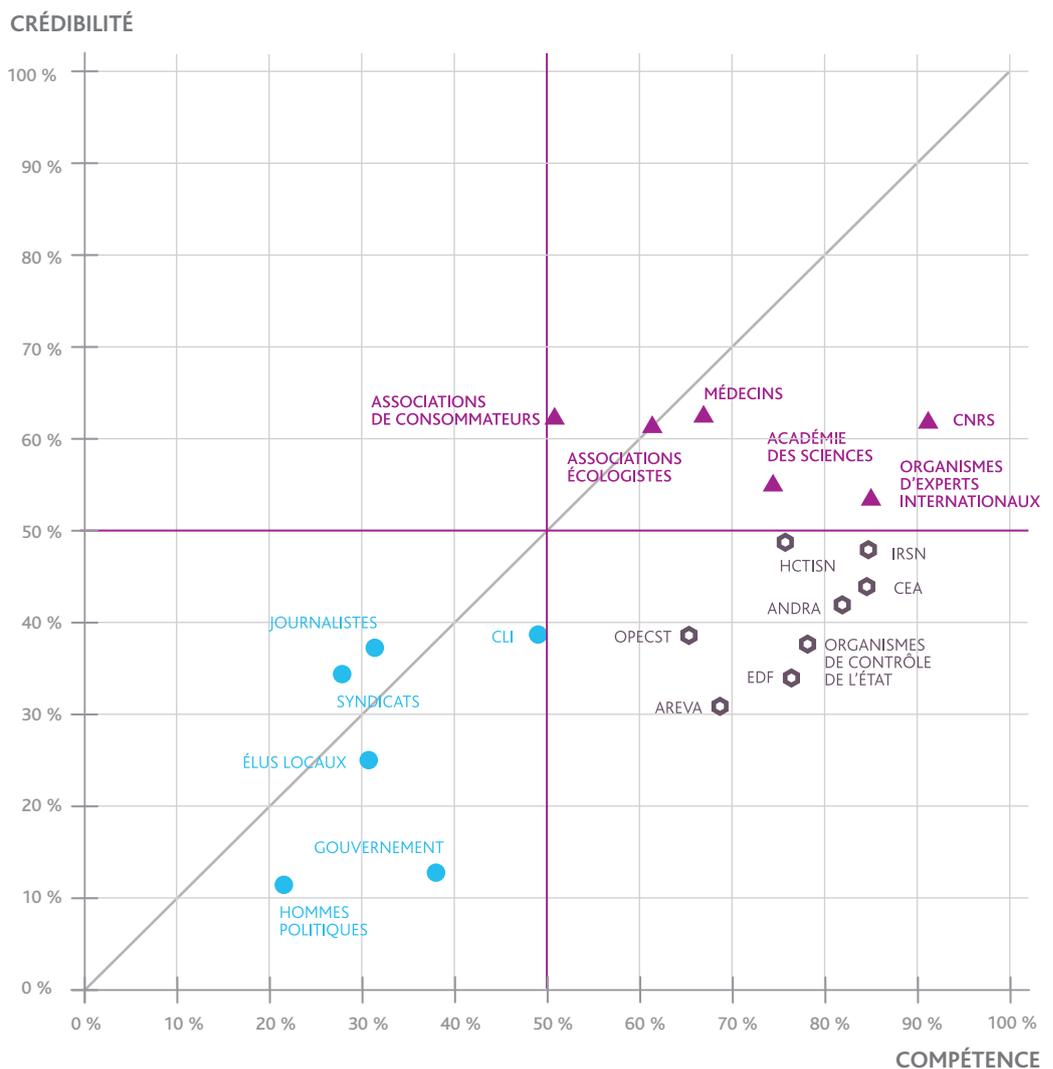
trouvent crédible la parole du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire comme source d'information sur le nucléaire en France.

Les opinions sur la compétence technique et la sincérité («...vous disent-ils la vérité...») de ceux qui jouent un rôle direct ou indirect sur la sûreté nucléaire sont suivies depuis 20 ans.

Sur la compétence technique, le CNRS vient en tête suivi des institutions dédiées (IRSN, autorités de contrôle, organismes d'experts internationaux) et les opérateurs spécialistes (CEA, Andra) recueillent des opinions majoritairement favorables. Moins de 15 % des Français récuse leur compétence.

LE DIAGRAMME CRÉDIBILITÉ-COMPÉTENCE DES INTERVENANTS DU DOMAINE NUCLÉAIRE

Chaque intervenant est rangé dans le diagramme selon son score de compétence et de crédibilité, on obtient le graphique suivant où apparaît nettement la position des différents intervenants. Sur la diagonale, sont positionnés ceux qui sont jugés au même niveau de compétence que de crédibilité. En dessous de la diagonale, ceux que le public juge plus compétents que crédibles et au-dessus de la diagonale, ceux à qui on accorde plus de crédibilité que de compétence.



Sur la crédibilité, le scepticisme est plus marqué, et la hiérarchie est bien différente. Associations de consommateurs et écologistes, CNRS et médecins sont ceux dont les personnes interrogées jugent majoritairement (plus de 60 %) qu'ils disent la vérité. Après l'Académie des sciences et les experts internationaux (plus de 50 %), le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN) et l'IRSN sont les premières institutions françaises sur ce plan (respectivement 49 % et 48 %). Viennent ensuite le CEA, l'Andra, l'Opecst et les CLI, qui recueillent plus de non que de oui sans que le non atteigne les 50 %. Ce qui n'est pas le cas pour les organismes de contrôle de l'État, EDF, les journalistes, Areva, qui ont plus de 50 % de non. Les niveaux de crédibilité sont nettement inférieurs pour les élus locaux, le gouvernement et les hommes politiques (plus de 70 % de «non»).

Là aussi, les évolutions sont faibles. Sur le long terme, il faut noter cependant une croissance de la compétence (et de la crédibilité pour la plupart d'entre eux) accordée à l'IRSN, aux organismes d'experts internationaux, à l'Académie des sciences, aux écologistes et aux Commissions locales d'information. Les médecins, le CNRS et les élus locaux se voient également attribuer plus de compétence au cours du temps mais sans accroître leur crédibilité. Le CEA et Areva bénéficient également d'une montée de la perception de leur compétence bien que souffrant d'une baisse de crédibilité. L'Andra, les organismes de contrôle de l'État et l'Opecst sont eux aussi jugés plus compétents. À plus court terme, depuis trois ans, une baisse significative qui concerne presque tous les acteurs est observée sur la modalité «ne sait pas» sur la compétence et la crédibilité. Ce constat conduit à regarder de plus près les évolutions des autres modalités de réponse¹ sur la période 1990-2010.

1.

Pour chaque intervenant, l'évolution de la perception de sa compétence et de sa crédibilité a été analysée sur la période 1990 à 2009. Dans un premier temps, la moyenne des % sur cette période a été calculée. Puis, pour chaque année, on a regardé les pourcentages qui s'éloignaient de cette moyenne à plus ou moins deux écarts types. Ce sont ces % que l'on peut interpréter comme étant significatifs relativement à la moyenne des % obtenus entre 1990 et 2010.

On retiendra deux occurrences :

> Les résultats obtenus en mai 1996 sont statistiquement différents de ceux observés sur le reste de la période. Presque tous les intervenants sont jugés moins compétents et moins crédibles. Une explication à cette baisse peut provenir du fait que les questions sur la compétence et la crédibilité étaient posées juste après une question portant sur l'événement catastrophique le plus effrayant : parmi ces événements, l'accident nucléaire de Tchernobyl était cité et c'est lui qui a été jugé le plus effrayant. Il n'en fallait pas plus pour raviver le souvenir de l'accident qui, par ailleurs, avait été fortement médiatisé à l'occasion des 10 ans de sa survenue.

> Depuis 3 ans, ce sont les indécis qui sont responsables des évolutions en étant significativement moins nombreux. Une majorité des intervenants gagne en compétence et en crédibilité de manière significative, d'autres suivent cette tendance sans que ce soit toutefois significatif. Il n'est pas possible ici d'évoquer l'argument de structure du questionnaire, celui-ci est inchangé depuis 2006. À ce jour, il est difficile d'expliquer cette baisse des indécis. Ce peut être dû soit à une modification de la pratique de déroulement du questionnaire sur le terrain par BVA, soit à une plus grande notoriété des acteurs suite aux incidents du Tricastin de 2008. Ceci pouvant aussi traduire une demande croissante des Français de pluralité des acteurs dans l'évaluation et la gestion du risque nucléaire. C'est la poursuite – ou pas – de cette tendance dans les années à venir qui devrait permettre d'apprécier l'interprétation de ces résultats.



INDUSTRIE ET ÉNERGIE NUCLÉAIRES: QUI EST COMPÉTENT ? QUI DIT LA VÉRITÉ ?

DÉCEMBRE
2010

Les organismes ont été intégralement cités dans le questionnaire : EDF-Électricité de France, CEA-Commissariat à l'énergie atomique, CNRS-Centre national de la recherche scientifique, les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc), l'IRSN-Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, l'Andra-Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, l'OPECST-Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques) et la CLI-Commission locale d'information. HCTISN-Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire

COMPÉTENCE

« Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ? »

70 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
LE CNRS	91,6	6,1	2,3
LES ORGANISMES D'EXPERTS INTERNATIONAUX	84,7	12,2	3,1
L'IRSN	83,9	8,9	7,1
LE CEA	83,3	11,4	5,3
L'ANDRA	81	13,6	5,5
LES ORGANISMES DE CONTRÔLE DE L'ÉTAT (ASN, ETC.)	78,1	18,3	3,6
EDF	77,5	21,1	1,4
LE HCTISN	75,7	17,7	6,5
L'ACADÉMIE DES SCIENCES	74,2	22,1	3,7
- de 70 %			
AREVA (EX-COGEA)	69,4	19,6	11
LES MÉDECINS	66,9	30,4	2,7
L'OPECST	64,5	22,1	13,4
LES ASSOCIATIONS ÉCOLOGISTES	61,5	36,2	2,3
- de 50 %			
LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS	51,2	46,1	2,7
LA CLI	48	39,7	12,3
LE GOUVERNEMENT	37,9	59,3	2,9
LES JOURNALISTES	31,7	66	2,3
LES ÉLUS LOCAUX	31,6	65,6	2,8
LES SYNDICATS	29,2	67,8	3
LES HOMMES POLITIQUES	21,2	77	1,8

VÉRITÉ

« Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ? »

60 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS	62,7	32,7	4,6
LE CNRS	62,6	32,5	4,9
LES MÉDECINS	62,3	33,5	4,2
LES ASSOCIATIONS ÉCOLOGISTES	60,7	35,3	4,1
- de 60 %			
L'ACADÉMIE DES SCIENCES	54,3	38,9	6,8
LES ORGANISMES D'EXPERTS INTERNATIONAUX	53,9	40,6	5,5
- de 50 %			
LE HCTISN	49,2	42,3	8,5
L'IRSN	47,9	42,8	9,3
LE CEA	45	47,2	7,8
L'ANDRA	41,8	49,4	8,8
- de 40 %			
L'OPECST	39,7	47,4	12,9
LA CLI	39,7	46,8	13,5
LES ORGANISMES DE CONTRÔLE DE L'ÉTAT (ASN, ETC.)	38,6	55,1	6,3
LES JOURNALISTES	37,2	58,4	4,5
EDF	34,8	60,5	4,8
LES SYNDICATS	34	60,6	5,5
AREVA (EX-COGEA)	31,5	58,3	10,2
- de 30 %			
LES ÉLUS LOCAUX	25,1	70	5
LE GOUVERNEMENT	13,3	83,9	2,8
LES HOMMES POLITIQUES	11,1	86,5	2,4

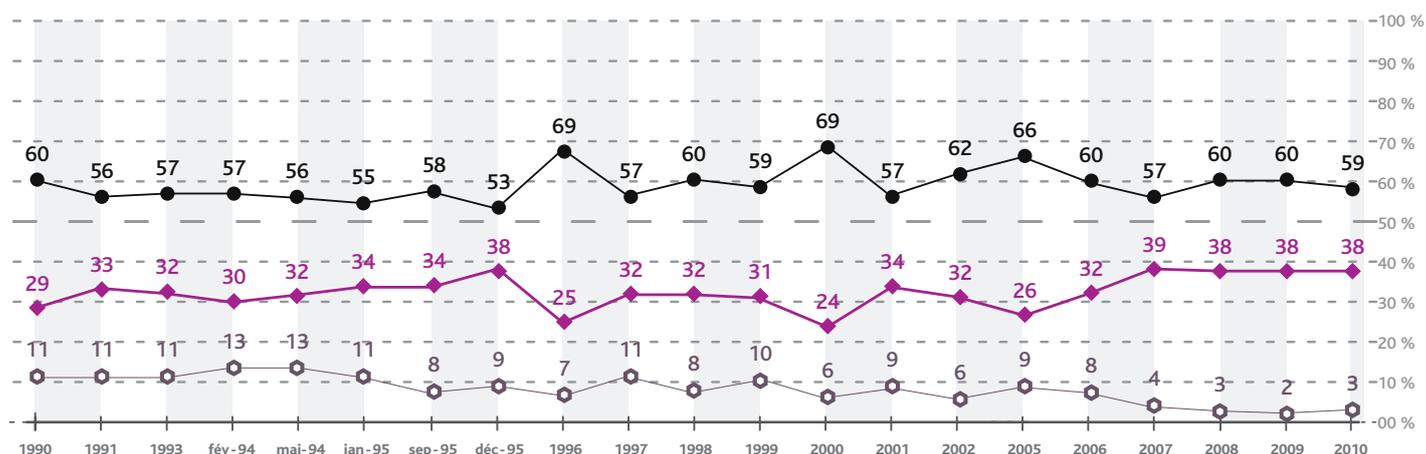
QUESTION POSÉE

« Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ? »

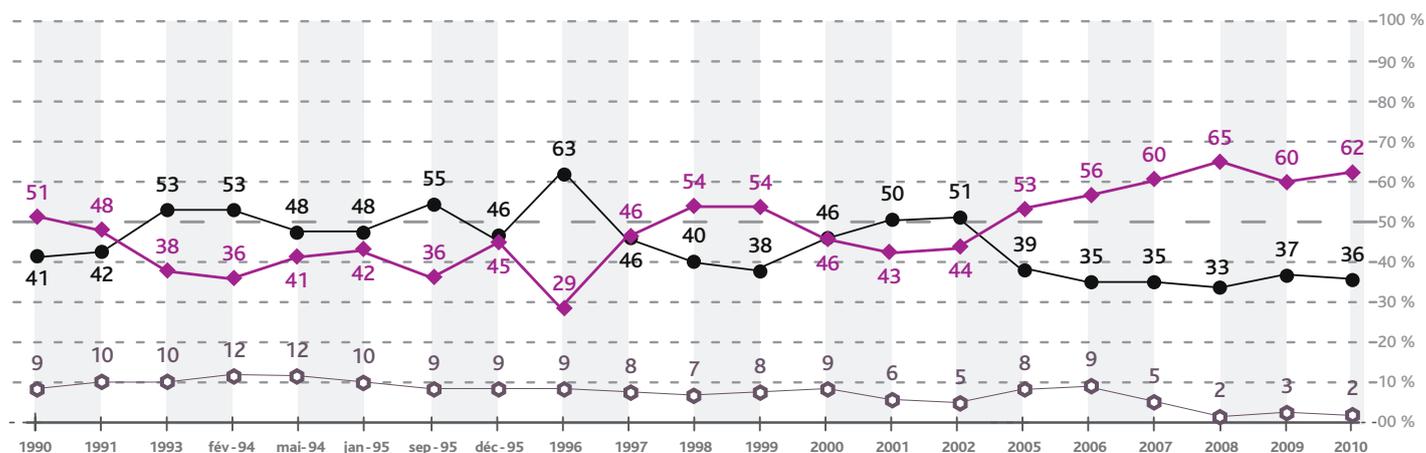
ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE

1990 à 2010

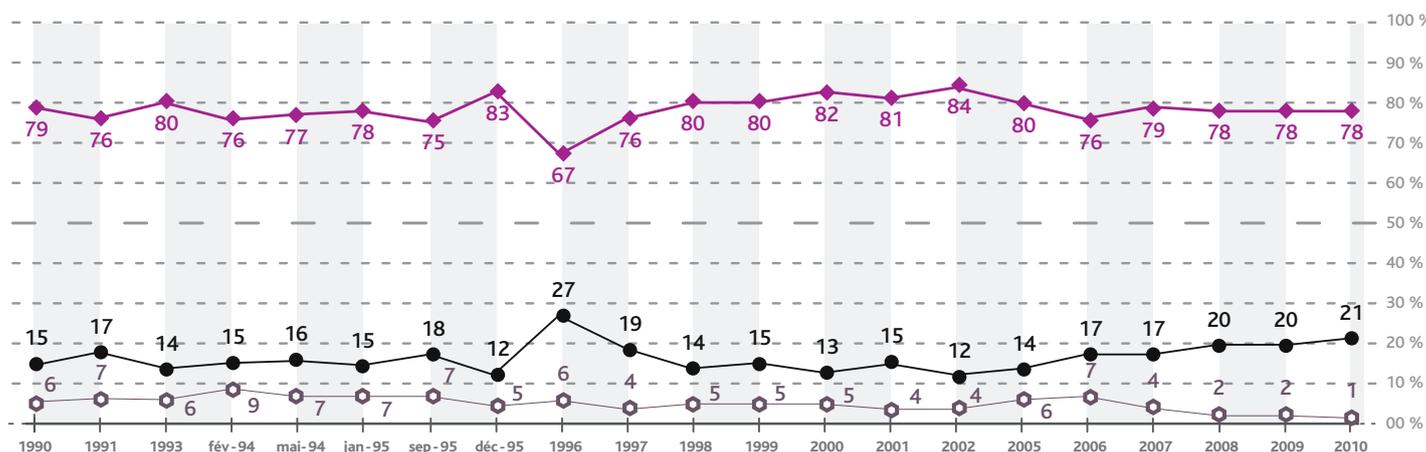
LE GOUVERNEMENT



LES ÉCOLOGISTES (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)



EDF

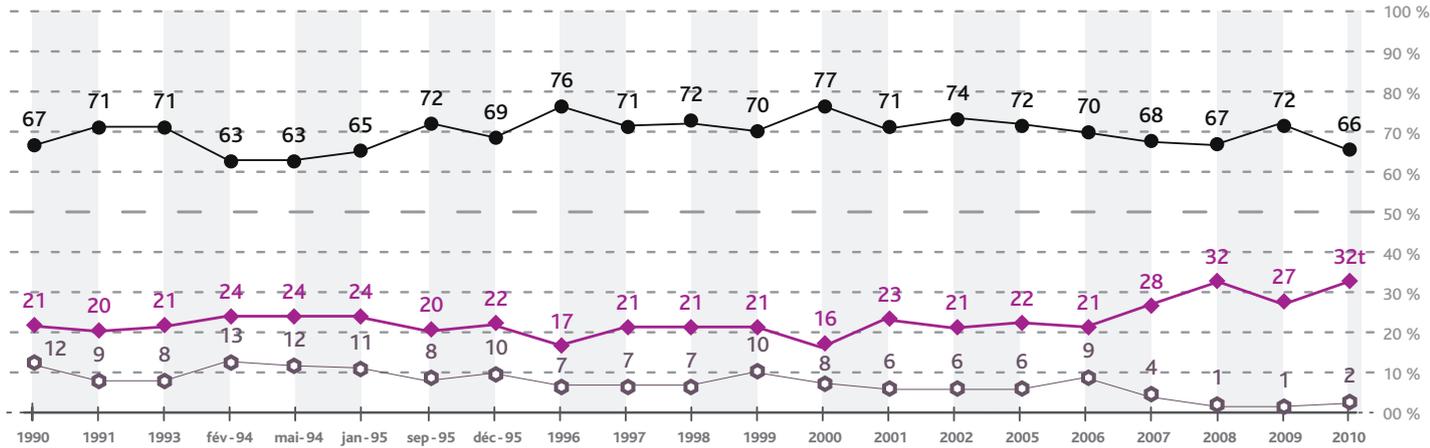


◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

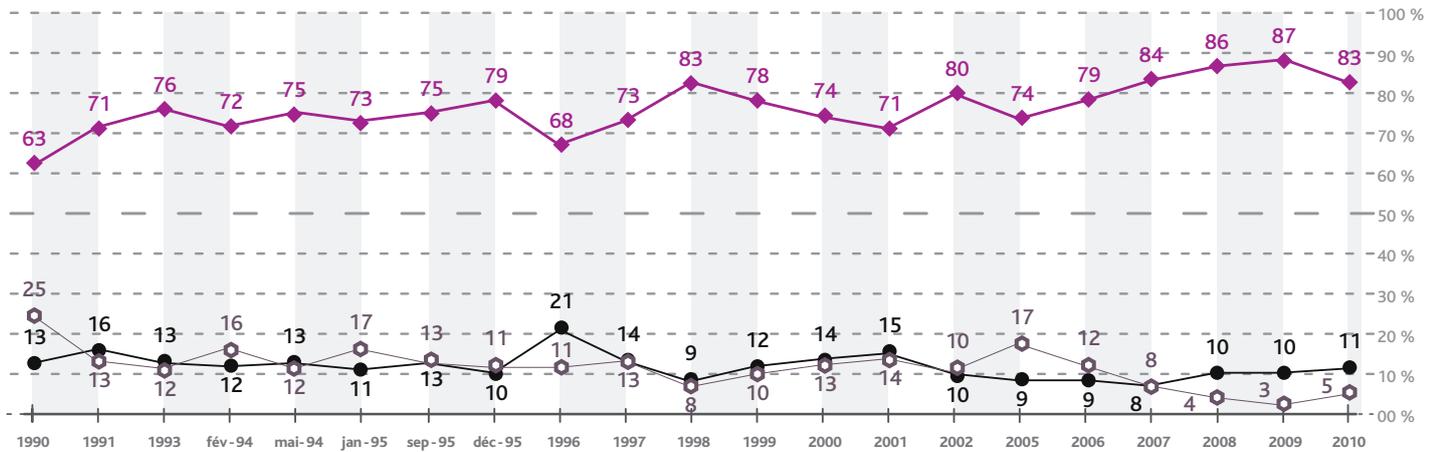
« Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ? »

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE
1990 à 2010

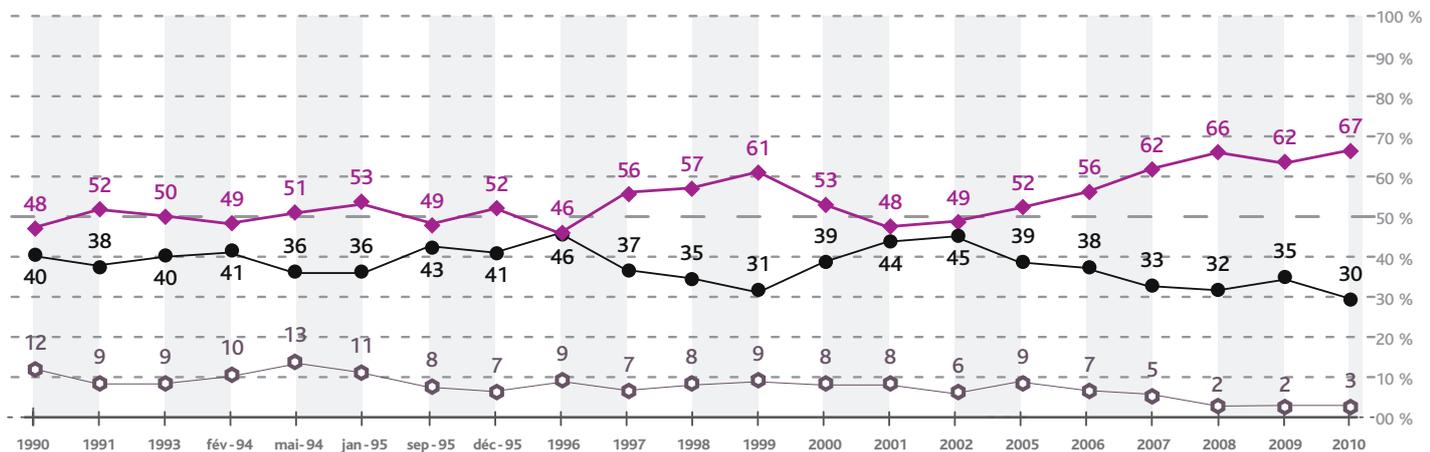
LES JOURNALISTES



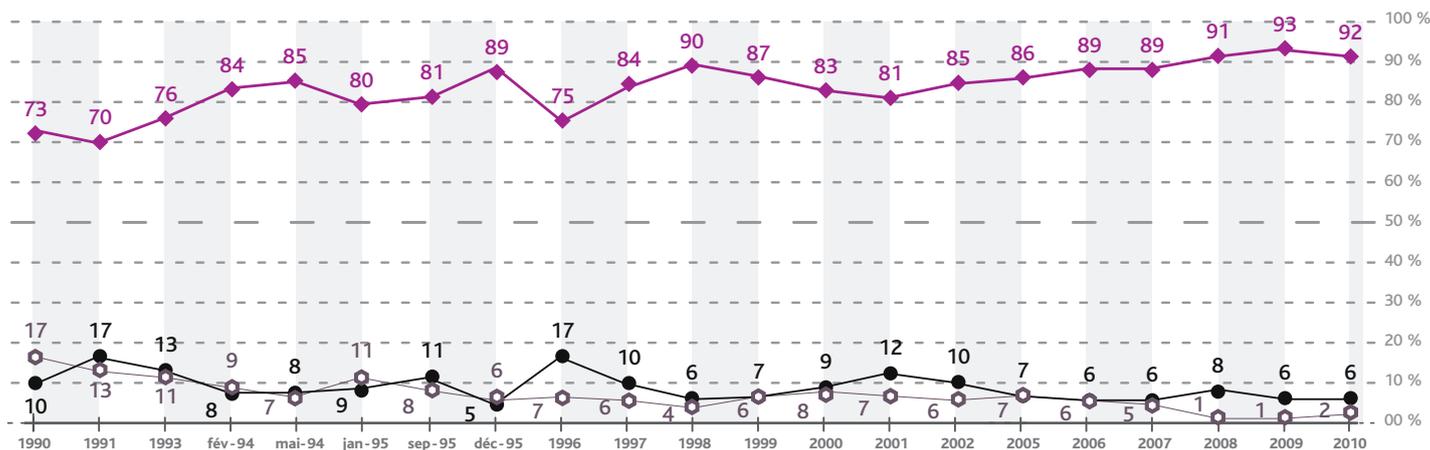
LE CEA



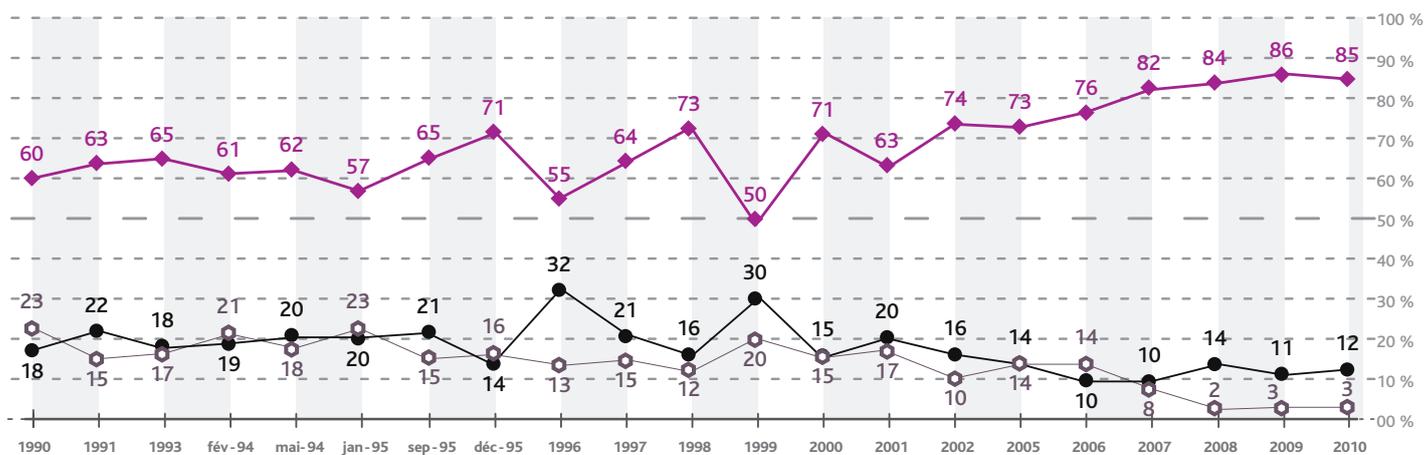
LES MÉDECINS



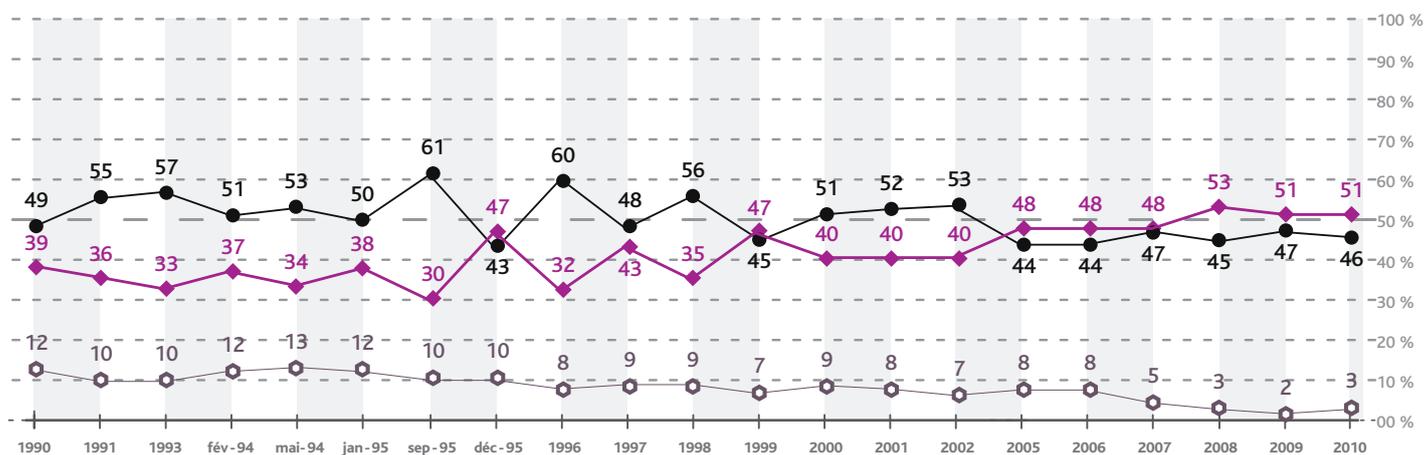
LE CNRS



LES ORGANISMES D'EXPERTS INTERNATIONAUX¹



LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS



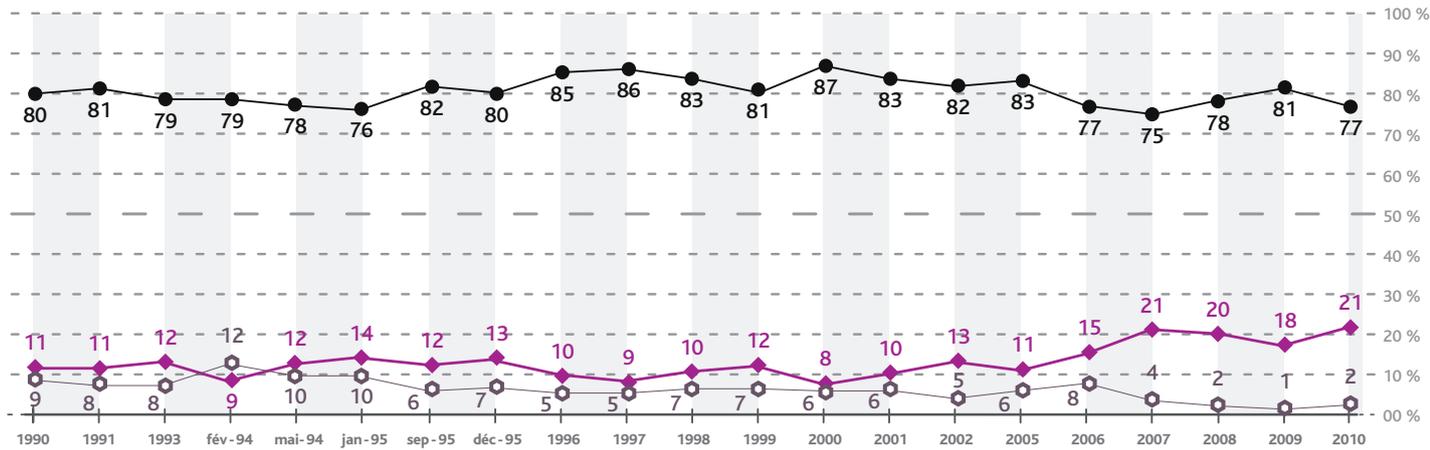
1. En octobre 1999, l'intitulé «les organismes d'experts internationaux» avait été remplacé par «les organismes internationaux».

◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

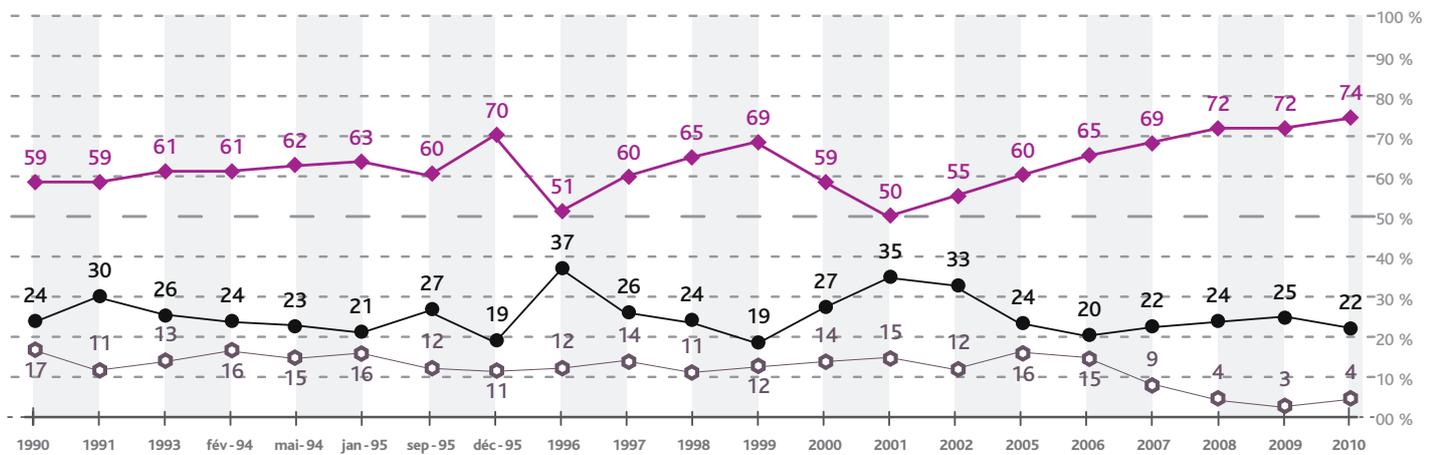
« Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ? »

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE
1990 à 2010

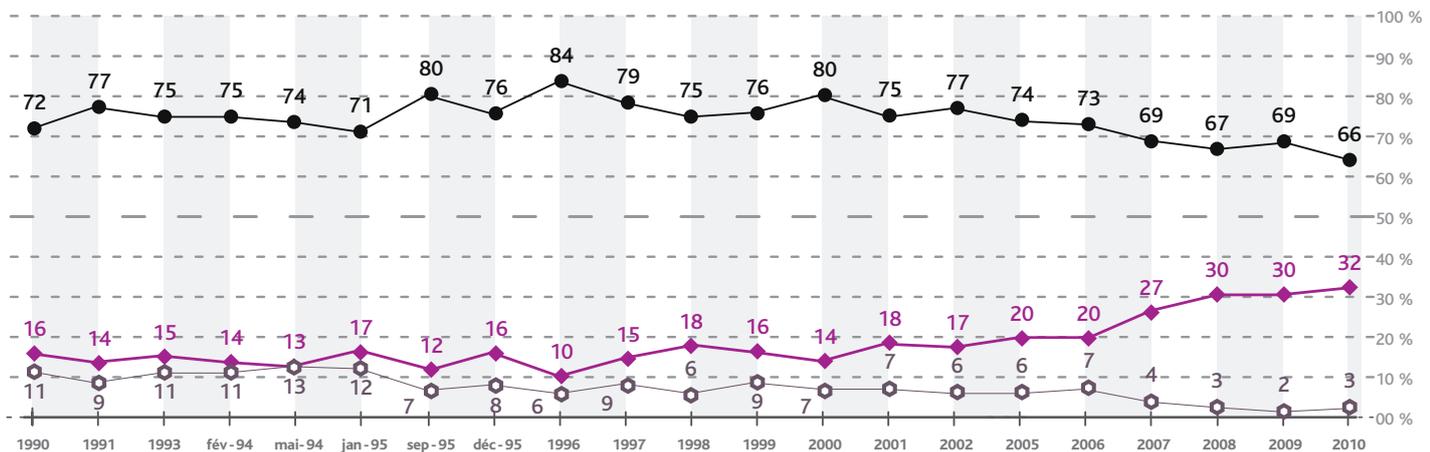
LES HOMMES POLITIQUES



L'ACADÉMIE DES SCIENCES

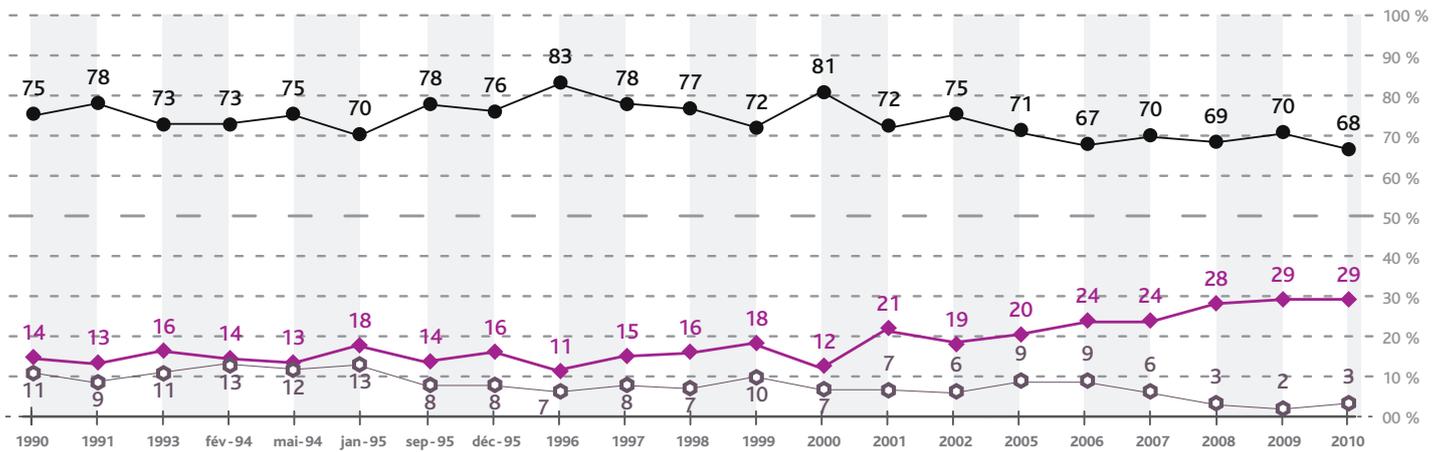


LES ÉLUS LOCAUX



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

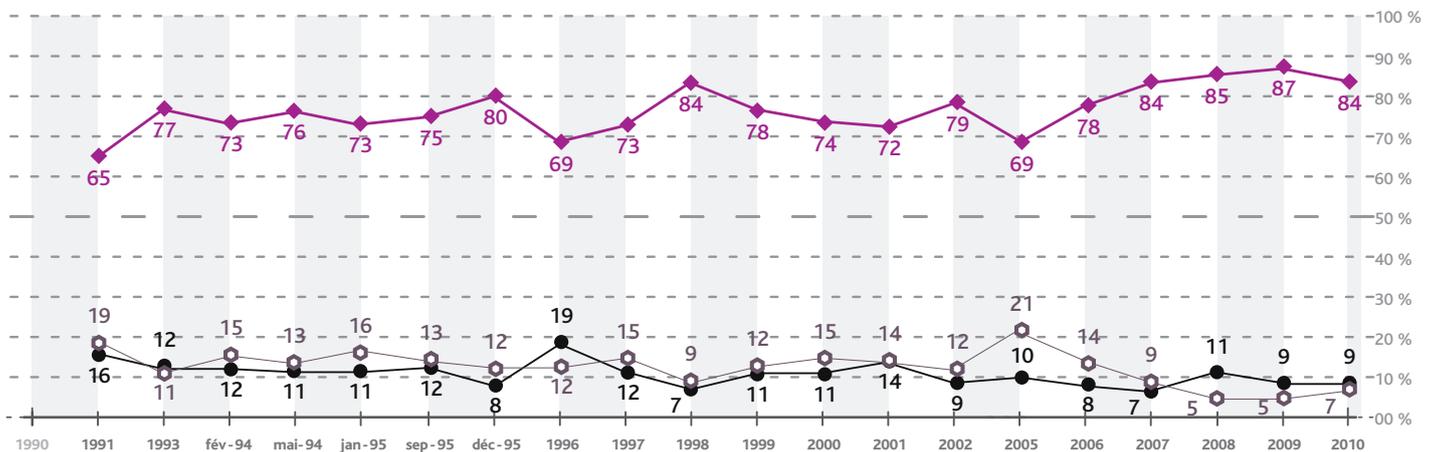
LES SYNDICATS



LES ORGANISMES DE CONTRÔLE DE L'ÉTAT¹



L'IRSN²



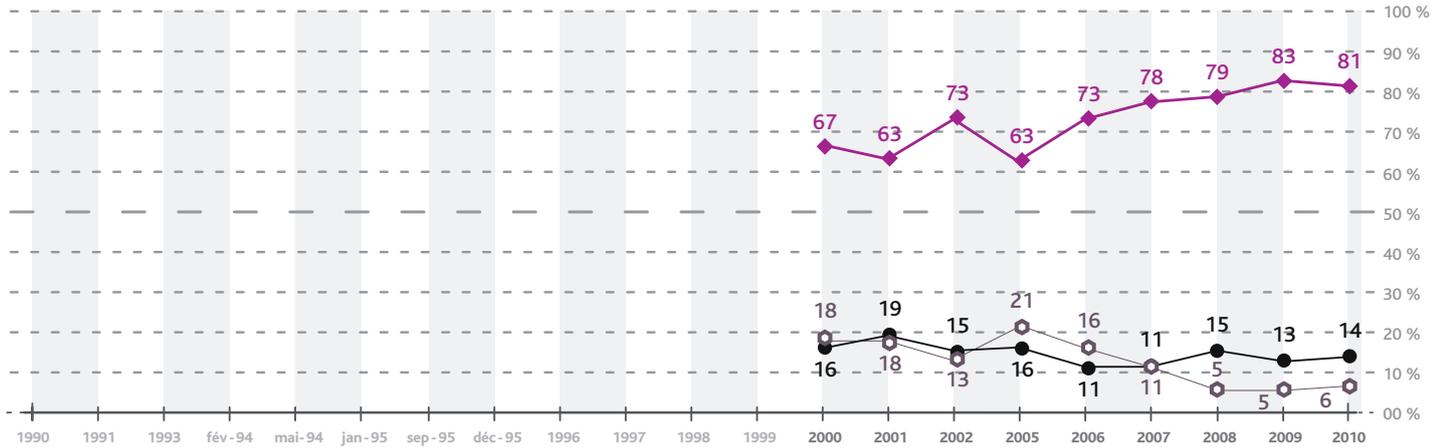
1. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État «Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc.». En novembre 2002, l'intitulé «Direction de la sûreté des installations nucléaires» a été remplacé par «Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection»; en novembre 2006, par «Autorité de sûreté nucléaire».

2. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN» Institut de protection et de sûreté nucléaire a été remplacé par «IRSN» Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

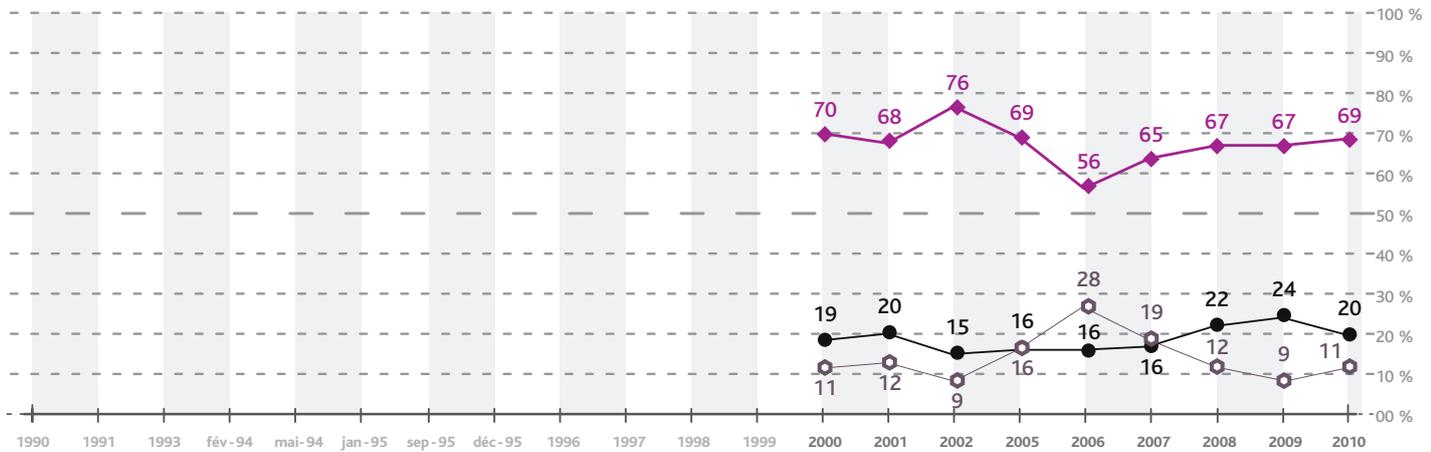
« Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ? »

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE
1990 à 2010

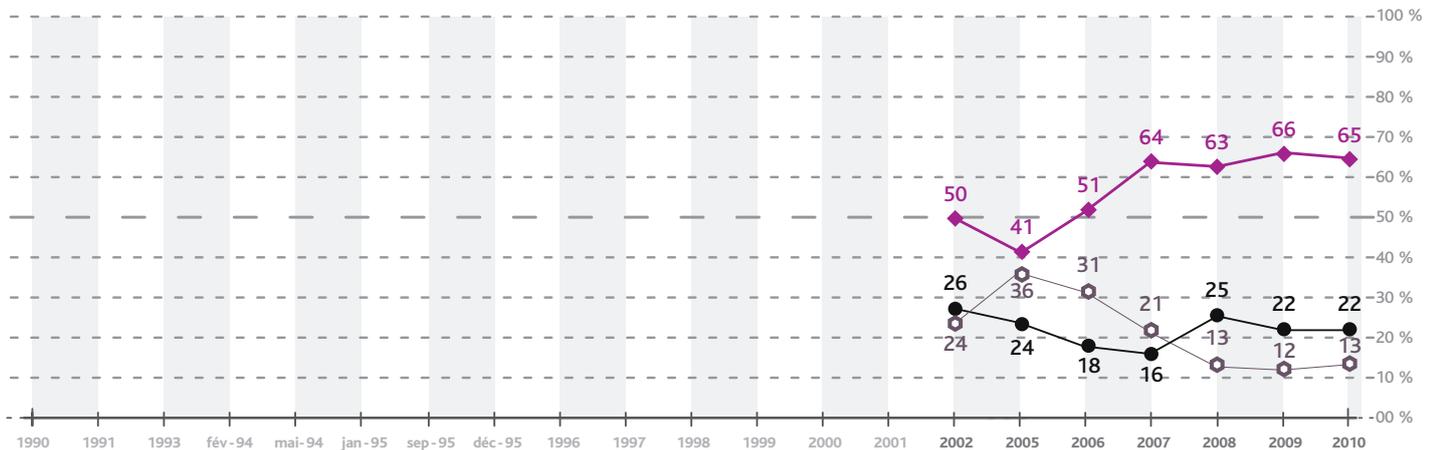
L'ANDRA



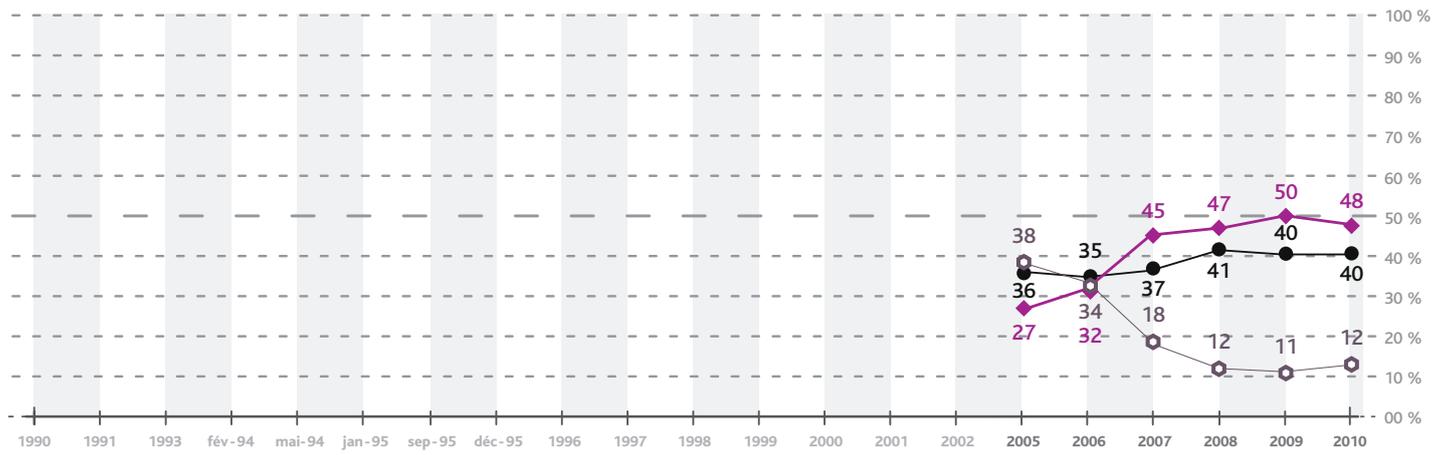
AREVA (COGEMA jusqu'en 2005)



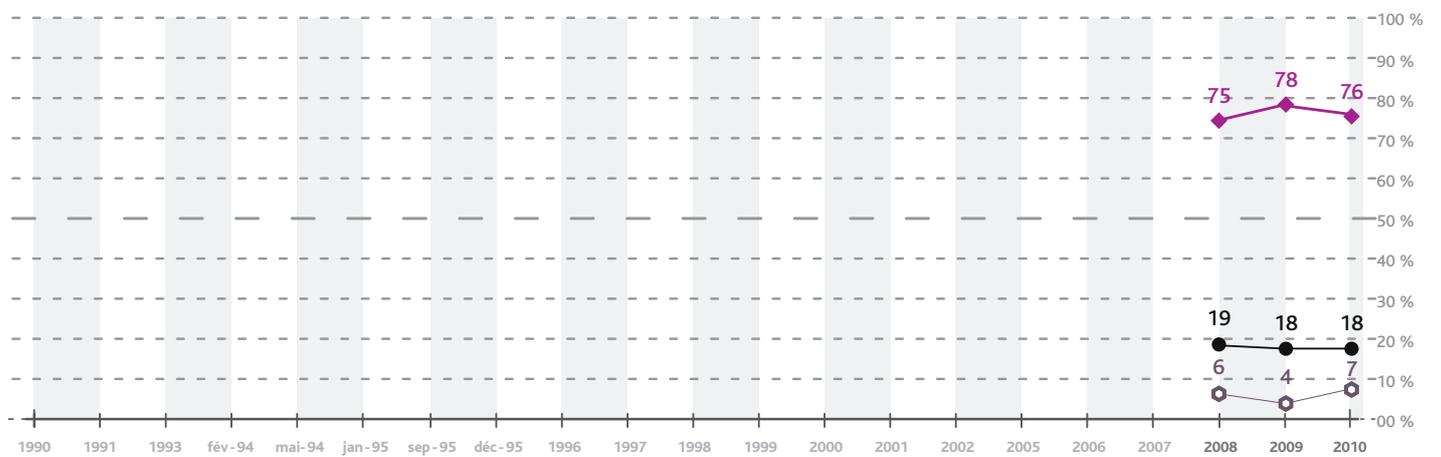
L'OPECST



LA CLI



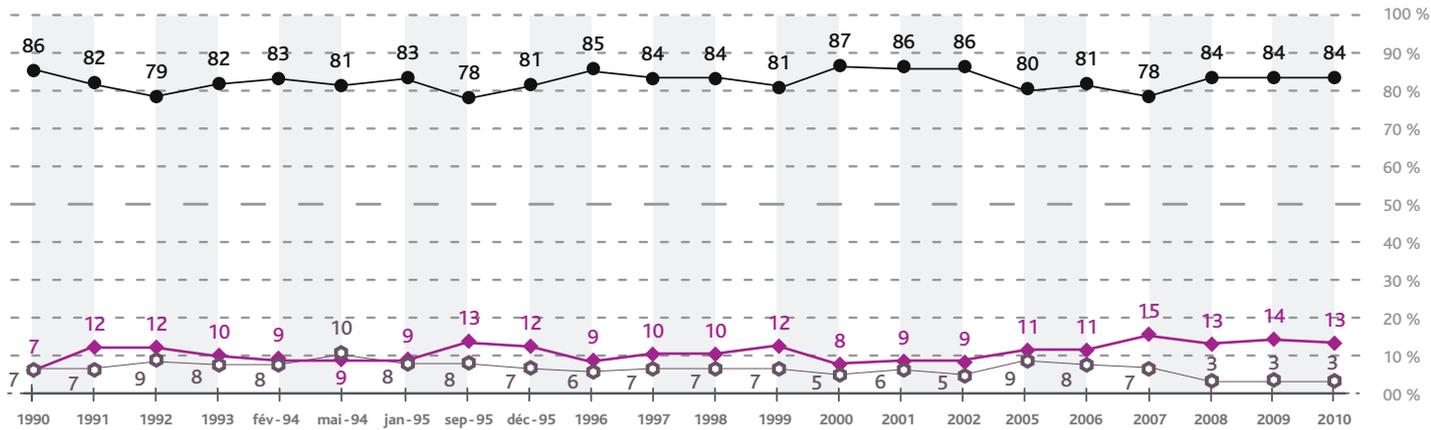
LE HCTISN



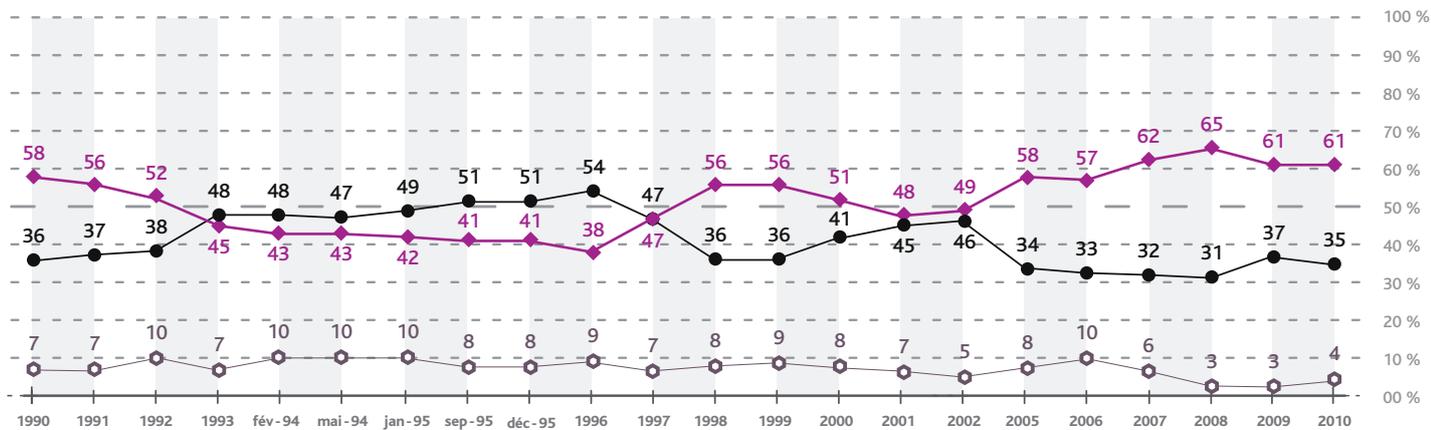
◆ OUI
 ● NON
 ⬡ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
1990 à 2010

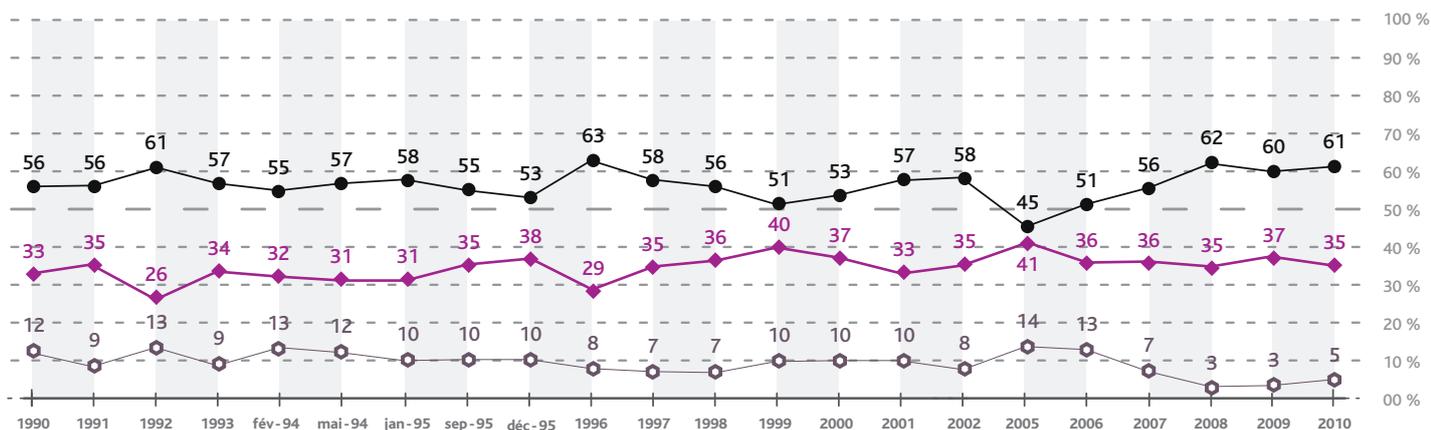
LE GOUVERNEMENT



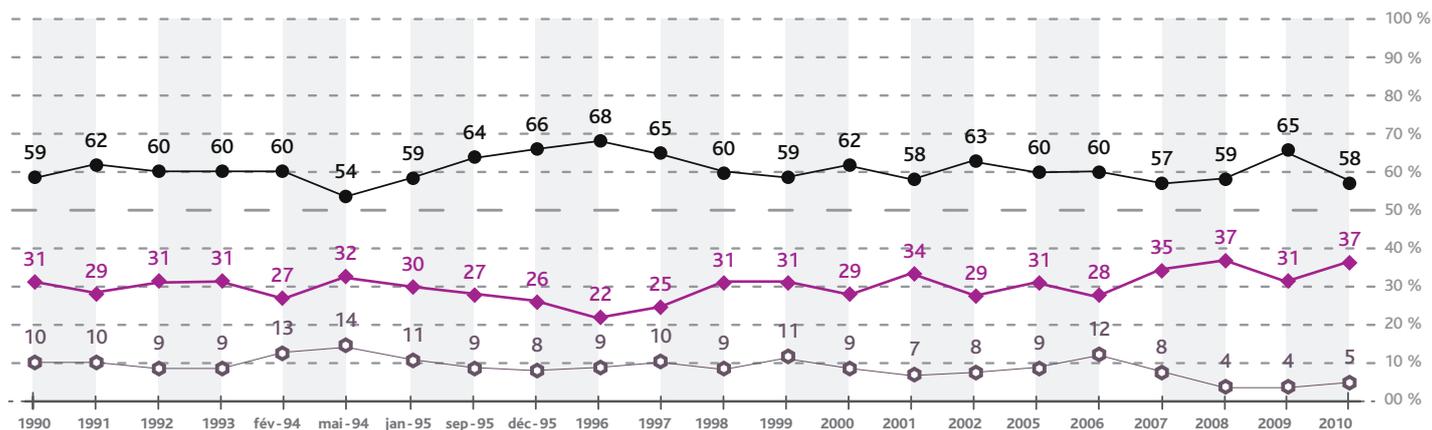
LES ÉCOLOGISTES (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)



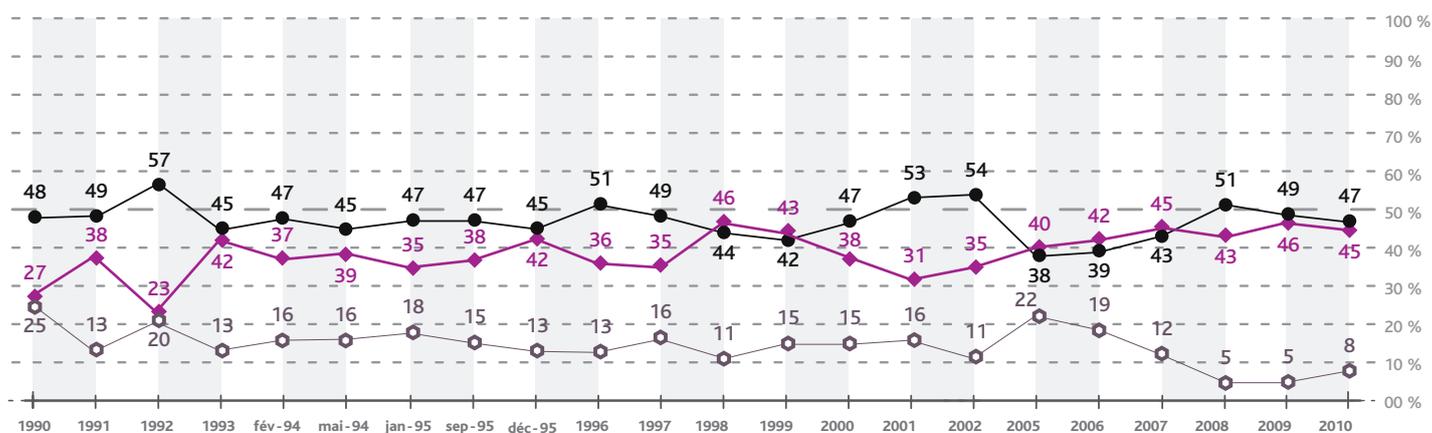
EDF



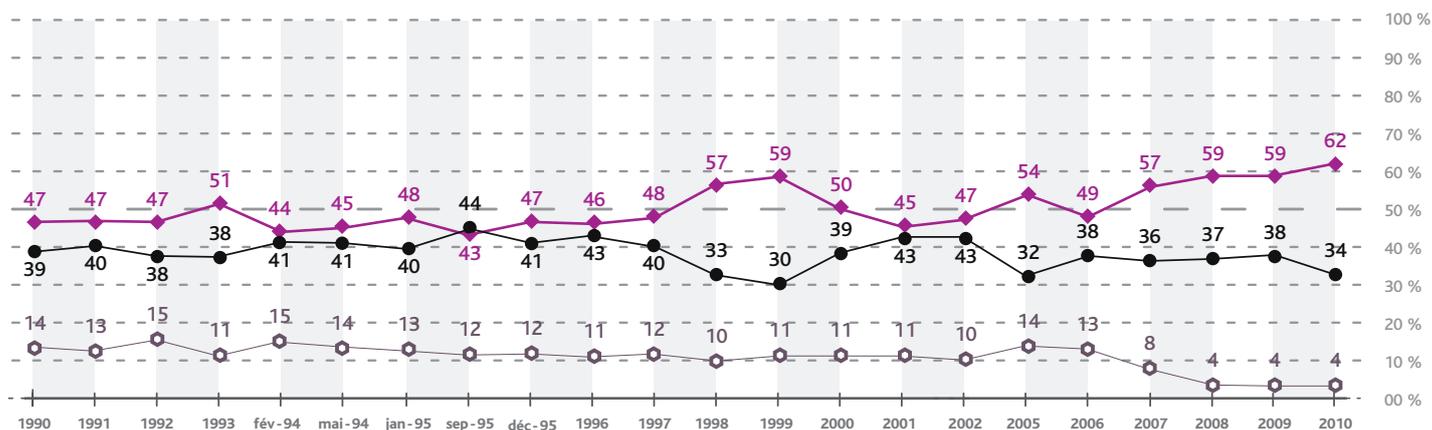
LES JOURNALISTES



LE CEA



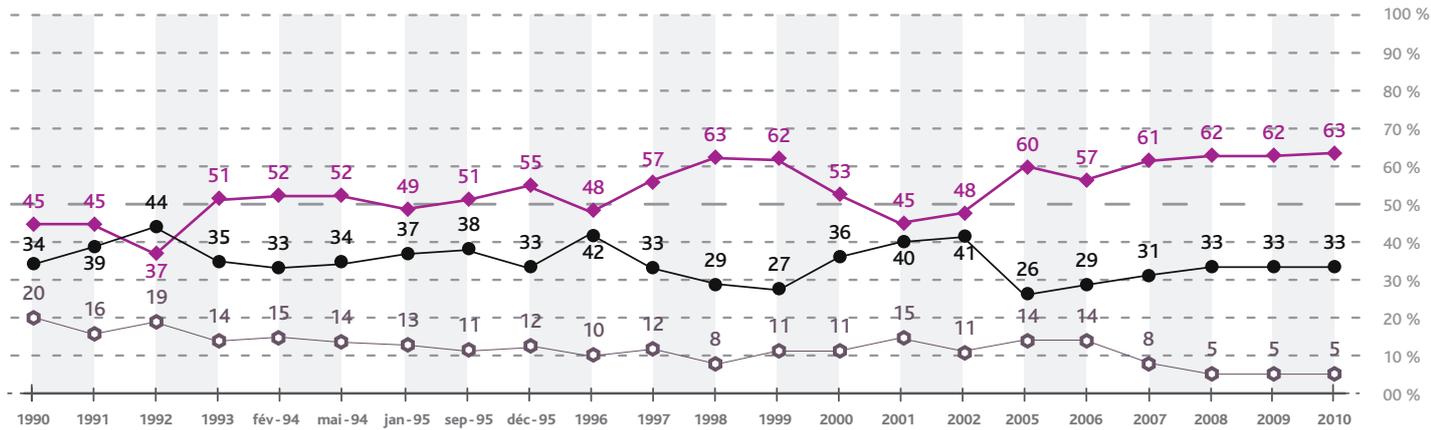
LES MÉDECINS



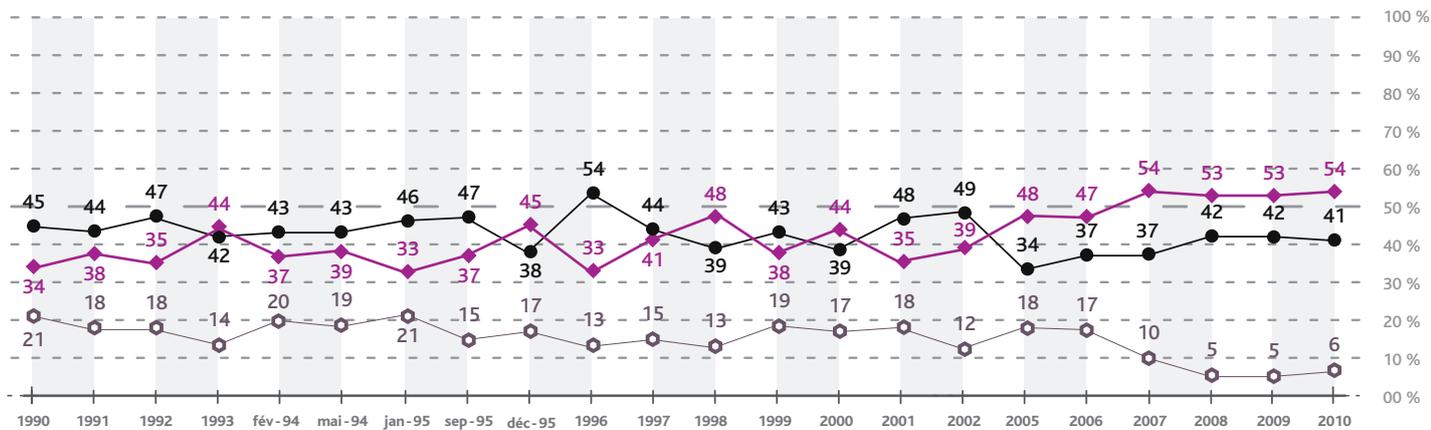
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
1990 à 2010

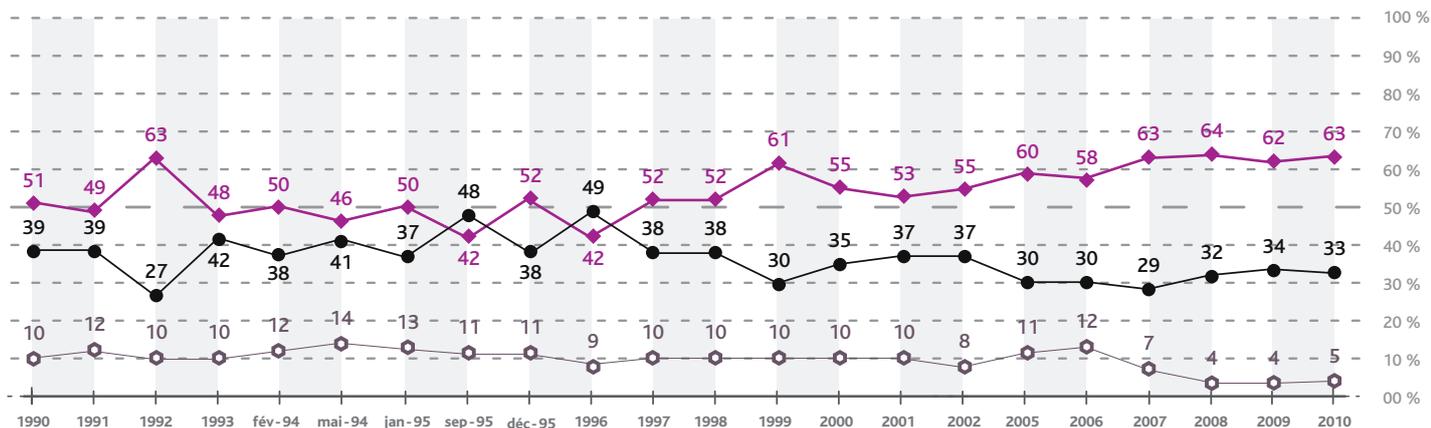
LE CNRS



LES ORGANISMES D'EXPERTS INTERNATIONAUX¹

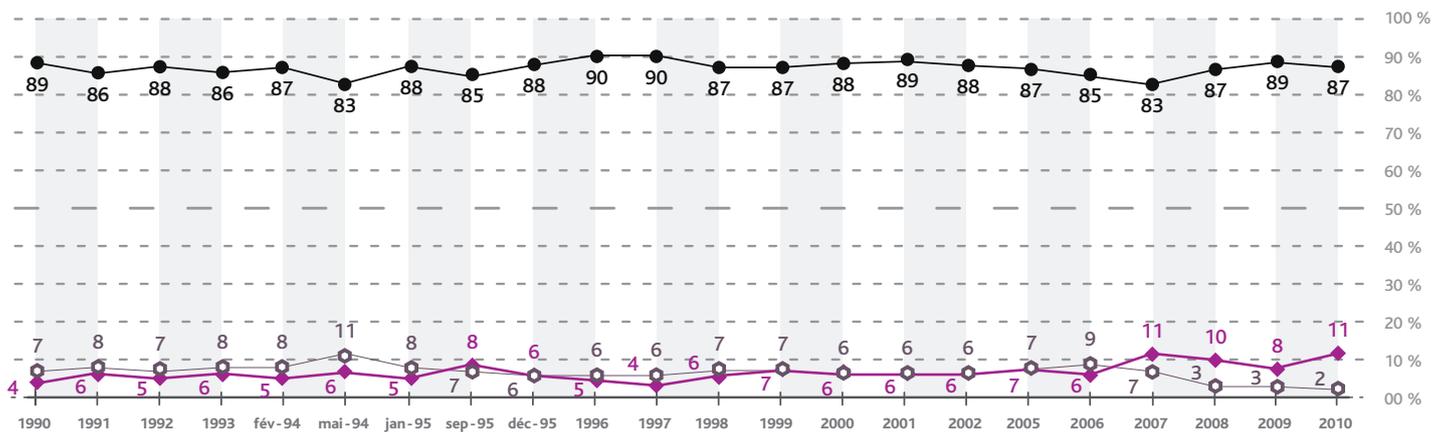


LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS

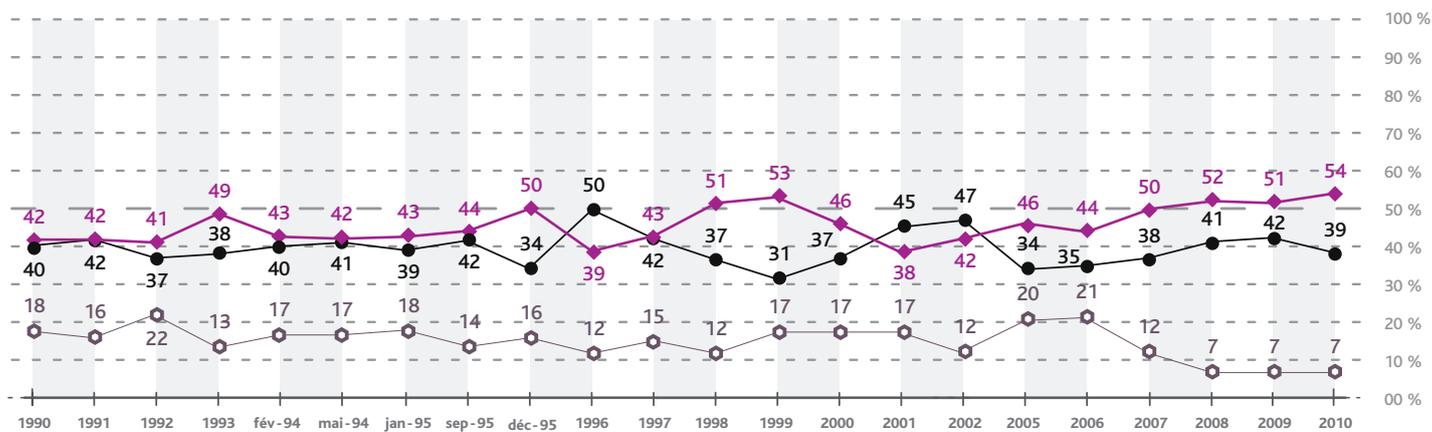


1. En octobre 1999, l'intitulé «les organismes d'experts internationaux» avait été remplacé par «les organismes internationaux».

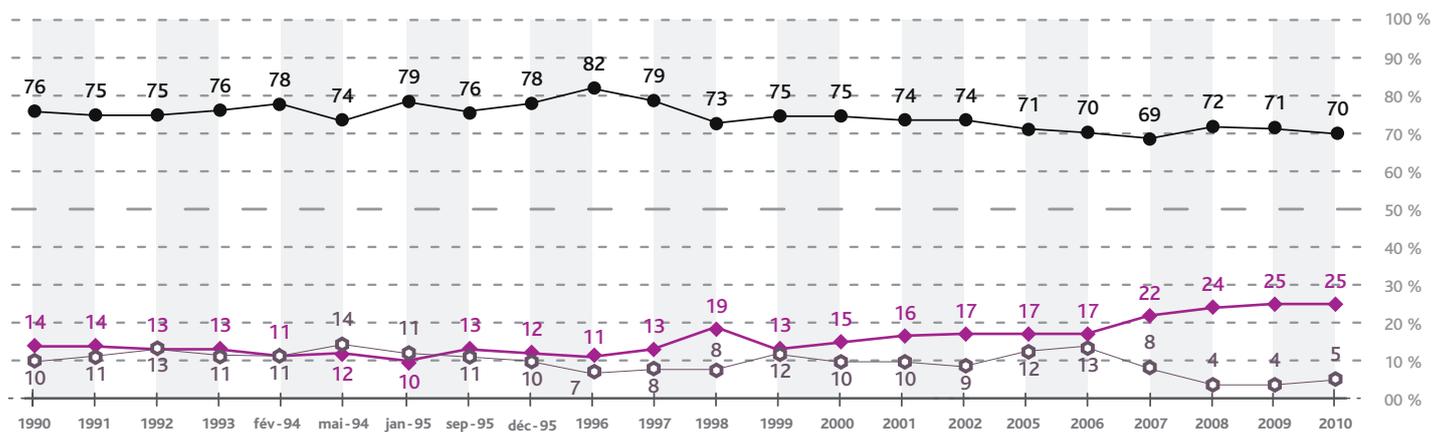
LES HOMMES POLITIQUES



L'ACADÉMIE DES SCIENCES



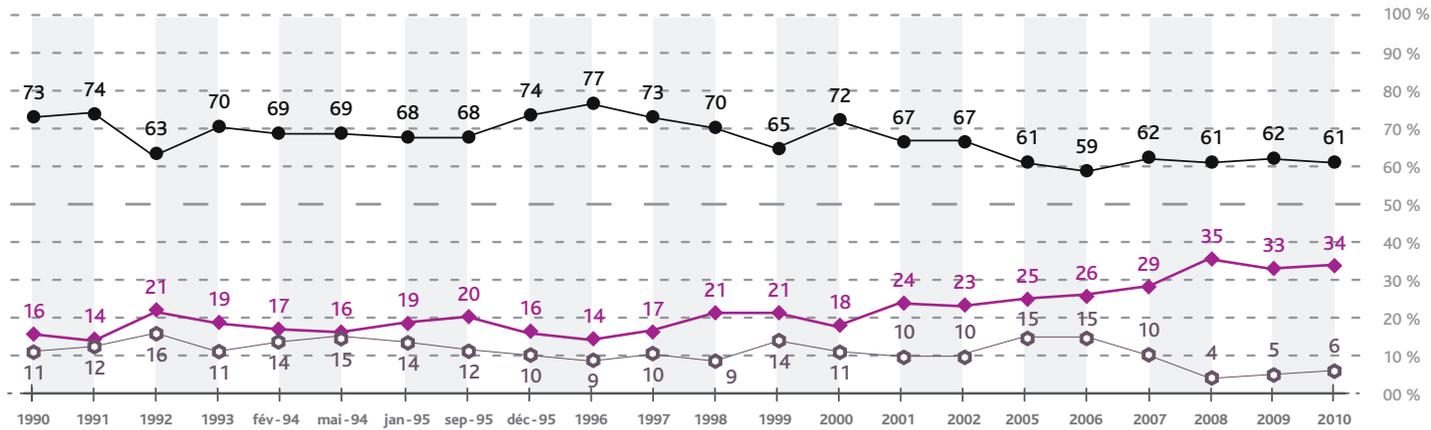
LES ÉLUS LOCAUX



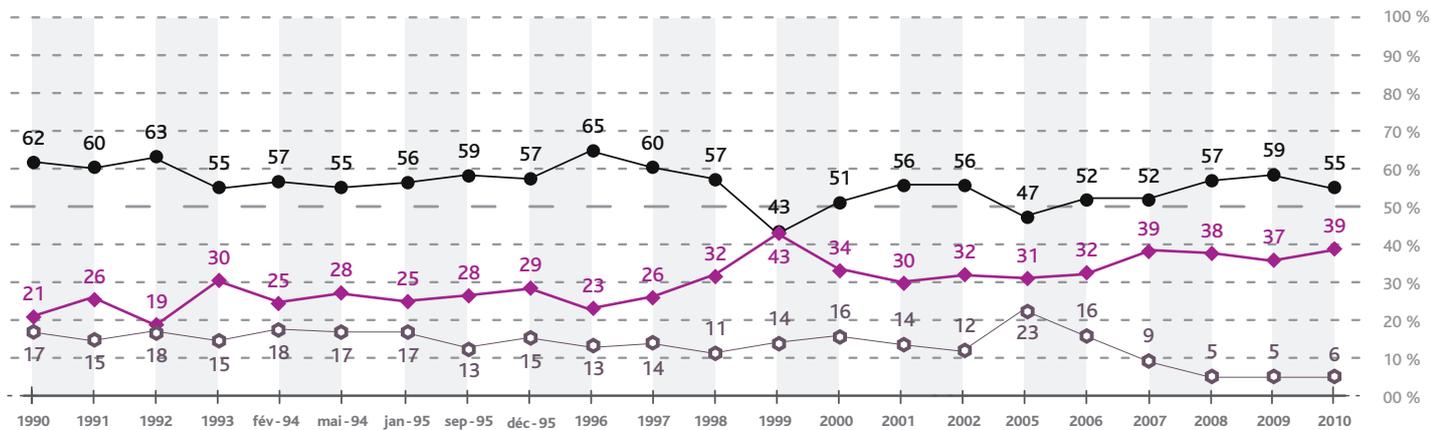
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
1990 à 2010

LES SYNDICATS

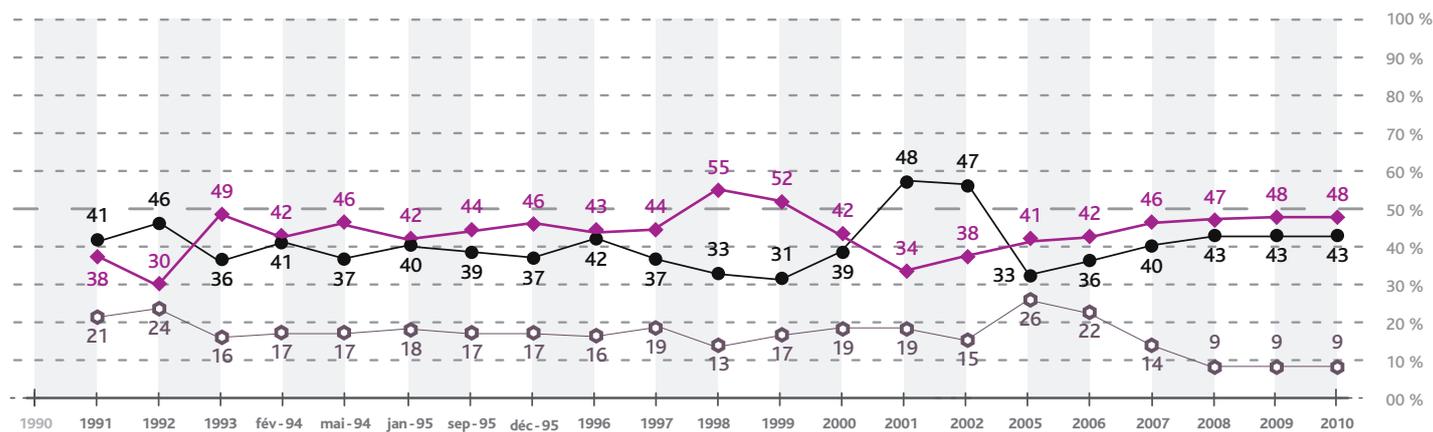


LES ORGANISMES DE CONTRÔLE DE L'ÉTAT¹

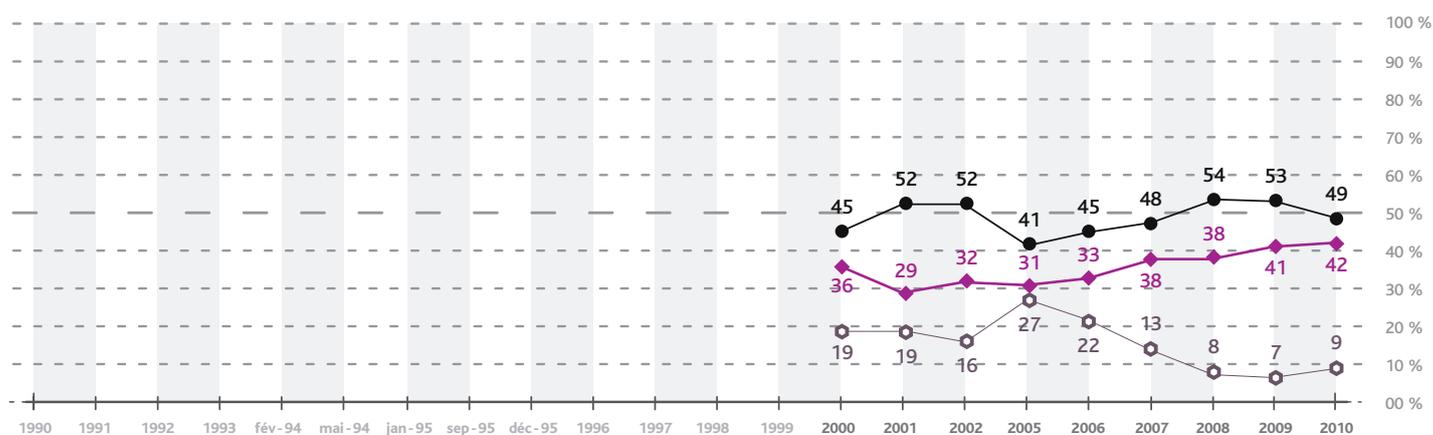


◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

L'IRSN²



L'ANDRA



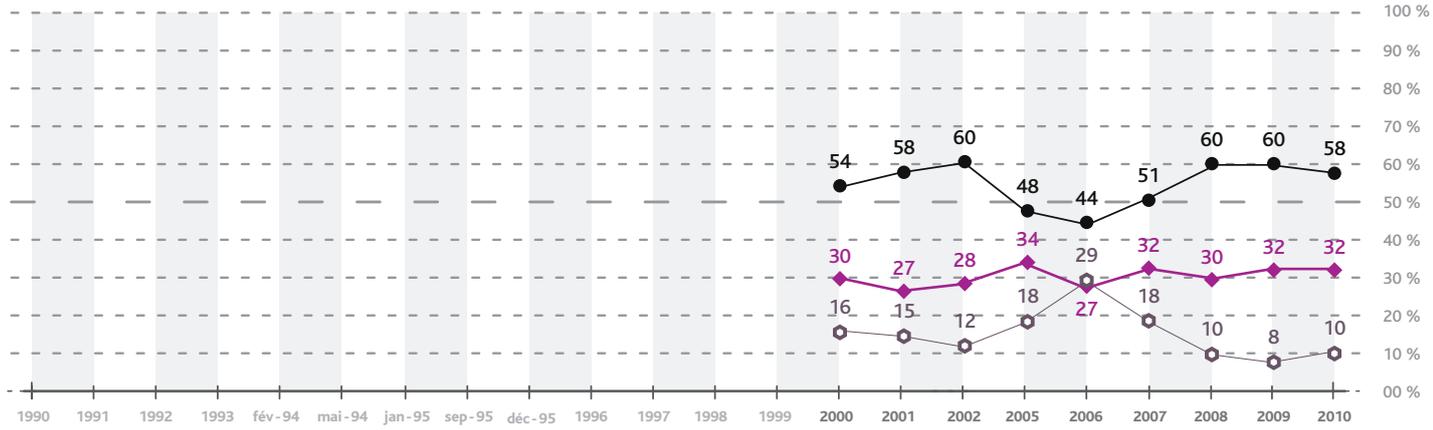
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

1. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État «Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc.». En novembre 2002, l'intitulé «Direction de la sûreté des installations nucléaires» a été remplacé par «Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection»; en novembre 2006, par «Autorité de sûreté nucléaire».

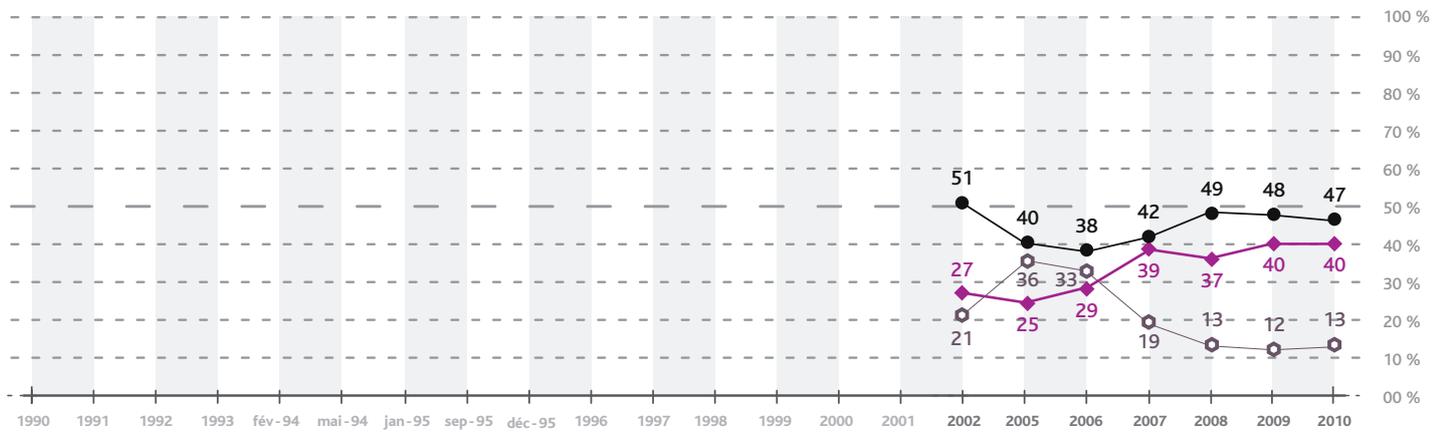
2. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN» Institut de protection et de sûreté nucléaire a été remplacé par «IRSN» Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
1990 à 2010

AREVA (COGEMA jusqu'en 2005)

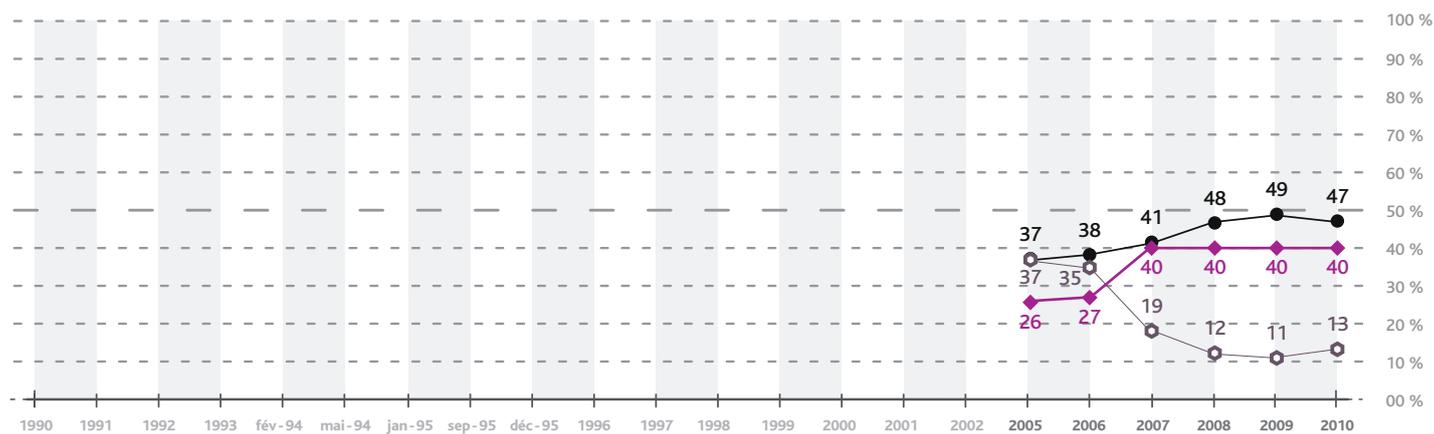


L'OPECST

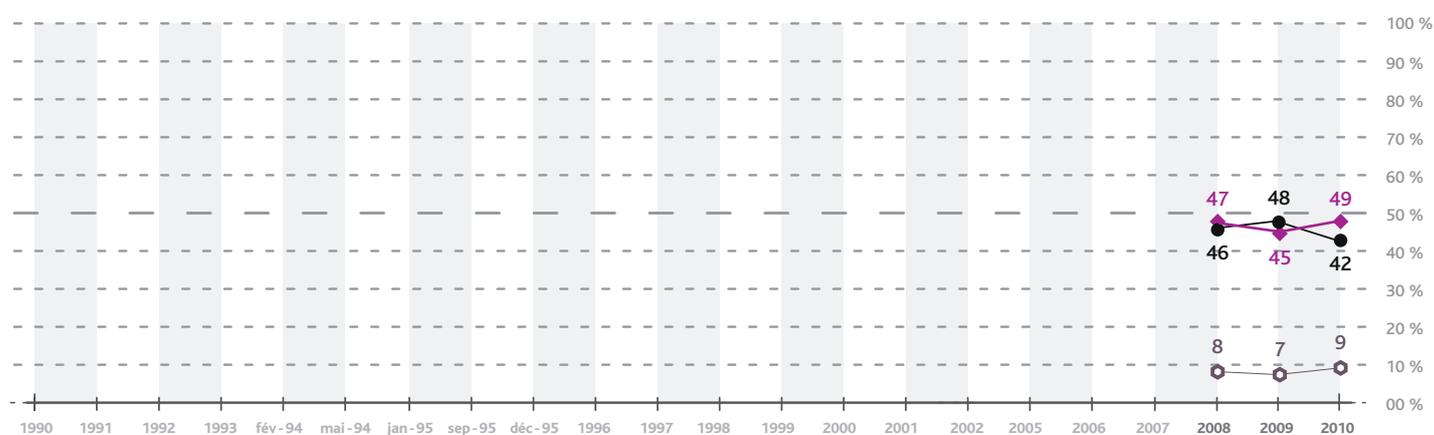


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

LA CLI



LE HCTISN



◆ OUI
 ● NON
 ◻ NE SAIT PAS

L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

52 %

des Français interrogés considèrent l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl comme la catastrophe la plus effrayante de ces dernières années. Chiffre datant de 2010, avant l'accident de la centrale japonaise de Fukushima-Daiichi.

Dans les premiers mois qui suivirent l'accident (26 avril 1986), un bon nombre de partisans et d'indécis rejoignaient le camp des opposants à l'industrie nucléaire en se révélant moins sensibles à certains avantages du programme nucléaire ou pour s'inquiéter davantage du risque et du manque de transparence des acteurs industriels et institutionnels dans le domaine nucléaire. Qu'en est-il 25 ans après l'accident ? Pour s'en faire une idée, en décembre 2010, le Baromètre IRSN revient sur cet accident et sa perception par le public.

1.

La réponse à cette question a pu être influencée par le contexte nucléaire du questionnaire. Aussi, à la demande de l'IRSN, l'institut BVA a reposé cette question dans le cadre d'une vague omnibus téléphonique. Même sortie du contexte du nucléaire, la majorité relative des Français juge l'accident de Tchernobyl comme étant la catastrophe la plus effrayante, avec 41 % de citation. En 2^e position, nous retrouvons le tremblement de terre en Haïti avec 31 % de citations. La catastrophe au golfe du Mexique (8 %) et la tempête Xynthia (9 %) sont citées en minorité par les Français. Enfin, quasiment aucune personne ne juge l'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal et les incendies en Russie en août comme les plus effrayants (4 % et 3 % de citation).

Cette étude par téléphone a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. 985 personnes ont été interrogées les 7 et 8 janvier 2011. La représentativité de cet échantillon est assurée selon la méthode des quotas en termes de sexe, âge de l'interviewé, CSP du chef de famille après stratification par région et taille d'agglomération.

En juin 1986, l'accident de Tchernobyl est en tête des catastrophes. Mais dès juin 1987, l'actualité commande : il est remplacé par le sida, qui fait une percée remarquable jusqu'en 1988. Dès 1989, l'accident de Tchernobyl retrouvera sa place et la conservera jusqu'à nos jours. Parmi les événements catastrophiques des dernières années, il demeure pour le grand public l'accident le plus effrayant (cité par 52 % des interviewés en 2010)¹, suivi cette année, mais de loin, par le tremblement de terre en Haïti (23 %).

En 2010, 22 % ont parlé récemment de l'accident de Tchernobyl avec d'autres personnes. C'est dire combien ce sujet reste une préoccupation majeure et avec elle le besoin d'information. Toutefois, le jugement des Français sur l'information qu'ils reçoivent reste mitigé : 49 % trouvent encore les explications des experts incompréhensibles (ils étaient 53 % en 1996, 58 % en 1991 et 49 % en 1986). À propos de l'information fournie lors de l'accident, seulement 6 % (8 % en 1996) jugent qu'elle a été complète et correcte, alors que 81 % (74 % en 1996) ont l'opinion inverse. Plus on s'éloigne avec le temps de l'accident, moins les Français jugent crédible l'information qui leur est donnée : 76 % (68 % en 1996 ; 60 % en 1986) pensent aujourd'hui que l'on cache la vérité aux Français sur les conséquences de l'accident. Ces observations sont cohérentes avec celles de la partie 3 où l'on voit que les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl constituent la situation recueillant le plus faible score de confiance et de crédibilité accordée à l'information donnée.

C'est aux écologistes et aux médecins (20 %) que les Français feraient le plus volontiers confiance pour s'informer sur les conséquences en France de l'accident de Tchernobyl. Viennent ensuite l'IRSN (14 %), les associations de consommateurs (11 %), les journalistes (9 %), le CEA et l'ASN (8 %). En termes d'évolutions, la confiance aux médecins et aux écologistes est de plus en plus importante, au détriment notamment de l'IRSN, qui reste cependant en 3^e position.

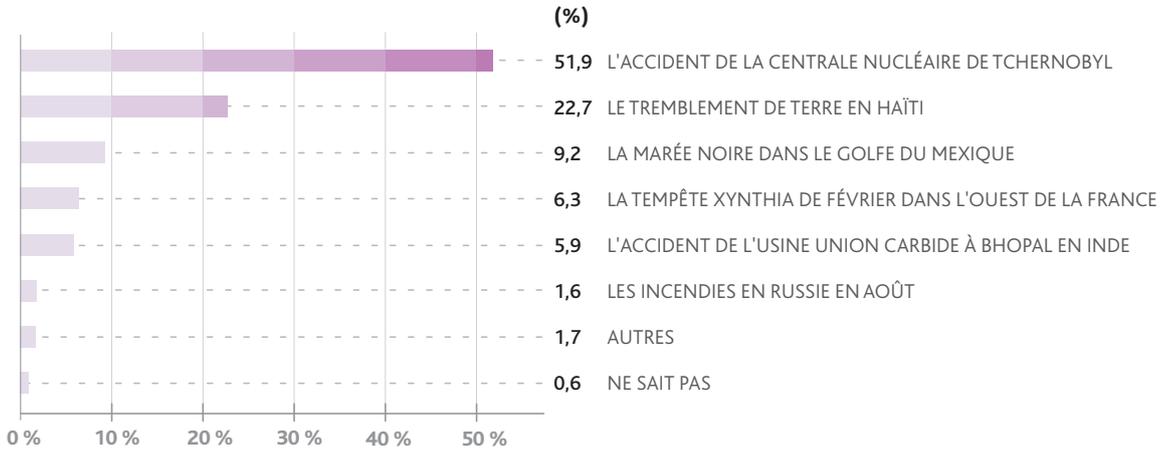
En décembre 2010, 84 % (76 % en 1996, 73 % en 1994, 59 % en 1991) des Français estiment que le nombre de morts dans l'ex-URSS dus à l'accident de Tchernobyl est supérieur à 1000 ; ils n'étaient que 25 % en juin 1987. On remarque de plus que le pourcentage de Français qui déclarent ne pas savoir diminue (il passe de 18 % en 1991 à 7 % cette année).

La perception de différence de conception entre les centrales françaises et celle de Tchernobyl s'ancre davantage : aujourd'hui, pour 48 % des Français, les centrales françaises sont différentes (ils étaient 35 % en 1987, 38 % en 1991, 49 % en 1996). En 2010, l'opinion sur la sûreté des centrales françaises n'a pas été modifiée par l'accident de Tchernobyl ou par les informations diffusées pour 59 % des individus (23 % contre 16 % en 1996 les jugent maintenant plus sûres qu'avant, quand 16 % contre 21 % en 1996 les trouvent moins sûres).

Si l'accident de Tchernobyl a durablement marqué l'opinion, les individus n'ont pas été angoissés de manière importante : 89 % des personnes interrogées déclarent ne pas avoir souffert d'une maladie (ou d'un autre problème de santé) due à l'accident de Tchernobyl et 94 % n'ont pas consulté leur médecin. Toutefois, il reste 25 ans après l'accident un Français sur dix qui pense souffrir d'une maladie suite à l'accident. Ce n'est pas négligeable.

« Parmi les événements catastrophiques qui ont eu lieu ces dernières années, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ? »

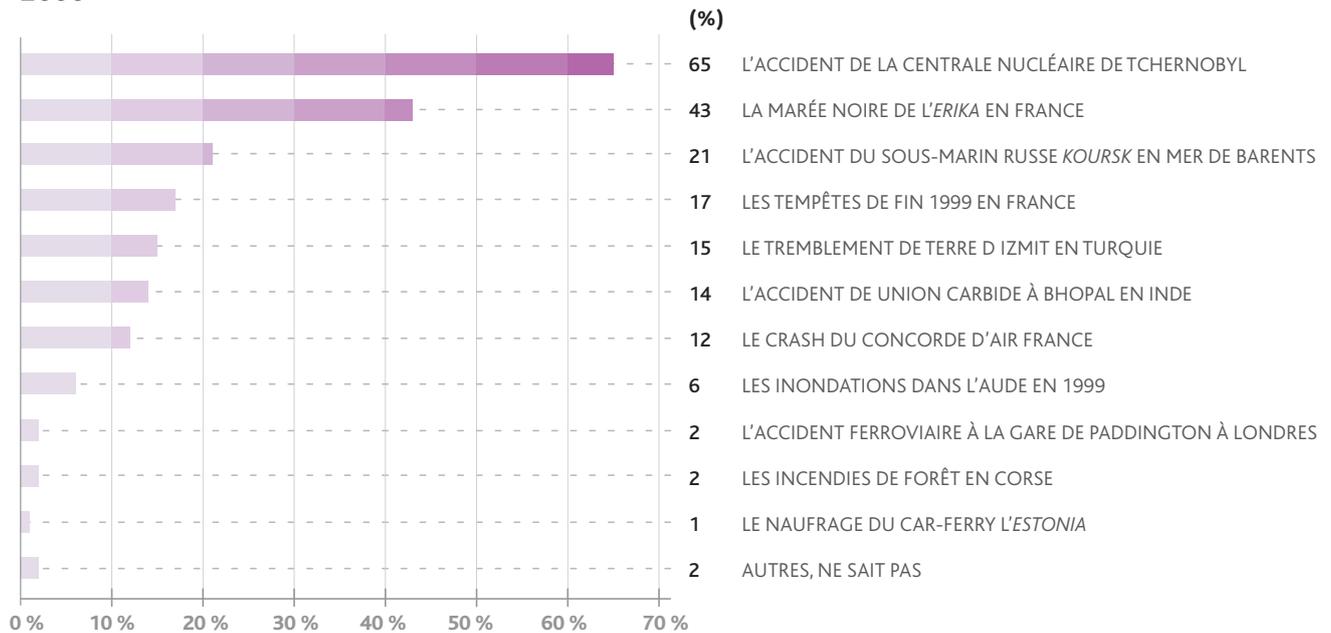
DÉCEMBRE
2010



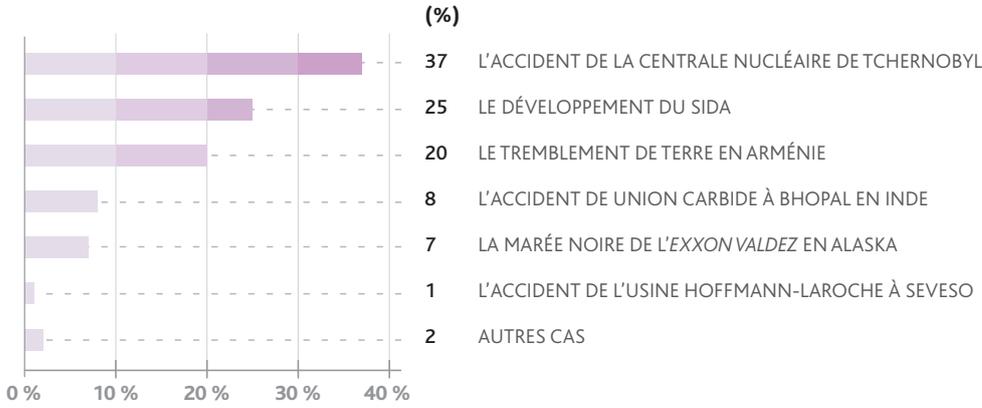
ÉVOLUTIONS
**1989
& 2000**

Résultats cumulés correspondant à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages peut être supérieur à 100.

2000

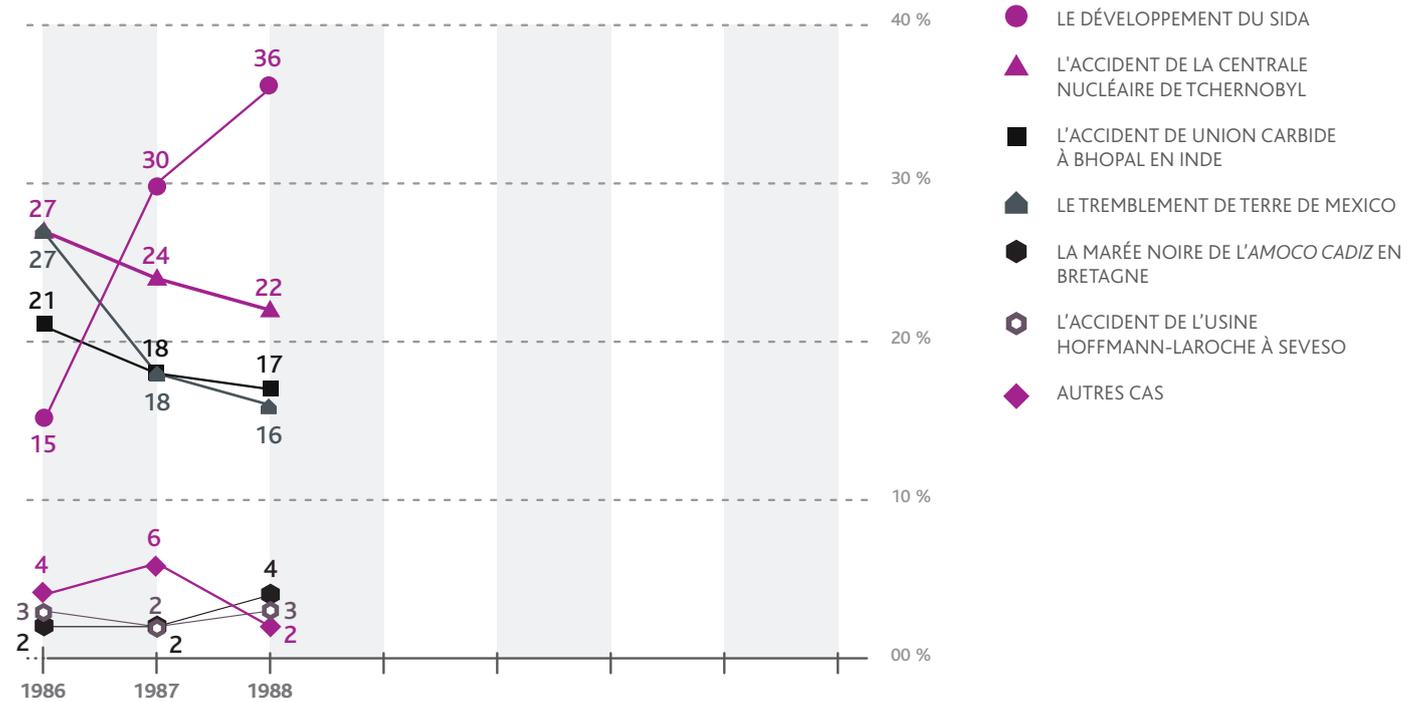


1989



ÉVOLUTIONS

1986 à 1988



«Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Tchernobyl. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.»

DÉCEMBRE 2010

ON CACHE LA VÉRITÉ AUX FRANÇAIS SUR LES CONSÉQUENCES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL



LES EXPLICATIONS DES EXPERTS SUR LES CONSÉQUENCES DE TCHERNOBYL SONT INCOMPRÉHENSIBLES



LES CENTRALES NUCLÉAIRES FRANÇAISES SONT TRÈS DIFFÉRENTES DE CELLE DE TCHERNOBYL



L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE FRANÇAISE A FAIT UN RÉEL EFFORT D'INFORMATION DEPUIS L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL



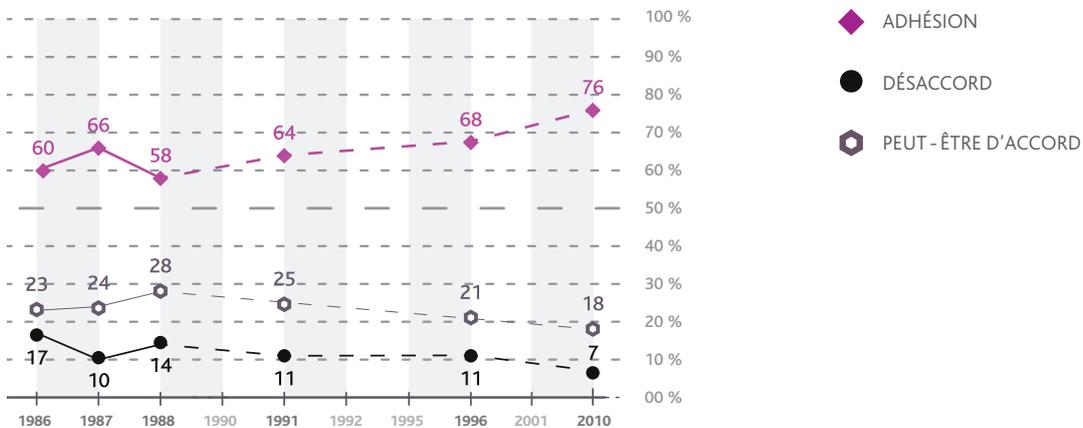
LORSQUE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL S'EST PRODUIT, LES AUTORITÉS FRANÇAISES ONT DONNÉ AU PUBLIC DES INFORMATIONS COMPLÈTES ET CORRECTES



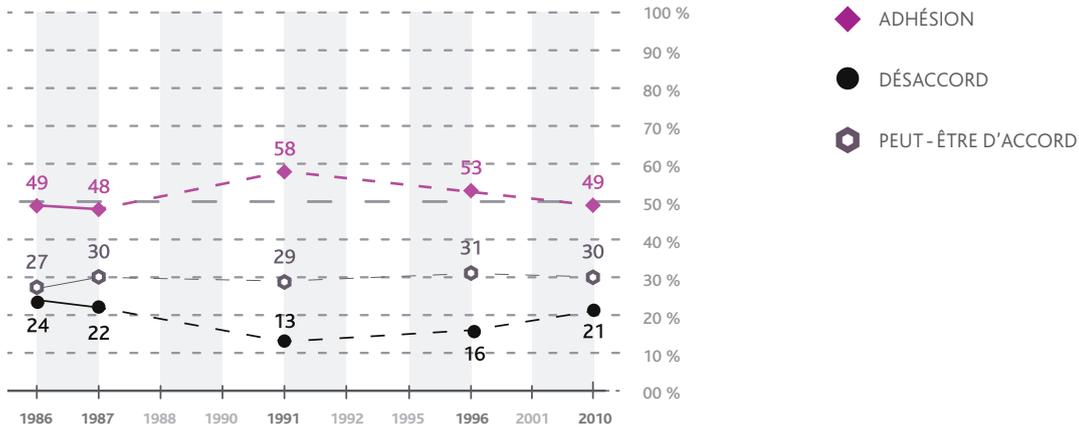
■ ADHÉSION ■ PEUT-ÊTRE D'ACCORD ■ DÉSACCORD ■ NON RÉPONSE en %

ÉVOLUTIONS 1986 à 2010

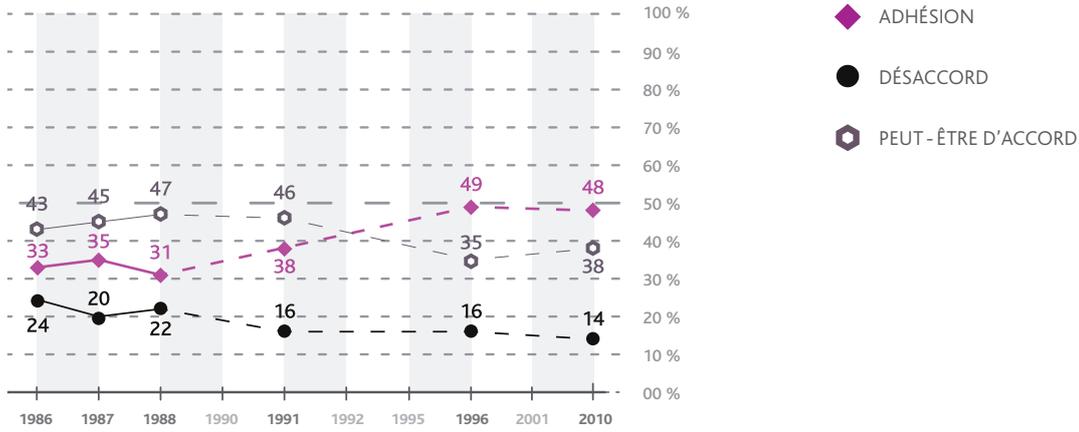
ON CACHE LA VÉRITÉ AUX FRANÇAIS SUR LES CONSÉQUENCES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL



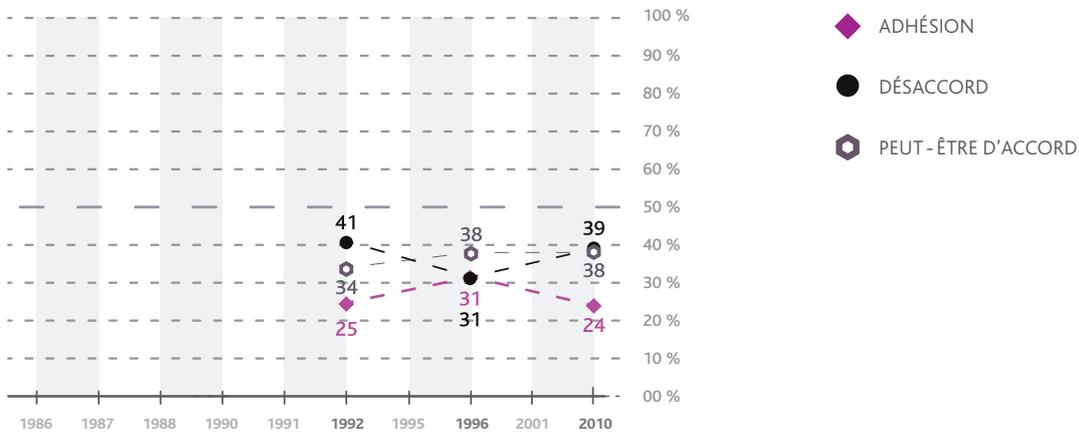
LES EXPLICATIONS DES EXPERTS SUR LES CONSÉQUENCES DE TCHERNOBYL SONT INCOMPRÉHENSIBLES



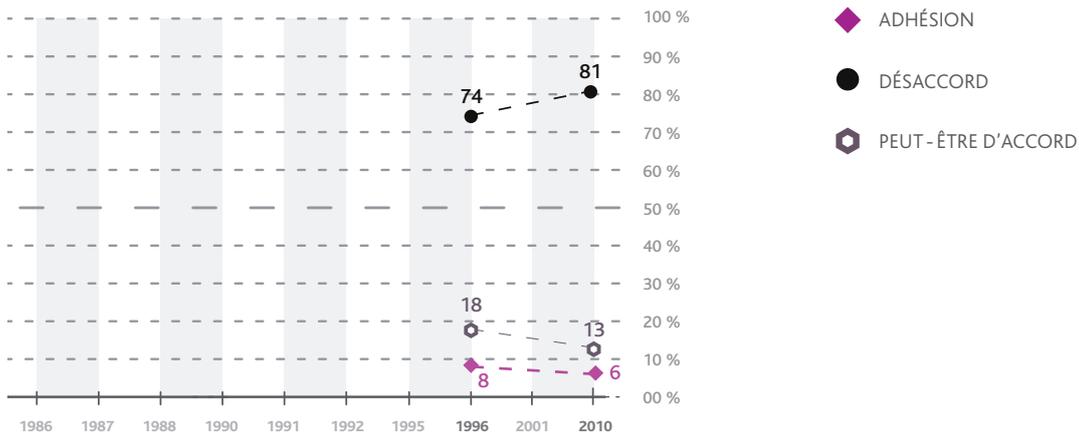
LES CENTRALES NUCLÉAIRES FRANÇAISES SONT TRÈS DIFFÉRENTES DE CELLE DE TCHERNOBYL



L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE A FAIT UN RÉEL EFFORT D'INFORMATION DEPUIS L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

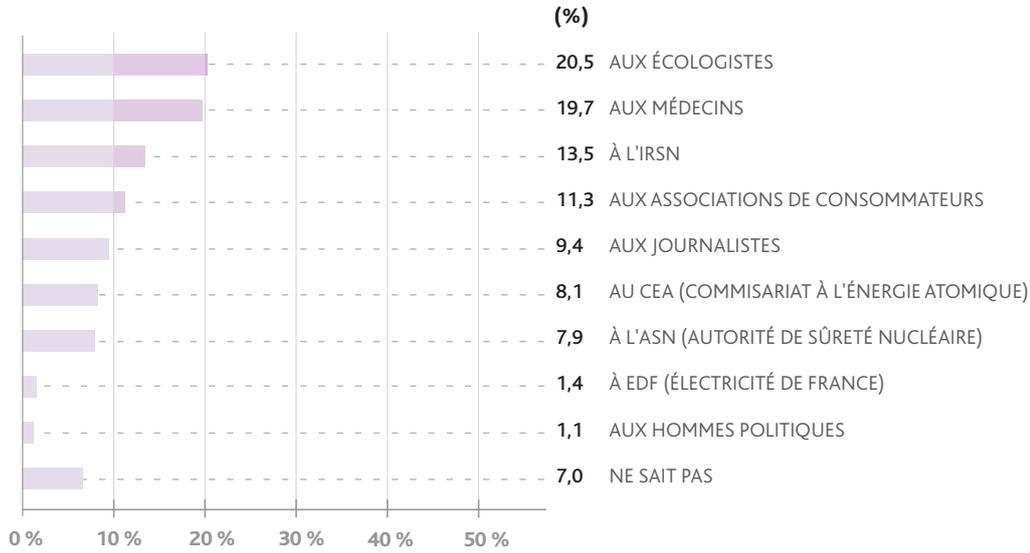


LORSQUE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL S'EST PRODUIT, LES AUTORITÉS FRANÇAISES ONT DONNÉ AU PUBLIC DES INFORMATIONS COMPLÈTES ET CORRECTES



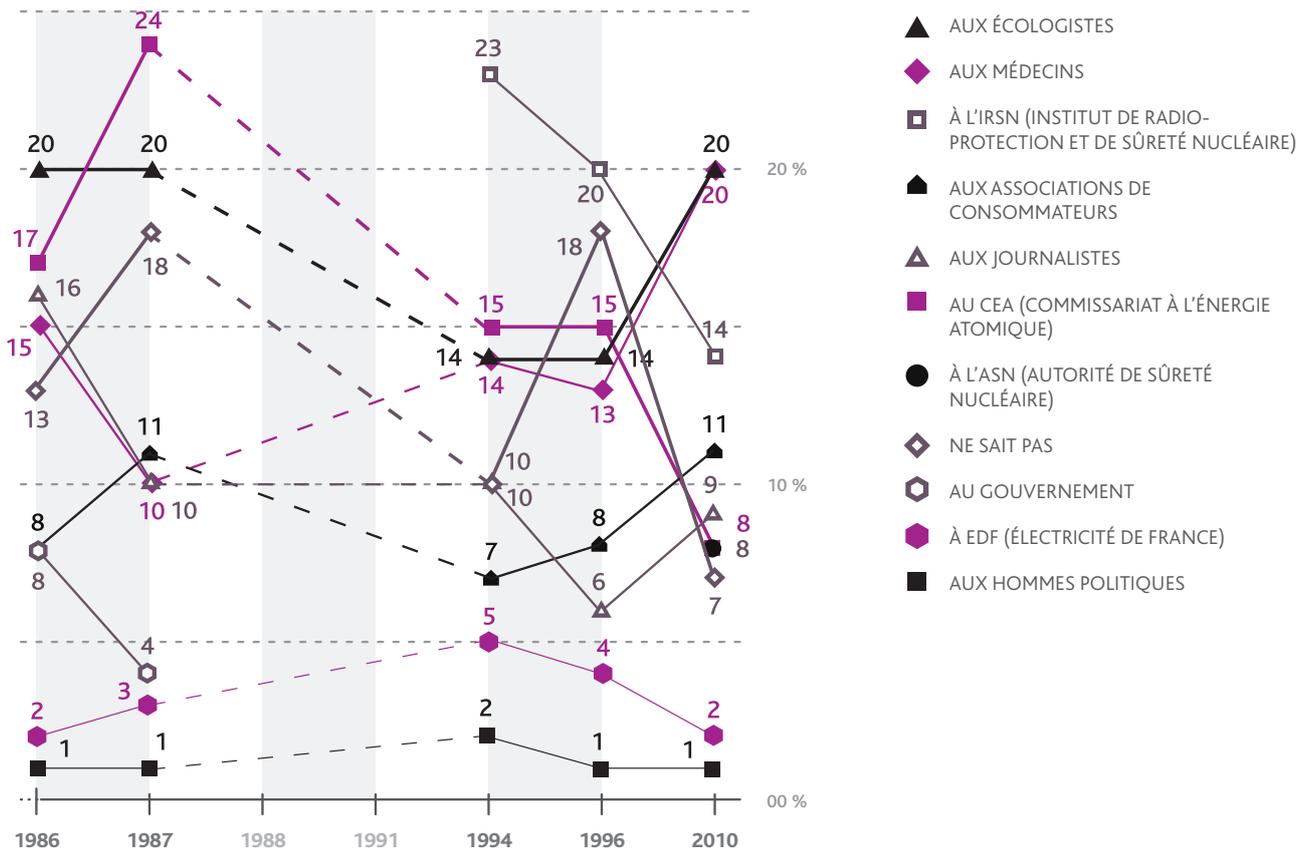
«Pour connaître toute la vérité sur les conséquences en France de l'accident de Tchernobyl, à qui faites-vous d'abord confiance ?»

DÉCEMBRE
2010



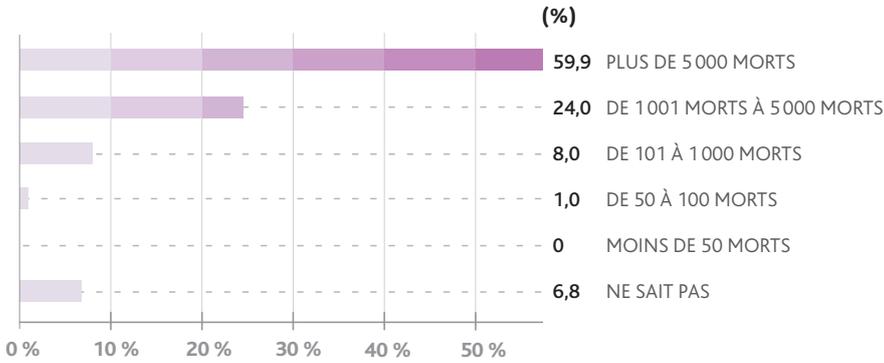
ÉVOLUTIONS
1986
à **2010**

L'intitulé «ASN» a été proposé à partir de 2010. L'intitulé «IRSN» était «IPSN» en 1996 et avant.



«À votre avis, à l'heure actuelle, l'accident de Tchernobyl a fait en ex-URSS...»

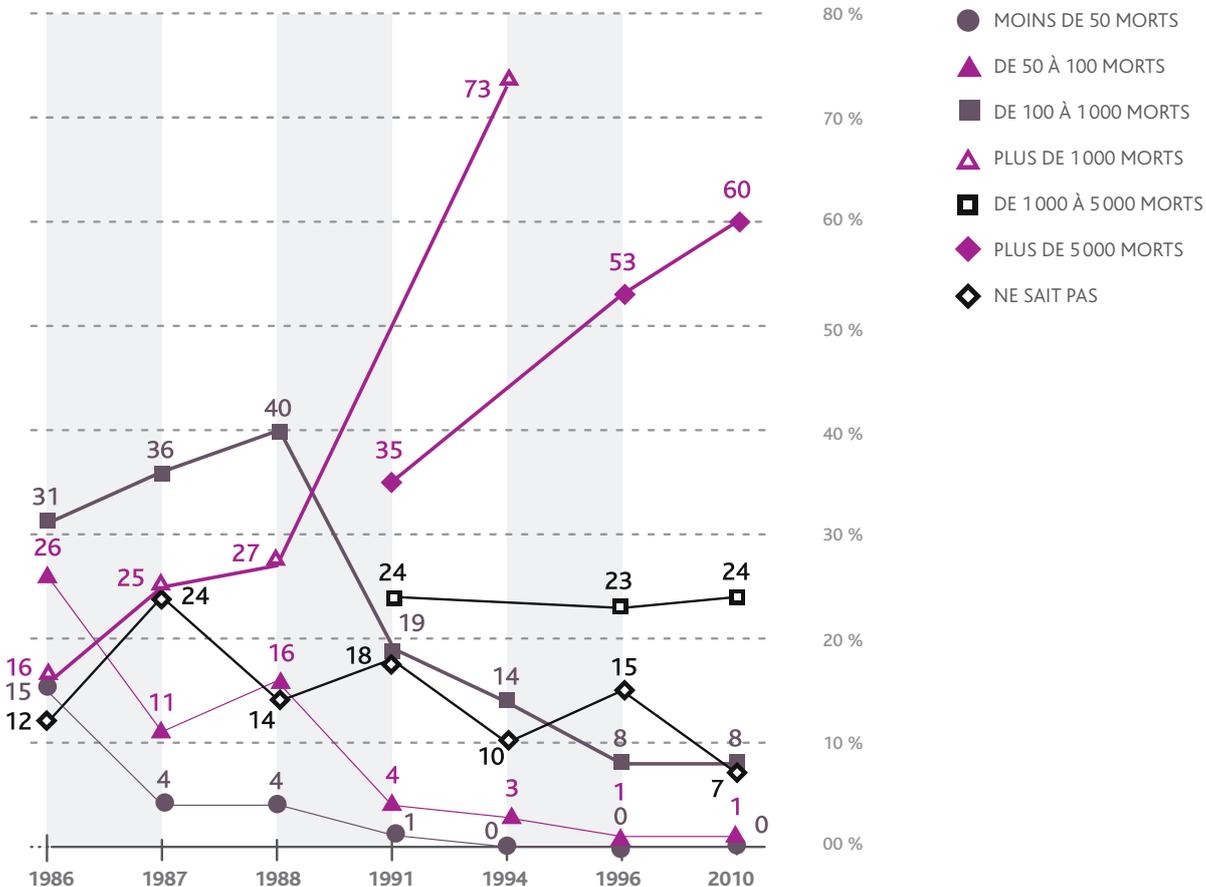
DÉCEMBRE
2010



ÉVOLUTIONS
1986
à 2010

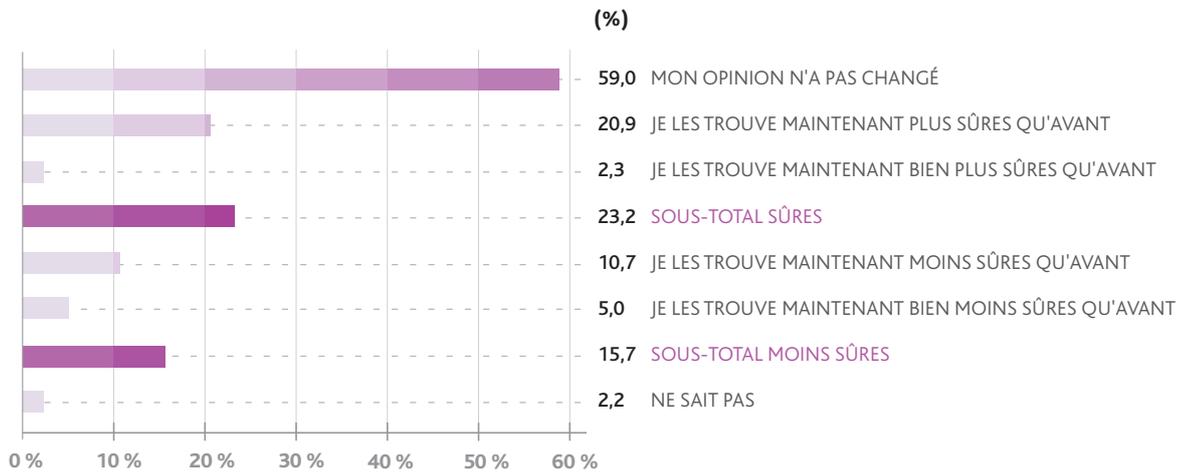
En 1991, la modalité «plus de 5000 morts» a été proposée ; elle n'a pas été retenue en mai 1994. Ainsi en 1994, on trouve, sans craindre

un effet de modalités, une augmentation de l'estimation du nombre de morts dans l'ex-URSS dus à l'accident de Tchernobyl (14 %).

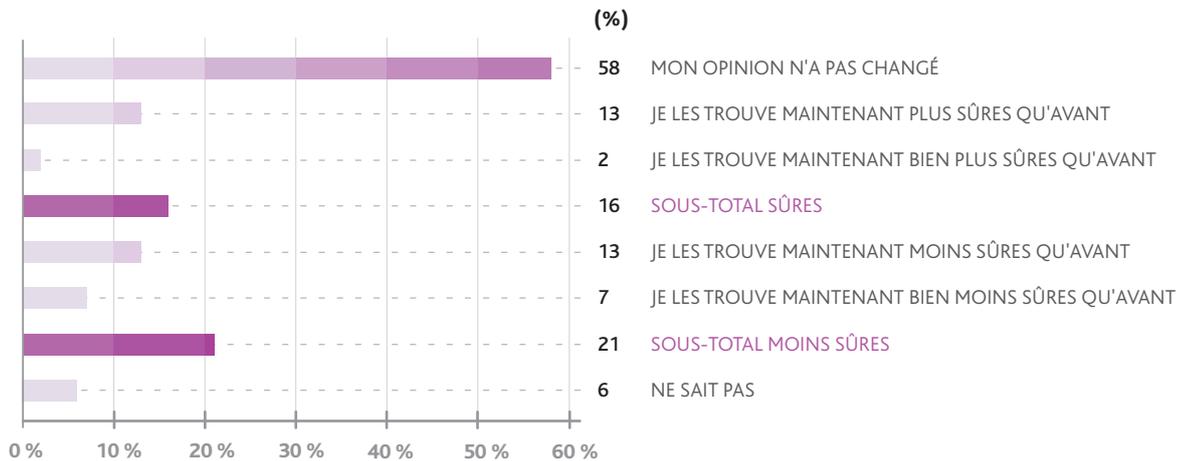


« Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Tchernobyl ou par ce que vous en avez appris ? »

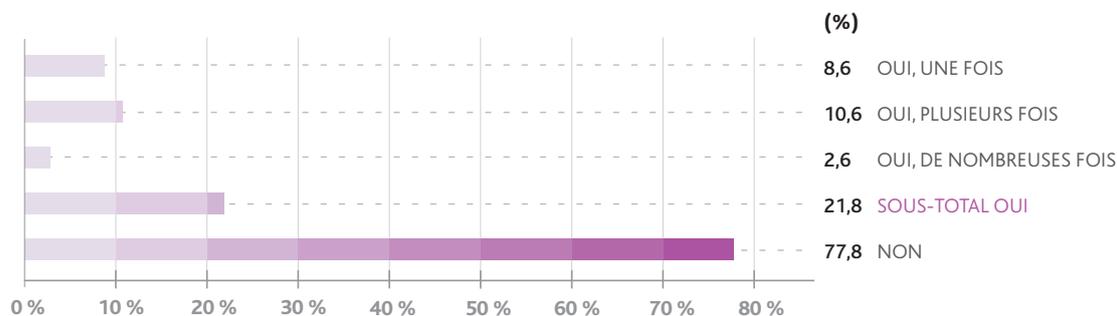
DÉCEMBRE 2010



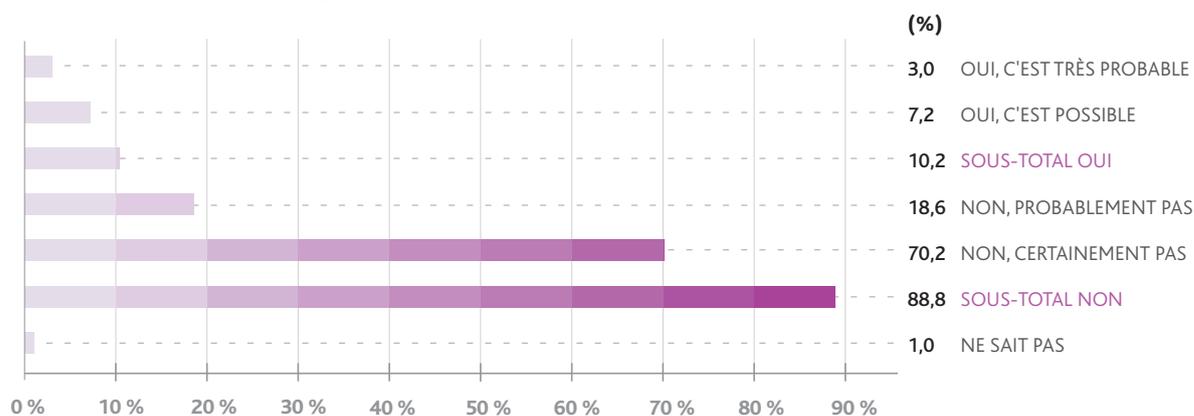
ÉVOLUTIONS 1996



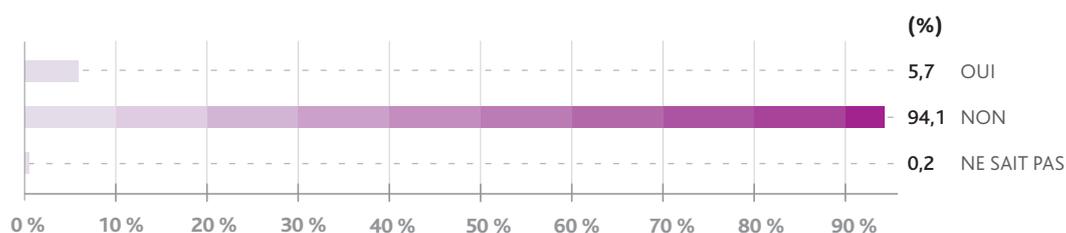
« Avez-vous parlé récemment de l'accident de Tchernobyl avec d'autres personnes ? »



« Avez-vous souffert d'une maladie ou d'un autre problème de santé que vous pensez être due à l'accident de Tchernobyl ? »



« Avez-vous consulté un médecin pour des problèmes que vous pensez être dus à l'accident ? »



LES DÉCHETS RADIOACTIFS

62 %

*des Français veulent régler sans attendre
la question du stockage des déchets radioactifs,
conformément à ce qui a été voté dans la loi de 2006.*

Un passé, pour la première fois depuis 1991 dans le Baromètre IRSN, les déchets radioactifs étaient cités avant l'accident de Tchernobyl comme premier argument contre le nucléaire et les Français étaient plus nombreux que les autres années à désirer obtenir des informations concernant le stockage des déchets radioactifs. Pour mieux appréhender ces inquiétudes, en décembre 2010, ont été reprises quatre questions sur le stockage des déchets radioactifs qui avaient été posées dans l'édition 2006 du Baromètre. Dans cette édition, le Baromètre IRSN avait évalué les réactions des Français au débat public organisé à l'automne 2005 sur la gestion des déchets radioactifs de haute activité et à vie longue. Il montrait qu'un nombre non négligeable de Français avait entendu parler de ce débat, portant sur un sujet difficile d'accès, que les déchets radioactifs restaient pour eux le problème le plus préoccupant de toutes les activités nucléaires et qu'ils étaient partagés entre le choix de stocker les déchets, près de la surface ou à grande profondeur, dans la ligne des conclusions du débat public. Cinq ans après, ces opinions ont-elles évolué ?

En 2005, les déchets radioactifs continuaient à être pour les Français le problème le plus préoccupant de toutes les activités nucléaires. En 2010, cette opinion persiste : pour 60 % des personnes interrogées, les déchets radioactifs représentent un risque élevé, un Français sur deux n'accorde pas sa confiance aux autorités pour gérer le risque lié aux déchets radioactifs et ils sont encore plus nombreux (70 %) à douter de la crédibilité de l'information communiquée. Cette défiance persiste en 2010, comme on l'a constaté dans la partie 3 de ce document.

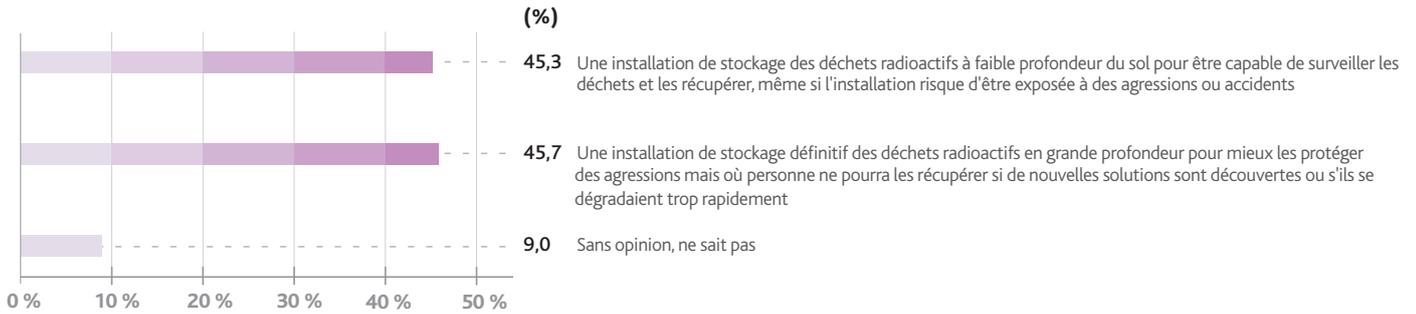
Aussi, rien d'étonnant à ce qu'une solution rapide soit réclamée. Comme en 2005, plus de 6 Français sur 10 jugent raisonnable d'appliquer au plus vite la loi qui a décidé de créer un stockage pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs. Trois Français sur 10 ne veulent pas prolonger la phase de recherches en cours. Et surtout, seulement 5 % sont favorables à reporter le choix de la solution aux générations futures dans l'attente d'éléments nouveaux.

Quant au choix technique, le questionnaire invitait les Français à exprimer leur préférence au regard de deux concepts bien différents d'installations permettant d'accueillir les déchets les plus radioactifs. Les avantages et les inconvénients associés à chacun des deux concepts ont été présentés de manière très simplifiée : d'une part, une « installation à faible profondeur, pour être capable de surveiller les déchets et les récupérer, même si l'installation risque d'être exposée à des agressions ou accidents » ; d'autre part, « une installation en grande profondeur, pour mieux protéger les déchets des agressions mais avec l'impossibilité de les récupérer si de nouvelles solutions sont découvertes ou s'ils se dégradent trop rapidement ». Tout comme en 2005, les deux options sont mises sur un pied d'égalité par les Français : 45 % optent pour une installation de stockage des déchets radioactifs à faible profondeur ; 46 % préfèrent une installation de stockage définitif des déchets radioactifs à grande profondeur.

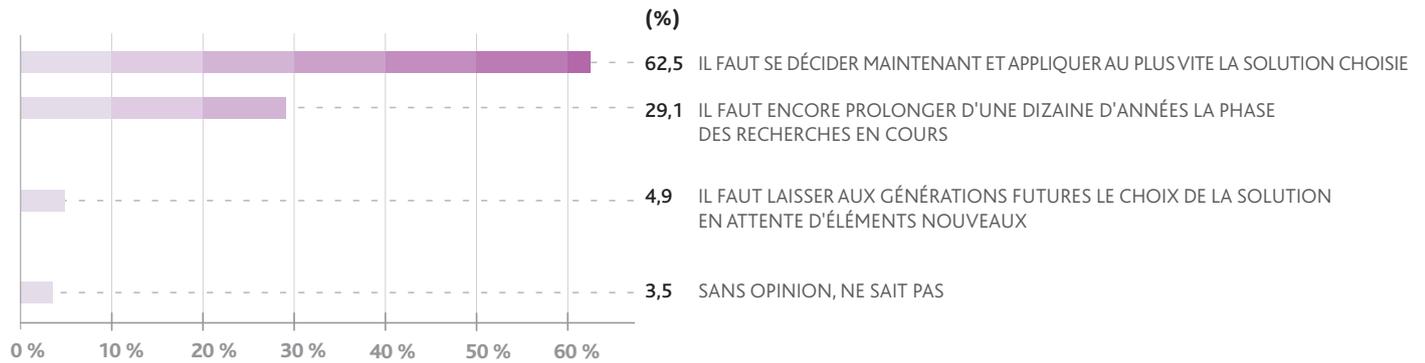
Entreposage pérennisé ou stockage en profondeur, 97 % des personnes interrogées refusent de vivre près d'un site de stockage de ces déchets, on l'a vu dans la partie 3. Pour une très large majorité des personnes interrogées, ceux qui vivront près de ce site doivent être associés au processus de prise de décisions (83 % de favorables, tout comme en 2005). Et 63 % trouvent légitime de compenser ceux qui vivront à proximité du site avec des avantages économiques et financiers ; ils étaient 70 % en 2005. C'est la seule évolution entre les deux vagues d'enquête.

DÉCEMBRE
2010

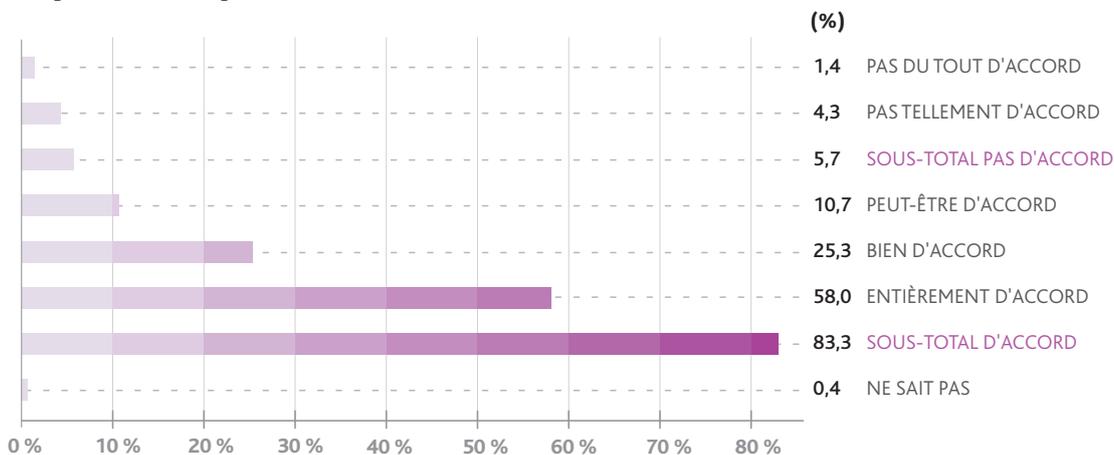
« Certains déchets radioactifs resteront dangereux pendant des milliers voire des millions d'années. Entre ces deux types d'installations pour les gérer, laquelle a votre préférence ? »



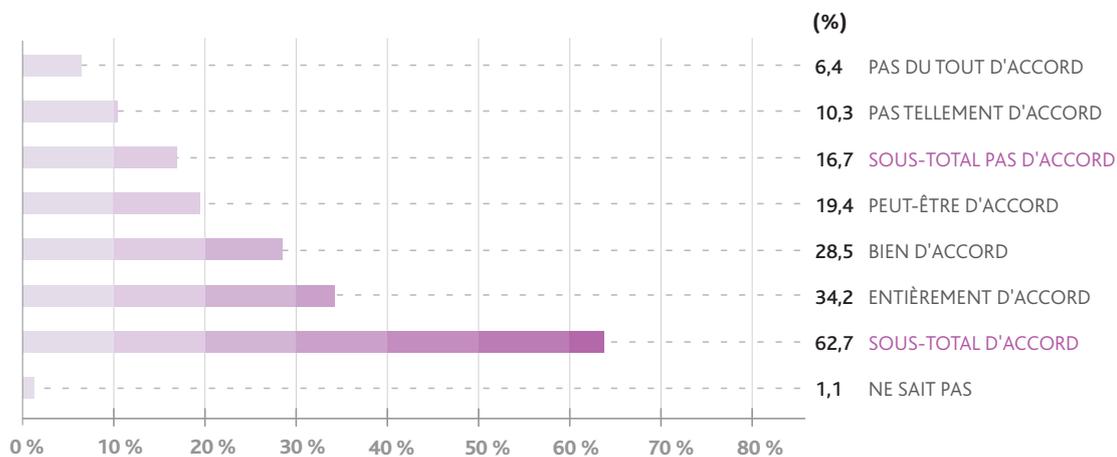
« En 2006, une loi a décidé de créer un stockage pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs, quelle position vous semble la plus raisonnable ? »



« Êtes-vous d'accord avec la proposition suivante : les habitants des communes qui vivent à proximité du futur site de stockage de déchets radioactifs doivent impérativement être associés au processus de prise de décisions ? »



« Êtes-vous d'accord avec la proposition suivante : les communes situées à proximité du site où seront stockés des déchets radioactifs doivent bénéficier d'avantages économiques et financiers ? »



LA DEMANDE D'INFORMATION SUR LE RISQUE NUCLÉAIRE

39 %

*des Français jugent les avis des scientifiques
comme une source d'information utile pour se
forger leur opinion sur les sujets d'environnement,
juste derrière les informations diffusées via
la télévision et la radio jugées utiles pour 47 %.*

Pour un institut comme l'IRSN, dont la mission est l'expertise scientifique des risques nucléaires, le Baromètre contribue à identifier les attentes du public vis-à-vis de ses travaux. Point essentiel, «*les avis des scientifiques*» sont, après les informations diffusées par la télévision ou la radio, la deuxième source d'information jugée «*utile pour se forger un avis sur les sujets d'environnement*». L'IRSN a donc un rôle majeur à jouer dans ce sens. Ce constat a été amplement vérifié à la suite de l'accident nucléaire de Fukushima.

Il est important de tenir compte de l'intérêt relatif du public sur certains sujets en matière d'information. À la question «*Dans le domaine du nucléaire, sur quels sujets voulez-vous être mieux informé ?*», la demande la plus forte concerne les informations sur l'impact de la radioactivité, suivi, depuis l'an passé, par le stockage des déchets radioactifs. Viennent ensuite des demandes d'informations qui permettent de se forger une opinion sur l'état des installations nucléaires : la sûreté, les risques, les mesures pour se protéger en cas d'accident. Les informations sur les métiers du nucléaire, le fonctionnement d'une centrale ou les conséquences en France de l'accident de Tchernobyl sont jugées moins intéressantes.

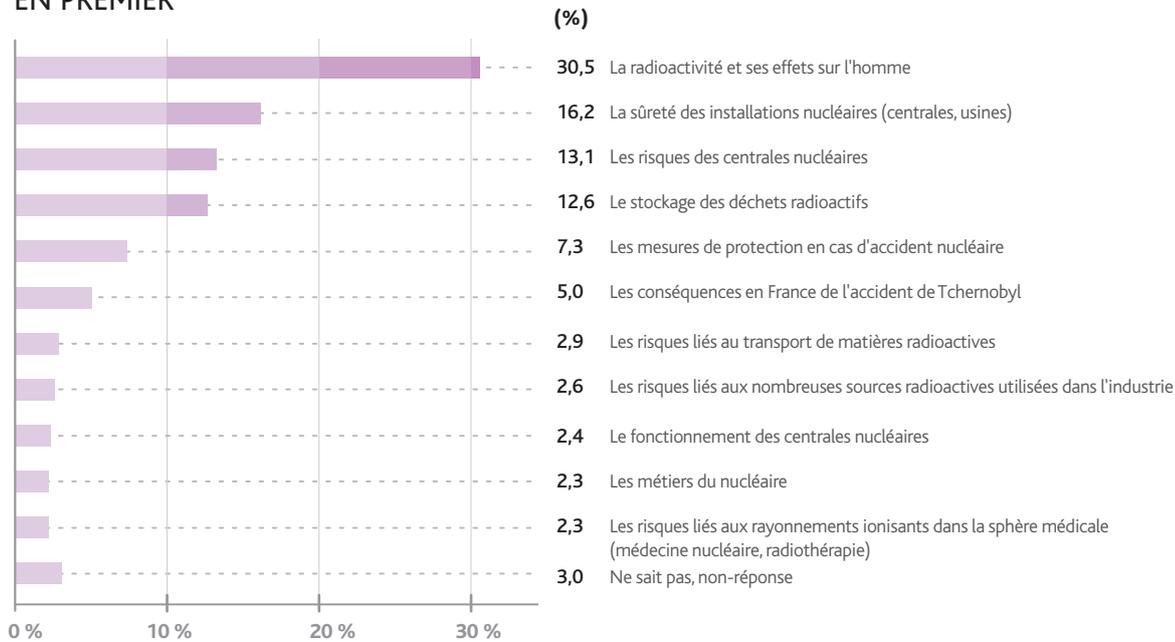
BESOINS D'INFORMATION: EFFETS SUR LA SANTÉ, STOCKAGE DES DÉCHETS ET SÛRETÉ EN TÊTE

QUESTION POSÉE

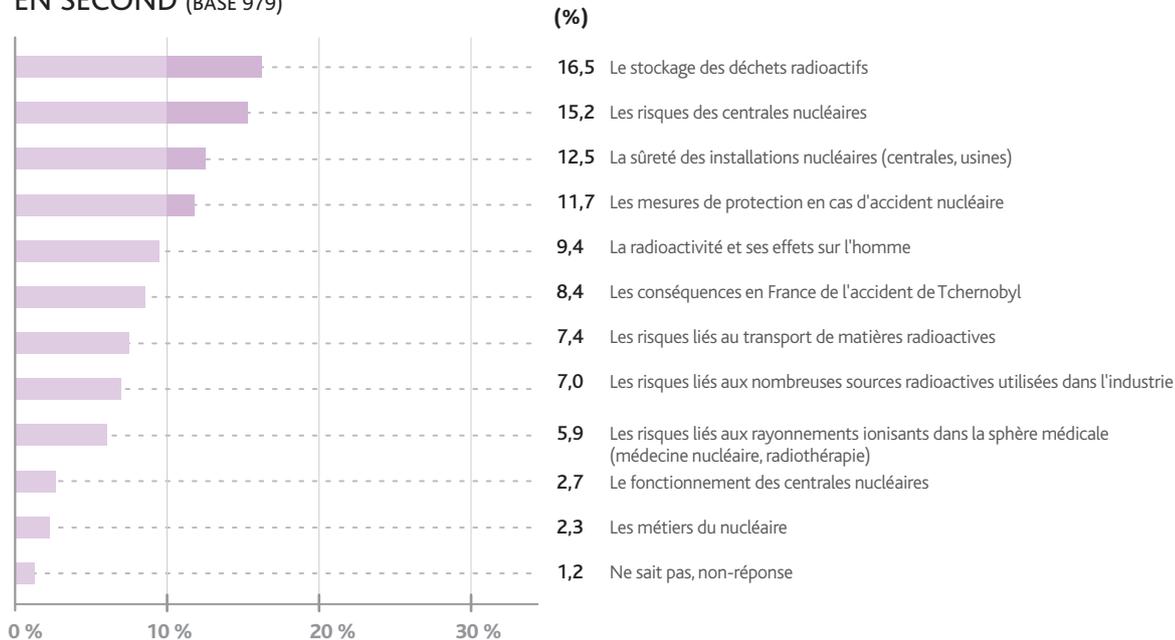
« Dans le domaine du nucléaire, sur quels sujets voulez-vous être mieux informé ? »
(3 réponses possibles)

DÉCEMBRE
2010

EN PREMIER

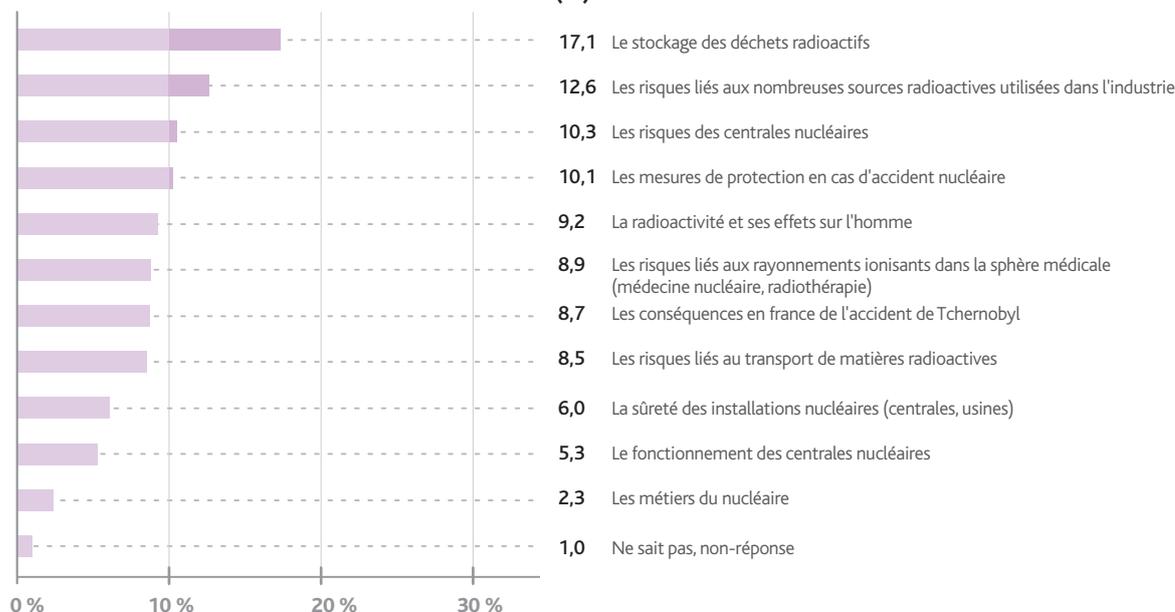


EN SECOND (BASE 979)



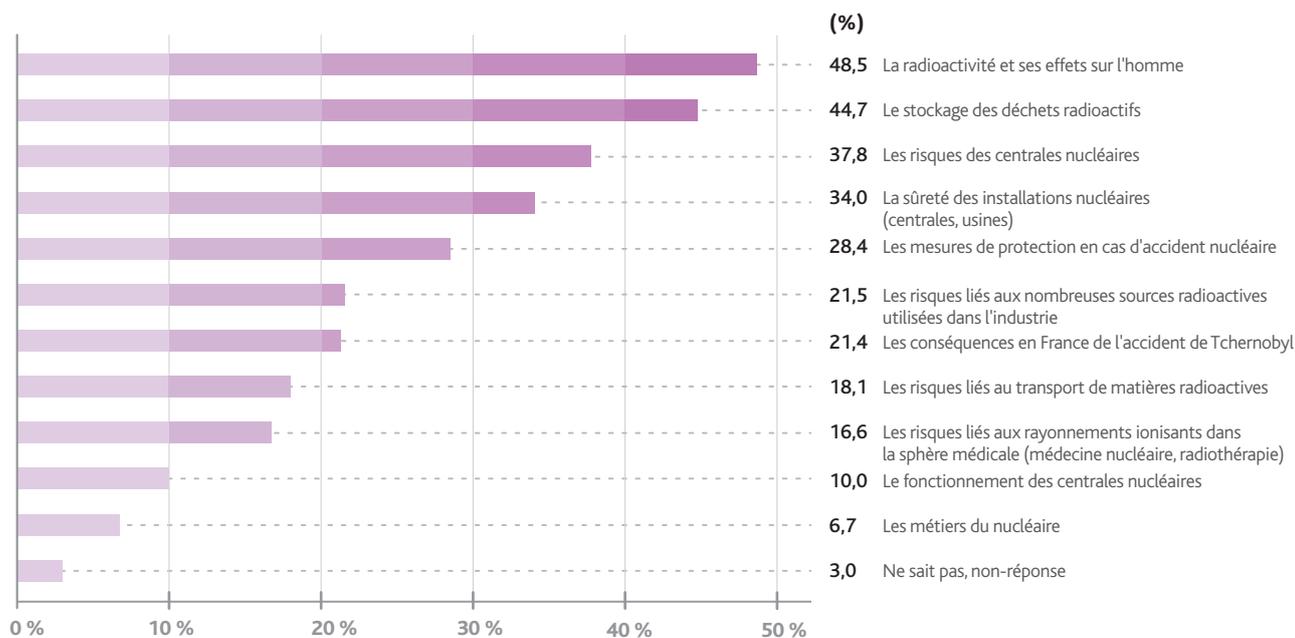
EN TROISIÈME (BASE 967)

(%)



CUMUL (3027 réponses)

Les résultats cumulés correspondent à la somme de trois choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse est supérieur à 100.

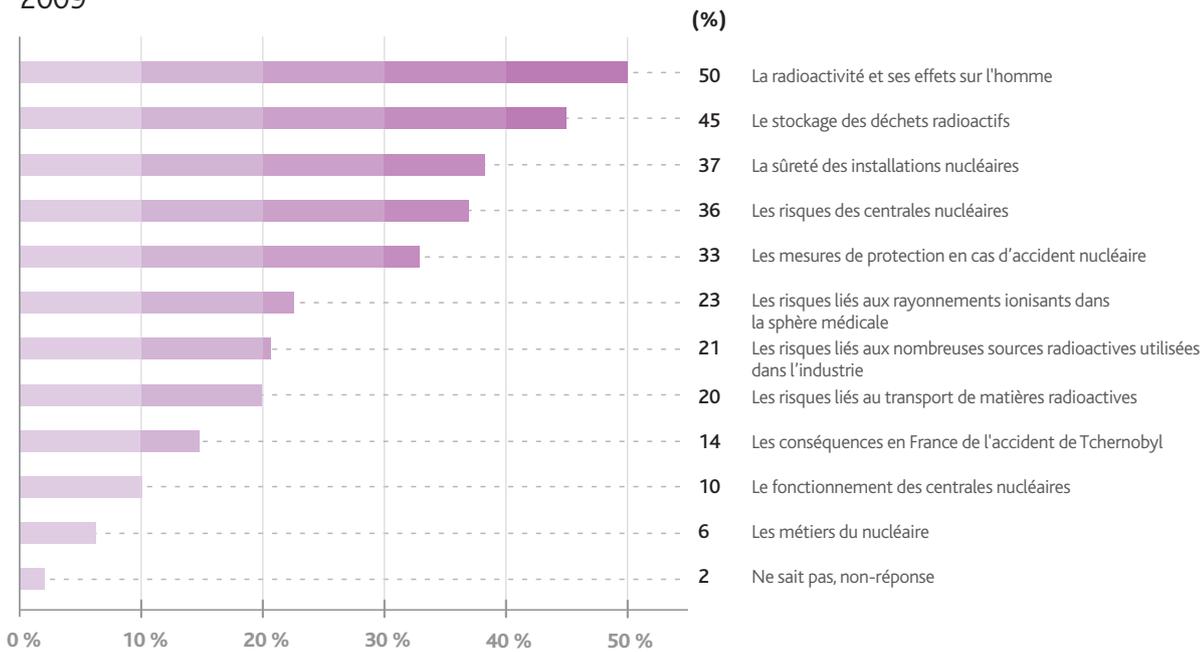


« Dans le domaine du nucléaire, sur quels sujets voulez-vous être mieux informé ? » (3 réponses possibles)

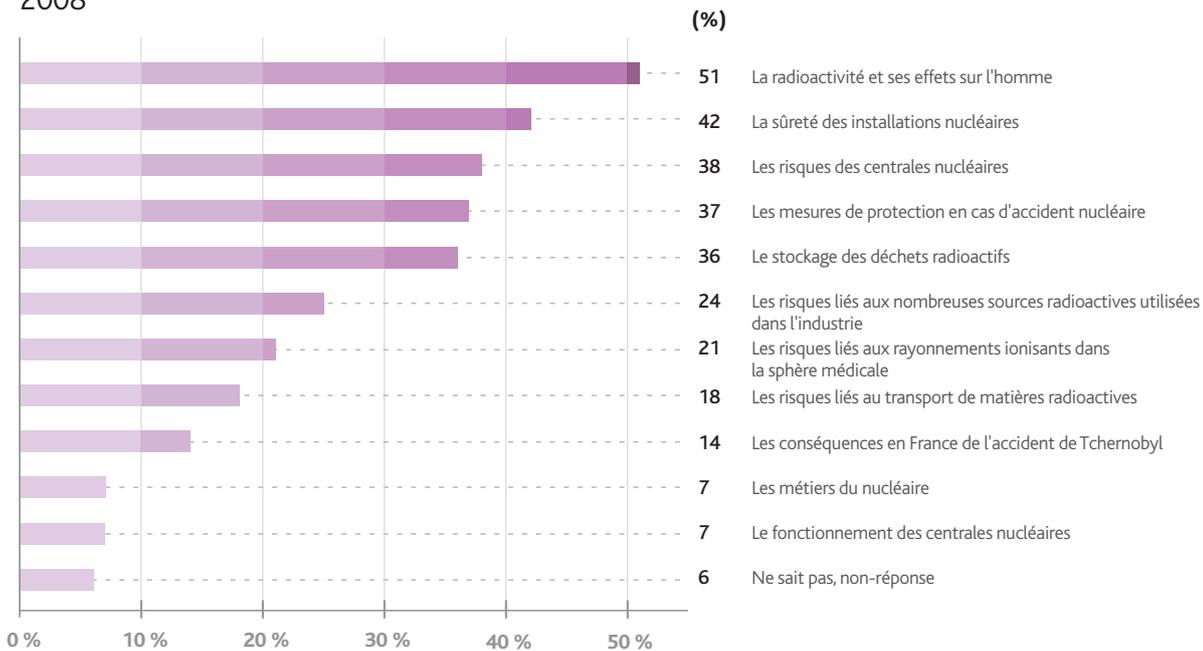
ÉVOLUTIONS 2009, 2008 & 1998

Les résultats cumulés correspondent à la somme de trois choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.

2009

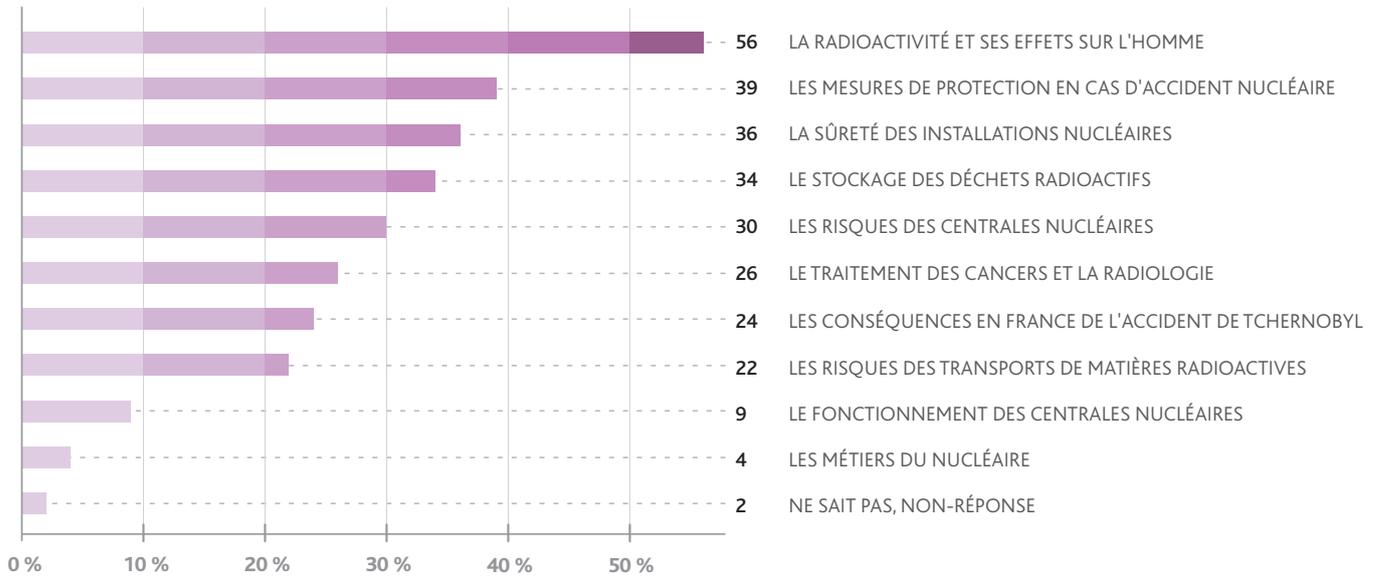


2008



1998

(%)



SOURCES D'INFORMATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

QUESTION POSÉE

« Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous jugez les plus utiles pour vous forger un avis sur les sujets d'environnement ? »

DÉCEMBRE
2010

	2010	2009	2008	2007	2006	(%)
LES INFORMATIONS, REPORTAGES OU ÉMISSIONS À LA TV OU À LA RADIO	47,5	53,2	55,4	52,0	55,7	
LES AVIS DES SCIENTIFIQUES	38,8	41,7	37,0	40,3	40,0	
LES POSITIONS DES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT	29,1	28,2	26,5	26,5	29,8	
LES ARTICLES DE PRESSE	22,4	25,3	23,4	28,5	33,6	
LES SITES INTERNET EN LIEN AVEC L'ENVIRONNEMENT	21,9	24,3	22,2	21,6	15,8	
LES DÉCLARATIONS DES PARTIS POLITIQUES	1,4	2,0	2,2	3,4	2,4	
AUTRE	1,3	0,8	0,5	0,7	2,2	
NE SAIT PAS	1,0	0,8	0,5	0,9	1,4	

DESCRIPTION
DE L'ÉCHANTILLON

ANNEXES

RÉGION	(%)	(visé)	PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ	
Nord	6,7	(6,6)	Agriculteurs	1,0
Bassin parisien	17,3	(17,7)	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres supérieurs	13,5
Ouest	13,9	(13,3)	Professions intermédiaires	13,0
Sud-Ouest	11,6	(10,9)	Employés, personnels de service	15,5
Méditerranée	12,3	(12,3)	Ouvriers	13,0
Centre-Est	11,4	(11,9)	Retraités ou autres inactifs	44,1
Est	9,1	(8,8)		
Région parisienne	17,6	(18,6)		
HABITAT			STATUT DE L'INTERVIEWÉ	
Moins de 20 000 habitants	42,7	(41,4)	Salarié du secteur privé	27,7
20 000 à moins de 100 000 hab.	12,1	(13,4)	Salarié du secteur public	14,6
100 000 hab. et +	29,5	(28,7)	Sous-total salariés	42,3
Agglomération parisienne	15,7	(16,4)	À son compte	6,7
			Inscrit au Pôle emploi	7,5
			Inactif	43,5
SEXE			<i>L'échantillon est proche des quotas visés. Il est tout à fait comparable aux échantillons des années antérieures et ne comporte aucune sous- ou sur-représentation d'une variable sociodémographique susceptible d'entraîner des différences sur les résultats.</i>	
Homme	47,9	(47,8)		
Femme	52,1	(52,2)		
ÂGE			DIPLÔME	
18-24 ans	11,7	(11,6)	<i>Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ? Si oui, quel est le plus élevé ?</i>	
25-34 ans	16,5	(17,2)	Aucun diplôme	12,0
35-49 ans	25,7	(27,4)	CEP, CAP	25,0
50-64 ans	25,6	(22,3)	Brevet (BEPC, BEP)	16,1
65 ans et plus	20,6	(21,5)	Sous-total inférieur au Bac	53,0
CATÉGORIE SOCIO - PROFESSIONNELLE			Baccalauréat	20,5
Agriculteurs	1,0	(1,2)	BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)	11,6
Artisans, commerçants	16,6	(16,4)	Autre diplôme supérieur (grande école, université)	14,9
Professions intermédiaires	13,5	(14,5)	Sous-total Bac et plus	47,0
Employés	12,5	(9,5)		
Ouvriers	18,3	(20,6)		
Retraités, autres inactifs	38,2	(36,8)		
<i>Fin des variables quotas et strates</i>				
STATUT DU CHEF DE FAMILLE				
Salarié du secteur public	14,5			
Salarié du secteur privé	32,5			
Sous-total salariés	57,0			
À son compte	8,1			
Inscrit au Pôle emploi	7,1			
Inactif	37,8			

FORMATION (%)**Votre formation est plutôt :**

Base : 888

Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)	19,6
Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)	16,2
Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)	11,7
Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)	11,9
Autres	40,5
(NSP)	0,1

NIVEAU DE REVENUS

Moins de 500 euros	3,6
500 à 749 euros	6,0
750 à 999 euros	6,4
1000 à 1499 euros	15,0
1500 à 1999 euros	15,9
2000 à 2499 euros	13,9
2500 euros ou plus	24,9
(Refus/NSP)	26,4

LECTURE DE JOURNAUX SCIENTIFIQUES

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme par exemple Science & Vie, Science et Avenir, Ça m'intéresse, La Recherche... ?

Souvent	8,1
De temps en temps	27,7
Rarement	22,3
Sous-total oui	58,1
Jamais	41,9

PROXIMITÉ POLITIQUE

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

Sous-total gauche	44,5
Sous-total gauche hors PS	21,1
Lutte ouvrière d'Arlette Laguiller	1,5
Le NPA (Nouveau parti anticapitaliste) d'Olivier Besancenot	2,0
Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon	2,5

Le Parti communiste	2,9
Le Parti socialiste	23,4
Les Verts	12,3
Sous-total droite	17,0
Le Modem	2,9
Le Nouveau Centre	2,6
L'UMP	11,7
Sous-total droite parlementaire	14,3
Le Front national	2,8
(Aucune proximité partisane / NSP)	35,6

POSITION POLITIQUE

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

Très à gauche	2,1
À gauche	17,9
Plutôt à gauche	19,7
Sous-total gauche	39,7
Ni à gauche ni à droite	36,7
Sous-total droite	16,1
Plutôt à droite	9,9
À droite	4,4
Très à droite	1,8
(Refus de répondre /NSP)	7,5

RELIGION

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

Oui	20,6
Non	79,2
Non-réponse	0,2

QUESTIONNAIRE

ANNEXES

RÉGION ZEAT

- 1 Région parisienne
- 2 Bassin Parisien Est
- 3 Bassin Parisien Ouest
- 4 Nord
- 5 Est
- 6 Ouest
- 7 Sud Ouest
- 8 Sud Est
- 9 Méditerranée

AGGLO EN 9

- 1 2 000 à 5 000 hab
- 2 5 000 à 10 000 hab
- 3 10 000 à 20 000 hab
- 4 20 000 à 50 000 hab
- 5 50 000 à 100 000 hab
- 6 100 000 à 200 000 hab
- 7 > 200 000 hab
- 8 Agglo Paris
- 9 Rural

RÉGION

- 1 NORD : 59-62
- 2 B.P. EST : 02-08-10-21-51-52-58-60-71-80-89
- 3 B.P. OUEST : 14-18-27-28-36-37-41 45-50-61-76
- 4 OUEST : 16-17-22-29-35-44-49 53-56-72-79-85-86
- 5 SUD OUEST : 09-12-19-23-24-31-32-33-40-46-47-64 65-81-82-87
- 6 MEDITERRANEE : 04-05-06-11-13-30-34-48-66-83-84
- 7 CENTRE EST : 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74
- 8 EST : 25-39-54-55-57-67-68-70-88-90
- 9 R. PARIS : 75-77-78-91 à 95

Interview réalisée auprès ...

- 1 d'un homme
- 2 d'une femme

Quel est votre âge ?

Quelle est la profession du chef de famille ? Quelle est sa fonction exacte ?

Le chef de famille est-il :

- 1 Inscrit au pôle emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

Êtes-vous le chef de famille ?

- 1 OUI
- 2 NON

Quelle est votre profession ? Quelle est votre fonction exacte ?

Êtes-vous :

- 1 Inscrit au pôle emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? En premier ? En second ? ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN ET ÉNUMERER

- 1 La dégradation de l'environnement
- 2 L'insécurité
- 3 Les risques nucléaires
- 4 Les accidents de la route
- 5 Le chômage
- 6 La misère et l'exclusion
- 7 Le SIDA
- 8 Les risques alimentaires
- 9 Le terrorisme
- 10 Les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme...)
- 11 Les risques chimiques
- 12 Les conséquences de la crise financière
- 13 Les bouleversements climatiques
- 14 La grippe A (H1N1)
- 15 [NSP]

alea i1->14

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? En premier ?

En second ?

- 1 La disparition d'espèces animales
- 2 La destruction des forêts
- 3 L'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)
- 4 La pollution de l'eau
- 5 La diminution de la couche d'ozone
- 6 La pollution de l'air
- 7 Les nuisances sonores
- 8 La dégradation des paysages
- 9 La pollution des sols
- 10 Les dommages liés aux catastrophes naturelles
- 11 [NSP]

alea i1->10

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont :

UNE SEULE REPONSE

- 1 Quasi-nuls
- 2 Faibles
- 3 Moyens
- 4 Élevés
- 5 Très élevés
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
- 2 Les déchets radioactifs
- 3 Le SIDA
- 4 La pollution atmosphérique
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
- 7 Les produits alimentaires
- 8 Les déchets chimiques
- 9 Le tabagisme des jeunes
- 10 Les inondations
- 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- 12 Le terrorisme
- 13 Les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)
- 14 Les accidents de la route
- 15 Le radon dans les habitations
- 16 Les installations chimiques
- 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
- 18 Le transport des matières dangereuses
- 19 L'alcoolisme
- 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables

- 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêts
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 La grippe A (H1N1)
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension
- alea s1->33

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
 - 2 Les déchets radioactifs
 - 3 Le SIDA
 - 4 La pollution atmosphérique
 - 5 Les centrales nucléaires
 - 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
 - 7 Les produits alimentaires
 - 8 Les déchets chimiques
 - 9 Le tabagisme des jeunes
 - 10 Les inondations
 - 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
 - 12 Le terrorisme
 - 13 Les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)
 - 14 Les accidents de la route
 - 15 Le radon dans les habitations
 - 16 Les installations chimiques
 - 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
 - 18 Le transport des matières dangereuses
 - 19 L'alcoolisme
 - 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
 - 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêts
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 La grippe A (H1N1)
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension
- alea s1->33

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
 - 2 Les déchets radioactifs
 - 3 Le SIDA
 - 4 La pollution atmosphérique
 - 5 Les centrales nucléaires
 - 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
 - 7 Les produits alimentaires
 - 8 Les déchets chimiques
 - 9 Le tabagisme des jeunes
 - 10 Les inondations
 - 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
 - 12 Le terrorisme
 - 13 Les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)
 - 14 Les accidents de la route
 - 15 Le radon dans les habitations
 - 16 Les installations chimiques
 - 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
 - 18 Le transport des matières dangereuses
 - 19 L'alcoolisme
 - 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
 - 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêts
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 La grippe A (H1N1)
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension
- alea s1->33

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [Sans opinion, non réponse]

- 1 Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations
- 2 Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème
- 3 En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes
- 4 Respecter les règles c'est le meilleur moyen de diminuer un risque
- 5 Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord
- 6 Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics
- 7 Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques

QUESTIONNAIRE

ANNEXES

8 Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis

9 Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer

10 Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations

11 Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public
alea S1->11

Enfin, deux dernières propositions relatives au rôle de la science et des technologies.

12 Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes

13 Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime
alea S12->13

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ? En premier ? En second ?

- 1 Il est indépendant dans son jugement
- 2 Il est techniquement compétent
- 3 Il dit honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions
- 4 Il est réactif face à des situations non prévues
- 5 Il est créatif
- 6 [Autre]
- 7 [NSP]

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très bonne
- 2 Bonne
- 3 Ni bonne, ni mauvaise
- 4 Mauvaise
- 5 Très mauvaise
- 6 [NSP]

Diriez-vous qu'aujourd'hui, vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Beaucoup plus confiance
- 2 Plus confiance
- 3 Autant confiance
- 4 Moins confiance
- 5 Beaucoup moins confiance
- 6 [NSP]

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les pouvoirs publics aux niveaux national et local
- 2 Les élus locaux (Conseil Régional, Conseil Général, Municipalité)
- 3 Les organisations et associations non gouvernementales
- 4 Un comité local de citoyens
- 5 L'exploitant de l'installation
- 6 Un comité d'experts scientifiques
- 7 [NSP]

Accepteriez-vous de vivre près ?

- 1 OUI
- 2 NON
- 3 [NSP]
- 1 d'une centrale nucléaire
- 2 d'une installation chimique importante
- 3 d'un site de stockage de déchets chimiques
- 4 d'un site de stockage de déchets radioactifs
- 5 d'une décharge d'ordures ménagères
- 6 d'une zone inondable
- 7 d'une zone sismique
- 8 d'un aéroport
- 9 de lignes à haute tension
- 10 d'un incinérateur de déchets ménagers
- 11 d'un centre de recherche nucléaire
- 12 d'une antenne de réseau pour téléphones portables
- 13 d'un parc éolien
alea s1->13

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, une fois par an
- 2 Oui, deux ou trois fois par an
- 3 Oui, quatre fois par an ou plus
- 4 Non
- 5 [NSP]

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très utile
- 2 Plutôt utile
- 3 Plutôt inutile
- 4 Très inutile
- 5 [NSP]

Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure avec les experts scientifiques officiels à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 OUI
- 2 NON

- 1 des médecins
- 2 des représentants de l'Académie des sciences
- 3 des associations écologistes locales
- 4 des associations écologistes nationales
- 5 des représentants des syndicats
- 6 des journalistes
- 7 des élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalités,..)
- 8 des industriels
- 9 des personnes exposées au risque
- 10 des membres des commissions locales d'information (CLI, CLIS, CLIC, etc.)
- 11 des scientifiques du monde universitaire
- 12 des juristes
- 13 des Pouvoirs publics au niveau national ou local
alea S1->13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Contribuer à réduire les risques
- 2 Avoir accès à des informations fiables
- 3 Mieux identifier les risques
- 4 Faire émerger de nouveaux points de vue et idées
- 5 Eclairer le décideur sur les différentes options
- 6 Améliorer la qualité de l'expertise
- 7 Mieux définir la question à étudier
- 8 Améliorer la communication des résultats
- 9 Rendre plus crédible l'expertise
- 10 [NSP]

alea I1->9

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

PREMIÈRE CITÉE - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les installations chimiques
- 2 Les transports de matières dangereuses
- 3 La distribution de gaz naturel
- 4 Les raffineries de pétrole
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 Les barrages
- 7 Le stockage des déchets radioactifs
- 8 Le transport aérien
- 9 Le transport par route
- 10 Le transport par rail
- 11 Les installations militaires
- 12 Les laboratoires de recherche biologique
- 13 Les fabriques et dépôts de feux d'artifices
- 14 [Autres]
- 15 [NSP]

A1 alea i1->13

(Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?)

2 RÉPONSES POSSIBLES - AUTRES CITÉES

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Important mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours
 - 2 Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertises qui lui sont faites
 - 3 S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens
 - 4 Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux
 - 5 Rendre public ses rapports d'expertise
- alea s1->5

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, tout à fait
- 2 Oui, plutôt
- 3 Non, plutôt pas
- 4 Non, pas du tout
- 5 [NSP]

- 1 La propriété industrielle
 - 2 L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public
 - 3 Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication
 - 4 Les engagements contractuels de l'expert
 - 5 L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise
 - 6 L'incertitude scientifique des résultats obtenus
 - 7 La lutte contre le terrorisme
 - 8 Le secret défense
- alea s1->8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Bien utile
- 5 Entièrement utile
- 6 [NSP]

Quelle est votre préférence entre les deux propositions suivantes :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion
- 2 Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soient uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations
- 3 [NSP]

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
- 2 Les associations écologistes
- 3 EDF (Electricité de France)
- 4 Les journalistes
- 5 Le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique)
- 6 Les médecins
- 7 Le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique)
- 8 Les organismes d'experts internationaux
- 9 AREVA (Précédemment COGEMA)
- 10 Les associations de consommateurs
- 11 Les hommes politiques
- 12 L'Académie des Sciences
- 13 Les élus locaux

QUESTIONNAIRE

ANNEXES

- 14 Les syndicats
- 15 Les organismes de contrôle de l'Etat (Autorité de sûreté nucléaire, etc)
- 16 L'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire)
- 17 L'ANDRA (Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs)
- 18 L'OPECST (Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Techniques)
- 19 La CLI (Commission Locale d'Information)
- 20 Le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire
- A23 alea s1->20

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
- 2 Les associations écologistes
- 3 EDF (Electricité de France)
- 4 Les journalistes
- 5 Le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique)
- 6 Les médecins
- 7 Le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique)
- 8 Les organismes d'experts internationaux
- 9 AREVA (précédemment COGEMA)
- 10 Les associations de consommateurs
- 11 Les hommes politiques
- 12 L'Académie des Sciences
- 13 Les élus locaux
- 14 Les syndicats
- 15 Les organismes de contrôle de l'Etat (Autorité de sûreté nucléaire, etc)
- 16 L'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire)
- 17 L'ANDRA (Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs)
- 18 L'OPECST (Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Techniques)
- 19 La CLI (Commission Locale d'Information)
- 20 Le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire
- A23 alea s1->20

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Le manque de transparence dans l'industrie nucléaire
- 2 L'accident de Tchernobyl
- 3 La vulnérabilité des installations nucléaires
- 4 Les déchets nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'indépendance énergétique
- 2 Le coût du kilowatt/heure
- 3 L'absence d'émission de gaz carbonique
- 4 La sûreté des installations nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [NSP]

- 1 Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises
- 2 Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves
- 3 La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers
- 4 Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs
- 5 Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques
- 6 Autour des installations nucléaires les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs
- alea S1->6

Habitez-vous à moins de 20 km

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 d'une centrale nucléaire ?
- 2 d'une autre installation nucléaire ?
- 3 d'une installation chimique importante ?

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal en Inde
- 2 Le tremblement de terre de Haïti
- 3 L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl
- 4 La tempête Xynthia de février dans l'ouest de la France
- 5 La marée noire dans le Golf du Mexique
- 6 Les incendies en Russie en août
- 7 Autres
- 8 [NSP]

alea i1->6

Dans le domaine du nucléaire, sur quels sujets voulez-vous être mieux informé ?

3 RÉPONSES POSSIBLES

- 1 La radioactivité et ses effets sur l'homme
- 2 La sûreté des installations nucléaires (centrales, usines)
- 3 Les métiers du nucléaire
- 4 Les risques des centrales nucléaires
- 5 Les risques liés au transport de matières radioactives
- 6 Les mesures de protection en cas d'accident nucléaire
- 7 Le stockage des déchets radioactifs
- 8 Les conséquences en France de l'accident de Tchernobyl.
- 9 Le fonctionnement des centrales nucléaires
- 10 Les risques liés aux rayonnements ionisants dans la sphère médicale (médecine nucléaire, radiothérapie)
- 11 Les risques liés aux nombreuses sources radioactives utilisées dans l'industrie
- 12 [Ne sait pas / Non réponse]

Certains déchets radioactifs resteront dangereux pendant des milliers voire des millions d'années. Entre ces deux types d'installations pour les gérer, laquelle a votre préférence ?

- 1 une installation de stockage des déchets radioactifs à faible profondeur du sol pour être capable de surveiller les déchets et les récupérer, même si l'installation risque d'être exposée à des agressions ou accidents
- 2 une installation de stockage définitif des déchets radioactifs en grande profondeur pour mieux les protéger des agressions mais où personne ne pourra les récupérer si de nouvelles solutions sont découvertes ou s'ils se dégradent trop rapidement
- 3 [sans opinion / nsp]

En 2006, une loi a décidé de créer un stockage pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs, quelle position vous semble la plus raisonnable ?

- 1 Il faut se décider maintenant et appliquer au plus vite la solution choisie
- 2 Il faut encore prolonger d'une dizaine d'années la phase des recherches en cours
- 3 Il faut laisser aux générations futures le choix de la solution en attendant d'éléments nouveaux
- 4 [sans opinion / nsp]

Êtes-vous d'accord avec la proposition suivante ? Les habitants des communes qui vivront à proximité du futur site de stockage de déchets radioactifs doivent impérativement être associés au processus de prise de décisions.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [NSP]

Et êtes-vous d'accord avec la proposition suivante :

Les communes situées à proximité du site où seront stockés des déchets radioactifs doivent bénéficier d'avantages économiques et financiers.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [NSP]

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Tchernobyl. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas vraiment d'accord
- 3 Plus ou moins d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Tout à fait d'accord
- 6 [NSP]

- 1 On cache la vérité aux Français sur les conséquences en France de l'accident de Tchernobyl.
- 2 Lorsque l'accident de Tchernobyl s'est produit, les autorités françaises ont donné au public des informations complètes et correctes.
- 3 Les centrales nucléaires françaises sont très différentes de celle de Tchernobyl

4 L'industrie nucléaire française a fait un réel effort d'information depuis l'accident de Tchernobyl.

5 Les explications des experts sur les conséquences de Tchernobyl sont incompréhensibles.
alea s1->5

Pour connaître toute la vérité sur les conséquences en France de l'accident de Tchernobyl, à qui faites-vous d'abord confiance ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Aux hommes politiques
 - 2 Aux écologistes
 - 3 A E.D.F. (Electricité de France)
 - 4 Aux journalistes
 - 5 Au CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique)
 - 6 Aux médecins
 - 7 Aux associations de consommateurs
 - 8 A l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
 - 9 A l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire)
 - 10 [NSP]
- alea l1->9

À votre avis, à l'heure actuelle, l'accident de Tchernobyl a fait en ex-URSS ...

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Moins de 50 morts
- 2 De 50 à 100 morts
- 3 De 101 à 1 000 morts
- 4 De 1 001 à 5 000 morts
- 5 Plus de 5 000 morts
- 6 [NSP]

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Tchernobyl ou par ce que vous en avez appris ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je les trouve maintenant bien moins sûres qu'avant
- 2 Je les trouve maintenant moins sûres qu'avant
- 3 Mon opinion n'a pas changé
- 4 Je les trouve maintenant plus sûres qu'avant
- 5 Je les trouve maintenant bien plus sûres qu'avant
- 6 [NSP]

Avez-vous parlé récemment de l'accident de Tchernobyl avec d'autres personnes ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non
- 2 Oui, une fois
- 3 Oui, plusieurs fois
- 4 Oui, de nombreuses fois
- 5 [NSP]

Avez-vous souffert d'une maladie ou d'un autre problème de santé que vous pensez être due à l'accident de Tchernobyl ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, c'est très probable
- 2 Oui, c'est possible
- 3 Non, probablement pas
- 4 Non, certainement pas
- 5 [NSP]

QUESTIONNAIRE

ANNEXES

Avez-vous consulté un médecin pour des problèmes que vous pensez être dus à l'accident ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ? Si oui, quel est le plus élevé ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Aucun diplôme
- 2 CEP / CAP
- 3 Brevet (BEPC / BEP)
- 4 Baccalauréat
- 5 BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme Universitaire de Technologie)
- 6 Autre diplôme supérieur (grande école, université)
- 7 [NSP]

Votre formation est plutôt :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)
- 2 Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)
- 3 Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)
- 4 Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)
- 5 Autres
- 6 [NSP]

Parmi les sources d'information suivantes, quelles sont celles que vous jugez les plus utiles pour vous forger un avis sur les sujets d'environnement ?

DEUX RÉPONSES POSSIBLES

- 1 les informations, reportages ou émissions à la TV ou à la radio
- 2 les articles de presse
- 3 les sites Internet en lien avec l'environnement
- 4 les déclarations de partis politiques
- 5 les positions des associations de défense de l'environnement
- 6 les avis des scientifiques
- 7 [autre]
- 8 [NSP]

alea i1->6

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme par exemple Science & Vie, Science et Avenir, ça m'intéresse, La Recherche... ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Souvent
- 2 De temps en temps
- 3 Rarement
- 4 Jamais
- 5 [NSP]

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Lutte Ouvrière d'Arlette Laguiller
- 2 Le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) d'Olivier Besancenot
- 3 Le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon
- 4 Le Parti Communiste
- 5 Le Parti Socialiste
- 6 Les Verts
- 7 Le Modem
- 8 Le nouveau centre
- 9 L'UMP
- 10 Le Front National
- 11 [Aucun]
- 12 [NSP]

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très à gauche
- 2 A gauche
- 3 Plutôt à gauche
- 4 Ni à gauche, ni à droite
- 5 Plutôt à droite
- 6 A droite
- 7 Très à droite
- 8 [NSP]

Voici une échelle de revenus mensuels en euros. Nous désirons savoir à quel niveau de revenus se situe votre foyer en comptant les allocations familiales et les revenus de tous les membres du ménage. Veuillez m'indiquer le code correspondant à votre foyer ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Moins de 499 Euros / Moins de 3 299 Francs
- 2 De 500 à 749 Euros / De 3 300 à 4 899 Francs
- 3 De 750 à 999 Euros / De 4 900 à 6 599 Francs
- 4 De 1 000 à 1 499 Euros / De 6 600 à 9 799 Francs
- 5 De 1 500 à 1 999 Euros / De 9 800 à 13 099 Francs
- 6 De 2 000 à 2 499 Euros / De 13 100 à 16 399 Francs
- 7 De 2 500 à 2 999 Euros / De 16 400 à 19 699 Francs
- 8 De 3 000 à 3 499 Euros / De 19 700 à 22 999 Francs
- 9 De 3 500 à 4 499 Euros / De 23 000 à 29 499 Francs
- 10 De 4 500 à 5 999 Euros / De 29 500 à 39 399 Francs
- 11 De 6 000 à 7 499 Euros / De 39 400 à 49 199 Francs
- 12 De plus de 7 500 Euros / Plus de 49 200 Francs
- 13 [NE SAIT PAS]
- 14 [REFUS, NE VEUT PAS DIRE]

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous des remarques à ajouter sur l'ensemble de cette enquête ?

ENQUÊTES IRSN

SIGLE	ENQUÊTE	ANNÉE	EFFECTIF	TYPE D'ENQUÊTE	INSTITUT DE SONDAGE
D90	IPSN	DÉCEMBRE 1990	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
J91	IPSN	JUIN 1991	1010	SPÉCIFIQUE	BVA
A92	IPSN	AVRIL 1992	1014	SPÉCIFIQUE	BVA
O92	IPSN	OCTOBRE 1992	951	OMNIBUS	BVA
M93	IPSN	MAI 1993	1022	SPÉCIFIQUE	BVA
F94	IPSN	FÉVRIER 1994	944	OMNIBUS	BVA
M94	IPSN	MAI 1994	942	OMNIBUS	BVA
J95	IPSN	JANVIER 1995	972	OMNIBUS	BVA
S95	IPSN	SEPTEMBRE 1995	1052	SPÉCIFIQUE	BVA
D95	IPSN	DÉCEMBRE 1995	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
M96	IPSN	MAI 1996	1009	SPÉCIFIQUE	BVA
AO97	IPSN	AOÛT 1997	1002	OMNIBUS - TEL.	BVA
N97	IPSN	NOV. - DÉC. 1997	1035	SPÉCIFIQUE	BVA
O98	IPSN	OCTOBRE 1998	1012	SPÉCIFIQUE	BVA
O99	IPSN	OCTOBRE 1999	1015	SPÉCIFIQUE	BVA
O00	IPSN	OCTOBRE 2000	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
N01	IPSN	NOVEMBRE 2001	1032	SPÉCIFIQUE	BVA
N02	IRSN	NOVEMBRE 2002	1082	SPÉCIFIQUE	BVA
N04	IRSN	OCTOBRE 2004	1008	SPÉCIFIQUE	BVA
N05	IRSN	NOVEMBRE 2005	1047	SPÉCIFIQUE	BVA
N06	IRSN	NOVEMBRE 2006	1042	SPÉCIFIQUE	BVA
N07	IRSN	NOVEMBRE 2007	1002	SPÉCIFIQUE	BVA
D08	IRSN	DÉCEMBRE 2008	1002	SPÉCIFIQUE	BVA
D09	IRSN	DÉCEMBRE 2009	1003	SPÉCIFIQUE	BVA
D10	IRSN	DÉCEMBRE 2010	1009	SPÉCIFIQUE	BVA

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

IRSN

DSDP – Service de l'ouverture à la société
BP 17 – 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
Téléphone : +33 (0)1 58 35 80 33
Télécopieur : +33 (0)1 58 35 79 62
marie-helene.eljammal@irsn.fr

**LES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES DU BAROMÈTRE SONT DISPONIBLES
SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE :**

www.irsn.fr > IRSN > Publications > Baromètre IRSN

ISSN en cours

Tous droits réservés IRSN

Juin 2011

Conception graphique : Bug

Imprimé avec des encres végétales, sur Satimat green,
papier contenant 60% de fibres recyclées et certifié FSC.



IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Créé par l'article 5 de la loi n° 2001-398 du 9 mai 2001, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) est un établissement public industriel et commercial, dont le fonctionnement a été précisé par le décret n° 2002-254 du 22 février 2002, modifié le 7 avril 2007. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la Défense, de l'Environnement, de l'Industrie, de la Recherche et de la Santé.

Expert public en matière de recherches et d'expertises relatives aux risques nucléaires et radiologiques, l'Institut traite de l'ensemble des questions scientifiques et techniques associées à ces risques, en France et à l'international. Ses activités couvrent ainsi de nombreux domaines complémentaires : surveillance de l'environnement, intervention en cas de risque radiologique, radioprotection de l'homme en situation normale et accidentelle, sûreté des installations, des transports et des déchets nucléaires. L'Institut est également présent dans le domaine de l'expertise nucléaire de défense.

L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire, de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants ainsi que de protection des matières nucléaires, installations et transports à l'égard du risque de malveillance. Il interagit dans ce cadre avec tous les acteurs concernés par ces risques : pouvoirs publics, et notamment les autorités de sûreté et de sécurité nucléaires, collectivités locales, entreprises, organismes de recherche, associations de parties prenantes, etc.

L'Institut compte environ 1 800 collaborateurs parmi lesquels de nombreux ingénieurs, médecins, agronomes, vétérinaires, techniciens, experts et chercheurs.

L'IRSN a un budget d'environ 300 millions d'euros dont près de 50 % dédié à la recherche.

Siège social

31, avenue de la Division Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B 440 546 018

Téléphone

+33 (0)1 58 35 88 88

Courrier

BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Site Internet

www.irsn.fr